

La fin du sommet de l'OTAN à Bruxelles

M. Bush a imposé à la RFA sa conception du désarmement

Un remarquable rétablissement

M. Bush peut se frotter les mains. Il crée - enfin - l'événement par une proposition de désarmement chaleureusement saluée par les alliés occidentaux et qui relègue au second plan la querelle sur les armes nucléaires à courte portée, pour laquelle un compromis proche des thèses américaines est d'ailleurs trouvé. M. Gorbatchev mis au pied du mur et M. Bush remis en pleine lumière, dans le cadre élargi d'un sommet de l'OTAN dont il a été la vedette : c'est un remarquable rétablissement.

De fait, il devenait urgent d'agir, après tant de commémorations remplies de commémorations à l'égard d'un président régulièrement éclipsé par M. Gorbatchev, d'un président incapable de trouver une idée originale, d'une administration compétente mais aussi lente et stérile. Les grands discours prononcés par M. Bush au terme du « réexamen » des rapports américano-soviétiques avaient été salués avec un intérêt tout juste poli à l'Ouest, et balayés d'un revers de main à Moscou.

Aujourd'hui, M. Mitterrand considère que le président américain a fait preuve d'« imagination ». Le chancelier Kohl trouve son projet « grandiose », le Canadien Mulroney l'estime « impressionnant », et M. Gorbatchev, le porte-parole soviétique, considère qu'il va « dans la bonne direction ».

En fait, c'est aussi l'étendue des concessions annoncées par Moscou à la Conférence de Vienne sur les forces conventionnelles, et présentées un peu plus tôt par M. Gorbatchev au secrétaire d'Etat, M. Baker, qui a poussé M. Bush à sortir de sa réserve. Certains considéreront peut-être plus tard, que le président s'est lancé dans des concessions un peu rapides, par exemple à propos de la prise en compte des avions dans les armes classiques. Mais, pour l'instant, les Américains semblent nombreux à se réjouir qu'on se soit mis à l'œuvre.

Parvenir à ce résultat en peu de temps, tout en maintenant un certain mystère autour du projet pour ménager un effet d'annonce, présentait des difficultés : il fallait, en particulier, éviter de brusquer les alliés. Le voyage « secret » en Europe d'un représentant du département d'Etat (M. Eagleburger) et d'un haut responsable du Conseil de sécurité (M. Gates) a été décidé dans cet esprit. M. Bush ne pouvait guère faire moins à l'égard de ses partenaires de l'OTAN. Mais il n'est pas allé jusqu'à dévoiler le détail de ses projets à M. Mitterrand vers sa rencontre avec lui à l'aéroport, le 20 mai. C'est tout juste pendant son séjour dans sa maison familiale de Maine que M. Bush aurait au point son plan.

A. Bush n'est pas pressé de rencontrer M. Gorbatchev - il a cliqué de longue date qu'il préférait attendre que le terrain ait été suffisamment préparé. Du moins a-t-il engagé, à sa manière, le dialogue. La réponse du dirigeant soviétique, qui sera sans doute positive, devrait ouvrir la voie à un chapitre entièrement nouveau de l'histoire d'après-guerre : un désarmement très significatif en Europe.

M 0147 - 0531 0 - 4,50 F



3790167004500 05310

Selon M. Gorbatchev, le budget militaire soviétique est quatre fois supérieur aux chiffres précédemment cités

Le sommet de l'OTAN s'est terminé, mardi 30 mai en fin de matinée, par un succès pour M. Bush : le président américain a non seulement su ravir la vedette à M. Gorbatchev en matière de réduction des armements, mais il a aussi réussi à imposer un compromis à Bonn sur la question des missiles nucléaires à courte portée (SNF). L'Union soviétique n'a pas encore réagi aux

C'est l'accord sur les armes nucléaires à courte portée qui a été le plus difficile. M. Gorbatchev, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, bataillant toute la nuit de lundi à mardi pour éviter que l'ouverture de négociations sur les SNF avec l'URSS soit conditionnée par l'aboutissement des discussions de Vienne sur la réduction des armements classiques. M. Gorbatchev voulait aussi que le texte final n'exclue pas la possibilité d'une troisième « option zéro », c'est-à-dire l'élimination totale des SNF. Sur ces deux points, les dirigeants allemands ont dû s'incliner.

Le texte affirme en effet que, dans les négociations avec l'Est, l'une des priorités est d'obtenir un accord sur les armes classiques. « Une fois la mise en œuvre d'un tel accord engagée, les Etats-Unis, en concertation avec leurs alliés, sont prêts à entamer une négociation visant à parvenir à

une réduction partielle des forces américaines et soviétiques en missiles nucléaires à courte portée basés à terre. Ces réductions négociées, conduisant à un niveau inférieur de leurs missiles SNF, ne seront pas opérées avant que le résultat des négociations conventionnelles ait été mis en œuvre (under way). »

Le texte affirme, d'autre part, que la question du déploiement du système de remplacement des quatre-vingt-huit missiles Lance sera traitée en 1992. « Bien que la décision soit d'ordre national, les alliés reconnaissent l'intérêt que présente la poursuite par les Etats-Unis du financement des recherches concernant ce système de remplacement. » Autrement dit, les Américains sont libres de « moderniser » les Lance dès à présent ; ce n'est que la mise en place de ces nouvelles armes qui est ajournée.

propositions de M. Bush, approuvées par les quinze alliés des Etats-Unis, exception faite des réserves françaises et britanniques concernant les avions pouvant servir à délivrer l'arme nucléaire. A Moscou, M. Gorbatchev a, d'autre part, reconnu que le budget militaire soviétique est quatre fois supérieur aux chiffres précédemment avancés (lire page 48).

Informé mercredi dernier par un envoyé spécial de M. Bush, M. Mitterrand s'est rallié aux propositions américaines qu'on juge « très positives » à l'Elysée. La seule réserve française concerne les avions pouvant servir à délivrer l'arme nucléaire.

Comment les réductions d'armement proposées par M. Bush vont-elles être réparties entre les alliés ? Personne n'en a encore idée, tant la décision de M. Bush de frapper un grand coup dans la croisade pour les opinions publiques, est récente. Ce n'est en effet qu'au lendemain du départ de M. Mitterrand des Etats-Unis, que M. Bush a mis au point les propositions annoncées à Bruxelles.

J. A.

(Lire nos informations pages 6 et 7, ainsi que l'article de CLAUDE TREAN sur l'ouverture, à Paris, de la conférence européenne sur les droits de l'homme.)

Pillages contre la rigueur économique

Le président Alfonsín décrète l'état de siège en Argentine

A la suite de nombreux pillages de commerces d'alimentation, commis principalement dans la ville de Rosario, à 300 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires, le président argentin, Raul Alfonsín, a décrété, lundi 29 mai, l'état de siège dans tout le pays, pour une durée de trente jours. Cette décision intervient au lendemain de l'adoption, par le gouvernement, d'un plan d'urgence pour lutter contre la crise économique. Selon la police, une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées.



Lire nos informations page 5

La Nouvelle-Calédonie avant les élections régionales du 11 juin

Ouvéa rongée par le remords

Les Néo-Calédoniens doivent désigner, le dimanche 11 juin, leurs représentants dans les trois provinces créées par le statut qui découle des accords de Matignon. L'Union calédonienne, formation que dirigeait Jean-Marie Tjibaou, invite les Canaques à la fidélité ces accords, tandis que le FULK, composante extrémiste du FLNKS, réaffirme qu'il s'apprête à « faire échec au plan Rocard » en durcissant son combat.

A Ouvéa, les habitants, toujours sous le choc du double assassinat du 4 mai, commencent à parler.

LE D'OUVÉA de nos envoyés spéciaux

La barque glisse sur le lagon turquoise, guidée par la rame d'un enfant à travers le chenal qui sépare la plage de Mouly de l'île de Fayawa, à la pointe sud d'Ouvéa. L'image de Jean-Marie Tjibaou s'éloignant à bord de cet esquif pour un instant de méditation solitaire sur cet îlot de carte postale, le matin du jeudi 4 mai, quelques heures avant son assassinat, ne quittera plus la mémoire de Chantal Kapoori.

Jean-Marie avait peur. Le président local de l'Union calédonienne a en lui-même un pressentiment, ce matin-là, à 8 heures, quand il a vu Jean-Marie Tjibaou, qu'il n'attendait pas, débarquer en costume sombre à l'aéroport d'Ouvéa. « D'habitude, il venait chez nous en chemise. Je lui ai dit : « Pourquoi tu t'es habillé comme ça ? Tu m'inquiètes... »

Chantal Kapoori n'en finira jamais de revivre cette journée maudite. Pendant que Yéiwéné Yéiwéné et Léopold Jorédié jouaient à la pétanque, chez lui, à Mouly, en attendant l'heure du repas à la tribu voisine de Lekine, Jean-Marie Tjibaou avait préféré s'isoler à l'intérieur de sa maison de tôle où les pigeons vivent en liberté au milieu des photographies souvenirs qui racontent l'aventure du FLNKS. « Il semblait absent, ailleurs. Il avait demandé à sa femme, Marie-Claude, de l'accompagner, parce qu'il craignait de ne pas pouvoir retenir ses larmes, en face des veuves des dix-neuf morts, mais Marie-Claude n'avait pas pu venir... Il avait peur, mais il était là parce qu'à Ouvéa on l'avait accusé de trahison et parce que, en tant que président, il fallait qu'il soit là. »

FRÉDÉRIC BOBIN et ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

Témoignage : l'évolution de l'URSS

Glasnost ou le réveil

M. Boris Eltsine, le très populaire député de Moscou, a finalement obtenu, lundi 29 mai, un siège au Soviet suprême - le nouvel organe législatif permanent en URSS. - un autre élu s'étant désisté en sa faveur, avec la bénédiction de M. Gorbatchev. Les travaux du Congrès des députés sont suivis avec passion par les Soviétiques, qui découvrent un nouvel espace de liberté ouvert par les réformes politiques. Passion qu'a pu constater sur place Jean Blot, dont nous publions le témoignage.

par Jean Blot
secrétaire du Pen Club international

Quelques-uns se souviennent de l'hiver de la Libération. Les Allemands sont encore dans les Ardennes. Il fait plus froid que jamais. On mange plus mal. Pourtant, tout est changé. C'est

la liberté. On n'ose y croire. Pourtant, on est sûr que les nazis ne reviendront pas. Une fois réveillés d'un cauchemar, on ne peut y résister. Le jour principal de Moscou, avec son feuillage défilant, sa rivière teintée de rose, ses couples dorés, ressemble à cet hiver lointain.

Car on est libre. On parle de tout. On parle, on parle jusqu'aux petites heures du matin. Cet étranger qu'on évitait naguère, surtout s'il savait le russe, voilà qu'on ne le laisse pas en paix. Le taxi veut savoir ce qu'on dit de l'URSS à Paris. Le voisin de table exige un exposé sans bienveillance sur l'Afghanistan. La dame de l'étage demande ce qu'on pense d'elle là d'où je viens. Mon voisin d'ascenseur s'inquiète de mes idées sur la Géorgie.

Et ceux que l'on connaît mieux on qui réfléchissent davantage. fixent sur l'étranger un regard

douloureux : « Comment cela a-t-il pu arriver ? » Cela ? Le cauchemar. Si l'on ment encore ici ou là de par le monde, à Cuba, chez les Céphes ou dans les salons très parisiens, il n'est plus personne à Moscou pour ne pas nommer ce qui fut par son nom : un cauchemar. La langue de bois est morte et entermée. Un beau russe, vivant, vibrant et nuancé est sur toutes les lèvres.

Finies, oubliées, les inepties si largement reprises en Occident sur le jargon soviétique ; plus personne n'en veut. Une belle langue se redresse et, pour la première fois, après soixante-dix ans d'ordures, s'avance vers la vérité. Je ne sais rien de plus émouvant que ces retrouvailles ! Il faut tout revivre, redécouvrir, nommer pour le connaître vraiment, pour se réveiller enfin : le massacre de l'aristocratie, celui de la paysannerie, celui des Juifs, les assassinats politiques, la terreur...

(Lire la suite page 2.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 F. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 166 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 2.400 L. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 G. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 325 F. CFA ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 1,50 \$; USA (Canada), 2 \$.

كلنا من الامل

URSS

Glasnost ou le réveil

(Suite de la première page.)

Et pourtant, le monument de Djerjinski est encore fleuri. Oui, de cela aussi il faut se souvenir. Cela, encore, il faudra le comprendre : le tortionnaire fut un héros, le fils d'un paladin. Et certains le croient encore. Comment est-ce possible ? Le Russe interroge et s'interroge passionnément.

Il le fait avec précaution, comme au chevet d'un malade. Ce malade, c'est lui aussi. Après soixante-dix ans d'auto-occupation, toute question est dangereuse et d'autant plus nécessaire : Katyn, le goulag ou l'auto-censure, il n'est rien qui ne soit poudrière. Chacun fut fou, quel-que-fois ou quelques années, par intérêt plus ou moins conscient ou enthousiasme plus ou moins inconscient. Et il y a ceux qui viennent à peine de se réveiller, babilent encore et n'en reviennent pas. Comme il en va de toute erreur — et celle-ci est sans mesure — on s'efforce de trouver le lieu ou le moment où, collectivement et chacun pour soi, on a pris le mauvais tournant. Car les intentions étaient bonnes. Car les intentions étaient pures... ou presque. Humaines, en tout cas, et qui n'aime pas un peu le pouvoir, la gloire ou une simple promotion ?

Chacun revêt son existence et se vante désormais de ce qu'il cachait de son mieux. Ce haut fonctionnaire fut au camp ; cet écrivain célèbre fut interdit. Il y a ceux qui collaborèrent beaucoup, moyennement, un peu. Pas du tout ? Ceux-là sont morts. Nul n'était blanc comme neige, chacun avance à pas comptés et surveille le chemin qu'il suit miné. Z. a couvert d'ordures Pasternak. Mais Y., qui le dénonça aujourd'hui, n'oublie pas que, lui, s'est tu. C'était beaucoup alors. Cela paraît cruellement insuffisant aujourd'hui. Mieux vaut rester aux côtés de Z. Il se bat d'autant mieux pour obtenir la publication de l'Archipel du Goulag de Soljenitsyne que ce serait le moyen de se pardonner son passé.

On a cru dans la mauvaise foi ou la bonne, en se forçant un peu ou beaucoup, mais si longtemps et avec tant d'énergie ! Plus jamais ! Sans doute, mais peut-on, surtout quand on est russe, ne croire à rien et vivre cependant ? Ils se réveillent ce printemps, mais c'est le milieu de la nuit. Et s'ils avancent, c'est à tâtons. Après une telle orgie de mensonges, on peut-on découvrir la petite, l'humaine mais dure vérité qui permettrait un nouveau départ ? De Marx, plus question. Et si l'on garde encore Lénine, c'est par crainte du scandale. Attendons l'automne ou le printemps prochain. D'ici là, on peut

au moins se souvenir qu'on est russe et que l'on a terrassé les nazis. On ira à l'église, on observera le carême. On sera russe, non pas soviétique : on parlera russe et non URSS. Dans le milieu littéraire au moins, le mot de Nabokov fait fortune, qui prédisait que, dans un siècle, chacun se demanderait qui donc était cette Hélène, cette Léna, en l'honneur de laquelle Pétersbourg fut rebaptisée.

« Un pays normal ! », tel est le souhait répété partout. Et c'est avec un éclair de haine dans l'œil et en grinçant un peu des dents que K., pourtant le plus libéral des hommes, ajoutera : « Plus jamais nous ne servirons de cobayes aux expérimentations sociales de l'Occident. » Ces expériences, ne l'ont-elles pas naguère contraint à écrire de méchants livres d'espionnage dont il a honte aujourd'hui ? Cette sorte de désespoir est dangereux pour le libéralisme même auquel il aspire autant que pour l'intelligence dont le règne indéfiniment ajourné est enfin annoncé. Il faut un coupable pour tant de malheurs, un responsable de la honte et du mensonge. Le juif est là, tout trouvé. Et comme on l'a beaucoup persécuté dans l'histoire, on se dit qu'il doit vous décevoir. Staline fut sa vengeance et les pogroms staliniens n'y changent rien. En bonne logique démente, la tombe de Pasternak, à Pérédelkino, sera couverte d'excréments. Mais R., juif lui-même, explique que les premiers pas de la démocratie sont toujours difficiles, qu'il faut faire confiance.

« Moins enthousiastes que vous »

A Gorbatchev, notamment. Pourtant, V. m'avertit que « nous sommes ici moins enthousiastes de Gorbachev que vous, en Occident ». N'est-il pas une créature de l'appareil ? Et comme j'abonde dans ce sens, un malentendu — et ils sont fréquents — surgit, car je dis : « Pour sûr, c'est un vrai communiste ! » Et mon interlocuteur proteste : « Non, non ! Les vrais communistes n'existent que chez vous ! Chez vous, ils défendent le peuple. Chez nous, ils ne font que l'exploiter. » J'ai beau lui expliquer que « chez nous » aussi ils exploitent « le peuple » pour obtenir le pouvoir et les places, il reste sceptique. Le communiste occidental demeure son ami. C'est aussi qu'il a peur, lui et beaucoup, d'avoir à affronter le monde, de sortir honteux de son goulag. Que lui diront les Baltes, les Tchèques, les Polonais qui furent les victimes de cette victimisme qu'il se sait ? Comment

répondre à leur haine si méritée ? Alors V., qui est un ami inconditionnel de Soljenitsyne, a besoin des communistes d'Occident pour se sentir moins seul et comme accompagné dans le grand jour de la culpabilité et du réveil.

Il y a cette lecture publique de l'Archipel du Goulag dans un institut de biologie. Quelques tractations administratives, vite balayées, et la présentation de l'auteur autant que la lecture des textes se passeront aussi bien que possible. On demande le retour du grand homme au pays. Oui ! Mais a-t-il enseigné le russe à ses enfants ? Alors tout est pour le mieux ! — Il faut faire vite, n'explique V., le plus intelligent de la bande, vite, les prendre de vitesse. Tout arrêter risquerait d'être mortel. Car on est libre !

Je viens d'en administrer quelques preuves. Mais quelle réticence me pousse à n'utiliser que des initiales, à ne citer aucun nom ? Le fil est là, au coin de la rue. En laisse, mais il n'a rien perdu de son mordant et « ils » peuvent le lâcher à tout instant. « Ils » ? Le Parti et ses dix-huit millions de fonctionnaires qui ont tout à perdre et peu à gagner. Cette armée veille et il lui semble parfois que Gorbatchev est son unique chance de salut et, parfois, qu'il la conduit à sa perte ou même qu'il est son bourreau. Elle est devenue clandestine ou presque. Elle ne prononce plus le mot de socialisme mais elle est là, intacte. On la retrouve dès qu'une voiture de police file le long de la rue ou dans le ton du policier qui a oublié d'être aimable. Comment oublier les soulèvements et les troubles du Karabakh ou de Tbilissi ? On a donné la troupe. Depuis, c'est l'ordre, le calme, le silence. L'homme qui se réveille à Moscou après un cauchemar de soixante-dix ans est libre, mais d'une liberté surveillée, octroyée.

Sans retour possible ? On y croit ferme une heure, mais l'heure suivante on se prend à douter. « Il n'y a pas d'alternative », assure X., un Y. Lui donne raison, d'enthousiasme. Ensuite, on se demande pourquoi. Ce chauffeur de taxi, en particulier, qui veut sa terre, tout de suite. « Alors, on verra de quoi le travailleur russe est capable ! Mais un bail de cinquante ans ? Non, je ne leur fais pas crédit. » Ici et là, on assure que le peuple est plein d'énergie, de savoir-faire et qu'il réveille d'empoigner les outils. « Alors, on verra ce que l'on verra ! » Pour l'heure, malgré le gai soleil, on ne voit que la grisaille, le vide, la pauvreté et le sous-développement. Les queues, les magasins vides, et pour trouver un thé ou un café au centre de Moscou, même la poche pleine de dollars, il faut plus d'entre-gent et d'énergie, et autant de grossièreté, que pour découvrir où garer sa voiture au centre de Paris. Deux vies continuent de couler, parallèles : la vie en devises et celle en roubles. Aux enfants de la valuta, les bars, les boîtes, les hôtels, les restaurants — il en est même, « coopératifs », où l'on n'accepte que la carte de crédit occidentale — les magasins vendant vodka et caviar. Aux

autres... les queues, et rien d'autre ou presque ! Alors, les hôtels étrangers, où l'on ne pénètre, comme autrefois, qu'en montrant un passe, sont assiégés d'hommes et de femmes qui vous supplient de leur vendre de la valuta à dix fois son prix.

On en parle, il est vrai, comme on parle de l'Afghanistan. Les journaux, la radio, la télévision s'interrogent et se lamentent sur le moral des vétérans, sur la valeur réelle du rouble. On parle, on écrit. Mais, dans les conditions d'existence actuelles, il paraît impossible de travailler. Or, si l'économie s'effondre, la nouvelle politique sera désavouée et police et Parti reprendront les choses au main. R. et beaucoup protestent : « Il faut commencer par refaire la fibre morale de notre peuple. Alors, il se mettra au travail. Le problème de l'économie est secondaire par rapport à celui de l'éthique collective ou personnelle ! »

Portée par une colère blanche

On reste sceptique. Le désastre de l'économie est visible, et combien de temps faudra-t-il pour la renaissance morale promise ? Le long de l'Arbat devenu piétonnier, on tient d'étranges propos. Là et ailleurs, on chante de curieuses chansons. La foule paraît portée par une colère blanche. Le chaos n'est pas loin et certains murmurent déjà : « 1917 ! » Logiquement Gorbatchev doit échouer. Les seules choses qui tiennent l'immense empire sont la peur et la botte. Si on lâche du lest, tout ira à vau-l'eau. Parti et police veillent. Des troubles ? Ce sera comme à Tbilissi. Il n'est pas d'autre moyen ni d'autre issue, sinon une nouvelle révolution, le chaos, la guerre peut-être. C'est clair : logiquement, Gorbatchev doit échouer.

Mais l'histoire ne relève pas de la logique, mais bien de la biologie. Ce qui était impossible hier devient l'évidence demain. Les problèmes ne sont jamais résolus : ils changent ou disparaissent. Beaucoup plus radicalement que les idées, les cris de ralliement d'hier — prolétariat, classe à l'attaque, lendemains qui chantent, capital sucre de sang, etc. — se sont vidés de sens. Pourquoi ne pas inviter le capital japonais à s'investir en Sibérie, le capital américain et européen en Russie ? Quel mal y aurait-il à ce que les Baltes aient leur indépendance ? Et pourquoi pas la Géorgie ? Que la Pologne suive son destin, en quoi la vie russe en serait changée ? La liste est longue des délires anciens qui soudain se dénoient. Oui, Gorbatchev et sa politique sont nus, armés seulement du beau mot de Glasnost : transparence et prise de parole, sincérité, clarté, vérité, c'est cela tout ensemble. Bref, la lumière. Elle sera peut-être aussi irréalisable que l'aube quand s'achève la nuit.

JEAN BLOT.

CHINE

Le mythe de « l'armée du peuple »

par LI HAO (*)

CONTRAIREMENT à ce que l'on pourrait croire, le principe selon lequel « le parti commande au fusil et non le contraire » reste encore une réalité dans l'armée chinoise. La cellule du parti au niveau de la compagnie (cent vingt hommes), conçue comme une « forteresse » à l'époque de Mao Zedong, n'a guère changé. Réalisant en moyenne une quinzaine de membres, comprenant tous les officiers et sous-officiers, dirigée par un instructeur politique professionnel, elle est le centre politique de l'unité de base. Sa tâche consiste à sauvegarder la direction du Parti communiste chinois (PCC), ce qui en fait un contre-pouvoir au capitaine.

La même organisation se retrouve à tous les échelons, avec les comités de bataillon, de régiment, de division, de corps d'armée et de région militaire. Au sommet de cette hiérarchie on trouve le département politique, l'un des trois grands corps de l'armée populaire de libération (APL) avec l'état-major-général et le département de la logistique. Placés tous trois sous l'autorité de la commission militaire du comité central. Le département politique dispose de tout le pouvoir de décision politique, et son chef, le général Yang Baibing, ex-commissaire politique de la région militaire de Pékin, membre de la commission militaire, pèse d'un poids très lourd dans l'APL.

L'organisation de l'armée est strictement identique à celle de l'administration civile, avec un doublement des pouvoirs du parti et des militaires à tous les échelons. Celui du PCC a été dominant jusqu'à la fin de la révolution culturelle. Malgré les changements intervenus ces dernières années dans le sens d'une modernisation, la direction idéologique du PCC n'en a pas été affaiblie pour autant. Le fait que tous les officiers soient membres du parti (contrairement au secteur civil, renforcé proportionnellement sa représentation au congrès du PCC. Ainsi occupe-t-elle cinquante-cinq des deux cent soixante et un sièges au comité central, en plus de deux cent soixante-sept députés à l'Assemblée nationale populaire (9 %).

Cela montre bien que l'APL demeure une force politique. En période de crise elle reste l'ultime recours, tant sur le plan politique que militaire. Son fonctionnement est conçu de telle façon qu'elle ne peut être efficace que lorsque les hiérarchies politiques et militaires marchent à l'unisson. En cas contraire, elle est paralysée par les divisions internes, qui ne se limitent pas au sommet mais s'étendent aussi au niveau des régions militaires. Si les commandants et les commissaires politiques n'ont pas de droit de décision à la commission militaire du PCC, ils disposent d'un grand poids au comité central.

L'image de l'APL s'est formée historiquement sur des mythes de

nature différente, auxquels la majorité des Chinois croient encore. Une armée-école, une armée d'auto-suffisance, une armée au service des civils, bref, l'armée du peuple. C'est probablement dans cette logique que peu idéalisée que les manifestations de ces dernières semaines ont été interprétées, capables de répondre aux exigences de la modernisation.

Il ne faut pas oublier que la mobilisation des appels et le placement des démobilisés ont été effectués essentiellement avec la soutien du pouvoir civil et de la population. Si l'armée était parvenue le seul moyen de promotion sociale pour les jeunes venant de tous les horizons pendant la révolution culturelle, elle ne l'est plus depuis. Elle est privée depuis longtemps des effectifs formés, capables de répondre aux exigences de la modernisation.

La réforme économique a encore aggravé cette situation : l'APL recrute ses soldats dans les régions pauvres, tandis que les officiers sont recrutés parmi les bacheliers, en majorité citadins, après quelques années d'école militaire. Elle a besoin de signes son image, et son véritable objectif est le placement des démobilisés, officiers et soldats. Le trop-plein de personnel dans les administrations, les entreprises d'Etat ou collectives, est catastrophique, mais une priorité de recrutement y est accordée aux militaires. C'est ainsi qu'un million de soldats démobilisés depuis 1985 ont été recrutés, non sans mal. Une désertion des rapports entre l'APL et les civils aurait de lourdes conséquences, d'autant plus que son prestige se dégrade. Les généraux en sont conscients.

Ainsi s'explique l'hésitation, voire une certaine réticence dans l'application de la loi militaire décidée par le premier ministre Li Peng. Les officiers ont donné l'impression de marcher sur une corde raide. Ils ont obéi, pas tous d'ailleurs, aux ordres, tout en essayant de gagner du temps et de retarder une solution politique.

Mais leur résistance a ses limites. Dans la mesure où la tension dans l'empire, les généraux obéissent à la pression de Dai Xiangping, leur chef suprême, à qui ils doivent leur place. Sans le soutien des militaires, le retournement de la situation en faveur de MM. Deng et Li n'aurait pas été possible. Il convient cependant de souligner que, malgré l'adhésion de ses chefs, l'APL ne pouvait marcher comme un seul homme dans la mesure où elle considère la situation comme incertaine. Dans une période d'instabilité politique, rien n'est vraiment prévisible. Dans l'hypothèse du pire, la absence de la mer ne reste pas moins un instrument de résistance redoutable face à un pouvoir défiguré dans la culture politique chinoise.

(*) Université chinoise.

L'alliance a été r

MOSCOU

de notre correspondant

Soudain, le député Gerasimov, représentant de la région de Moscou, a déclaré : « L'alliance a été rompue. » Il a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU.

Il a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU.

Il a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU.

Il a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU.

Il a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU. Gerasimov a dit cela en parlant de l'alliance entre le PCC et le PPSU.

BULGARIE

M. Jivkov met au d'accueillir les mon

Le numéro un bulgare, M. Todor Jivkov, a proposé, jeudi 25 mai, à la Turquie d'accueillir les musulmans bulgares qui restent depuis plusieurs semaines pour obtenir la fin de la politique d'émigration de la minorité turque. « Au nom des musulmans bulgares et en mon nom », M. Jivkov a déclaré à la Turquie d'accueillir les musulmans bulgares qui restent depuis plusieurs semaines pour obtenir la fin de la politique d'émigration de la minorité turque. « Au nom des musulmans bulgares et en mon nom », M. Jivkov a déclaré à la Turquie d'accueillir les musulmans bulgares qui restent depuis plusieurs semaines pour obtenir la fin de la politique d'émigration de la minorité turque.

Fort de 900 000 personnes, la minorité turque de Bulgarie représente environ 10 % de la population bulgare. De nombreux diplomates occidentaux à Sofia.

GÉRARD MONTASSIER

Les nouveaux conquérants

La France réconciliée



« Une réflexion explorant de nouvelles alternatives. L'auteur évoque les contours d'un véritable dessein de société... et la part que la France devra prendre à la mise en œuvre de la Fédération européenne. »

ANDRÉ LAURENS « LE MONDE »

« Le pionnier des rénovateurs... un projet de société qui parvient à faire rêver, voilà une promesse ! »

A.G. SLAMA « LE FIGARO »

PLON

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Etranger

URSS : l'accession de M. Boris Eltsine à un siège du Soviet suprême

L'alliance a été rétablie entre M. Gorbatchev et la gauche réformatrice

MOSCOU
de notre correspondant

Soudain, le député Gavril Popov (réformateur, Moscou) est nommé à la tribune. Il devait être 5 heures, lundi 29 mai, et l'on commençait à s'ennuyer ferme sur tous les bancs tant on se fait vite à l'incroyable - à ces « députés populaires » qui n'en faisaient plus de débiter soixante-dix ans de non-dit, en dix secondes devant l'Union soviétique.

Il y avait eu le Litzianien qui avait demandé à M. Loukianov, candidat à la vice-présidence, sa position personnelle sur le pacte Molotov-Ribbentrop, celui par lequel Hitler avait, entre autres, reconnu à Staline un droit d'annexion sur les pays baltes. Il y avait eu le Géorgien qui avait interrogé le même M. Loukianov sur l'annexion de la Géorgie en 1921, sa violation, avait-il rappelé, des engagements pris par Lénine.

Avant d'être élu (290 voix contre, 38 abstentions), le vice-président avait répondu en substance : histoire, histoire douloureuse, histoire douloureuse pour toute l'Union (...), bref, histoire de temps passés et - sous-entendu - ce n'est pas parce que l'histoire a été effacée qu'il faut forcément défaire ce qu'elle a fait. Admettre pour mieux tourner la page : talent en moins, c'était du pur Gorbatchev, mais restait à voir, quand la journée se finissait, le triomphe de la politique à l'état pur.

Tout petit, tout rond, tout noyé dans sa tignasse et sa moustache, le député Popov, donc, monte à la tribune et annonce que le député Kazanik, élu de Sibérie, souhaite céder à M. Eltsine son siège à la chambre des nationalistes du Soviet suprême. Les conservateurs en restent cois.

Les réformateurs, eux, n'ont pas encore dansé de joie, mais, à la seconde même, chacun a compris que c'est le grand retournement. Samedi, quand avaient été proclamés les résultats de l'élection du Soviet suprême et qu'on avait réalisé que M. Eltsine et tous les intellectuels libéraux de Moscou (M. Popov en tête) s'étaient fait barrer par les conservateurs, s'était en effet ouvert un week-end tendu. Des quatre coins du pays, des électeurs et des groupes d'électeurs avaient adressé des télé-

grammes de protestation à Moscou, sommant leurs députés d'agir et M. Gorbatchev de ne pas laisser faire, proposant même d'organiser manifestations et grèves de soutien.

Batime, la gauche se radicalisait et avec elle bon nombre de Soviétiques, chaque heure plus nombreux à se joindre à des télégrammes, mettant mines, bureaux et facultés au rythme des séances parlementaires. Pendant les suspensions, l'URSS commençait. Pendant les débats, elle écoute, et c'est dans un silence absolu que le député Kazanik explique qu'il avait profondément souhaité être membre du Soviet suprême et pouvoir ainsi participer à l'élaboration des nouvelles lois du pays, mais qu'il ne saurait en conscience y rester après la « myopie » qui en a fait éliminer les meilleurs - notamment Boris Eltsine.

Or M. Eltsine n'a pas été battu parce qu'il avait obtenu moins de la majorité mais parce qu'il y avait deux candidats pour onze sièges à pourvoir, et que c'est contre lui que s'élevait le plus grand nombre de « non ». Dès lors qu'il y a une démission, le sens commun, c'est clair, lui attribue le siège libéré. Mais que dit la loi ? Nouvelle et bâtie, comme sur bien d'autres points capitaux, elle ne dit rien.

« Sur le fond, je suis pour »

Que va dire M. Gorbatchev ? Quo va faire le président, dont les liens avec M. Popov sont solides ? « Je ne suis pas juriste. Je ne suis pas, dit-il avec un air de perplexité appuyée. Pouvons-nous accepter la proposition du camarade Kazanik... ? » Enfant sage, il joue maintenant des poches, mais croisées devant le vent.

« Sa démission certainement, reprend-il, mais peut-on s'en tenir, pour non remplacement, au vote présidentiel (...). ? Il ne faudrait pas commettre de gaffe (...). » Il fait mine de se rasseoir, et, tandis que les députés font des signes pour se faire inscrire, on l'entend dire, comme par derrière soi et bien fort dans le micro : « Sur le fond, je suis pour... »

Pauvres conservateurs ! Toute l'URSS regarde. M. Boris Eltsine est l'homme le plus populaire du pays, et il ne s'agit plus là d'un vote secret

mais de prendre position devant les caméras. Pas un seul d'entre eux n'interviendra pour tenter de bloquer l'opération, élever une objection, siffler, chabouter - rien. Ils sont terrassés, représentant une fraction de seconde vis quand M. Gorbatchev parle de « respectabilité », mais ce n'est pas M. Eltsine qu'il a en vue mais les autres points de l'ordre du jour. Le cas Eltsine est à trancher tout de suite, et un juriste explique déjà au micro que rien n'est plus simple, qu'il faut voter sur une procédure puisque la loi est muette et voter ensuite sur ce cas d'espèce.

Le député Bourlatiski, ancien « speech-writer » de Khrouchchev et plus d'une fois pilote des projets gorbatcheviens, explique, lui, carrément que le problème n'est pas seulement juridique mais aussi politique. Qu'il faut aller à l'essence - de l'affaire et qu'avec « l'écrasante majorité » que les Moscovites avaient accordée à M. Boris Eltsine, le poste lui revient. Ça s'accroche, le poste, le député Palme (Front populaire, Estonne) propose de modifier la loi en spécifiant qu'un démissionnaire est automatiquement remplacé par le mieux élu éliminé.

M. Gorbatchev : « (...) Il faut créer le précédent ». Il fait voter l'amendement Palme (qui n'a pas été rédigé) : unanimité. M. Gorbatchev : « Bon, décision prise ! (...) nous pouvons maintenant examiner la requête du camarade Kazanik... ». Vote : quelques secondes. M. Gorbatchev : « Décision prise ! ».

En une vingtaine de minutes, il s'est en fait produit bien plus qu'un retournement de situation : c'est une alliance qui s'est scellée, rescellée effectivement après la leçon de réalisme que s'était auto-infligée la gauche à l'ouverture du congrès. Car jeudi et vendredi les députés de Moscou s'étaient comportés comme s'ils avaient été les porte-parole d'une assemblée empêchée de jour de ses pleins droits par M. Gorbatchev.

Ils avaient oublié qu'ils ne représentent pas la majorité du Congrès puisqu'ils ne rassemblent pour l'instant qu'un petit tiers des députés. Un gros tiers va aux conservateurs et le reste, qui fait la majorité, balance entre le principe d'obéissance au secrétaire général, une adhésion de principe à l'idée de changement et

une inculture profonde qui la fait aller d'instinct vers la stabilité.

Pour ce marais, M. Gorbatchev est la boussole dans la tourmente, et, pour M. Gorbatchev, ce centre est l'assise de son pouvoir et celle aussi, considérée-t-il, de la perestroïka. C'est en effet ce centre qui lui permet de contrer la droite quand elle se fait trop agressive, de freiner la gauche quand elle veut aller trop loin et trop vite dans les réformes, de naviguer, en un mot, à vue entre les mille écueils de l'entreprise, et de rester par là même un repère pour la majorité. Cela transparaissait depuis quatre ans dans le fonctionnement du parti, mais là, dans cette assemblée, les rapports de forces s'inscrivent en clair.

Naviguer à vue

Dans la bataille pour les principes, la gauche est loin d'avoir tout perdu. Elle s'est fait connaître comme groupe, avec ses chefs de file et ses idées, a ainsi imposé de facto le pluralisme et s'est acquis popularité et respect. Critiquée par certains réformateurs, suivie très prudemment et de loin par les nationalistes baltes, arméniens, géorgiens, moldaves, l'opération a, au total, été bien menée.

Si le bilan n'est pas négatif, c'est toutefois que le retournement de lundi s'est vite et bien négocié, et que la gauche a ainsi pu se sortir immédiatement de la marginalisation qui la menaçait. Car, dès lors qu'elle entrerait en conflit avec M. Gorbatchev, sa seule force était la mobilisation populaire - une arme au maniement lourd dans un pays sans traditions politiques, une arme sur laquelle permet aux conservateurs de s'attirer une partie du marais et de mettre M. Gorbatchev en porte à faux.

Sombres et pessimistes samedi, M. Eltsine et les intellectuels de Moscou chantaient l'indépendance, dans tous les micros qui se présentaient à eux, les progrès de la démocratie. La télévision s'en est fait l'écho. La photo de M. Eltsine était, mardi matin, dans la Pravda, et M. Gorbatchev prononçait en fin de matinée un grand discours d'orientation résolument réformatrice.

BERNARD GUETTA.

« Nous avons des amis... »

MOSCOU
de notre correspondant

Comme tout Parlement, le Congrès soviétique a ses effets de tribune et ses négociations de coulisse. Comme partout, les secondes y ont au moins autant d'importance que les premières et, lundi 29 mai, tandis qu'on se bousculait autour de M. Boris Eltsine, le héros du jour, les députés d'Arménie embournaient dans un bout de couloir bruyant un homme pâle.

C'était le procureur général d'Union soviétique, l'un des personnages les plus puissants et redoutés de l'Etat. Assis, il tournait et retournait entre ses mains une lettre que quarante députés de plusieurs républiques lui avaient envoyée il y a déjà un mois pour demander la libération des dirigeants du Comité Karabakh, le mouvement nationaliste arménien.

La discussion dure depuis un moment déjà, et les réponses du procureur générale de l'Union sont non seulement évasives, mais surtout inaudibles. Plus qu'il ne parle, il murmure, en effet, et quand des « Plus fort ! Plus fort ! » le coupent, il sourit de plus en plus faiblement, se racle la gorge et se fait plus sourd que jamais.

Arrive M. Seïtcherov, ironique et malicieux, que le procureur salue respectueusement. Les questions se font plus pressantes. Pourquoi les détenus ont-ils été transférés à Moscou en décembre et mis à la disposition du parquet central ? « Vous savez mieux que moi qu'il y avait des graves en Arménie, une situation difficile. L'enquête ne pouvait être menée sur place. » Bien sûr que les députés savent, et ils savent aussi que l'enquête vient d'être repensée (signe de normalisation en Arménie...) au parquet républicain. « Et cela veut dire, demande un député, qu'il faudra qu'Erevan reprenne toute l'enquête à zéro ? » M. le procureur sourit courtoisement.

Un autre député : « Mais vous avez, n'est-ce pas, le pouvoir de décider de leur libération ? »

— Tout ne peut pas se décider de Moscou. Ce n'est pas sain, répond ce grand décentralisateur.

— Mais également parlant, ce pouvoir, vous l'avez ?

— Indiscutablement, et l'évidence ayant été admise, M. le procureur général doit faire face à la question de fond : est-il prêt, et quand, à user de ce droit ?

« ...
— Plus fort ! Plus fort !
— ...
— Plus fort !
— ...
— Que quelqu'un aille fermer cette porte ! »

« Un début de vie politique »

La porte refuse de se fermer, mais on a entendu que le procureur va réfléchir et donner une réponse aux honorables députés. Alors une dame, parfaitement gentille, parfaitement calme : « Mais naturellement : avant votre décision. » De blanc, le procureur général est devenu vert. La nouvelle Constitution est claire : le procureur général de l'URSS est désigné par le Congrès des députés du peuple. Il y a un débat d'investiture comme il y en a eu un, lundi matin, pour M. Loukianov, le vice-président, et, avec l'affaire géorgienne, ce débat s'annonce houleux.

Ce sera donc, donnant, car, explique M^{me} Staravotova, russe et très populaire député d'Arménie : « Notre délégation n'est pas nombreuse, mais nous avons des amis dans d'autres républiques et pouvons peser. » C'est la politique, un début de vie politique, ajoute-t-elle en racontant qu'elle a été autorisée à rendre visite aux prisonniers, que leurs conditions de détention sont « effrayantes » et qu'elle leur a, « bien sûr », parlé, bien qu'elle n'en ait, en principe, pas eu le droit.

B. G.

BULGARIE

M. Jivkov met au défi la Turquie d'accueillir les musulmans bulgares

Le numéro un bulgare, M. Todor Jivkov, a proposé, lundi 29 mai, à la Turquie d'accueillir les musulmans bulgares qui manifestent depuis plusieurs semaines pour obtenir la fin de la politique d'assimilation de la minorité turque. « Au nom des musulmans en Bulgarie et en mon nom, en tant que président du Conseil d'Etat, je demande à la Turquie d'ouvrir ses frontières à tous les musulmans de Bulgarie qui veulent se rendre en Turquie ou y vivre », a-t-il déclaré dans une allocution télévisée.

Fort de 900 000 personnes, la minorité turque de Bulgarie représente environ 10 % de la population bulgare. De source diplomatique occidentale à Sofia,

on indiquait lundi que les autorités bulgares avaient imposé le couvre-feu dans plusieurs villes en raison des manifestations de ces dernières semaines.

La répression de ces manifestations a fait plusieurs morts. Les autorités bulgares ont commencé la semaine dernière à expulser vers l'Australie et la Yougoslavie plusieurs dizaines de leurs ressortissants musulmans. La Turquie a protesté auprès de la Bulgarie contre ce qu'elle estime être une « oppression inhumaine » de la minorité turque en Bulgarie et a déclaré qu'elle soulèverait cette question lors de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui s'ouvre mardi à Paris. — (Reuters.)

POLOGNE : avant les élections du 4 juin

Le gouvernement joue la « stratégie de la tension »

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Il n'ont pas peur, les « Polonais » du Nord-Pas-de-Calais, de poser, lundi 29 mai, pour la photo souvenir à côté de la réductrice en chef de Gazeta Wyborcza ! C'est que, au volant de leur camionnette, ils viennent de livrer à Solidarité quelques mille affiches - 3 tonnes de papier, précisent-ils, imprimées par la « fédération locale du Parti socialiste français ».

Deux responsables nationaux du PS en visite officielle à Varsovie n'ont pas fait méconter non plus. Yves Montand, lui, repart l'après-midi après trois jours de soutien actif au mouvement de M. Lech Walesa, tandis que Gazeta, le nouveau quotidien (légal) de Solidarité, publie le même jour une interview de M. Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller à la sécu-

rité du président Carter, lui aussi en visite à Varsovie.

A moins d'une semaine du premier tour des élections parlementaires, le 4 juin, ça fait beaucoup pour le Parti communiste au pouvoir (POUP), auquel divers sondages promettent un cuisant désaveu. Les autorités polonaises ont donc dénoncé, lundi soir, ces insinuations « ingérentes » des pays occidentaux dans les affaires internes de la Pologne. Une manière, estiment certaines personnalités de l'opposition, de faire monter la tension dans une campagne remarquablement calme en dépit de son caractère historique : même s'il s'agit d'un scrutin semi-démocratique, c'est la première fois depuis 1947 que l'opposition participe à des élections en Pologne. La « stratégie de la tension », entendue la semaine dernière avec le refus d'enregistrer l'association indépendante des étudiants, NZS, et la non-diffusion, pour cause de censure, de l'émission télévisée hebdomadaire

de Solidarité prévue par les accords de la table ronde, semble avoir un objectif évident : décourager les gens d'aller voter.

« Vote pour nous »

La nervosité croissante des autorités est venue à Gazeta où la censure officielle se fait de plus en plus contraignante. Adam Michnik, le directeur de ce journal, qui s'arrache à Varsovie au point que des lecteurs eux-mêmes le photocopient et en vendent des exemplaires supplémentaires, a été chargé de mettre en garde les autorités contre un excès de zèle. Peut-être l'interview du premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, réalisée par Adam Michnik en personne, que Gazeta devra publier mercredi, mettra-t-elle de l'huile dans les rouages ? Difficile, en effet, d'imaginer une opposition plus coopérative !

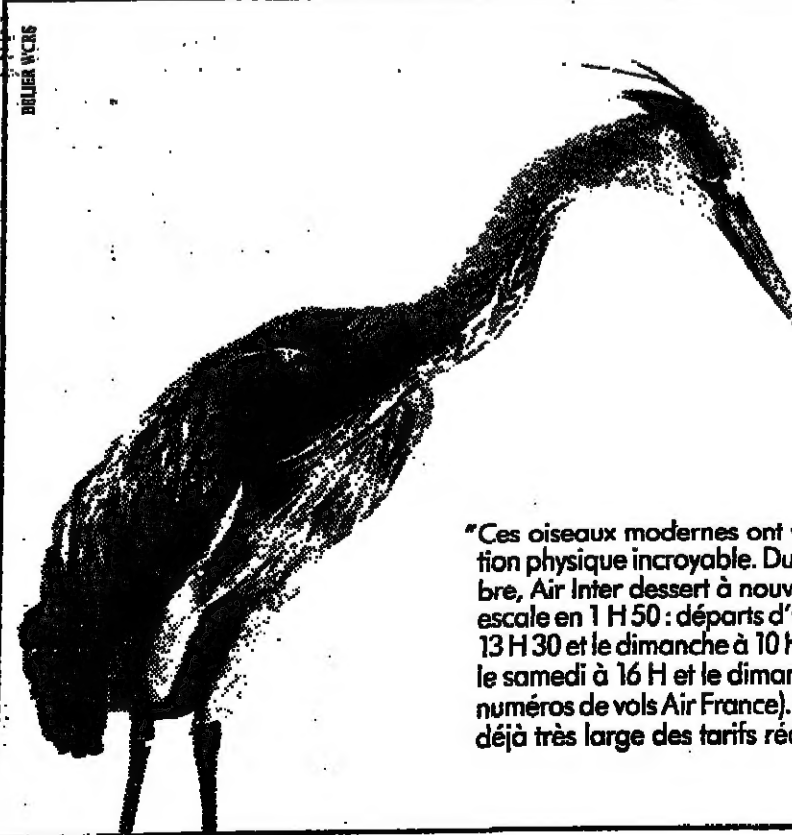
Soucieux de ne pas entrer dans cette « stratégie de la tension », Soli-

darité mène une campagne on ne peut plus modérée. L'argument numéro un, c'est : « Vote ! », l'argument numéro deux, « Vote pour nous ! ». Aucune propagande n'est dirigée contre le parti ou contre des personnalités au pouvoir.

On encaisse, en ravissant sa rancoeur, la censure qui interdit dans Gazeta le slogan « La libre Solidarité, c'est le chemin vers l'indépendance » - « Ils ne supportent pas le mot indépendance », relève une journaliste - ou qui supprime les informations sur les pays de l'Est autres que la Hongrie et l'URSS, c'est-à-dire non membres du « club de la perestroïka ».

On encaisse surtout la mainmise sans vergogne du pouvoir sur la radio et la télévision, où le journal du soir couvre exclusivement la campagne des candidats officiels, où Solidarité dispose d'un temps d'antenne ridicule et où les clips de propagande du pouvoir passent à toute heure du jour.

SYLVIE KAUFFMANN.



-Air Inter fait Paris-Ibiza sans escale. Il est temps que je me remette au jogging.

« Ces oiseaux modernes ont vraiment une condition physique incroyable. Du 3 juin au 17 septembre, Air Inter dessert à nouveau Paris-Ibiza sans escale en 1 h 50 : départs d'Orly sud le samedi à 13 h 30 et le dimanche à 10 h 30, départs d'Ibiza le samedi à 16 h et le dimanche à 13 h 30 (sous numéros de vols Air France). Et cet été, la gamme déjà très large des tarifs réduits s'étend avec le

tarif "3* âge", à partir de 1390 F A/R. A quand un tarif pour les petits oiseaux comme moi qui aimeraient bien prendre aussi des vacances ? Renseignements, réservations : Air Inter Paris, 45.39.25.25 ou votre agent de voyages. Et si vous voulez passer quelques jours dans un nid douillet à Ibiza, Visit Europe par Air Inter vous propose de nombreuses formules de séjours. Renseigne-

ments, réservations : agences de voyages ou points de vente Air Inter et au Terminal Elysées/Visit Europe, 49, Champs-Élysées 75008 Paris, tél. : 42.89.39.40.

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCES

Asie

CHINE

La « déesse de la démocratie » sur la place Tiananmen

Alors que des milliers d'étudiants se trouvent encore sur la place Tiananmen, au cœur de Pékin, l'incertitude demeure sur les intentions du nouveau pouvoir. L'ancien président du Parlement, M. Peng Zhen (quatre-vingt-sept ans), a dénoncé les « intentions scélérates » des « comploteurs » — faisant allusion sans le nommer à M. Zhao Ziyang, dont la révocation de son poste de secrétaire général du PCC n'a pas encore été annoncée, — tout en condamnant

indirectement les méthodes utilisées pour mater le mouvement d'opposition. Pour sa part, le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, avait accusé, le 17 mai, M. Zhao de « collusion » avec les étudiants et d'avoir voulu « inverser quarante ans d'histoire » et « changer, après plusieurs dizaines d'années de lutte, le socialisme pour rien moins que le libéralisme... », ajoutant : « Si nous reculons, nous tomberons tous. »

D'autre part, la situation incertaine a conduit les autorités chinoises à amener plusieurs collègues qui devaient avoir lieu prochainement, dont un organisé par la CEE et la Commission du plan et un autre sur l'astrophysique auquel devait participer le scientifique dissident Fang Lizhi. Enfin, un groupe de banques américaines et japonaises a décidé de geler, en raison des troubles politiques, un projet de prêt de 120 millions de dollars à la Société nationale des pétroles chinois.



PANCHO

ner la force. Elle devra s'en rendre compte si elle veut sauver le pouvoir. A défaut de quoi, l'avenir lui réserve vraisemblablement le sort qu'évoquaient visuellement ces dizaines d'enseignants vus, l'autre jour, dans un cortège totalement illégal en plein centre de la ville : ceux qui n'étaient pas porteurs de balais brandissaient des pelles.

● A propos de la pétition des sinologues français. — Une erreur de transmission nous a fait omettre, dans la liste des signataires de la pétition des sinologues français, en faveur du mouvement étudiant chinois (le Monde du 28 mai), le nom de M. Alain Roux, responsable du département de chinois de l'université Paris-VIII.

FRANCIS DERON.

PÉKIN

de notre correspondant

Elle est haute de 10 mètres, toute blanche dans son polystyrène expansé un peu trop neuf. Elle ressemble d'assez loin à l'original, et le flambeau qu'elle brandit, en direction du portrait de Mao Zedong sur la porte de la Paix céleste, représente le plus scandaleux affront que le régime communiste chinois ait eu à subir à ce jour : la statue de la Liberté, rebaptisée « déesse de la démocratie », que les étudiants de l'Institut des beaux-arts ont érigé dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 mai, sur la place Tiananmen n'est pas tant un pied de nez au « Grand Timonier », dont le regard ne peut plus éviter la présence incongrue dans l'axe central de la place qui mène au monument aux Héros du peuple, qu'à cet « architecte en chef » silencieux depuis deux semaines dont on ne sait s'il est en sennone ou à Pékin, M. Deng Xiaoping.

Plus que la qualité de la reproduction de la statue de Liberty Island, c'est un travail d'apprentis architectes politiques que les contestataires ont effectué en assemblant, toute la nuit, dans un mélange étonnant de rigolade et de sérieux, les sept grands morceaux de la statue qu'ils avaient amenés à la tricyclette. A proximité de l'échafaudage de tubulure qui allait servir à l'érection, c'était une véritable fête chinoise en début de soirée, avec tambours et danses traditionnelles. Puis on s'attela à la tâche en prenant soin de toujours faire respecter l'ordre dans la foule de quelques dizaines de milliers de curieux, massés autour du groupe d'étudiants assis. Et pour finir, bien sûr, pétards et feux d'artifice.

La statue introduit bien plus, dans la Chine d'après — si longtemps après — Mao, qu'une dimension étrangère qui commençait au cours des derniers jours à se faire sentir sur la place Tiananmen avec les délégations d'étudiants de Hong-

kong qui ont rejoint le camp des contestataires occupant les lieux. Elle confirme que les étudiants — dont un nombre de plus en plus important dit vouloir rester sur la place malgré les appels de la coordination pékinoise à quitter les lieux — se sont emparés de l'arme absolue : la désobéissance.

On se sentait poindre déjà ces derniers temps dans l'apparition, pour la première fois en Chine, de blagues politiques ressemblant aux histoires drôles des autres pays socialistes. La dernière à circuler met en scène un étudiant qui défie en comparant vocalement le premier ministre à un cochon (ce qui n'est pas tout à fait aussi inhumain qu'un Occidental, mais quand même peu flatteur). Il est arrêté, traduit en jugement, condamné à vingt ans de prison. L'étudiant, qui a le code pénal, s'insurge : « Insulte au chef du gouvernement, c'est cinq ans seulement. » Réponse du juge : « Oui, mais divulgation de secret d'Etat (chef d'inculpation commun pour

les dissidents) c'est quinze ans de plus. » La désobéissance, on l'a vue aussi dans la malice du peuple, même dans les moments où la situation de confrontation pacifique avec l'armée faisaient peser le suspense. Ces cyclistes qui, quelques minutes après l'entrée en vigueur de la loi martiale, devaient gravir une côte au-dessus d'un échangeur pour se rendre à la place Tiananmen, en damoiseau pour scander, sous les rires de tout le monde : « Debout, les Chinois, debout, les Chinois ! » Cet étudiant qui brandissait, dans une manifestation, une pancarte proclamant fièrement : « To be or not to be... » Ou cet autre, dont la pancarte était vierge de toute inscription.

C'est cette maturité nouvelle d'une population, qui a considérablement évolué sous l'influence des réformes économiques, que la vieille garde du régime communiste n'est pas parvenue à détecter dans son analyse l'ayant conduit à faire don-

JAPON : la fin de l'enquête sur le scandale Recruit

Les secrétaires boucs émissaires

Le parquet de Tokyo a clos, lundi 29 mai, son enquête sur le scandale Recruit par l'inculpation de quatre secrétaires de dirigeants du Parti libéral démocrate (dont MM. Abe, secrétaire général, Miyazawa, ancien ministre des finances, Kato, ancien ministre de l'Agriculture) pour violation de la loi sur les fonds politiques. Au cours d'une conférence de presse, M. Yoshikawa, juge d'instruction chargé de l'enquête, a confirmé qu'aucun homme politique n'est inculpé, mais que des secrétaires de ces hommes politiques ont été inculpés. L'enquête aura duré neuf mois et se sera terminée par cette inculpation.

TOKYO

de notre correspondant

Quelles mauvaises manières ont donc ces secrétaires qui, à l'insu de leurs patrons, respectables hommes politiques, ont été impliqués dans les affaires d'Etat, se livrant à de sombres manipulations d'argent ? Ces pauvres hommes politiques doivent présenter leurs excuses à la population pour avoir failli non pas à l'éthique de leur fonction, mais à la surveillance des activités de leurs assistants.

L'ancien bras droit de l'ex-premier ministre Kakuei Tanaka, arrêté dans le cadre de l'affaire Lockheed. Aux termes de la loi, les députés ont droit à deux secrétaires rémunérés par l'Etat et à un budget annuel de 33 millions de yens (1) pour faire face à leurs frais. Mais les dépenses d'un politicien d'importance moyenne sont bien plus élevées : 150 millions de yens pour gérer sa clientèle et de 200 à 400 millions pour être élu.

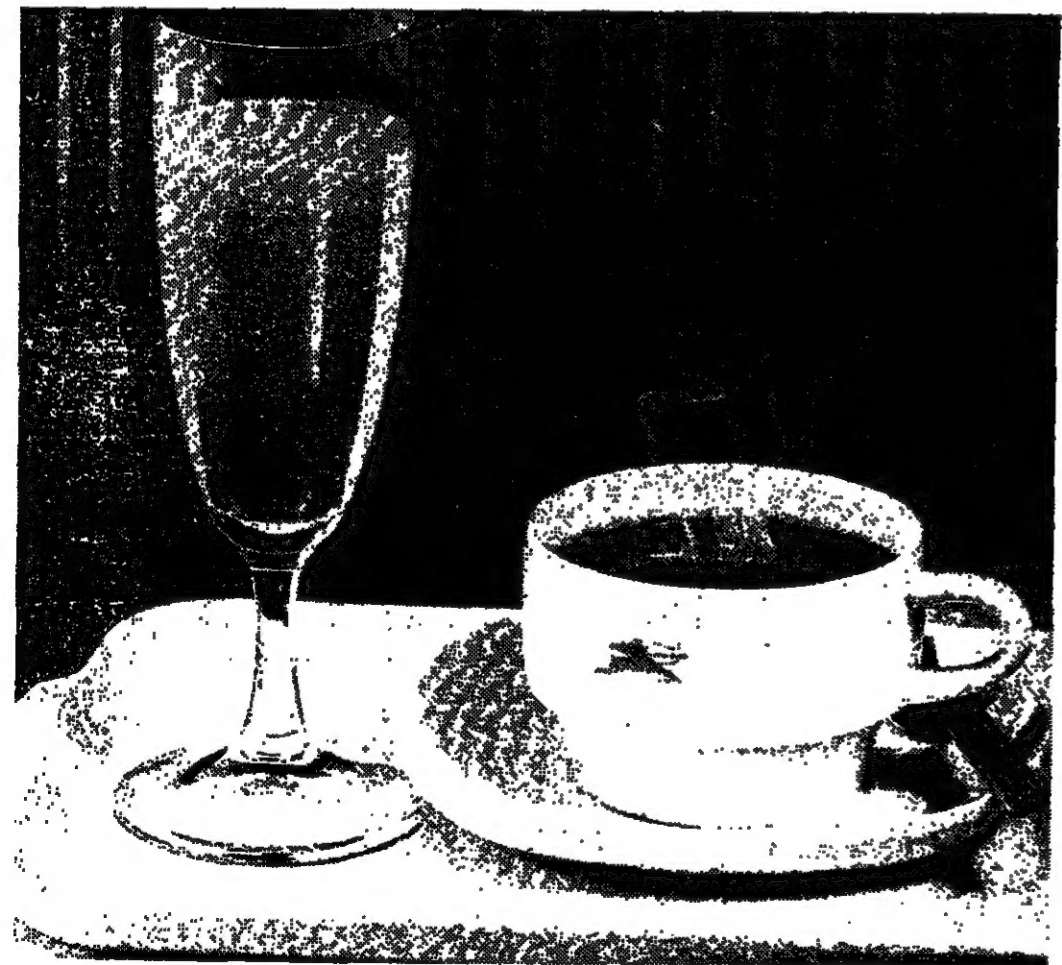
C'est aux secrétaires (les politiciens importants en ont de dix à trente entre leurs bureaux de Tokyo et de leur circonscription) de combler la différence. Ils ont cette blanche pour « engraisser le sol », notamment spéculer en Bourse, avec l'appui actif des maisons de titres.

« Un secrétaire, c'est comme un vêtement de mauvaise qualité : il ne supporte pas le nettoyage. Alors on le jette ! », conclut, amer, l'un d'eux.

PHILIPPE PONS.

(1) 100 yens = 4,75 F.

Paris-Delhi, sans escale, trois fois par semaine.



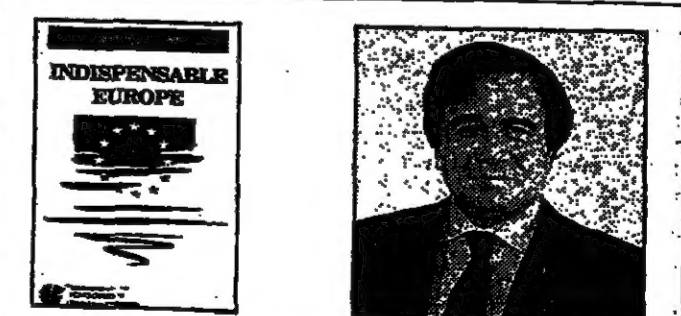
Dîner à Paris, petit-déjeuner à Delhi.

La manière la plus raffinée de vous envoyer vers l'Inde est désormais la plus commode. Quittez Paris dans la soirée. Arrivez à Delhi, petit déjeuner pris, à temps pour une bonne journée de travail. Inutile de changer d'avion pour Bombay. Durant le vol, découvrez notre fameux choix de plats gastronomiques français ou indiens. Les passagers de la classe affaires peuvent choisir notre pont supérieur, réservé aux non-fumeurs.

AIR-INDIA

PARIS FRANKFURT ROYME AMSTERDAM GENEVE LONDRES DELHI BOMBAY SINGAPOUR SYDNEY KUALA LUMPUR BANGKOK HONG KONG TOKYO OSAKA

LE MEILLEUR DES DEUX MONDES



Jean-Paul Benoit

INDISPENSABLE EUROPE

Ce texte, totalement dégage du débat français, ne se soucie pas d'épargner les « acteurs politiques » à la veille de l'élection européenne.

Un volume 232 pages, 78F

"C'EST UN LIVRE DECAPANT"

Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouvenot

EDITIONS BERGER-LEVRULT INTERNATIONAL

5 RUE AUGUSTE COMTE, 75008 PARIS - TEL. 46 34 12 35

Amérique

ARGENTINE

Le président Alfonsín l'état de siège dans

Le gouvernement argentin a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Le président Alfonsín a déclaré l'état de siège dans tout le pays, sous l'impulsion de la police, à la suite de la répression de la manifestation de la capitale, samedi 27 mai, à l'occasion de la fête nationale.

Amériques

ARGENTINE : après le pillage de nombreux commerces

Le président Alfonsín décrète l'état de siège dans tout le pays

Le gouvernement argentin a décrété, lundi 29 mai, l'état de siège dans tout le pays, pour une durée de trente jours. Cette décision intervient à la suite des pillages de commerces d'alimentation qui ont eu lieu dans la capitale, à Rosario, à 300 kilomètres au nord-ouest de la capitale. Selon la police de cette ville, une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Plus de cinq cents personnes ont été arrêtées.

À l'indomani de l'annonce d'un nouveau plan économique destiné à enrayer la crise qui sévit dans le pays, le chef de l'État argentin a été contraint de prendre des mesures exceptionnelles. M. Raúl Alfonsín avait déjà déclaré l'état de siège en octobre 1985, juste après son arrivée au pouvoir et à la veille des élections parlementaires dans le pays, en raison de menaces d'attentats attribuées à l'extrême droite. La situation est bien différente aujourd'hui. Le Parti radical au pouvoir ayant perdu les élections générales du 14 mai dernier au profit des péronistes, le président argentin doit faire face à quelques mois redoutables avant de transmettre — le 10 décembre prochain, selon la Constitution — le pouvoir à M. Carlos Saul Menem, son successeur élu. Cette transition, qui s'annonce difficile, est en passe de prendre un tour tout simplement dramatique.

L'échec des négociations entre les deux principaux partis, qui ne sont jusqu'ici par parvenus à s'entendre sur l'adoption de mesures économiques ou sur une éventuelle passation de pouvoir anticipée, a déjà obligé le chef de l'État à assumer seul la conduite du pays dans cette période difficile. Après la formation, jeudi dernier, d'un gouvernement « de crise » pour mener une « économie de guerre », définie, dimanche, par le nouveau plan, le président Alfonsín en est réduit, deux jours plus tard, à prendre des mesures exceptionnelles. La détérioration de la situation le laisse devant une alternative délicate : soit la montée d'un mécontentement généralisé, alors que les banques n'ont toujours pas réouvert leurs portes une semaine après leur fermeture presque totale.

Dans la ville de Rosario, quatre cents membres de la police des frontières et deux cents policiers fédéraux ont été dépêchés pour aider la police locale à réprimer les émeutes. Les mises à sac et les incendies de supermarchés se sont multipliés dans le pays. Plus d'une centaine d'incidents ont été réprimés depuis vendredi dernier dans les principales villes, y compris dans les banlieues de la capitale. L'inflation, après avoir dépassé la barre des 700 % mensuel en mai, pourrait atteindre 100 % en juin. Certains produits de première nécessité et certains médicaments deviennent très rares.

Devant cette situation, qui peut se révéler incontrôlable, le Parti péroniste et son futur président élu restent presque silencieux. Bien sûr, Carlos Saul Menem, qui se trouve dans la province de la Rioja dont il est gouverneur, a estimé que l'état de siège pouvait « ramener le calme parmi la population ». Il a aussi indiqué qu'il pourrait se rendre rapidement à Buenos Aires, afin de rencontrer M. Alfonsín. Le président du Parti péroniste, M. Antonio Cafiero, s'est pour sa part déclaré convaincu que cette mesure d'urgence était « nécessaire ». Mais il semble évident à de nombreux observateurs que la montée du mécontentement actuel doit beaucoup à la Confédération générale du travail, la centrale syndicale unique à tendance péroniste.

À la bord du gouffre

Pendant les semaines qui ont précédé les élections générales, et durant celle-ci, le syndicat avait refusé à contenter tout débordement pour éviter qu'il ne mise au candidat péroniste. La CGT semble aujourd'hui moins dévouée — ou moins capable — de calmer ses troupes. Il est significatif à cet égard que les premières pillages se soient déroulés, au début de la semaine, dans la ville de Córdoba — l'une des plus prospères du pays et dont le gouverneur n'est autre que l'ancien candidat radical, M. Eduardo Angeloz, rival malheureux de Carlos Saul Menem lors de l'élection présidentielle. La centrale syndicale semble cependant elle-même déborder par les événements : l'actuel ministre de l'Intérieur — ministre de l'Économie dans le gouvernement précédent — M. Juan Carlos Pugliese, affirme que les dernières émeutes étaient « organisées par le parti d'extrême gauche » qui utilise « des armes ».

PÉROU

Le Sentier lumineux projetait des attaques contre les grands hôtels

La police péruvienne a annoncé, le lundi 29 mai, la découverte d'un plan de la guérilla du Sentier lumineux visant les hôtels de luxe de la capitale. Les forces de l'ordre ont été placées en état d'urgence. En 1987, les rebelles avaient fait exploser une voiture piégée dans les sous-sols du Sheraton de la capitale. Le 24 mai dernier, un hôtel de la région de Huaraz, dans les Andes, abritant une cinquantaine de touristes, avait été attaqué, et un alpiniste britannique assassiné.

Par ailleurs, un universitaire, Marcial Capeletti, a été assassiné, le 29, à l'université d'Ayacucho (dans le sud du pays), lieu de naissance de la guérilla. Il a été abattu sous les yeux de ses étudiants. Son frère, Mario, est député du parti gouvernemental APRA. Un autre enseignant, de l'université de Peruquillo, au nord du Lima, a été blessé le même jour à son domicile par un commando de trois personnes. La guerre civile au Pérou a fait approximativement quatorze mille victimes en neuf ans. — (AFP, AP.)

● CUBA : Jean-Paul II a accepté l'invitation de M. Fidel Castro. — Le pape a accepté l'invitation à se rendre en visite officielle à Cuba que lui avait transmise le 26 mai M. José Felipe Camacho, chargé des affaires religieuses au sein du gouvernement cubain, a annoncé lundi 29 mai M. Joaquín Navarro Valls, porte-parole du Vatican. Cette visite, dont le date n'a pas encore été fixée, pourrait avoir lieu en 1991.

Afrique

ÉTHIOPIE : après l'échec de la tentative de putsch

L'épuration de l'armée vise surtout les partisans d'une négociation sur l'Erythrée

À la suite de la récente tentative de coup d'État, puis de la reprise en main de l'armée éthiopienne par le président Mengistu, son haut commandement subit une épuration sans précédent depuis la fin de la révolution.

Près d'une dizaine de généraux étaient tombés pendant les affrontements du milieu du mois de mai. Selon l'opposition, près d'une trentaine d'officiers supérieurs, de grade supérieur ou égal à celui de colonel, auraient été ensuite arrêtés. L'un d'entre eux, le général Afe Works Mikael, ancien administrateur de l'Erythrée, aurait déjà été passé par les armes. Partout, même à des grades plus modestes et en particulier au sein de l'aviation, se multiplient les arrestations, les exécutions et les avis de recherche contre des officiers en fuite.

S'il fallait une preuve supplémentaire que les officiers éthiopiens du rang le plus élevé avaient largement basculé dans l'opposition au président Mengistu ou que ce dernier s'en défie totalement, on la trouverait dans les nominations qui viennent d'intervenir au sein du haut commandement. Pour combler les vides créés par les disparitions ou les mises à l'écart, le président a dû renouveler de fond en comble tout l'état-major et la direction de sa principale force militaire, la 1^{re} armée, basée en Erythrée.

Tous les nouveaux promus aux postes-clés, dont certains très peu connus, ont avant tout démontré un attachement inconditionnel à la personne du président depuis le début

de son ascension un critère qui semble l'avoir emporté sur toute autre considération relative au grade des nouveaux venus ou à leur compétence dans le domaine qui leur a été confié.

Deux cas sont pourtant à part : celui du général d'origine érythréen Mesfin Gebret Kal, officier de la vieille école connu pour son indépendance d'esprit mais aussi sa loyauté, qui devient chef d'état-major, et celui du général Almayehu Agonafir, un moment arrêté, qui occupe le poste de commandant de l'armée de l'air. Enfin, c'est M. Addis Dedla, numéro six du bureau politique du Parti des travailleurs, qui assumera les fonctions toutes nouvelles de « chef de la défense ».

Officiers « politiques » et « professionnels »

La manifestation étudiante qui s'est tenue sur le campus quelques jours avant ces nominations — la première depuis des années — a donné un avant-goût des réactions que ce bouleversement du haut commandement militaire a dû provoquer dans la société civile. Il semblait que les morts d'ordre des premières manifestations n'avaient porté que sur des revendications matérielles. En réalité, le slogan le plus repris peut se résumer ainsi : « Tous les soldats valeureux ont été exécutés ou arrêtés, il ne reste plus que les pervers ». Plusieurs centaines

d'étudiants auraient été arrêtés, plusieurs dizaines grièvement blessés.

En tout état de cause, le fossé qui sépare les officiers « politiques », formés depuis la révolution, souvent dans les pays socialistes, et les officiers « professionnels », ou, en schématisant, adversaires et partisans de la recherche à tout prix d'une solution négociée au conflit érythréen, semble désormais impossible à combler. Ces derniers, en se désolidarisant lors des récents événements, après des années d'opposition silencieuse, subissent une telle répression ou seront l'objet d'une surveillance si étroite — on ne compte pas moins de cinq différents services de sécurité — qu'ils paraissent condamnés à la paralysie.

Le président Mengistu devrait donc se sentir à l'abri d'une nouvelle rébellion d'une partie de son armée. Reste, pour lui, le danger d'un acte isolé : il a déjà échappé à une bonne douzaine de tentatives d'assassinat.

Par ailleurs, une délégation du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), conduite par le secrétaire général Issayas Afewerki, vient d'effectuer un bref séjour à Paris avant un voyage aux États-Unis. Elle s'est notamment entretenue avec des représentants du Quai d'Orsay, les uns et les autres s'étant bornés, semble-t-il, à réaffirmer lors de cette première rencontre leur position traditionnelle : l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple érythréen pour le FPL, l'impossibilité des frontières de l'Éthiopie pour les diplomates français.

RENÉ DAMIEN.

TCHAD : impliqué dans un complot

Hassan Djamous est mort à N'Djamena

Libreville. — L'ancien commandant en chef des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), Hassan Djamous, est mort des suites de ses blessures en avril dernier à l'hôpital militaire de N'Djamena, a indiqué, le lundi 29 mai, une très bonne source tchadienne.

À la tête d'une tentative de complot contre le régime du président Hissène Habré, dans la nuit du 1^{er} au 2 avril, Hassan Djamous s'était saisi avec quelques hommes vers l'est du Tchad. Poursuivi par l'armée régulière, il avait été blessé, le 11 avril, lors d'un accrochage

dans la province soudanaise du Darfour.

Outre Hassan Djamous, le conseiller en chef de l'État tchadien, M. Idriss Déby, et le ministre de l'Intérieur, M. Ibrahim Mahamat Ito, avaient été désignés par N'Djamena comme les responsables d'une « rébellion contre les institutions de la République ». M. Ito avait été arrêté à N'Djamena et M. Déby, en fuite, avait pu échapper à ses poursuivants.

Selon des sources tchadiennes à Paris, ce dernier est arrivé à Tripoli,

le 29 avril, et a eu plusieurs contacts avec les autorités libyennes.

Hassan Djamous avait conduit les FANT en 1987 aux premières victoires de la reconquête du Tchad et en avait acquis un prestige certain. Puis, à la tête de ses hommes, il reprenait Fada, la palmeraie du nord-est, dans l'Ennedi. Le 22 mars suivant, il était légèrement blessé à la tête alors qu'il menait une offensive victorieuse contre la base aérienne de Ouadi-Doum, construite par la Libye. — (AFP.)

MADAGASCAR

Forte abstention aux élections législatives

Tananarive. — L'Avant-garde de la révolution malgache (AREMA), le parti du président Ratsiraka, paraît en mesure de conserver une large majorité à l'Assemblée nationale selon les résultats, encore partiels et provisoires, des élections législatives à Madagascar (le Monde daté 28-29 mai). Toutefois le scrutin a été marqué par une forte abstention. Celle-ci a dépassé les 40 % dans la capitale, et la presse parle de plus de 35 % sur l'ensemble du territoire, contre 27 % lors du précédent scrutin, en 1983.

Lundi 29 mai, l'AREMA arrivait en tête dans cinquante-deux circonscriptions sur cinquante-six, mais elle semblait en retrait par rapport au nombre de voix obtenues en 1983. Paradoxalement, elle est cependant parvenue à ravir des sièges à une opposition particulièrement divisée. Le mode de scrutin, unimodal à un tour, lui a permis de l'emporter de justesse dans plusieurs villes contre les formations adverses regroupées en principe dans l'Alliance démocratique malgache. Lundi, le ministre de l'Intérieur a déclaré que ces partis d'opposition « ne peuvent pas s'entendre puisqu'ils n'ont rien en commun, sauf à être contre Didier Ratsiraka ».

A Tananarive, le scrutin a cependant donné lieu à une surprise avec l'arrivée en force des communistes de l'AKFM-Renouveau, créés récemment par le pasteur Richard Andriananjato, qui s'est séparé des « orthodoxes » de l'AKFM-KDRM. Dès son entrée en lice, le « Renouveau » a remporté deux sièges, soit autant que l'AREMA (arrivée de justesse en tête avec seulement 27,2 % des suffrages) et le MPM, autre parti d'opposition.

Comme le leader de ce dernier parti, M. Manandafy Rakotonirina, le pasteur Andriananjato a été exclu du Conseil supérieur de la révolution par le président Ratsiraka au mois d'avril, après sa réélection, le 12 mars, pour un troisième mandat présidentiel. — (AFP.)

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

Cette année encore, c'est l'événement de l'été : les 3J d'été des Galeries Lafayette. Du 31 mai au 3 juin, des séries spéciales, et des prix exceptionnels signés des plus grandes marques sur la mode, la maison, les loisirs vous feront vivre à l'heure... des 3J d'été!

Crédit spécial 3J avec la carte Galeries Lafayette, (gratuite dès acceptation du dossier). À partir de 3000 F d'achats.

3J

Du 31 mai au 3 juin.

Diplomatie

Les suites de la Conférence européenne de Vienne

M. Mitterrand ouvre à Paris une réunion Est-Ouest sur les droits de l'homme

Mardi 30 mai à 15 heures devait s'ouvrir à Paris la première réunion du « suivi » sur les droits de l'homme des trente-cinq pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La séance inaugurale, au cours de laquelle M. Mitterrand devait prendre la parole à son retour du sommet de l'OTAN, a lieu à la Sorbonne. Les travaux se poursuivront jusqu'au 23 juin au Centre de conférences internationales de l'avenue Kleber.

Un sujet : les droits de l'homme ; un lieu qui en a vu d'autres : le grand amphithéâtre de la Sorbonne ; un discours inaugural du président de la République et un partenariat composé des représentants de trente-cinq pays, parmi lesquels une dizaine de ministres – tout cela pour faire redonner une de ces cérémonies vertueuses et déclamatoires dont on a le secret chez nous. La France, pays hôte de cette conférence sur les droits de l'homme qui s'ouvre mardi 31 mai et se poursuivra durant quatre semaines, n'aura fait cependant que très peu de battage pour l'annoncer et mobiliser assez peu de moyens. Cette réunion arrive il est vrai beaucoup trop tôt.

En janvier dernier à Vienne, les pays parties prenantes au processus d'Helsinki (1), après plus de deux ans de débats, avaient adopté entre autres un texte sur les droits de l'homme qui est sans doute à ce jour le plus précis et le plus exigeant des documents internationaux existant sur le sujet, bien qu'il n'ait pas force de loi, comme les traités. Il précise en effet de façon très concrète les obligations résultant pour les États de leur acceptation des principes d'Helsinki : il va très loin dans le détail des mesures qu'impliquent par exemple la garantie des libertés de religion, d'expression, d'information, de circulation.

Tous les États membres, sauf la Roumanie, s'étaient engagés à Vienne à modifier leur législation pour la rendre conforme à ces dispositions. Afin que ces promesses ne restent pas lettre morte, ce document prévoit en outre un « mécanisme de suivi », c'est-à-dire de contrôle : chaque État peut saisir un autre État d'un cas particulier ou d'une situation générale qui lui paraissent violer les engagements pris. Il peut tenter de régler l'affaire au plan bilatéral, puis, s'il le juge

nécessaire, informer les autres pays membres de ses démarches et enfin saisir publiquement la communauté des trente-cinq pays membres à l'occasion d'une des trois conférences de suivi dont celle de Paris est la première, deux autres devant se tenir en 1990 à Copenhague et en 1991 à Moscou. Ce principe d'une conférence sur les droits de l'homme, Moscou l'avait été arrêté qu'il s'extrême par les Soviétiques à Vienne, en raison des réticences britanniques et américaines. C'est dire que la réunion de Paris aura, comme celle de Copenhague, valeur de précédent.

Elle vient malheureusement beaucoup trop tôt pour que le premier de ses objectifs – dresser le bilan de l'application des engagements pris à Vienne – puisse être convenablement rempli. On ne modifie pas des lois en quatre mois. L'autre objectif de la réunion, qui est de formuler de nouvelles propositions, s'en trouve du même coup lui aussi prématuré.

Les Donz qui, dans ce type de forum, ont coutume d'avancer unis n'avaient pas encore eu à la mi-mai le début d'une concertation. La composition de la délégation américaine n'a été connue qu'il y a quelques jours. Quant aux organisations non gouvernementales françaises pour leur part, elles n'ont guère réagi à ce jour, alors que les ONG danoises ont déjà tenu en février un colloque préparatoire au forum qu'elles entendent organiser l'année prochaine en marge de la conférence de Copenhague.

Le texte de Vienne prévoit explicitement que les débats en séance plénière sont publics et que les manifestations qui pourraient avoir lieu à l'occasion de la conférence doivent être autorisées. On a donc tout prévu, dans la perspective de Moscou évidemment, pour que ces réunions offrent aussi aux représentants des associations l'occasion de se faire entendre. Celle de Paris s'annonce de ce point de vue assez fade. Cent places seulement sont réservées pour le public et les ONG dans les locaux qui abriteront la conférence après la cérémonie d'ouverture à la Sorbonne, ceux du centre international de l'avenue Kleber, dont l'existence se trouve une fois de plus démontrée.

C'est seulement à l'ardueur d'une poignée d'universitaires, dont Pierre Hassner, que l'on doit l'initiative des

trois manifestations qui accompagneront la réunion officielle, parmi lesquelles la création le 1^{er} juin d'un comité français de surveillance des accords d'Helsinki comme il en existe depuis 1975 dans la plupart des pays européens, y compris les pays de l'Est.

La Roumanie en accusation

On verra vraisemblablement à Paris des délégués hongrois et polonais tenir à peu près le même langage que les Occidentaux, des délégués soviétiques dire qu'ils ont beaucoup à apprendre en matière de démocratie et les mauvais élèves de la classe socialiste être montrés du doigt comme ils l'ont déjà été à Vienne : la RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie mais surtout la Roumanie qui va apparaître une fois de plus comme le cancre.

La Roumanie n'a pas voulu souscrire aux chapitres du document de Vienne concernant les droits de l'homme mais elle n'a pas son plus récent de ce processus sans doute parce que, si elle décidait de boycotter les réunions relatives aux droits de l'homme, elle risquerait d'être évincée de tous les autres domaines d'intervention du processus d'Helsinki, notamment la coopération économique et les négociations sur la réduction des armements. L'URSS n'a pas été mise en cause sans une fois par la Grande-Bretagne, pour un refus de sortie du territoire, mais le cas fut réglé avant la venue de M. Gorbatchev à Londres.

Vaclav Havel, l'écrivain et opposant dont l'emprisonnement avait motivé la plupart des interventions occidentales contre la Tchécoslovaquie, a été libéré il y a quelques jours, ce qui tend à démontrer l'efficacité des pressions exercées dans le cadre de la CSCE. La Tchécoslovaquie a d'ailleurs tenté d'utiliser le prétexte aux Pays-Bas pour la représentation d'une manifestation anti-apartheid à Amsterdam mais la manœuvre ne trompa personne.

Au-delà de la dénonciation et du règlement de cas particuliers, l'objectif de cette réunion et des suivantes devrait être de favoriser dans cette partie de l'Europe l'établissement d'États de droit. Dans cette perspective, il ne sera pas inutile de demander certaines explications à l'URSS par exemple sur le sort que réserve à la liberté d'opinion son projet de

réforme du code pénal. Le domaine judiciaire pourrait d'autre part être celui d'une coopération nouvelle ; on songe semble-t-il du côté français à faire des propositions dans ce sens, à commencer par un travail de définition de certains termes, comme liberté ou droit d'opinion, qui permettrait de s'assurer que l'on parle des mêmes choses et d'éviter qu'on ne marque à ses engagements en jouant tout simplement sur les mots.

C. T.

M. Faubourg de Montferand ambassadeur à Singapour

Le Journal officiel du 27 mai a annoncé la nomination de M. Bernard Faubourg de Montferand, ambassadeur à Singapour en remplacement de M. Frédéric Grassot.

[Né en 1945, ancien élève de l'ENA, M. de Montferand a été notamment affecté à l'administration centrale (affaires économiques et financières) avant d'être en poste à Berlin (1979-1982). De retour à l'administration centrale, il a été nommé conseiller général à Saint-François (1983-1986) avant de diriger le cabinet de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. Il était, depuis, sans affectation.]

● M. Jean-Paul Schwicks, qui avait été nommé ambassadeur à Fort-Moresby (Papouasie, Nouvelle-Guinée) en 1987, a vu d'autre part ses fonctions étendues aux îles Salomon.

● PRÉCISION : la participation au sommet francophone. — M. Auguste Hollander, président du gouvernement de la région autonome francophone du Val d'Aoste, nous prie d'indiquer qu'il a participé au troisième sommet de la francophonie, clôturé le 26 mai à Dakar. C'est donc quarante-cinq pays ou communautés utilisant le français (et non pas quarante-quatre, comme nous l'avions indiqué dans le Monde du 27 mai) qui étaient représentés à la conférence.

Le sommet des chefs d'Etat

Les Occidentaux acceptent à courte portée

BRUXELLES de notre envoyée spéciale

Succès sur toute la ligne, lundi 29 mai à Bruxelles, pour le président américain George Bush : l'alliance est renouée, un compromis a été trouvé sur la question qui, depuis des mois, semait la discorde dans le rang, une avancée majeure est promise dans le domaine du désarmement.

En formulant lundi matin une série de propositions qui donnaient une forte impulsion aux négociations de Vienne sur la réduction des armes classiques, M. George Bush a obtenu le premier effet qu'il recherchait : dédramatiser la question des armes nucléaires à courte portée qui, depuis des mois, empoisonnait l'alliance et en particulier les rapports germano-américains. Il a aussi donné à l'alliance le sentiment d'enfin reprendre l'initiative.

Si l'on trouvait le président américain trop passif par rapport au dynamisme de M. Gorbatchev, trop timoré en matière de désarmement, il inverse les rôles sur un terrain que tous les alliés s'accordent à juger prioritaire : celui des armes classiques. Le numéro un soviétique avait souhaité récemment qu'un accord en ce domaine puisse être appliqué d'ici à 1997. C'est trop tard, dit M. Bush, un accord peut être conclu à Vienne en six mois ou un an et appliqué effectivement en 1992 ou 1993.

Cette façon de forcer l'allure est l'aspect le plus spectaculaire de l'intervention américaine, le plus frappant pour les opinions publiques, le plus instaurant de la part d'un homme auquel on reprochait, depuis qu'il a pris ses fonctions, de prendre tranquillement son temps et de confondre prudence et apathie. M. Bush n'est pas prêt, pour autant, à brader les armements classiques.

A propos des moyens terrestres, pour lesquels les Soviétiques ont déjà presque accepté les proposi-

tions chiffrées faites par les Occidentaux à Vienne, il consolide l'acquis en exigeant du pacte de Varsovie non seulement le retrait mais la destruction de ses matériels. Des dizaines de milliers d'engins soviétiques devraient ainsi, très prochainement, aller à la casse et un équilibre numérique s'instaurer, pour les chars, l'artillerie, les blindés, entre les deux alliances.

Bref, pour accélerer la négociation, le président américain innove en levant deux hypothèques qui semblaient devoir bloquer les discussions à Vienne. On ne refusera plus de parler d'effectifs (il propose un plafonnement à deux cent soixante-quinze mille hommes des troupes soviétiques stationnées hors de l'URSS et des troupes américaines en Europe) ; on ne renverra plus vers une phase ultérieure indéterminée les discussions sur l'aviation que réclamaient les Soviétiques. M. Bush fait entrer les forces aériennes dans la négociation en proposant une réduction de part et d'autre de tous les appareils (d'attaque et de transport) à un niveau égal au niveau actuel de l'OTAN, moins 15 %.

L'Occident reprend de la sorte l'avantage dans le grand jeu Est-Ouest du désarmement, et place M. Gorbatchev dans la position de celui qui doit refuser ou céder. Les propositions américaines sur l'aviation vont très au-delà en effet de ce qu'il a jamais lui-même avancé. Cette initiative a pour autre mérite de calmer l'impatience d'une partie du congrès américain, inspirée par des considérations budgétaires, et qui ne peut qu'approuver la perspective du retour de 20 % des GI stationnés en Europe.

Enfin, elle pose en termes nouveaux la question des négociations sur les armes nucléaires à courte portée sur laquelle les Allemands faisaient une fixation. Car, dès lors que tout le monde admet que celle-ci dépend des progrès qui seront réalisés dans le domaine conventionnel, et dès lors que les Américains laissent espérer un abaissement des têtes et de la portée à Vienne, on doit pouvoir s'entendre entre Occidentaux.

Curieuses tendances schizophréniques

Cela pourrait ne pas être simple à Bruxelles et ce n'est que très tard dans la nuit que furent trouvées les formules pour établir ce lien entre désarmement classique et désarmement nucléaire tactique. L'alliance a développé pendant toute la journée de lundi de curieuses tendances schizophréniques. Tandis que les chefs d'Etat et de gouvernement, après avoir entendu M. Bush, ayant laissé l'intendance le soin de régler la controverse sur les armes nucléaires tactiques, baignaient dans l'harmonie retrouvée et se livraient à de sereines considérations d'ordre général, dans une autre salle, les experts et les ministres des affaires étrangères continuaient de vivre le drame de la discorde et, se nourrissant d'un sandwich, poursuivaient des palabres qui allaient durer jusqu'à l'aube.

Tandis que M. Kohl, trouvant des mots qu'il n'aurait sans doute pas utilisés devant le Bundestag, remerciait le président Bush pour « une initiative tournée vers l'avenir qui réaffirme de façon marquante le leadership américain », M. Genscher, l'air épuisé – paraît-il – mais toujours intrépide, bagarrait ferme contre son collègue américain, James Baker, et surtout contre Sir Geoffrey Howe dont l'obstination vaut bien celle de M^{re} Thatcher.

Sir Geoffrey voulait un rejet explicite de l'élimination totale des armes nucléaires à courte portée (la troisième option zéro). M. Genscher s'y opposait et réclamait en revanche des garanties explicites de l'ouverture prochaine des négociations sur les armes tactiques. Le ministre des affaires étrangères ouest-allemand était sans doute le mieux à même, en effet, de mesurer le côté « gorbatchévien » des propositions faites par le président américain, à savoir une certaine façon de nuire le bluff et l'effet d'annonce aux initiatives substantielles. M. Genscher n'avait qu'une chose en tête : obtenir un échéancier pour l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires tactiques et qu'il puisse le « vendre » chez lui.

« Nous allons conclure dans six mois ou un an à Vienne sur le conventionnel et appliquer l'accord en deux ans », avait répondu M. Bush, ce qui sous-entendait que le nucléaire tactique pouvait alors venir en discussion. Mais, si l'on y regarde de près, ce calendrier du président américain est d'un optimisme qui frise l'irréalisme. Ses pro-

de négocier sur la mais refusent les

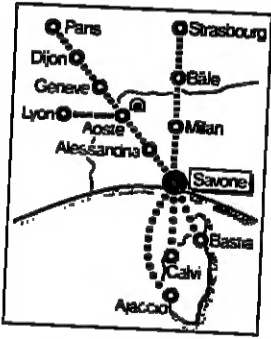
Les plans de désarmement

Le plan de désarmement nucléaire tactique (NT) adopté par les chefs d'Etat de l'OTAN le 29 mai à Bruxelles. Ce plan prévoit une réduction de 20 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 50 % d'ici à 1997. Les États-Unis ont proposé une réduction de 50 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 75 % d'ici à 1997. L'URSS a proposé une réduction de 50 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 75 % d'ici à 1997.

Le plan de désarmement nucléaire tactique (NT) adopté par les chefs d'Etat de l'OTAN le 29 mai à Bruxelles. Ce plan prévoit une réduction de 20 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 50 % d'ici à 1997. Les États-Unis ont proposé une réduction de 50 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 75 % d'ici à 1997. L'URSS a proposé une réduction de 50 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 75 % d'ici à 1997.

	NT stationnés en Europe	NT stationnés en Europe	NT stationnés en Europe
États-Unis	10 000	5 000	2 500
URSS	10 000	5 000	2 500
Autres pays de l'OTAN	10 000	5 000	2 500
Total	30 000	15 000	7 500

(1) Les États-Unis ont proposé une réduction de 50 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 75 % d'ici à 1997. L'URSS a proposé une réduction de 50 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 75 % d'ici à 1997. Les autres pays de l'OTAN ont proposé une réduction de 20 % des NT stationnés en Europe d'ici à 1992, et une réduction de 50 % d'ici à 1997.



La Corse par l'Italie:
Sans soucis, sans attente.
Avec un service inégalé
à un prix...

corsica ferries

Ajaccio, Bastia, Calvi... Découvrez l'ABC d'une liberté nouvelle.
La Corse sans problèmes, c'est notre affaire: vous en avez rêvé, nous y avons travaillé...

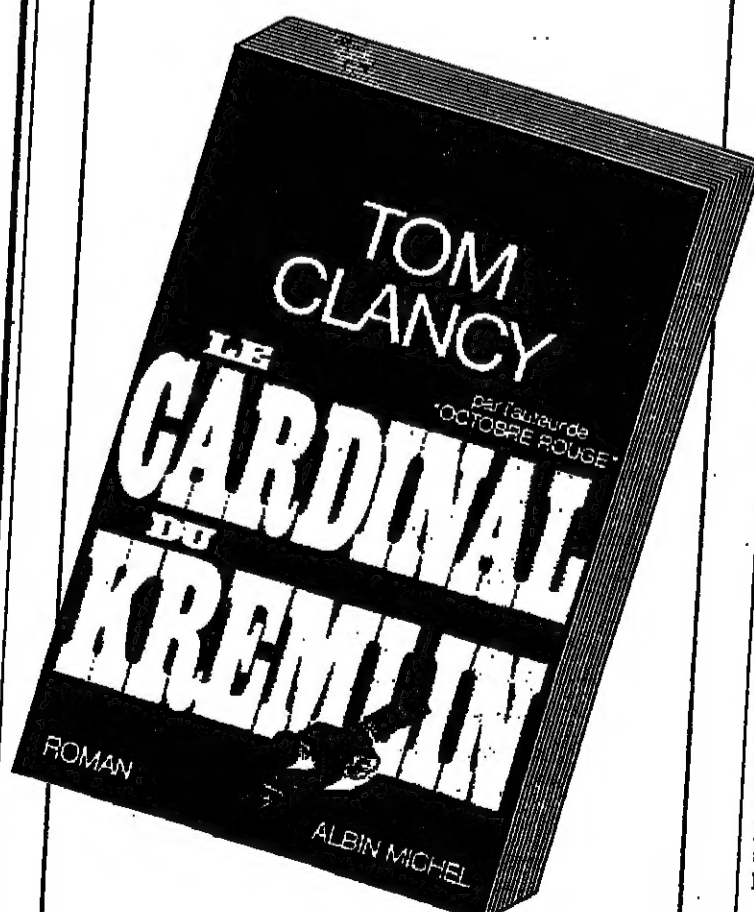


depuis vingt ans! Qualité, service inégalé, Magasins Hors-Taxe, en Saison tous les jours au départ de Savone. Pour tous renseignements: Votre agent de voyage ou

corsica ferries

Corsica Ferries • B.P. 239 • 20294 Bastia • Tél. 95.31.18.09
Minitel 36 15 • Code CORSI

Un grand thriller
technologique,
par l'auteur
d'Octobre Rouge.



N°1 DES BEST-SELLERS AUX ÉTATS-UNIS

ALBIN MICHEL

مكتبة الشارقة

Diplomatie

et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles

de négocier sur les armes nucléaires mais refusent leur élimination totale

positions vont en effet maintenant faire l'objet d'une discussion entre alliés sur deux thèmes : acceptation ou non que tout le bénéfice des réductions en hommes aille aux Américains, que les États-Unis soient les seuls à économiser en soldats ou, d'un autre point de vue, que les Américains commencent à se retirer d'Europe, perspective qui, il n'y a pas si longtemps encore, faisait trembler nombre de dirigeants occidentaux ? Autre question : quels types d'avions vont à la cause et ceux de qui ? M. Bush se contente de fixer un plafond global sans entrer dans le détail. La discussion entre Occidentaux promet d'être animée.

En outre, c'est la deuxième incertitude, ces propositions sont-elles acceptables comme base de négociations par l'URSS ? Les Soviétiques ont toujours fait une distinction entre les avions d'attaque et les autres, ce que refuse le président Bush. Or les rapports de force Est-Ouest sont totalement différents selon les catégories prises en compte. Si les Occidentaux avaient jusqu'à présent répondu à plus tard les discussions sur l'aviation, c'est précisément parce qu'ils pensaient que leur complexité est telle qu'elles risquent de s'éterniser. Enfin, si M. Gorbatchev se fixait l'objectif relativement lointain de 1997 pour la mise en œuvre des réductions des armements classiques, c'est entre autre en raison des problèmes de reconversion sociale et industrielle qu'elles posent. Est-il en mesure, quand bien même il le souhaiterait, de précipiter les choses ?

Bref, rien ne garantit que cet accord très proche sur les armes

classiques, auquel appelle M. Bush, soit autre chose qu'un vœu pieux ; et il n'est pas surprenant que M. Genscher, poursuivant sa logique, ait fait tout son possible pour que l'ouverture des négociations sur les armes nucléaires tactiques ne soit pas totalement dépendante de cette espérance somme toute incertaine.

La position française

Les propositions de M. Bush posent aussi des questions d'un autre ordre, dont sont révélatrices les hésitations françaises de lundi. Ce n'est qu'à une heure avancée de l'après-midi que l'on a pu recueillir les premières réactions à ces propositions, pourtant connues depuis le passage à Paris, mercredi dernier, de M. Engleburger, le discret envoyé spécial américain. Le bel enthousiasme français d'après le voyage de M. Mitterrand aux États-Unis avait fait place toute la matinée de lundi à l'expectative. On eut le fin mot lorsque M. Mitterrand s'exprima pour la seconde fois dans l'après-midi. Il se félicita des interventions américaines, rappela que lui aussi depuis deux ans avait affirmé la priorité aux négociations conventionnelles et salua les efforts d'« imagination » du président Bush. Mais il annonça aussi que la France serait amenée à faire des réserves : « A aucun stade de la négociation, les moyens militaires français qui concernent la mise en œuvre de la stratégie autonome de dissuasion ne pourront être impliqués », déclara-t-il.

La France s'est battue pendant deux ans avec les Américains et

contre les Soviétiques pour que les négociations de Vienne sur les armements classiques ne dérivent pas vers le nucléaire par le canal des armes à double capacité (à la fois nucléaires et classiques). Le président prend ses marques : d'accord pour désarmer réellement, y compris dans le domaine de l'aviation, mais pas question de toucher aux appareils français à capacité nucléaire ; libre aux Alliés de faire pour leur part comme ils l'entendent.

M. Mitterrand pourrait avoir un autre motif d'inquiétude. Pendant les deux années de discussion qui ont précédé l'ouverture des négociations de Vienne, la France s'est battue farouchement pour éviter une approche de bloc à bloc. Elle voulait pouvoir faire entendre sa voix. L'initiative de M. Bush va plutôt à l'encontre de cette volonté. La France a été consultée la semaine dernière, de même que ses plus importants partenaires. Le rythme imposé à la négociation avec les Soviétiques laisse cependant peu de temps pour un vrai débat entre alliés et pousse à transformer la négociation de Vienne en un nouvel exercice américano-soviétique.

On se dit rassuré du côté français par la réaction du président Bush qui, tout de suite après l'intervention de M. Mitterrand, a donné l'assurance que les réserves françaises, de même que celles des Britanniques, seront prises en compte. Encore faudra-t-il que les Soviétiques acceptent d'y consentir et que les Alliés tiennent bon.

Il semble que M. Mitterrand ait en besoin de sentir le climat à Bruxelles avant d'arrêter sa religion. La force politique de l'intervention américaine l'a emporté. Dès lors que

l'alliance resserrait les rangs derrière le président américain, que la RFA rentrait dans le giron et qu'une nouvelle dynamique de désarmement était engagée, le président de la République, à une réserve près, décidait de la soutenir. La France, elle aussi, désarmera pour tout ce qui ne met pas en cause son autonomie nucléaire et tant pis si cela se fait au prix d'une spectaculaire réaffirmation du leadership américain.

CLAIRE TRÉAN.

LES EFFECTIFS AMÉRICAINS EN EUROPE DEPUIS LA GUERRE

Périodes	Hommes
1950 (avant la guerre de Corée).....	122 000
1955 (avant la guerre « détente »).....	418 000
1960.....	375 000
1965.....	330 000
1970 (guerre du Vietnam).....	263 000
1975.....	301 000
1980.....	331 000
1985.....	352 000
1989.....	317 000

■ M. Valéry Giscard d'Estaing : « Il est bon que l'Amérique bouge ». — Invité, lundi 29 mai, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, l'ancien président de la République a estimé, à propos des dernières propositions de M. Bush sur le désarmement, qu'il était bon que l'Amérique bouge ». « Jusqu'à présent, a affirmé l'ancien chef de l'État, c'étaient les Soviétiques qui bougeaient et on était habitués à réagir toujours sur des initiatives soviétiques... ». Si les négociations de Vienne sur la réduction des armements conventionnels aboutissent et si les conclusions en sont effectivement appliquées (...), je demande, a conclu M. Giscard d'Estaing, qu'on étudie pour la France le passage à une armée professionnelle. »

(Lire page 2.)

Proche-Orient

En Cisjordanie

Des colons israéliens tuent une jeune Palestinienne

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le scénario avait été décrit à l'avance par toute la presse et par une bonne partie de l'état-major, alors que les colons israéliens de Cisjordanie multipliaient impunément ces derniers jours les opérations punitives contre des localités palestiniennes. Il s'est produit lundi 29 mai dans un village de la région de Naplouse : lors d'un de ces raids, un groupe de colons a tué une Palestinienne de seize ans et gravement blessé son frère.

Selon les récits de la presse et les premières indications des autorités, une trentaine de colons sont arrivés dans l'après-midi à Kif Harith pour y semer la terreur. Ils ont lancé un cocktail Molotov contre une maison, qui a commencé à brûler, ouvert le feu sur les plaques solaires installées sur les toits du village, brisé des fenêtres et des vitres de voitures, tué un âne, mis le feu à un verger et à des gerbes de blé. Les villageois ont répliqué, jetant des pierres et des bouteilles contre les colons, qui ont alors ouvert le feu : Itissam Boudineh, seize ans, a été tué sur le coup, alors qu'elle se tenait à côté de sa maison qui brûlait, tandis que son frère était gravement blessé par les tirs.

D'après les mêmes sources, les colons — qui portaient la kippa (calotte) et le châle de prière des religieux — n'avaient nullement été provoqués par les habitants de Kif Harith. Ils appartenaient à un groupe ultra-orthodoxe installé à Naplouse et auraient voulu se venger sur un village palestinien — choisi au hasard — après que certains d'entre eux et leur rabbin eurent été attaqués à coups de pierres dans une localité voisine.

Les jours précédents, des groupes de colons s'étaient livrés à des « opérations de représailles » sans cesse plus violentes, ouvrant le feu en rafale sur des maisons palestiniennes, et en venant, parfois, aux poings avec l'armée. Le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, et le responsable militaire de la Cisjordanie, le général Amram Mitzna, étaient intervenus dimanche en conseil des ministres et à la commission des affaires étrangères de la Knesset

pour dénoncer le comportement des colons.

Le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, a annoncé que l'armée allait déployer un dispositif spécial pour mettre un terme aux exactions de ces milices d'auto-défense. Mais plusieurs quotidiens soulignaient que M. Rabin allait se heurter, au sein du gouvernement d'union nationale, à nombre de ses collègues du Likoud — le parti qui défend les implantations — qui n'ont jamais eu un mot contre les colons « justiciers » quand ils ne les ont pas encouragés. Le premier ministre, chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, disait lundi : « Il faut à tout prix éviter les conflits entre l'armée et les colons (...); il ne doit pas y avoir d'affrontement entre juifs, c'est pour nous un problème de vie ou de mort ».

ALAIN FRACHON.

CHYPRE

Découverte d'un réseau terroriste libanais

La police chypriote a annoncé, lundi 29 mai, l'arrestation de six personnes détentrices de passeports libanais qui projetaient d'abattre l'héli-coptère d'une « importante personnalité libanaise » à l'aide de missiles SAM-7 retrouvés dimanche près de l'aéroport de Larnaca. On indique dans les milieux politiques de Beyrouth que cette « personnalité » pourrait être le général Michel Aoun, premier ministre du camp chrétien. Etant donné le blocus imposé aux régions chrétiennes par l'armée syrienne et ses alliés libanais, Chypre représente une escale obligée pour tout voyage du chef du gouvernement militaire chrétien hors du Liban.

Le porte-parole de la police chypriote a précisé que les missiles ainsi que leurs lanceurs avaient été découverts dimanche en mer, au large de l'aéroport de Larnaca utilisé par les hélicoptères desservant le camp chrétien libanais. Les six personnes arrêtées avaient apporté ces armes — de même que des fusils d'assaut, des munitions et vingt grenades — du Liban. — (Reuters.)

Les plans de désarmement respectifs en Europe

Le plan de désarmement classique avancé par M. Bush, lundi 29 mai, à Bruxelles comporte quatre points, dont plusieurs inconnus par rapport aux propositions antérieures de l'alliance :

- 1) Le premier point reprend les « plafonds » déjà avancés par l'OTAN pour les principales catégories d'armements. On notera que les dernières propositions de M. Gorbatchev (voir le tableau ci-dessous) font état des mêmes plafonds en ce qui concerne les chars et les véhicules blindés. Les chiffres diffèrent en ce qui concerne l'artillerie lourde, mais uniquement en raison des canons retenus comme critères dans chaque camp. M. Bush conclut que son plafond de 16 500 pièces d'artillerie sera porté à 24 000 (celui-là même proposé par M. Gorbatchev) si l'on applique la définition soviétique.
- 2) M. Bush admet que les négociations de Vienne pourront s'étendre aux forces aériennes, alors que l'OTAN demandait jusqu'à présent à traiter ce sujet à part. C'est là une importante concession, encore que le président américain en exclut toujours les forces aéronavales, comme le réclament les Soviétiques. Washington demande que ces forces aériennes soient plafonnées à 15 % en dessous du niveau actuel de l'OTAN : il restera toutefois à se mettre d'accord sur les catégories concernées, les évaluations des deux

alliances faisant apparaître d'importantes divergences à ce sujet.

- 3) Pour la première fois également, Washington fixe un plafond à ses forces en Europe, sous réserve que Moscou s'en tienne au même chiffre (275 000 hommes) pour ses troupes stationnées en dehors de ses frontières. Selon M. Bush, cela équivaudra à une réduction de 20 % des « troupes de combat » de l'armée américaine d'Europe, mais à un peu plus de 10 % de l'effectif total. En échange des 30 000 à 40 000 GI's qui quitteront le Vieux Continent, l'armée rouge devra rapatrier, toujours selon M. Bush, 325 000 hommes de ses forces aériennes et terrestres (les forces navales ne sont toujours pas concernées).
- 4) Enfin, le président américain bat M. Gorbatchev sur son propre terrain en proposant un calendrier beaucoup plus serré que le dirigeant soviétique : il souhaite la conclusion d'un accord « d'ici six mois à un an » et demande que les réductions prévues soient achevées « en 1992 ou 1993 », alors que le président soviétique avait proposé la date de 1997 pour les siennes. Il est vrai que cela devrait servir de stimulant à l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires à courte portée, dont l'éventualité est désormais liée à la conclusion et à l'entrée en vigueur d'un accord sur les armements classiques.

MICHEL TATU.

	OTAN		PACTE DE VARSOVIE	
	Total actuel (1)	Plafond proposé	Plafond proposé	Réductions multilatérales annoncées
Troupes des États-Unis et de l'URSS dans en RDA, Hongrie et Tchécoslovaquie	317 000	275 000	(2)	240 000
Chars	16 500	20 000	20 000	10 000 (4)
Autres véhicules blindés	40 514	20 000	20 000	70 330
Pièces d'artillerie (5)	14 458	16 500	24 000	5 500
Avions	4 077	3 400 (6)	1 500	300
Hélicoptères de combat	2 519	2 500 (6)		2 785

- (1) Les totaux indiqués ici sont ceux que chaque alliance a communiqué depuis l'automne dernier pour ses propres forces. Ils diffèrent dans plusieurs catégories d'armements, en fonction des définitions adoptées : ainsi le pacte de Varsovie crédite l'OTAN de 7 130 avions de combat et 5 270 hélicoptères, alors que l'Occident n'en reconnaît que 4 077 et 2 519 respectivement. Les chiffres indiqués pour l'OTAN incluent les forces françaises.
- (2) L'URSS n'a pas encore annoncé la limite qui serait imposée à ses propres troupes en dehors de ses frontières en Europe, mais un plafond pour l'ensemble des forces du pacte de Varsovie, de l'Atlantique à l'Oural : 330 000 hommes.
- (3) Ce chiffre est déduit des indications communiquées par M. Bush, mais son contenu par Moscou, qui n'a annoncé que son effectif global à l'Ouest de l'Oural (d'où est exclue la partie européenne de l'URSS) : 2 458 000 hommes.
- (4) Ces 10 000 chars sont ceux qui seront retirés de l'armée soviétique à l'Ouest de l'Oural d'ici à 1991. Sur ce nombre, 5 000 chars doivent être retirés de RDA, de Hongrie et de Tchécoslovaquie. Il faudrait ajouter à ces chiffres les réductions multilatérales annoncées par les alliés de l'URSS pour leurs propres forces.
- (5) L'OTAN considère comme artillerie lourde toute pièce d'un calibre supérieur à 100 mm. Le pacte de Varsovie inclut dans cette catégorie tout canon d'un calibre supérieur à 75 mm et 50 mm pour les mortiers.
- (6) Ces plafonds ont été établis en appliquant au nombre d'avions et d'hélicoptères reconnus par l'OTAN la réduction de 15 % annoncée par M. Bush.

La « relation spéciale » Londres-Washington à l'épreuve

LONDRES
de notre correspondant

M. Thatcher s'est opposé en vain au principe de l'ouverture de négociations avec les Soviétiques sur les armes nucléaires à courte portée (SNF), mais elle ne va pas crier sa déception sur les toits.

Tout l'effort des Britanniques, ces derniers mois, a consisté à utiliser la « relation spéciale » qui unit Londres à Washington depuis la seconde guerre mondiale pour empêcher d'empêcher ce qui vient de se produire à Bruxelles. Le téléphone a beaucoup fonctionné entre le 10 Downing Street et la Maison Blanche, et le président Bush connaissait parfaitement l'hostilité du Royaume-Uni à l'égard de ces négociations, en raison du risque que celles-ci n'entraînent un processus de dénucléarisation en Europe.

M. Bernard Ingham, le conseiller de presse de M. Thatcher, s'est efforcé pendant toute cette période de dissiper l'impression que la « relation spéciale » elle-même traversait une zone de turbulence. Bombardé de questions sur la qualité des rapports personnels entre M. Thatcher et le président américain, par comparaison avec ceux que la « Dame de fer » entretenait avec M. Reagan, il rappelait l'évidence : les Britanniques ont pour objectif permanent de convaincre les Américains de maintenir au plus haut niveau possible leur présence militaire en Europe.

Les États d'Europe et les sentiments personnels ne jouent qu'un faible rôle dans une affaire de cette importance. « Ronnie » aimait M. Thatcher, qui le lui rendait bien. Leur origine sociale modeste commune, ainsi que le caractère idéologique très marqué de leur croisade anti-soviétique les rapprochaient. Ce facteur ne joue plus avec le patricien peu porté à l'idéologie qu'est M. Bush. Mais l'essentiel demeure : tout premier ministre britannique est nécessairement conduit à « coller » au président américain, quel qu'il soit, de façon à infléchir si possible ses décisions.

Si l'opération échoue parfois, comme M. Thatcher vient d'en faire l'expérience, il n'est pas question de cracher dans la soupe. Le premier ministre reprend simplement, une fois la tourmente passée, l'éducation du nouveau président.

Le cœur même de la « relation spéciale » va de Londres est que l'on n'étale jamais ses divergences avec le grand allié américain, mais que l'on travaille inlassablement à maintenir la conscience, chez ce dernier, d'une communauté d'intérêts.

L'événement devrait cependant laisser des traces. Les forces britanniques stationnées en RFA vont-elles déserter l'objet d'un débat. Si les Allemands de l'Ouest sont si désireux de se débarrasser des missiles nucléaires Lance à courte portée et ne souhaitent pas leur modernisation, pourquoi les Britanniques maintiendraient-ils indéfiniment 55 000 hommes sur le Rhin ? La presse populaire pose déjà la question.

DOMINIQUE DIOMBIRES.

DEMAIN, EN AVANT-PREMIÈRE DU CNIT

L'avenir appartient à ceux qui écoutent tôt.

Au CNIT, écoutez battre le cœur des échanges internationaux. Le WORLD TRADE CENTER - PARIS LA DÉFENSE et Radio Classique Affaires : 6 jours d'informations toniques pour vivre à l'heure internationale.

THÈME	L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE
INVITÉ 740	Daniel LEBEGUE Directeur Général BNP
DÉBAT 8.20 8.30	Georges BERTRANDIAS Président UNION PATRONALE DES HAUTS-DE-SEINE Jean-Claude MOURET Directeur de l'Information, de l'Appui et du Développement International des Entreprises CCIP
INVITÉ 8.35 8.45	Henri BAQUIAST Président Directeur Général COFACE

ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE...

WORLD TRADE CENTER
PARIS - LA DÉFENSE
4 PLACE DE LA DÉFENSE - 92000 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 36 - TÉL. 16 (1) 47.33.44

RADIO CLASSIQUE AFFAIRES : PARIS 107.1 MZ - LILLE 90.2 MZ

Politique

La campagne pour les élections européennes

M. Giscard d'Estaing souhaite « une armée professionnelle » et la disparition du service militaire

Concluant une dernière phrase sur le livre d'or de « L'heure de vérité », dont il était l'invité le 29 mai, M. Giscard d'Estaing a posé cette dernière interrogation : « Dans cette heure, considérez-vous que vous êtes devenus des hommes ? » Il ressort de cette émission qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle, sans circonstances exceptionnelles ; qu'il n'a pas encore pris la décision d'abandonner, ou non, la présidence de l'UDF ; qu'il sera candidat à la présidence du Parlement de Strasbourg et que, dans l'avenir, si l'Europe voulait se choisir un président, cette fonction l'intéresserait.

M. Giscard d'Estaing a donc gardé toutes ses ambitions et en même temps se

plaint d'une trop grande personnalisation de cette campagne européenne. Sa prestation a montré dans quel confort l'ancien président se trouve au cours de cette campagne : il dit être le candidat du centre, mais lésé par les hommes d'appareils de l'opposition RPR et UDF et face à M^{me} Simone Veil, devenue la valeur refuge de la rénovation au centre, il est repoussé sur la droite. Ce qui n'est sans doute pas pour déplaire à bon nombre de ses collègues se plaignant dans la coulisse de voir M. Giscard d'Estaing déléguer le terrain de la droite au profit de M. Jean-Marie Le Pen. M. Giscard d'Estaing s'est donc adressé aux électeurs du FN en défendant

le concept d'« une France française en Europe ». Il a enfin instruit un nouveau procès de dérive socialiste à l'endroit des socialistes en insistant que M^{me} Veil est l'instrument d'« une main invisible dont on sait d'ailleurs où est l'épave ».

Enfin, sa prise de position pour « l'armée professionnelle » et la disparition du service militaire suscite le plus de commentaires. Dès mardi matin, sur TF 1, M. Joxe a rappelé l'attachement des républicains à la conscription ; en revanche, M. Fabius, sur Antenne 2, a indiqué que la France va « vers une certaine professionnalisation de l'armée » et que les socialistes ont « déjà emprunté ce chemin ».

Justifiant pas, M^{me} Veil dit qu'il y a quelques différences mais très franchement elles ne m'apparaissent pas très importantes. Elle fait valoir qu'elle est la plus européenne. M. Giscard d'Estaing ne pense pas qu'il y ait une professionnelle de l'Europe soit forcément bon. Tout cela selon lui contribue à « brouiller le paysage ». Il insiste alors qu'il existe, derrière tout cela, « une main invisible dont on sait d'ailleurs où est l'épave ».

Parlant enfin de la liste socialiste, M. Giscard d'Estaing a admis sans hésitation que s'il arrivait le 18 juin derrière M. Fabius ce serait « un échec ». Il a reconnu qu'il partageait avec M. Mitterrand beaucoup d'« objectifs communs ».

La grande différence entre les socialistes et nous, a-t-il relevé, c'est la différence entre les mots et les actes puis les priorités. M. Giscard d'Estaing a appuyé cette thèse de quelques exemples. Celui de la région Auvergne n'est pas pour un redécoupage des régions, mais pour une redéfinition des compétences entre département et région avec « option » de supprimer l'échelon départemental dans les plus petites régions. Concernant le sujet « de l'identité et de l'immigration », M. Giscard d'Estaing en fait un problème « très important parce que nous ne pouvons pas dire les seuls de l'Europe à ne pas avoir une politique de conscience forte de notre identité face à ce qui peut se produire du point de vue de l'immigration ». Aussi se montre-t-il également prudent sur la proposition du droit de vote aux élections locales pour les Européens résidents en France, qui n'est envisageable selon lui qu'à partir du moment où « nous aurons une vraie union européenne ». M. Giscard d'Estaing s'est ensuite directement adressé aux électeurs de M. Jean-Marie Le Pen :

« Ceux qui sont pour un régime extrême en France, je ne peux pas les convaincre. Ceux qui veulent que la France reste française en Europe, il faut qu'ils nous fassent confiance. Je souhaite que la France reste française en Europe et je souhaite que ce que nous avons d'histoire, de fierté, de capacité, nous le gardions ».

M. Giscard d'Estaing est un grand chasseur devant l'Éternel mais qu'il devient le commun des télescopes, aime peu en parler. Les « environnement » ayant à présent ses exigences, une question fut subitement introduite par SVP : « Allez-vous continuer de chasser les fauves en Afrique ? Dans votre programme écologique, allez-vous faire quelque chose pour la protection de la nature et des animaux ? »

L'ancien président prend d'abord la mouche : « Il y a très longtemps que je n'ai pas chassé de grands animaux en Afrique, mais cela est la question personnelle, un peu habile, un peu perfide. Je ne suis pas un second mouvement, il se fait déloger et c'est fait savoir que la disparition de la chasse en Afrique n'a pas abouti, hélas ! à la protection des animaux puisqu'à l'heure actuelle la disparition des éléphants en Afrique est tombée de plusieurs millions ».

Et de raconter cette petite histoire vécue : « Je suis allé visiter une forêt — je ne dirai pas dans quel État — l'année dernière, et il y avait un Pygmée, et ce Pygmée m'a dit qu'il avait tué, je crois depuis un an et demi, cent quarante éléphants, et pour chaque éléphant tué on lui donnait 50 de nos francs, parce que c'est le commerce de l'ivoire en direction de l'Asie, ce n'est pas en direction de nos pays. C'est un pillage abominable qui n'a rien à voir avec le prélevement que faisaient autrefois les chasseurs ».

Si M^{me} Veil lui a « fait plaisir » en annonçant qu'elle venait pour lui à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing continue de croire que la liste du centre qu'elle conduit ne se

justifie pas. M^{me} Veil dit qu'il y a quelques différences mais très franchement elles ne m'apparaissent pas très importantes. Elle fait valoir qu'elle est la plus européenne. M. Giscard d'Estaing ne pense pas qu'il y ait une professionnelle de l'Europe soit forcément bon. Tout cela selon lui contribue à « brouiller le paysage ».

Parlant enfin de la liste socialiste, M. Giscard d'Estaing a admis sans hésitation que s'il arrivait le 18 juin derrière M. Fabius ce serait « un échec ». Il a reconnu qu'il partageait avec M. Mitterrand beaucoup d'« objectifs communs ».

La grande différence entre les socialistes et nous, a-t-il relevé, c'est la différence entre les mots et les actes puis les priorités. M. Giscard d'Estaing a appuyé cette thèse de quelques exemples. Celui de la région Auvergne n'est pas pour un redécoupage des régions, mais pour une redéfinition des compétences entre département et région avec « option » de supprimer l'échelon départemental dans les plus petites régions. Concernant le sujet « de l'identité et de l'immigration », M. Giscard d'Estaing en fait un problème « très important parce que nous ne pouvons pas dire les seuls de l'Europe à ne pas avoir une politique de conscience forte de notre identité face à ce qui peut se produire du point de vue de l'immigration ».

Aussi se montre-t-il également prudent sur la proposition du droit de vote aux élections locales pour les Européens résidents en France, qui n'est envisageable selon lui qu'à partir du moment où « nous aurons une vraie union européenne ». M. Giscard d'Estaing s'est ensuite directement adressé aux électeurs de M. Jean-Marie Le Pen :

« Ceux qui sont pour un régime extrême en France, je ne peux pas les convaincre. Ceux qui veulent que la France reste française en Europe, il faut qu'ils nous fassent confiance. Je souhaite que la France reste française en Europe et je souhaite que ce que nous avons d'histoire, de fierté, de capacité, nous le gardions ».

M. Giscard d'Estaing est un grand chasseur devant l'Éternel mais qu'il devient le commun des télescopes, aime peu en parler. Les « environnement » ayant à présent ses exigences, une question fut subitement introduite par SVP : « Allez-vous continuer de chasser les fauves en Afrique ? Dans votre programme écologique, allez-vous faire quelque chose pour la protection de la nature et des animaux ? »

L'ancien président prend d'abord la mouche : « Il y a très longtemps que je n'ai pas chassé de grands animaux en Afrique, mais cela est la question personnelle, un peu habile, un peu perfide. Je ne suis pas un second mouvement, il se fait déloger et c'est fait savoir que la disparition de la chasse en Afrique n'a pas abouti, hélas ! à la protection des animaux puisqu'à l'heure actuelle la disparition des éléphants en Afrique est tombée de plusieurs millions ».

Et de raconter cette petite histoire vécue : « Je suis allé visiter une forêt — je ne dirai pas dans quel État — l'année dernière, et il y avait un Pygmée, et ce Pygmée m'a dit qu'il avait tué, je crois depuis un an et demi, cent quarante éléphants, et pour chaque éléphant tué on lui donnait 50 de nos francs, parce que c'est le commerce de l'ivoire en direction de l'Asie, ce n'est pas en direction de nos pays. C'est un pillage abominable qui n'a rien à voir avec le prélevement que faisaient autrefois les chasseurs ».

Si M^{me} Veil lui a « fait plaisir » en annonçant qu'elle venait pour lui à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing continue de croire que la liste du centre qu'elle conduit ne se

justifie pas. M^{me} Veil dit qu'il y a quelques différences mais très franchement elles ne m'apparaissent pas très importantes. Elle fait valoir qu'elle est la plus européenne. M. Giscard d'Estaing ne pense pas qu'il y ait une professionnelle de l'Europe soit forcément bon. Tout cela selon lui contribue à « brouiller le paysage ».

Parlant enfin de la liste socialiste, M. Giscard d'Estaing a admis sans hésitation que s'il arrivait le 18 juin derrière M. Fabius ce serait « un échec ». Il a reconnu qu'il partageait avec M. Mitterrand beaucoup d'« objectifs communs ».

La grande différence entre les socialistes et nous, a-t-il relevé, c'est la différence entre les mots et les actes puis les priorités. M. Giscard d'Estaing a appuyé cette thèse de quelques exemples. Celui de la région Auvergne n'est pas pour un redécoupage des régions, mais pour une redéfinition des compétences entre département et région avec « option » de supprimer l'échelon départemental dans les plus petites régions. Concernant le sujet « de l'identité et de l'immigration », M. Giscard d'Estaing en fait un problème « très important parce que nous ne pouvons pas dire les seuls de l'Europe à ne pas avoir une politique de conscience forte de notre identité face à ce qui peut se produire du point de vue de l'immigration ».

Aussi se montre-t-il également prudent sur la proposition du droit de vote aux élections locales pour les Européens résidents en France, qui n'est envisageable selon lui qu'à partir du moment où « nous aurons une vraie union européenne ». M. Giscard d'Estaing s'est ensuite directement adressé aux électeurs de M. Jean-Marie Le Pen :

« Ceux qui sont pour un régime extrême en France, je ne peux pas les convaincre. Ceux qui veulent que la France reste française en Europe, il faut qu'ils nous fassent confiance. Je souhaite que la France reste française en Europe et je souhaite que ce que nous avons d'histoire, de fierté, de capacité, nous le gardions ».

M. Giscard d'Estaing est un grand chasseur devant l'Éternel mais qu'il devient le commun des télescopes, aime peu en parler. Les « environnement » ayant à présent ses exigences, une question fut subitement introduite par SVP : « Allez-vous continuer de chasser les fauves en Afrique ? Dans votre programme écologique, allez-vous faire quelque chose pour la protection de la nature et des animaux ? »

L'ancien président prend d'abord la mouche : « Il y a très longtemps que je n'ai pas chassé de grands animaux en Afrique, mais cela est la question personnelle, un peu habile, un peu perfide. Je ne suis pas un second mouvement, il se fait déloger et c'est fait savoir que la disparition de la chasse en Afrique n'a pas abouti, hélas ! à la protection des animaux puisqu'à l'heure actuelle la disparition des éléphants en Afrique est tombée de plusieurs millions ».

Et de raconter cette petite histoire vécue : « Je suis allé visiter une forêt — je ne dirai pas dans quel État — l'année dernière, et il y avait un Pygmée, et ce Pygmée m'a dit qu'il avait tué, je crois depuis un an et demi, cent quarante éléphants, et pour chaque éléphant tué on lui donnait 50 de nos francs, parce que c'est le commerce de l'ivoire en direction de l'Asie, ce n'est pas en direction de nos pays. C'est un pillage abominable qui n'a rien à voir avec le prélevement que faisaient autrefois les chasseurs ».

Si M^{me} Veil lui a « fait plaisir » en annonçant qu'elle venait pour lui à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing continue de croire que la liste du centre qu'elle conduit ne se

justifie pas. M^{me} Veil dit qu'il y a quelques différences mais très franchement elles ne m'apparaissent pas très importantes. Elle fait valoir qu'elle est la plus européenne. M. Giscard d'Estaing ne pense pas qu'il y ait une professionnelle de l'Europe soit forcément bon. Tout cela selon lui contribue à « brouiller le paysage ».

Parlant enfin de la liste socialiste, M. Giscard d'Estaing a admis sans hésitation que s'il arrivait le 18 juin derrière M. Fabius ce serait « un échec ». Il a reconnu qu'il partageait avec M. Mitterrand beaucoup d'« objectifs communs ».

La grande différence entre les socialistes et nous, a-t-il relevé, c'est la différence entre les mots et les actes puis les priorités. M. Giscard d'Estaing a appuyé cette thèse de quelques exemples. Celui de la région Auvergne n'est pas pour un redécoupage des régions, mais pour une redéfinition des compétences entre département et région avec « option » de supprimer l'échelon départemental dans les plus petites régions. Concernant le sujet « de l'identité et de l'immigration », M. Giscard d'Estaing en fait un problème « très important parce que nous ne pouvons pas dire les seuls de l'Europe à ne pas avoir une politique de conscience forte de notre identité face à ce qui peut se produire du point de vue de l'immigration ».

Aussi se montre-t-il également prudent sur la proposition du droit de vote aux élections locales pour les Européens résidents en France, qui n'est envisageable selon lui qu'à partir du moment où « nous aurons une vraie union européenne ». M. Giscard d'Estaing s'est ensuite directement adressé aux électeurs de M. Jean-Marie Le Pen :

« Ceux qui sont pour un régime extrême en France, je ne peux pas les convaincre. Ceux qui veulent que la France reste française en Europe, il faut qu'ils nous fassent confiance. Je souhaite que la France reste française en Europe et je souhaite que ce que nous avons d'histoire, de fierté, de capacité, nous le gardions ».

M. Marchais met en garde les communistes contre « le piège de l'abstention »

Sous le titre « 18 juin : relever le défi », l'Humanité du mardi 30 mai annonce en première page un article de M. Georges Marchais sur les élections européennes. Selon l'organe central du PCF, « en réduisant la campagne à un pauvre débat politique, celui de la droite et du PS, on tend le piège de l'abstention à l'électorat communiste ». Le secrétaire général qui signe l'éditorial du quotidien communiste affirme qu'« un défi est lancé aux communistes (...) ». Il a traité au résultat que notre parti va obtenir le 18 juin.

Après avoir énuméré dans l'ordre, trois « conditions (qui) concourent à ce que ce résultat soit bon » pour le PCF — vote à la proportionnelle, inquiétude du monde du travail, impact de la campagne de M. Philippe Herzog, — M. Marchais écrit :

« Ces élections, auxquelles on va s'employer à être tout entier d'ici au 18 juin, seront présentes dès le 19 au matin comme un événement historique si, par malheur, les électeurs communistes s'y laissent prendre et n'allaient pas, par désintérêt, au bureau de vote. »

Le secrétaire général en conclut : « Les deux années d'efforts des militants et des électeurs communistes qui ont contribué à ce que notre parti amorce se remette en cause. » Cet appel à la mobilisation générale de l'électorat communiste, qui s'adresse en priorité aux militants du PCF, est résumé dans cette supplique de M. Marchais : « Constatons tous nos efforts — je dis bien : tous — à cette tâche dont tous dépendent ! »

Un colloque du Conseil constitutionnel

La Déclaration de 1789, des origines à toujours

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, avait convié à ce colloque des juristes et hauts magistrats français et étrangers à se réunir à Paris les 25 et 26 mai autour d'un inépuisable mystère.

Comment aborder autrement, sans à s'en tenir à de strictes et stériles considérations techniques, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 dont la force et la consistance empruntent autant à l'histoire, à l'idéologie, à une certaine forme de conscience commune qu'à l'ordre juridique ?

« Texte unique », de surcroît d'une permanence tout à fait remarquable, sinon unique, pour une proclamation révolutionnaire, comme devait le rappeler M. Badinter, la Déclaration se confond depuis sa rédaction avec l'immuable série d'effets qu'elle a produits. Avec, certes, des intensités variables selon les lieux et les moments, mais avec quelle force, quelle aura, en France comme à l'étranger.

A l'intérieur, elle s'est progressivement imposée — ce fut rappelé maintes fois au cours des interventions — dans des discussions les plus techniques de ce colloque consacré à la « Déclaration et la jurisprudence » — comme le socle de droits et libertés fondamentaux sur lequel s'édifie la construction, toujours fragile et jamais achevée, de l'État de droit.

Vicissitudes

C'est le Conseil d'État moderne, qui, au rang suprême, y a longtemps tenu. Dès le 15 nivôse an VIII (26 décembre 1800), puis, sous M. Guy Brabant, président de la section du rapport et des études au Conseil d'État, un avis de cette haute instance invoquait « les principes de l'égalité et de la liberté ». Plus tard, l'immense jurisprudence accumulée par le Conseil d'État devait faire toute leur place à nombre de principes posés par la Déclaration.

Beaucoup plus tard, le Conseil constitutionnel, créé en 1958, intégré pleinement à la première occasion (en 1970), via le préambule de la Constitution de la cinquième République, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen à la Constitution. En l'invocant ensuite périodiquement, il exerce de façon spectaculaire sa mission la plus importante, la contrôle de conformité des lois à la Constitution, de cette défense des droits et des libertés fondamentaux.

Regarder aujourd'hui ces derniers au miroir de la Déclaration n'est pas toujours simple, peut-être pas toujours possible. Ainsi, de quel secours sera en cette fin de vingtième siècle l'article 16 de la Déclaration (« toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution ») ?

Autre exemple : le principe d'égalité. Ce pilier de notre édifice juridique — sur lequel se sont si souvent appuyés le Conseil d'État puis le Conseil constitutionnel — n'est pas aussi lisse qu'il y paraît. Pour M. Brabant, « l'évolution des deux contrôles risque de conduire les deux institutions, si elles n'y prennent garde, dans un domaine qui n'est pas le leur » : celui de l'appréciation et de l'interprétation politiques. Solution — simple en appa-

rence — proposée par M. Brabant : que les deux Conseils aillent, sur ce sujet, « du même pas que la société civile, mais ni plus vite ni moins vite ».

C'est bien ce qu'il a fallu tenter de faire avec un autre « droit naturel et imprescriptible » qui a subi de complexes vicissitudes : la propriété. Droit jouissant d'un fort ancrage institutionnel mais moins bien protégé que les autres, soutient M. Louis Favoreu (professeur à l'université d'Aix-Marseille-II).

En total, les spécialistes peuvent s'interroger à l'issue de ces rencontres successives, sur une certaine hiérarchisation des droits et libertés énoncés (ou annoncés) par la Déclaration et plus tard complétés, non sans contradictions du reste, par le préambule de la Constitution de 1946.

Car ces hiérarchies mouvantes laissent intactes une sorte de noyau dur (liberté d'aller et venir, sécurité juridique, liberté d'opinion, de communication).

Le plus fort est que la Déclaration puisse encore se lire avec passion et se déclencher tout autant. Le colloque du Conseil constitutionnel l'a montré en s'agitant un moment sur le terrain sacré et miné de la souveraineté nationale... et de ce qu'en laissera subsister l'Acte unique européen. De même l'éloge paradoxal par M. François Luchaire de droits malmenés... mais pas trop, y compris par le Conseil constitutionnel (dont il fut membre), qui dispose selon lui de l'énorme pouvoir interprétatif de faire dire ce qu'il veut à la Déclaration, reconnait curieusement dans l'enceinte même où siègent les juges constitutionnels.

Mais pourquoi les avatars ne se succéderaient-ils pas dans cet étrange destin dont un autre ancien membre du Conseil constitutionnel, le doyen Georges Vedel, retraçait l'histoire et les interminables : « En 1789, la Déclaration illumine le paysage juridique français. Elle sera mise en œuvre quatre-vingt-dix ans plus tard, au début de la III^e République. »

Les avatars : le texte de 1789, inextricablement déclaratif et positif, en connaît après tout un de plus, avec l'usage comode et quelquefois légitime qui en est fait en ces temps du Bicentenaire. Ce qui n'empêche pas la Déclaration de durer — c'est encore M. Vedel qui parle — « le tissu conceptuel, émotionnel et historique auquel le plus mal informé des Français se sent tout de même un peu attaché ».

MICHEL KAJMAN.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transcription s'est glissée dans l'article : « Arrêt de travail des agents de l'Assemblée nationale » (Le Monde du 27 mai). Les propos : « C'est indéniable. C'est à croire qu'il ont des dettes et qu'ils voudraient gagner plus d'argent » n'ont pas été prononcés par M. Michel Arnier, secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence, contrairement à ce que nous avons écrit, mais par M. Jean-Louis Thomas, secrétaire général de la questure. M. Arnier s'était borné à constater à propos de l'arrêt de travail de la majorité des agents de l'Assemblée : « C'est inacceptable ! Nous sommes tous à du premier ou dernier pour assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. »

Dans l'air du temps

Quarante-trois pour cent des Français seraient favorables à la suppression du service militaire contre 32 % en 1981, selon un sondage CSA-Le Monde-FR 3 publié mardi 23 mai. En souhaitant que l'on « étudie pour la France le passage à une armée de métier », M. Valéry Giscard d'Estaing reflète une tendance importante de l'opinion publique, particulièrement chez les jeunes et les électeurs de gauche. Quelles seraient les conséquences d'un tel choix ?

Les principaux bouleversements concerneraient l'armée de terre, qui accueille à elle seule cent quatre-vingt-deux mille des deux cent cinquante et un mille appelés, aux côtés de cent treize mille engagés. Il est évident que les appelés ne pourraient pas être remplacés, homme pour homme, par des engagés sans une augmentation considérable du budget, estime-t-on au ministère de la Défense. Cela étant, la différence, en termes d'efficacité, ne serait peut-être pas aussi importante qu'on pourrait le penser au premier abord. Un engagé revient, en principe, trois fois plus cher qu'un appelé. Mais la rotation annuelle des différents « classes » implique des frais importants de formation pour une efficacité moindre. « Dans l'armée de terre, l'instruction concerne en permanence

treize-cinq mille engagés, indique un spécialiste. Et imaginez le coût induit sur le matériel quand, par exemple, le conducteur — appelé — d'un char change tous les huit mois, alors qu'un engagé reste trois ans à ce poste ! L'état-major en a d'ailleurs tiré les conclusions en choisissant généralement, pour la conduite des AMX30, des VSL (volontaires service long) de préférence aux appelés « classiques ».

La tendance est générale. DGB, les engagés représentent 90 % des effectifs dans la marine, 85 % dans l'aviation, et 99 % dans la gendarmerie. Des armes où, il est vrai, les postes très spécialisés sont plus nombreux que dans l'armée de terre.

M. Charles Hernu, ancien ministre socialiste de la Défense, créateur du VSL, défend lui aussi cette évolution. La création d'une armée de volontaires est « une idée à fouiller, une voie vers laquelle il faut aller », déclarait-il la semaine dernière lors de l'émission FR3-Le Monde sur la discussion nucléaire. Bien sûr, ajoute-t-il, « il faut que les hommes aient un vrai salaire. Car, cela coûte plus cher, mais l'on s'y retrouve au plan budgétaire au bout de quelques années ».

J.-P. D.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Fabius

Technocratie

M. Laurent Fabius, tête de liste socialiste aux européennes, a affirmé, dans un entretien publié mardi 30 mai dans le Progrès de Lyon, que l'Europe « a évolué vers un excès de technocratie et trop de laisser-faire et de laisser-passer ». Les droits sociaux n'étant pas encore, selon lui, assurés « dans tous les pays d'Europe », l'ancien premier ministre a redouté que les entreprises ne soient tentées de se déplacer « là où la protection et les droits sociaux sont les plus faibles ». Visitant, la veille, le service d'étude de l'Europe des postes et télécommunications à Caen (Calvados), le président de l'Assemblée nationale a souligné que « cela doit aussi servir de point de repère pour les députés fonctionnaires français de se déplacer en France ». Il a annoncé qu'il allait écrire à M. Michel Rocard pour lui faire part de cette nécessité de « simplifier les formalités » car « l'Europe doit devenir notre horizon commun ».

M^{me} Laguille

Dame patronesse

M^{me} Arlette Laguille, qui conduit la liste de Lutte ouvrière aux européennes, a affirmé, lundi 29 mai à Marseille (Bouches-du-Rhône), que M. Laurent Fabius « se pose en dame patronesse à l'écaille de l'Europe » quand il propose une « charte des droits sociaux fondamentaux » dans la Communauté. « Pour un candidat qui cherche à recueillir des voix du côté des travailleurs, a poursuivi le dirigeant de L.O., il est utile, par ces temps électoraux, de faire mine de s'écarter sur les quarante-quatre millions de pauvres que compte la riche Europe ».

M. Léotard

Apesanteur

M. François Léotard, président du Parti républicain, a affirmé, lundi

29 mai sur Radio-Notre-Dame, qu'il y a aujourd'hui un état général d'apathie de l'opinion en France qui donne le sentiment que « tout ce qu'on dit aujourd'hui a déjà été entendu ». « C'est la société du bof, de la déflation, du scepticisme, notamment sur l'Europe », a affirmé M. Léotard, candidat sur la liste UDF-RPR, et il lui paraît difficile « pour chacune des listes de présenter des produits frais qui soient achetés par le consommateur qu'est l'électeur ».

M. Queyranne

Gadget

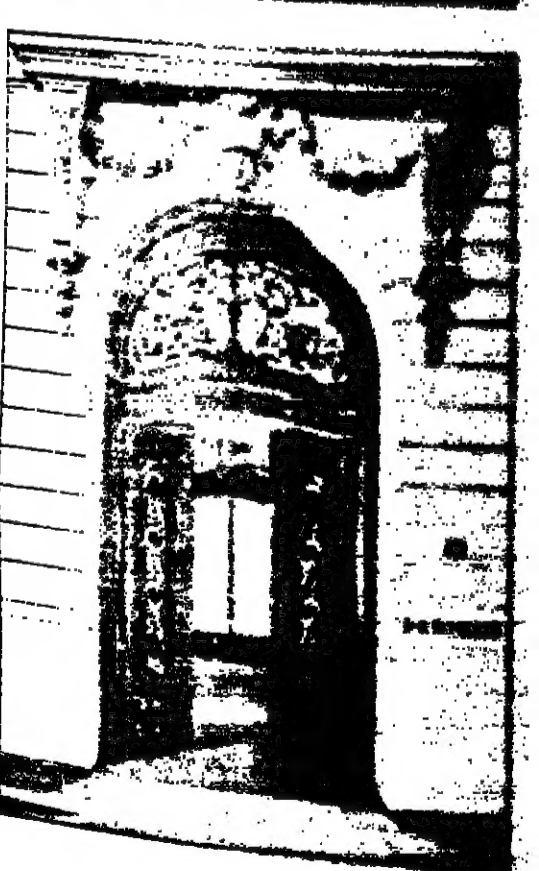
M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, lundi 29 mai, à l'occasion de son point de presse hebdomadaire, que « M. Giscard d'Estaing est surtout lancé dans une campagne de type gadget et ne développe aucune proposition sur l'Europe, tant la division est grande entre les gaullistes et les libéraux à droite ». Soulignant que « le PS pratique la course d'équipe », M. Queyranne a constaté que « la campagne de M. Giscard d'Estaing pléna ».

M^{me} Veil

Une affaire de cœur

M^{me} Simone Veil, qui a visité, lundi 29 mai, le chantier du tunnel sous la Manche et le Centre international de la communication à Roubaix (Nord), a affirmé que la communication est « au-delà de toute technique, une affaire d'ouverture et de cœur ». « Nous ne surmonterons pas les problèmes posés par la coexistence de communautés culturelles différentes, a ajouté le chef de file de la liste du centre, si nous restons repliés sur nous-mêmes, plus soucieux de défendre nos patrimoines contre des agressions, souvent imaginaires, que de les faire prospérer par le dynamisme des actions communes ».

Madame
Pour choisir
qu'il est néce



Premier group
volume global
de francs en B
clients, partou
sa compétence
financier et sa

Paribas Actionnariat, 3

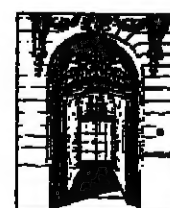
مكتبة الجليل

Madame, Monsieur,
Pour choisir un partenaire financier nous comprenons
qu'il est nécessaire de faire jouer la concurrence.



Premier groupe bancaire français par le volume global de ses résultats (4,4 milliards de francs en 1988), Paribas apporte à ses clients, partout où ils en ont besoin, à la fois sa compétence de banquier, son expertise de financier et sa connaissance de l'industrie.

PARIBAS



Paribas Actionnariat, 3 rue d'Antin 75002 Paris • Tél. : (1) 42 98 17 88 • Minitel : 36 15 Eco A2.

Société



JUSTICE

Un colloque de l'université de Lille

« Messieurs les jurés » à l'heure du Bicentenaire

LILLE

de notre envoyé spécial.

« Sans jurés il n'y a pas de liberté dans un pays », affirmait Adrien Du Port à la fin d'avril 1790 devant l'Assemblée nationale constituante. Cette même soit de liberté aimait Jacques-Guillaume Thouret, et François-Denis Tronchet auteurs de la loi du 16 septembre 1791 instituant en France les jurys criminels. Malgré d'importantes divergences sur la manière dont devaient être constitués ces jurys, Maximilien Robespierre et l'abbé Emmanuel Joseph Sieyès ont, eux aussi, soutenu que cette forme de juridiction était garante de la liberté, mort-née de la Révolution.

Près de deux cents ans plus tard, le jury criminel a survécu malgré un nombre considérable d'opérations chirurgicales qui en ont fait un être hybride, déformé par les greffes et les ablations : la cour d'assises. Ses décisions irritent, inquiètent ou rassurent. Certains verdicts font scandale, d'autres laissent perplexes. Pour les uns, le jury d'assises est une machine à torturer, pour les autres une machine à sauver. Mais il n'est pas de médicine de la loi, ce qui n'empêche pas les médecins de la recherche judiciaire de l'université de Lille-II et le Groupe européen de recherche sur la normalité viciée de se réunir à Lille, les 26 et 27 mai, un colloque international plénié sous le haut patronage de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, sur le thème : « Les destinées du jury criminel ».

D'emblée, M. Jean-Pierre Royer, professeur à l'université de Lille-II, pose brutalement la question : « Peut-il tuer la cour d'assises ? », en se demandant si, « aujourd'hui, l'existence du jury est encore justifiée ? ». Constatant avec M. Jean-Denis Bredin d'une communication sur Sieyès et les jurys, M. Royer a étudié les délibérations de l'Assemblée nationale constituante devant laquelle Sieyès plaide pour l'institution d'un « jury » inspiré du modèle anglais qu'il ne voulait pourtant pas connaître puisqu'il tenta même de l'empêcher d'être final. Son projet ne remonta pas à la justice au peuple en dépit de l'élan révolutionnaire puisqu'il prévoyait une compo-

sition réservée « aux gens de loi » sans s'opposer toutefois à la participation de « citoyens recommandables par leurs lumières et leur sagesse ».

Mais la discussion porta essentiellement sur le jury civil qui n'a jamais vu le jour malgré l'insistance de Robespierre. Cependant, concernant les juridictions criminelles, M. Antonio Padua Schioppa, professeur à l'université de Milan, a raconté que l'avocat d'Arras avait fait adopter par la Convention la loi du 22 prairial an II, qui modifiait la procédure du tribunal révolutionnaire. L'écriture était abolie et le jugement explicitement confié « à la conscience des jurés éclairés par l'amour de la patrie ». Ironie féroce du sort, c'est en application de la loi de prairial que, sept semaines plus tard, les jurés du tribunal révolutionnaire votèrent la mort de Robespierre. Cependant M. Jean Imbert remarqua qu'il s'agissait là d'une « caricature » de jury. Sous la Terreur les tribunaux criminels appelés à statuer contre « les ennemis du peuple » mais composés de jurés tirés au sort avaient joué un rôle modérateur. Ce qui lui permet de conclure : « Avec des jurés populaires véritables il n'y aurait pas eu de Terreur ».

L'intime conviction

Si l'adoption du principe des jurys avait pour origine un impératif d'émancipation de la tyrannie des juges de l'Ancien Régime, son principe conduisait nécessairement à reconnaître la seule valeur de « l'intime conviction ». La « preuve » exigée par l'ancien droit pour qu'une condamnation puisse être prononcée disparaissait au profit d'une appréciation subjective de la culpabilité. Il est vrai que lorsque aucune preuve n'était disponible, le tribunal pouvait se contenter des aveux de l'accusé en les sollicitant éventuellement par la torture, et plus tard une certaine part de conviction fondera la décision des juges. Cependant pour M. Pierre-Charles Ranouil, professeur à l'université de Lille-II, « ce que l'on présente comme un gain de la liberté n'était qu'un piège ». Il s'agissait en effet d'une « justice au feeling » en notant que si « la présomption d'innocence » imposait au jury d'acquiescer s'il n'est pas certain de la culpabilité, la réalité est tout autre. « On est désormais condamné au bénéfice du doute », remarque M. Ranouil car « lorsque le jury n'est pas certain de l'innocence il condamne ». Aussi, lui paraît-il souhaitable que les cours d'assises motivent leur décision en cas de condamnation. « C'est peut-être la disparition du jury », admet M. Ranouil. Mais cela pourrait être aussi un pas vers les juridictions d'appel criminelles envisagées par certains.

Soupçonné d'un attentat contre un office de tourisme

Le militant basque Philippe Bidart est relaxé

Philippe Bidart, trente-six ans, considéré comme l'un des responsables du mouvement indépendantiste basque Iparretarrak, inculpé de destruction de biens par explosifs — en l'occurrence celle de l'Office du tourisme de Biarritz le 13 septembre 1983, a été relaxé lundi 29 mai par la 10^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Substituant du procureur de la République, M. Irène Stoller, après un débat où les témoins sur lesquels reposait l'accusation ne s'étaient pas présentés, avait déclaré dans son réquisitoire que le dossier de cette affaire ne lui apparaissait ni « très complet » ni « très solide ». Au cours de l'enquête, Bidart n'avait été reconnu sur photographie que par un seul témoin.

Le militant d'Iparretarrak demeure cependant détenu en attendant de comparaitre, en principe, devant la cour d'assises pour y répondre des meurtres de deux CRS et de deux gendarmes.

Le tribunal avait d'examiner l'affaire Bidart avait disjoint le cas de Joseph Etcheveste, vingt-sept ans, qui avait à répondre d'autres attentats mais dont l'état de santé reste préoccupant. Etcheveste, blessé par balles lors de son arrestation le 20 février 1988, est atteint de parapégie, et il fut victime de deux malaises au début de l'audience.

FAITS DIVERS

● Disparition d'un enfant à Nice. — Un garçon de vingt et un mois a disparu, lundi matin 29 mai, alors qu'il se trouvait, avec sa sœur jumelle, sur la banquette arrière d'une voiture garée sur le parking d'un supermarché de Nice où leur mère les avait laissés seuls pendant qu'elle effectuait des achats. Les recherches immédiatement entreprises par une trentaine de policiers aidés de chiens n'ont pas permis, dans la journée de lundi, de retrouver la trace du garçonnet dont il semble exclu qu'il ait pu, seul, détacher les sangles du siège-béquet où il se trouvait et sortir du véhicule.

L'affaire Touvier
L'avocat de l'ancien milicien estime le procès « impossible »

M. Jacques Trémolet, l'avocat de Paul Touvier, inculpé de crimes contre l'humanité, a qualifié lundi 29 mai le procès à venir de l'ancien milicien de « procès impossible ».

Interviewé sur France-Inter, il a notamment déclaré : « Lors du petit débat contradictoire, petit en temps mais grave en conséquence, sur la liberté, je me suis dit : Mais enfin, le procureur a quarante ans, le juge d'instruction a quarante ans, moi j'ai quarante-quatre ans et l'homme qui est là a soixante-quatorze ans ! On juge le père (...) à propos de circonstances que nous ne connaissons jamais ».

M. Trémolet, qui a précisé qu'il défend un homme, Paul Touvier, et non pas « le principe de la Milice », a d'autre part déclaré : « Peut-on renvoyer des poursuites à l'encontre d'un homme qui a fait l'objet, pour l'ensemble des faits que ces poursuites concernent, d'une grâce présidentielle ? Cela, c'est un débat qui va nous mener très loin. Si véritablement on peut faire ça, c'est que le droit de grâce n'existe plus ».

A Lyon, le bureau du Conseil de l'ordre des avocats a approuvé la prise de position de M. Jean Bonard, bâtonnier, en faveur de « transférer » à Lyon du procès de Paul Touvier. « L'article 662, alinéa 5 du code de procédure pénale prévoit expressément ce genre de cas », a indiqué le bâtonnier, qui a notamment ajouté : « Ce procès sera le prolongement de celui de Barbie. Il est inconcevable de frustrer une ville et une région d'un procès qui appartient à leur histoire ».

Enfin, contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du

Manifestement, cette opinion n'est pas partagée par M. Jacques Coehard, président du tribunal de grande instance de Versailles et comme tel le successeur de... Robespierre, même si le député d'Arras renonce à occuper ce siège. Évidemment pendant cinq ans de la cour d'assises des Yvelines, M. Coehard a ramené le débat aux réalités actuelles dont les discours universitaires semblaient parfois très éloignés. Le thème du colloque prenait enfin sa dimension car il est dommage que l'exception de quelques rares phrases prononcées par deux ou trois intervenants, on ait si peu parlé des « destinées du jury criminel ».

Pour M. Coehard, si les jurés sont parfois « intimidés, désemparés, débilités par l'importance de leur responsabilité, ils sont toujours intéressés, fâchés, avides d'apprendre et fier d'être investis d'une telle mission ». Serait-ce comme certains le prétendent, « des hommes sous influence » ? Le magistrat considère qu'il ne faut pas masquer la réalité. Dès lors que des personnes délibèrent ensemble, il y a une influence réciproque. « Je les avertis que mon rôle n'est pas neutre », a-t-il dit M. Coehard en observant que l'influence peut déjà venir du climat qui règne à l'audience. Si la sérénité peut limiter ce risque, les incidents l'augmentent. M. Coehard a pu ainsi dénoncer à la fois l'attitude de certains avocats et « le poids écrasant de la procédure ».

La délibération, « phase abandonnée à la seule conscience des magistrats et des jurés », a inspiré à l'ancien président de cour d'assises des réflexions qui concernent les jurés. « Ils veulent s'informer mais aussi faire prévaloir leur point de vue », mais aussi les magistrats, « le résumé de l'affaire est interdit à l'audience publique, il ne faudrait pas que ça se traduise par un résumé en secret... ».

En définitive, pour M. Coehard, « le bon verdict c'est celui qui ne fait pas scandale, qui est accepté par l'opinion publique, par la victime mais aussi par le condamné ». La tâche est difficile mais le magistrat estime que « ce système approche parfois du plus juste » et qu'en tout cas il lui semble être « le moins mauvais ». Cela n'exclut pas les inquiétudes pour l'avenir, ni celles suscitées par la création des cours d'assises spéciales composées uniquement de magistrats professionnels. M. Coehard pouvait s'interroger : « Est-il sage de supprimer les jurés ? En ce qui leur présence n'est pas le meilleur rempart contre une justice qui deviendrait non plus celle des robes rouges ou des robes noires, mais celle des blouses blanches ? ».

MAURICE PEYROT.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Dominique et Sophie GUERILLOT, sont heureux d'annoncer la naissance de

Ménage

sœur de Cécile et Romaine.

le 15 mai 1989.

38, rue Beaumont, 75008 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Floria Abela, M. Soria Abela, Monelle, Michel Gintzburger et Fabrice, Marion Abela, Marc, Anne Abela et Sola, Luc Abela, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean ABELA, née M^{me} Goldsch.

survécu le 25 mai 1989.

Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

1, rue de Corneille, 75008 Paris.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à lui

M. Maurice AUBERT,

décédé à Paris, le 28 mai 1989, à l'âge de soixante-six ans.

De la part de M^{me} Maurice Aubert, son épouse, L'abbé Dominique Anbert, Martin et Jean-Pierre Proust, Isabelle et Gérard Lefebvre, Anne et Antoine Jaret, Guillaume Anbert et Claire Forest et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Lucien Boz, sa belle-mère, Et de toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1^{er} juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Croix de Ménilmontant, place Maurice-Chevalier, Paris-20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

— Françoise BENOIST, Jean et Mayotte Boleck, Jacques et Marie-Teresa BENOIST, Roland et Liliane BENOIST, Ronald et Michèle Kloss et leurs enfants, ont le deuil de faire part de la mort de

Rutha BENOIST,

survécue à Paris, le jeudi 25 mai 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité.

2113, avenue de Choisy, 75013 Paris.

— Lyon.

M^{me} Sébastien BENOIST, M. et M^{me} Hubert Thorevenot et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Thorevenot et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Luc BENOIST,

survécue le 28 mai 1989, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 1^{er} juin, à 8 h 30, en l'église Saint-Joseph de Lyon-6^e.

L'inhumation aura lieu le 1^{er} juin, au cimetière de Tolbiac (Mairie-18^e).

famille Nicole, Anne-Florence et Violaine, leurs filles, Les familles Condurier, Calé, Boizard, Ses nombreux amis, ont l'honneur de faire part du décès de

Christian COUDURIER,

survécue à Montpellier, le 18 mai 1989, dans sa quarante-huitième année, après des mois de lutte contre la maladie.

L'inhumation a eu lieu à Vauquyras, en Provence.

« Le soleil, le carreau de vent, le chant des oiseaux, la poésie, la musique, sont des sources inépuisables de bonheur. »

Christiane, janvier 1989.

Famille Condurier, 26, rue de l'Université, 67000 Strasbourg.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : 73 F

Communications diverses : 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Sa famille.

Et ses amis, font part du décès, le 26 mai 1989, de

Albert DECLERQ,

qui fut professeur à Bordeaux, Alger, Amiens et Paris.

Conformément à son vœu, ses restes seront brûlés dans la stricte intimité familiale.

Ceux qui ont eu pour lui, amitié, estime, affection, pourront, en mémoire de lui, adresser un don à l'Institut Pasteur, afin de contribuer au financement des recherches sur le sida.

49-53, rue Auguste-Lange, 75013 Paris.

— M^{me} Ruth Adler, Le docteur Pierre Adler et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Hae FRANKFURTER,

leur mère, belle-mère et grand-mère,

survécue le 27 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

— Mulhouse. Charleville-Mézières. Paris. Littenheim.

« Nos temps sont dans le malheur. »

Pa. XXXI, 16.

M^{me} Gilbert Goguel-Dosselles, M. et M^{me} Bertrand Goguel et leurs enfants, Sophie et Cécile, M. et M^{me} Olivier Goguel, Cécile Goguel, M^{me} Marion Schmitt-Goguel et Thierry, M^{me} Anne-Françoise Goguel. Ainsi que les familles parentes et alliées, ont le grand deuil de faire part du décès de

M. Gilbert GOGUEL,

survécue le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1^{er} juin, à 10 heures, au temple Saint-Jean (rue de la Synagogue, Mulhouse), sa paroisse, où l'on se réunira.

Que l'on veuille bien s'abstenir de visites de condoléances.

Selon la volonté du défunt son corps sera incinéré.

Une corbeille placée à l'entrée du temple recueillera les cartes de visite.

La famille remercie du fond du cœur toutes les personnes qui s'associeront à sa grande peine.

19, rue de Mouchenberg, 68100 Mulhouse.

— Le Caire. Paris. Strasbourg. Milan. Cannes. Bruxelles.

M. et M^{me} Jacques Hassoun, leurs enfants et leurs petits-enfants, M. et M^{me} Claude Guez et leurs enfants, M. et M^{me} Marc Joseph et leurs enfants, M^{me} Esther Pinto et ses enfants, M^{me} Marcelle Léon et ses enfants, Les familles Hassoun, Cohen, Nade, Perez, Raben, Schmitt et Lestienne, ont le tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jeannette HASSOUN,

survécue dans sa quatre-vingt-cinquième année, le 24 mai 1989.

Les obèques ont eu lieu au cimetière israélite de Strasbourg.

61, rue Claude-Bernard, Paris-5^e.

— M. et M^{me} Yves Lagarde, ses parents, Olivier Lagarde, son frère, M. et M^{me} Claude, sa grand-mère, Et toute sa famille, ont l'honneur de faire part du décès de

Patrice LAGARDE,

survécue le 28 mai 1989, dans sa vingt-neuvième année, à Paris.

Les obèques civiles auront lieu le jeudi 1^{er} juin, à 11 heures, au cimetière de Port-Saint-Marie (Lot-et-Garonne), où l'on se réunira.

45, avenue Henri-Barbousse, 47130 Port-Saint-Marie.

— M. Louis Le Reste et sa fille Marie-Claude, Le docteur et M^{me} Jean Nallet et leurs enfants, Les familles Le Reste, Nallet, Dondier Et alliées, ont le tristesse de faire part du décès de

M^{me} Anne-Marie LE RESTE,

survécue le 22 mai 1989.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité.

114, chemin de l'Orde, 83500 La Seyne-sur-Mer.

11, avenue Carnot, 75017 Paris.

— M. Albert Lempereur, son époux, M. et M^{me} Maurice Lempereur, M. et M^{me} Pierre Lempereur, M^{me} Anne-Marie Lempereur, M. et M^{me} Philippe du Roy de Biétry, ses enfants,

Pracine et Patrice, Marie-Aimée et Jean-Paul, Stéphane, Charles, Jérôme, Marie, Rémi, Antoine, ses petits-enfants,

Amélie, Adrien, Guillaume, Arnaud, ses arrière-petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Madeleine LEMPEREUR,

survécue le 29 mai 1989.

Les obèques religieuses auront lieu le jeudi 1^{er} juin, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

« Elle était la joie et la bonheur. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

20 bis, boulevard du Général-Lockor, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Gisèle Siamann, Dominique et Jean-Marie Cipollet-Gotz,

Cécile et Catherine Siamann, ses petites-filles, Sarah et Barbara Cipollet-Gotz, Les familles Siamann, Siamson et Flechter, ont le deuil de faire part du décès de

docteur Marcel SSISSMANN,

survécue le 27 mai 1989, dans sa soixante-quinzième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 31 mai, à 8 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jean-Claude Thimo et ses filles Lucette, Vanessa, Alexandra, M^{me} veuve Robert, Ses beaux-parents, Ses belles-sœurs, beaux-frères, nièces et neveux, ont le deuil de faire part du décès de

M. Jean-Claude TAINNE,

survécue accidentellement.

Les obèques auront lieu le jeudi 1^{er} juin, à 11 heures, à la nécropole Néc-Côte-d'Azur, RN 202 Nice.

M^{me} Taisne, 275, avenue des Pins, 06000 Antibes, M^{me} Robert, Le Cap-Rouge, message M^{me} Annamette, 06160 Jean-le-Pin.

— Les familles Tubiana, Sobbah, Douich, ont le deuil de faire part du décès de leur mère, sœur et grand-mère,

Reine TURIANA,

née Sobbah,

le 29 mai 1989.

7, rue du Colonel-Ondot, 75012 Paris.

Anniversaires

— A l'aube du 30 mai 1988,

M^{me} Raymond LAFAYE, née Alfreda Flacide,

nous quittait à l'âge de quarante-trois ans.

Vous qui l'avez connu et aimé, soyez aux côtés de son épouse, en ce cruel anniversaire, par une pensée affectueuse pour elle et ce qu'elle fut pour vous.

— Marseille. Arles.

In memoriam.

Le 27 mai 1987,

Restons NASSER

nous quittait.

Nous ne l'avons pas oublié.

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare. Débat avec Philippe-Joseph Salazar, université de Cape Town, auteur de *L'origine raciale, essai de critique anthropologique* : *L'Afrique du Sud*, jeudi 1^{er} juin, 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-9^e.

— Le commandant de Saint-Marc et Laurent Bocardie dédicaceront le livre paru chez PUF, *Haïti de Saint-Marc*, à la Bibliothèque Julliard, 229, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e (métro Solferino), le mercredi 31 mai, à partir de 19 heures.

Soutenances de thèses

— RECTIFICATIF. — Université Paris-IV (Paris-Sorbonne) : la soutenance de thèse de M. Camille Dumoulin aura lieu le jeudi 1^{er} juin, à 9 heures, salle des Actes, au lieu de salle 326, escalier G, 2^e étage.

— Université Paris-I, le vendredi 2 juin, à 9 h 30, salle d'appartement Decanal (centre Panteon), M. Georges Kamini : « La transition constitutionnelle en Urss et en Espagne ».

مكتبة العالم

EXPOSITIONS

Au Paris Art Center : petits et grands théâtres du divin marquis

Sade, le fantôme des lettres françaises

L'exposition organisée par Annie Le Brun au Paris Art Center sur le marquis de Sade est l'occasion de revisiter l'un des astres noirs des lettres françaises.

Il y a cent façons d'envisager Sade et son œuvre, qui s'installe aujourd'hui à sa place : l'une des plus grandes. On l'a présenté tour à tour comme un libéral à l'achèvement du siècle, un aristocrate fier de ses privilèges, un martyr persécuté par sa belle-mère. La première salle de l'exposition lui est consacrée au Paris Art Center est entièrement tapissée, à mi-hauteur, de reproductions agrandies de ses lettres. L'écriture du plus constant prisonnier des lettres françaises nous parle jusqu'à l'obsession. Est-ce réduire Sade à ce « bloc d'écriture » qu'on voit Blanchot, Paulhan, Barthes et quelques-uns de ses exégètes les plus remarquables ?

Si l'on veut comprendre quelque chose à Sade et à son œuvre, il est indispensable de l'enraciner dans son siècle, semble nous dire la masse impressionnante des documents rassemblés ici. « Sade, c'est d'abord un corps », nous fait remarquer Annie Le Brun. Un corps issu d'une famille illustre qui s'enorgueillit d'un arbre généalogique tout à fait figure de Laure de Noves, l'inspiratrice de l'Épigramme. Son portrait a été placé à côté de celui du père de l'écrivain. Du marquis, on ne connaît qu'un unique profil : celui d'un jeune homme encore pur, au nez aigle. Mais rien ne prouve que ce dessin, attribué à Van Loo, représente le coup sûr l'auteur de *Justine*.

Salut après salut, on suit sa vie, de l'hôtel du Condé où il est né, à Paris, en 1740, aux nombreuses prisons

qu'il a fréquentées, en passant par les champs de bataille où il s'est illustré pendant la guerre de Sept Ans et les voyages qu'il a accomplis. Sans oublier le principal : son activité littéraire, qui ponctue, très vite, toute son existence (un espace entier est consacré aux *Cent Vingt Journées de Sodome*, sa première œuvre).

On a rassemblé aussi un ensemble de peintures - vues d'Italie exécutées sur les instructions du marquis en voyage - d'objets littéraires ou scientifiques, de livres, de traités philosophiques ou de volumes érotiques, dissimulés sous des descriptions raffinées. Cet homme de chair et de sang, si ange si monstre, est assez représentatif des goûts de son temps. C'est un grand seigneur, fier de philosophie et d'idées nouvelles, passionné par la science. Un libéral selon la définition du dictionnaire de Trévoux - c'est-à-dire un être « qui ne saurait assujettir aux lois de la religion, soit par la croyance, soit pour la pratique ». - dont les écrits de conduite sont une inversion persévérante et calculée des préceptes chrétiens dirigés par un athéisme militant. Si Sade est quelqu'un qui pense son rapport au monde à partir de sa personnalité (de sa sexualité en particulier), et cette dernière cho fondée sa modernité, c'est aussi un homme en harmonie avec la sensibilité de son siècle. Il la cristallise violemment dans ses œuvres.

Les images anatomiques, les circonscriptions médicales qui l'impressionnent tant, il les a vues en Italie. Elles sont là, dans les traités d'anatomie qui font fureur, et Honoré Fragonard expose ses écorchés soigneusement naturalisés. Son goût des volcans est contemporain des premiers traités de minéralogie. Ses interrogations sur la civilisation et la sauvagerie que l'on trouve dans *Alina et Valcour* sont dans le droit fil des voyages de Cook.

Vers la fin du dix-huitième siècle, le sentiment de la nature bescule. On passe de l'épique au roman noir. Les peintres abandonnent les paysages bergères pour les naufrages et les ruines. Sa fascination pour la science correspond sans doute à une soif d'absolu, mais c'est une science qui est encore proche du fantastique. Le baquet de Mesmer en fait foi et le marquis s'adonne, comme ses contemporains, aux délices de la mnémotechnie, une passion aussi innocente que nos notes croisées mais qui, plus tard, fera douter de sa raison.

Le goût de la scène

L'exposition met en valeur d'une manière fort convaincante l'une des thèses d'Annie Le Brun : le théâtre, dont on imagine mal la place qu'il tenait au dix-huitième siècle, est le pivot de l'œuvre de Sade comme de la vie. La scène était une pièce maîtresse dans le système éducatif des jésuites. Sade dut la découvrir jeune. Plus tard, il joue lui-même la comédie et entretient une troupe de comédiens dans son château de Lacoste. Pendant sa captivité, il se tient au courant de l'actualité théâtrale. On en retrouve des traces précises dans ses romans, dont la théâtralité est évidente. Il écrira lui-même plus de vingt pièces, qu'il tentera en vain de faire représenter.

C'est sans doute encore le goût de la mise en scène - et son athéisme profond - qui, pendant la Révolution, le fera participer aux épisodes de la déchristianisation aux côtés des sans-culottes. On connaît également son penchant pour les comités. Enfin, il terminera ses jours à Charenton en organisant des spectacles joués par les fous. Le succès de ces représentations dépassera largement les murs de l'hôpital. « La part du théâtre est fondamentale chez lui parce que c'est la théâtralité qui



Portrait présumé de Sade par Van Loo

structure son imaginaire », affirme Annie Le Brun.

L'ingéniosité d'Ante Gibota, le maître des lieux, fait passer ce discours difficile à l'oral sur le plan plastique. Les mamequins de cirque anatomique répondent aux documents appartenant à la famille de l'écrivain, et les tableaux de Masson aux écorchés de Fragonard. Cette exposition permet également de mesurer l'influence de Sade sur les générations suivantes. Elle fut plus grande, plus immédiate et plus constante qu'on l'imagine. Noddy va le voir à Charenton. Balzac prend pour pseudonyme le nom d'un de ses personnages. Flaubert le cite cent fois dans sa correspondance. Sainte-Beuve avoue qu'il est « l'inspirateur de tous les modernes », et que son œuvre est « sur un rayon caché que l'on visite tous les jours ». Huysmans le tient publiquement pour un auteur majeur. Avec Apollinaire et les surréalistes, Sade sort définitivement de l'enfer des bibliothèques. L'auteur de *Justine* n'a pas été, comme l'a cru Barthes, le grand oublié des lettres françaises. Il en est le fondateur.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Paris Art Center, 36, rue Falguière, 75013 Paris. Jusqu'au 10 juillet. Vient de paraître : le deuxième volume de la biographie du marquis de Sade, par Jean-Jacques Pauvert, *Sade vivant* (éditions Laffont), ainsi que *Sade, aller et retour*, d'Annie Le Brun (Pion).

La sculpture de Pablo Gargallo

Découpages

Avec des ciseaux, du carton, et des feuilles de métal, Gargallo a exécuté l'une des grandes œuvres sculptées du vingtième siècle.

Le père de la sculpture découpée, celui qui, le premier, a compris comment convertir dans le fer et le cuivre le cubisme des papiers collés et des guitares de carton de Picasso, c'est lui : Pablo Gargallo qui naquit en Aragon en 1891, l'année où l'autre Pablo naissait un peu plus au Sud. Après avoir taillé la pierre et pratiqué le bronze, cet homme singulier commença vers 1911 à construire, à l'aide de minces rubans de métal, des masques à mi-chemin de l'Afrique et du cubisme.

Plutôt que d'accumuler une masse compacte de matière, il préférait suggérer les volumes par leurs surfaces extérieures. A l'intérieur, il n'y a rien, seulement le vide et l'air. Une sphère, l'arabesque d'un front ou d'un menton, la densité de l'occiput, Gargallo les évoque à l'envers : plus la masse devrait être dense et lourde, plus il évide et allège.

De la physiognomie, souvent fort ressemblante - car Gargallo est portuaire, - descendent l'arc d'un nez et d'une orbite, la sinuosité d'une bouche, résumée par un fil qui ondule, un cil réduit à un éventail de cils, un chapeau creux, une oreille en forme de boucle. Au regard et au toucher de reconnaître la figure à partir de son effigie. A ceux de prolonger les lignes qui se

perdent. Gargallo va vite et va à l'essentiel. Il lui faut une sculpture elliptique et non descriptive, et d'autant plus efficace que moins descriptive.

Un style si nouveau ne s'invente ni dans la hâte ni dans l'improvisation. Gargallo le légèr, le danseur, était un méthodique qui fabriquait en carton des modèles de chacune des pièces qu'il découperait ensuite et souderait. L'exposition d'aujourd'hui, qui rend hommage à son art, a le grand mérite d'analyser ses procédés. Elle présente à la fois les œuvres achevées et leurs maquettes.

La parenté avec le cubisme est évidente, même si Gargallo use de la courbe et de la spirale plus volontiers que de l'angle aigu. Au crayon, il cherche les structures fondamentales de chaque figure. Cette analyse achevée, il découpe les surfaces et les vérifie dans l'espace ce qu'il avait imaginé dans le plan. Plus tard, quand ses finances le lui permettent - pas toujours - vient l'exécution en métal, exemplaire de soin. Grâce aux cartons, il peut introduire des variations à partir d'un schéma directeur, ou, si un amateur le veut, refaire un assemblage. Il existe ainsi trois Greta Garbo, dont on peut voir un exemplaire à Paris, en compagnie de portrait de Chagall, d'Arlequin et de voluptueuses figures féminines. Tout cela est admirable de séduction et d'intelligence.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, jusqu'au 2 juillet.

Joël Kermarrec à Antibes

Espaces à jouer

Des objets, des peintures, des dessins : les pièges de Kermarrec pour capturer le temps.

Quelque chose qui tient du bruissement d'ailes, de la palpitation d'un éventail, du reflet des nymphéas dans une eau lrisée, du tournolement de paillettes d'or dans un air lourd... Et tant de raffinement suggestif pour conjurer les signes machinaux que Joël Kermarrec grave sur du verre ou des surs sur du papier en les maugissant d'interventions ironiques. Ses objets familiers, contenus dans une vitrine et qui restituent le génie du lieu intime qu'est l'atelier, sont autant de trouvailles du hasard objectif qu'il a rendues magiques par quelques adjonctions inspirées. La fontaine d'un petit carnaval immobile où la mort s'est fixée, travestie et moquée.

Dans tous les formats, et il pratique le lilliputien comme le monumental, Kermarrec semble s'efforcer de restituer le pollen des instants privilégiés sans rien formuler de précis dans l'ordre de la figure ou du symbole. Une interrogation sur le temps où, trouquant les repères, il égaré le spectateur dans un espace indéterminé, l'invitant à rêver à sa guise sur des

titres comme *Hommage à un fouleuil pour un portrait de jeune fille de 1914* ou *Au principe le fondisme est le verbe de la forme*.

Cette subtilité pourrait s'évanouir dans une longueur fin de siècle. Mais s'il est vrai que l'œuvre de Kermarrec, au-delà du surréalisme, évoque une filiation avec le symbolisme, elle manque rarement de force parce qu'elle joue, dans les peintures, sur une matière savamment nourrie et parfois vivement travaillée. Pas de mièvrerie non plus dans la suite en papier déchiré où une pomme et un bâtonnet kaleidoscopique proposent une méditation sur des variations infinitésimales.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ Château Grimaldi, Musée Picasso à Antibes. Jusqu'au 13 juin.
★ La dessinateur André et Henriette Gomis - celle-ci fut la collaboratrice de Pierre Loeb avant de diriger sa propre galerie - est accueillie au premier niveau du Musée Picasso. Un beau paysage de Balzac structuré dans une palette restreinte, les *Poèmes*, d'après Sennar, où Francis fait écho à la poésie de Valéry, un portrait emblématique de Picasso par Valentine Hugo, des croquis de Picasso, et surtout des natures mortes et un paysage de Xavier Valls saturés de silence dans l'économie de la couleur et des formes.

VENTES

Art « dégénéré » et art nazi

L'Allemagne et ses passés

L'art « dégénéré » banni des musées allemands par Hitler, échappe souvent aujourd'hui aux musées d'outre-Rhin. A cause des prix. Quant à l'art nazi, les conservateurs se demandent quelle place lui attribuer. Le 7 juin, Sotheby's organise une grande vente à Munich.

Il est des anniversaires que l'on ne célèbre pas. Le 30 juin 1939, il y a soixante ans, avait lieu à Lucerne l'une des grandes braderies de ce siècle : cent vingt-cinq peintures et sculptures de maîtres modernes dits « dégénérés » étaient mises aux enchères par le régime nazi, pour financer son effort de guerre. Finalement, entre autres, des œuvres de Van Gogh, Picasso, Ensor, Gauguin, Nolde, Dix, Kokoschka, toutes confisquées dans des musées allemands. Alors que Van Gogh enregistrait déjà des prix très élevés (un *Autoportrait* était acheté par un amateur américain pour 175 000 francs), l'avant-garde était vendue, encore, à des prix dérisoires pour une bouchée de pain. La plupart des grands musées occidentaux et des marchands étaient représentés.

Deux ans plus tôt, cent un musées avaient été dépossédés de près de dix-sept mille peintures, sculptures et œuvres graphiques. Les premières ventes étaient conclues alors que les œuvres jugées « commercialement inexploitable » étaient détruites. D'autres seront sauvées en sortant clandestinement du pays.

Dès 1948, les musées allemands n'ont de cesse de reconstruire leur patrimoine artistique. Aidés en cela par les Länder et le gouvernement de Bonn, qui consacrent entre 1 et 2 millions de marks par an pour le rachat de ces œuvres. « Des œuvres de très grande qualité, qui ont été exposées et répertoriées internationalement, et qui sont des symboles de notre culture », comme le souligne Wilhelm Wemmer, conseiller culturel au ministère de l'Intérieur. Au moins 50 millions de deutschemarks (environ 170 millions de francs) avaient déjà été dépensés durant les cinq dernières années.

Ces symboles de la culture allemande battent aujourd'hui record sur record sur le marché de l'art.

Les résultats des ventes de New York au début du mois de mai l'ont une fois de plus démontré. *Druiden*, *Newstadt*, d'Otto Kokoschka, triplait son estimation à 2,97 millions de dollars (19 millions de francs). Mis en vente par l'Art Institute of Chicago, il avait appartenu à la Gemälde Galerie à Dresde, qui, en 1937, avait dû le vendre sur ordre des autorités nazies. Joseph Winterbotman, de Chicago, s'en était alors porté acquéreur et en avait fait don au musée américain. Les toiles des maisons du *Surrealist Landscape* (1917) d'Egon Schiele partaient également en mai pour 5,94 millions de dollars (39 millions de francs). En 1985, la toile avait été vendue pour 2,53 millions de dollars.

Prix record

Cette flambée des prix ne s'est pas cantonnée à la peinture uniquement. Le 18 novembre dernier, le gouvernement allemand, avec l'aide de la région du Bade-Wurtemberg, achetait le manuscrit du *Proces* de Kafka chez Sotheby's, à Londres, pour un prix record de 11 millions de francs. Après bien des errances à travers le Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Suisse et l'Angleterre, il va désormais enrichir la collection du Deutsches Literatur Archiv Museum à Marbach. Pour Werner Volke, conservateur du département des manuscrits, cet achat tient presque du miracle. « Lorsque nous avons su qu'il allait être mis en vente, nous n'avions pas beaucoup d'espoir parce que les prix élevés sur le marché de l'art sont devenus pour nous de véritables handicaps. »

A peine dix jours plus tard, le Musée von der Heydt de Wuppertal en faisait l'acquisition. Une gouache historique, *Acrobate et jeune Arlequin* (1905), de Picasso, qui avait séjourné pendant plus de vingt-six ans au Musée Wuppertal-Elberfeld avant d'être achetée par un collectionneur belge pour 90 000 francs suisses (le deuxième meilleur prix) à la fameuse vente de Lucerne, était mise aux enchères à Londres. La directrice du musée avait, en vain, essayé de dissuader le vendeur de la céder. Les 10 millions de deutschemarks (près de 34 millions de francs) qu'elle avait pu récolter ne pesaient pas bien lourd face aux 227 millions de francs de la chaîne de grands magasins japonais Mitsukoshi.

Alors que l'art « dégénéré » a bien sûr sa place parmi les grands courants de l'histoire de l'art, l'art

national-socialiste est devenu aujourd'hui un terrible casse-tête pour les autorités allemandes. Cet hymne à la gloire de la race aryenne, de la puissance, de la virilité, mais également de la « nature » germanique avec ses paysages escarpés, ses personnages en costume traditionnel et ses nus lyriques, somme toute depuis des années dans les dépôts du ministère des finances à Munich. L'an passé, la restitution par le gouvernement américain de près de huit mille peintures exécutées par des soldats allemands, confisquées au lendemain de la fin des hostilités, n'avait fait qu'ajouter à l'embarras du gouvernement de Bonn.

« Ce sont sur les modalités d'exposition que le bât blesse », explique Amick Lantieri, commissaire d'une exposition récente, « Art dégénéré, art acclamé », au Goethe Institut à Paris (voir *Le Monde* du 25 mars). « La question qui est aujourd'hui posée est de savoir si oui ou non ces œuvres seront intégrées dans un musée, et si elles seront présentées comme des œuvres d'art ou comme des documents d'une époque. » Ce débat, à pris outre-Rhin une dimension politique avec notamment l'intervention des Verts en juillet dernier au Bundestag. Ils réclament, après l'affaire Ludwig, la clarification de la position du gouvernement à ce sujet.

Le sculpteur favori de Hitler

Ludwig est cet industriel qui, ayant fait fortune dans le chocolat, désirait faire écouler son buste et celui de son épouse par Arno Breker, à l'occasion de l'inauguration du musée Ludwig de Cologne. Celui-ci achète sa collection de pop art. Le choix de Breker avait provoqué un tollé général au sein de l'opinion allemande, qui ne pouvait oublier qu'il avait été le sculpteur favori de Hitler. Herr Ludwig avait dû renoncer à exposer les bustes.

Le marché de l'art ne semble pas avoir de tels scrupules. Les sculptures néoclassiques d'Arno Breker ont retrouvé le chemin des salles de ventes. Le 6 juin prochain à Paris, *l'Artiste à la flamme*, un bronze à patine brune de 61 centimètres de haut, sera mis aux enchères pour plus de 12 000 francs. A l'exception de la maison de ventes Herrmann Historica à Munich, spécialiste de la chose militaire et qui, entre autres, vend des aquarilles de Hitler et la collection d'argenterie du maréchal Goering, les œuvres dont le carac-

tere national-socialiste est le plus flagrant sont pour la plupart dans les greniers de l'Etat allemand et sortent donc peu sur le marché.

Il en va autrement pour les paysages ou les nus académiques. De Londres à Munich, ils apparaissent au gré des ventes d'art moderne et sont particulièrement appréciés des collectionneurs allemands, mais également américains, jennes pour la plupart et qui en général ne connaissent pas l'histoire de ces œuvres.

ALICE SEDAR.

★ L'art allemand du XX^e siècle, Sotheby's, Munich, le 7 juin.

MUSIQUES

Le legs d'Arthur Honegger

Comme un parfum perdu

La Fondation de France et le Conseil international de la musique se sont associés pour rendre un juste hommage au compositeur de Jeanne au bûcher et au dernier lauréat du prix qui perpétue sa mémoire.

Arthur Honegger n'est pas à la mode, c'est le moins qu'on puisse dire, et l'on peut y voir la rançon de la gloire qui l'entoura de son vivant, entre les deux guerres, pendant et après la tournée. En le déboulonnant, on signifiait leur congé à un style de musique et à un monde écroulé : une réaction injuste mais compréhensible, lorsque le compositeur mourut, en 1955, pendant l'irréversible ascension de Boulez et de ses amis.

Il serait temps de lui rendre la place qu'il mérite dans les concerts, comme vient de le faire le Conseil international de la musique au cours de son premier Festival de musique du vingtième siècle organisé à l'UNESCO, avec l'Orchestre national de la radio polonaise, un ensemble puissant, un peu lourd, mais très discipliné et vibrant sous la direction de Marek Pijarowski.

Honegger victorien (1921), en particulier, est une splendide fresque symphonique, tour à tour élégique et athlétique, d'une force expressive qui n'a rien à envier

à Mahler ou à Chostakovitch, les héros du jour. Et malgré sa violence parfois, l'écriture a la nudité, l'évidence, d'une statue antique ou d'un bronze de l'époque.

En écoutant le fameux *Pacific 231* (de 1923), on doute nous prend : est-il possible aux générations actuelles d'apprécier pleinement cette œuvre, si « futuriste » à l'époque, qui allie une imitation saisissante du démarrage grinçant d'une ancienne locomotive avec un véritable poème lyrique du départ, de l'accélération et de la vitesse ? La traction électrique est entièrement « liée » ce travail pénible, « héroïque », de la machine, au point de renvoyer ces bruits incongrus à un enfer préhistorique... Mais pour ceux qui ont connu la vapeur, l'évocation est d'un réalisme qui vous envire et vous attendrit comme un parfum perdu.

Quant à la *Symphonie pour cordes*, comment échapper à cette grisaille, à cette absence volontaire de couleurs dans la polyphonie, à ce renoncement de l'angoisse, à ce froid des hivers et à ce froid de l'âme des années d'occupation ? Le malheur, la solitude, le cœur qui bat et qui seigne, et puis la montée de l'espoir comme une hirondelle qui, peu à peu, « fait » le printemps, ce dépassement d'enthousiasme qui retombe encore une fois avant d'être enfin transfiguré par la trompette et le choral victorien, ce sont là des pages inoubliables et qui transcendent même les temps auxquels elles sont si charnellement liées.

Le legs d'Arthur Honegger a été heureusement prolongé, grâce à sa

femme Andrée, puis à sa fille Pascale, par une Fondation et un prix décernés tous les deux ans, dont le palmarès atteste que l'héritage a été parfaitement assumé, puisqu'il réunit les noms de Dallapozza, Balil, Balil, Louvier, Melano, Penner, Murray Schaefer, Ohana, Dragostinov et Ligeti.

Le dernier lauréat fût à ce même concert, était en même temps, la première lauréate, Jacqueline Fonteyn (Belgique), dont les *Quatre Siles* avaient été distingués parmi les cent quatre-vingt-neuf partitions, en provenance de trente pays, par un jury réunissant Jacques Chailley, Marins Constant, Henri Dutilleul et Marcel Landowski.

Ces *Quatre Siles* descendent des lieux non identifiés, des impressions ou des atmosphères poétiques souvent très prenantes, avec une écriture claire et vigoureuse qu'Honegger aurait certainement aimée chez sa cadette de quelque quarante ans. La première pièce, calme et transparente, et la seconde, un scherzo plein de vie et d'élégance, riches en événements divers, m'ont semblé particulièrement bien venues, dans la veine de certaines « délices balloises ».

La Fondation Honegger est épanouie par la puissante Fondation de France, qui est décidée à accroître son aide dans les prochaines années pour donner à ce prix tout l'éclat que mérite cette haute distinction française dans l'ordre musical.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

Culture

COMMÉMORATION

« Toussaint Louverture » à Dakar
Grand spectacle

Les chefs de délégation — dont le président François Mitterrand — de la plupart des pays francophones de Dakar ont assisté à la première de Toussaint Louverture, par le Théâtre Daniel-Sorano.

La création de Toussaint Louverture, par le Théâtre Daniel-Sorano, est une œuvre de Jean-Louis Sagot-Duvauroux et de Pierre Sauvage. Ce grand spectacle historique, présenté sur la place de N'gor, n'est pas sans parenté avec celui du Puy-du-Fou en Vendée, et viendra en France, en commençant par Lille, du 2 au 4 juin.

Les soldats sénégalais, qui ont dû, à la dernière minute, monter sur le sable de nouvelles tribunes, les services de sécurité de l'Élysée ayant trouvé plusieurs points faibles dans celles qui avaient été édifiées, se rappelleront certainement de Toussaint Louverture, cet « esclavé africain devenu général de la République française sous la Révolution à Saint-Domingue ».

Les gerbes de feu d'artifice s'engouffraient dans l'océan chargé de promesses, les musiques créoles, les plumes bleu-blanc-rouge des officiers républicains et, par-dessus tout cela, l'ombre de Napoléon Bonaparte laissant mourir en prison le héros négro.

« Toussaint » avant de rétablir l'esclavage pour complaire à la méchante Joséphine de Beauharnais, ont composé un tableau historique, fluide comme une émission d'Alain Decaux.

Les percussions de Doudou N'Diaye Rose, la grande voix de la chanteuse haïtienne Toto Bissainthe, les visages de Jean-Claude Brisly, Jacques Perrin ou Daniel Mesguich (un superbe Robespierre), le comédien camerounais Gérard Esambou campant un Toussaint Louverture crédible, les myriades de figurants chantant et dansant, les images d'histoire projetées sur une dizaine de voiles de bateaux en même temps, constituent un cocktail audiovisuel réussi.

Le bât ne blesse que sur un point, qui n'est pas de détail il est vrai : le texte, d'un maniérisme tiers-mondiste démodé depuis vingt ans, avec les bons Noirs d'un côté, les sales Blancs de l'autre, sans oublier le zeste de francophonie (« Quoi de plus hypocrite qu'un Français ? »). Il ne s'agit pas, évidemment, de relativiser l'honneur absolu de l'esclavage (encore d'actualité dans des pays comme la Mauritanie ou le Soudan), mais au moins de ne pas tomber dans une trop évidente désinformation historique. Le dernier petit cauchemar dakariste, qui a été obligé d'apprendre par cœur cette année que ses ancêtres ont envoyé un député aux États généraux de 1789, aurait haussé les épaules devant Louis XVI sur son trône géant interdisant à ses sujets des colonies de rédiger des cahiers de doléances.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
★ Fayard vient de publier sous la plume de Pierre Pluchon un Toussaint Louverture très documenté, 660 p., 150 F.

DANSE

Larrieu et Forsythe à Francfort
Drôles de Vénusiens

Le Ballet de Francfort présente son dernier programme de la saison, avant une série de tournées qui le mènera à Paris.

On ne chôme pas au Ballet de Francfort. Il n'y a pas seulement les créations du patron, William Forsythe (trois cette année) et ses reprises (cinq), il y a celles de ses invités, venus d'Amérique, de France ou du propre sein de la troupe. Le dernier programme de la saison témoigne de cet éclectisme : notre Daniel Larrieu y fait très bonne figure.

Jetons aux oubliettes Fire, de l'Américaine Laura Dean, laborieuse succession de pas d'école, de gurlandes et de mouvements d'une extrême banalité, sur d'insupportables percussions.

Amanda Miller, danseuse dans la compagnie, fait se dégorger de l'influence diabolique de Forsythe dans sa chorégraphie, c'est déjà un bon point. Comme lui, elle connaît elle-même ses lumières, ses costumes, ses éléments scéniques — et cette fois son collage musical. Dans son St Nick, un faux beret et une vraie robe tentent de vivre, d'attendre de danser, ensemble. Il y aura beaucoup de ratés avant une sorte de jaya finale, résignée. C'est plein d'humour, et remarquablement dansé par Amanda Miller et Michael Schumacher.

Daniel Larrieu a remanié sa Jangle sur la planète Vénus, qu'il avait réglée pour le Ballet de Francfort en 1987. La fantaisie de ce garçon est inépuisable, il faut sans cesse le tenir à l'œil. Ses Vénusiens empruntent aux Terriens des tricotés rayés

de marin et des salopettes en jean, mais ils ont quatre jambes (les bras sont prolongés de béquilles terminées par des chaussures à pointes). Ces prothèses disparaissent bientôt.

Parfois les Vénusiens guincent par couples, bras croisés, parfois ils dorment tous ensemble, étalés sur le plateau, et dans leur sommeil ils bougent en cadence un genou, un bras. On bien ils marchent à quatre pattes — désolés comme Valentin, l'extravagant Stephen Galloway fait un solo très applaudi. Ils observent des rites qui nous demeurent évidemment incompréhensibles. Ils ont l'air de bien s'entendre (mieux que nous). Tout ce que fait Larrieu est inattendu, et possède un charme enivrant qui lui est propre.

La planète Forsythe, pour commencer à nous être familière, n'en demeure pas moins pleine d'ombres et de mystères. Envisager la Figure se déroule dans le no man's land de l'immense plateau dénudé, cerné de murailles grises contre lesquelles se collent des myriades, des mantes religieuses. Au centre, une sorte de paravent ondulé, derrière lequel les danseurs disparaissent souvent et changent de costume. Intérieur nuit. Le seul éclairage proviendra d'un puissant projecteur bas sur pattes que les danseurs déplacent ; il y a ainsi des cordages, que l'on fait se pencher.

Atmosphère assez terrifiante, plus cauchemardesque que celle de la Middle. Chorégraphie comme toujours paroxystique, violentant bras et jambes, le corps n'étant que la minuscule pivot autour duquel se tordent. Peu de duos ; chacun même seul son combat avec l'angoisse — ou le dégoût.

SYLVIE DE NUSSAC.

Communication

Les difficultés de la télévision par câble

Les conflits entre France-Télécom et les exploitants hypothèquent encore le développement des réseaux

Il y a un an, les déboires de la télévision par câble faisaient les gros titres de la presse. En octobre 1988, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, formait dix propositions pour débloquer la situation. Réunis à Angers sous l'égide de l'Association des maires de grandes villes de France, qui organise Médiaville 89 du 30 mai au 1^{er} juin, tous les acteurs du câble — élus, opérateurs, fournisseurs de programmes et France-Télécom — vont tirer les premières leçons de l'application — trop lente pour certains — de ces mesures. Le problème central reste le partage des responsabilités entre constructeur public et exploitant privé dans les cinquante réseaux issus du plan câble de 1982. Mais il sera aussi beaucoup question de la rivalité entre câble et antennes de réception de satellites. Un enjeu crucial, notamment dans les grands ensembles, pour lesquels des solutions tarifaires adaptées commencent à se concrétiser. La rentabilité des 25 milliards de francs investis par l'État dans le câble dépend des accords en cours de négociation.

« Nous ne pouvons plus continuer à perdre 4 000 F par an et par abonné sur les réseaux construits par France-Télécom ». Ce cri d'alarme lancé par M. Jean-Marc Simon, président de CSD (groupe Caisse des Dépôts), résume l'impasse de beaucoup d'opérateurs. « Sur nos réseaux plus anciens, le taux d'abonnement atteint 50 % en moyenne, contre 6,5 % sur les réseaux du plan câble que nous exploitons », ajoute Jean-Marc Simon, alors que les perspectives de nos nouveaux réseaux entièrement privés sont meilleures, car nous en maîtrisons tous les paramètres ». Il est vrai que les trente-neuf réseaux ouverts, sur les cinquante prévus par le décret plan câble, n'ont encore séduits que 73 000 abonnés individuels, alors que 1,3 million de prises sont déjà installées.

Comment expliquer cette langueur ? La séparation des responsabilités instaurée par le plan câble entre opérateurs privés et France-Télécom, constructeur du réseau, fait figure d'accusé principal. « Comment donner une bonne image au spectateur avec deux demi-postes de télévision mal coordonnés ? », dit Jean-Marc Simon pour dénoncer les difficultés rencontrées sur le terrain. Les opérateurs se plaignent d'être limités par France-Télécom la plupart du temps à 15 canaux, alors qu'ils ont fait l'effort de développer des chaînes thématiques. Ils fustigent l'absence d'accord sur des formules d'abonnement à plusieurs paliers, qui les oblige à maintenir des abonnements complets à un niveau trop élevé (entre 130 et 150 F). Ils déplorent le manque de souplesse commerciale de France-Télécom.

Sur tous ces points, les orientations données par Paul Quilès lors du dernier Médiaville (en octobre 1988) encourageaient l'opérateur à négocier avec France-Télécom des conditions de location de réseaux, à la seule exception de rester dans l'enveloppe budgétaire initiale. Dans des villes comme Evry, Massy, Angerville ou Paris, l'ouverture de canaux supplémentaires a été négociée en échange soit d'avances remboursables des collectivités locales, soit d'un réajustement du câblage ; France-Télécom a étendu son intervention en prenant des participations dans des sociétés d'exploitation comme à Rouen, Belfort, Sablé, Roanne ou Le Havre.

Enfin, l'administration vient de signer avec la Lyonnaise des eaux un accord qui permet d'offrir, dans l'habitat social, notamment à Paris, un service de base de 9 canaux (les six chaînes hertziennes, les chaînes

gratuites de TDF 1, c'est-à-dire la SEPT et Eurovision, et un autre canal) pour moins de 30 F mensuels. Même si les négociations avec les autres opérateurs, partisans d'un accord global, n'ont pas encore abouti, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, qui plaide la cohérence entre câble et satellites, devrait se féliciter d'un tel précédent.

Ce type d'accord est essentiel pour la réussite du câble. Les logements sociaux représentent, en effet, près de 40 % du parc immobilier de 5,5 millions de logements concernés par le plan. Or les gestionnaires de HLM, notamment, peuvent boucler le câble et se contenter de rénover leurs antennes collectives pour recevoir les chaînes par satellite, s'ils n'obtiennent pas les subventions qu'ils réclament, et les bas tarifs qui leur permettraient d'intégrer le coût du câble dans les charges locatives.

Sans logements sociaux, le câble n'obtiendrait pas la base d'abonnés élargie qui lui est nécessaire pour rentabiliser les futurs programmes et services payants. De l'épreuve de force entre France-Télécom, opérateurs et HLM dépend donc pour une large part l'avenir. Mais ce n'est pas le seul point de friction qui subsiste.

Les opérateurs s'inquiètent en effet d'une remise en cause de leur exclusivité commerciale, par le biais de programmes payants. France-Télécom en assurerait directement la gestion grâce aux décodeurs avec contrôle d'accès dont elle a passé commande. L'Association des villes câblées (Avica), qui regroupe des élus locaux concernés, invite d'ailleurs les partenaires à s'entendre « pour que, à l'aide de participations croisées entre France-Télécom et opérateurs, les intérêts soient définitivement soudés. Sinon, la rigueur économique imposera des solutions brutales ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Des fortunes locales diverses

Avec 15 ou 17 programmes pour plus de 130 F, le câble ne fait guère recette, comme en témoignent les faibles taux d'abonnement de réseaux de grandes villes comme Paris (18 700 abonnés pour 380 000 prises livrées) ou Marseille (1 800 abonnés sur 50 000 prises). Pourtant, les situations locales montrent qu'une offre commerciale adaptée permet d'engranger les abonnements.

A Nice, par exemple, la technique retenue permet d'offrir jusqu'à 29 programmes, dont certaines chaînes de cinéma optionnelles... et même un Canal réservé aux adultes. Résultat : 12 000 abonnés pour 40 000 prises. A Metz — un « vieux » réseau dont l'abonnement est inférieur à 100 F — la moitié de la ville est abonnée. A Epinal (où la réception de la Cinq et de M6, impossible autrement que par le câble, est un atout supplémentaire) ou à Angers, une politique d'abonnement collectif à bas prix a permis de toucher les grands ensembles.

A Lingolsheim, les abonnements couplés avec Canal Plus (qui est partie prenante du câblage) facilitent un démarrage rapide. Quand à 35 (le réseau de Suresnes-Saint-Cloud), un des premiers achevés du plan câble, il peut enfin mener une action commerciale sur l'ensemble des trois villes, une situation dont rêvent les villes où les « poches » de câblage sont dispersées. La même stratégie est recherchée dans les villes moyennes avec des réseaux privés, qui peuvent concentrer leurs investissements dans le temps et dans l'espace.

Diversité de l'offre, tarifs attractifs, pragmatisme commercial, sont autant de voies qui montrent que le câble n'est pas condamné à l'échec.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

La grande maison

1 Un monument de l'édition

Je reviens sur ce Catalogue de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Étienne (1 172 p., 495 francs. Les éditions 1900), dont je vous avais signalé la reddition avec une présentation de Jean-Claude Siméon. Il semble qu'il s'agisse du catalogue 1900, comme le nom de la maison d'édition l'indique et comme le suggèrent quelques phrases de la préface. « En 1900, il y avait dix-sept ans. Ou d'Eds 1900, MM. Minard, Blachon et Chobert officiaient sans en avoir l'air... »

Minard, E. Minard pour être exact, c'est le directeur général et le président du conseil d'administration ; M. Blachon, c'est le vice-président de ce même conseil d'administration, et J. Chobert, c'est le chef des services de la publicité. On voit la photo de ces trois hommes de devoir en médaillon sur une page du catalogue de 1913. C'est sans doute la couverture de ce catalogue. J'aime bien la tête de Blachon, moins celle de Minard. Blachon a l'air d'un bon vivant, plutôt pince-sans-rire. Minard a l'air d'un grand chef de service d'un grand patron. Sur cette page de 1913, on découvre également les cadres principaux de la maison. Bernard Fontvieille, qui est le chef des services commerciaux, et Camille Schaudel, qui est le chef technique des ateliers.

Il y a aussi François Grémont, le chef des services administratifs, qui a plutôt une tête de chef d'orchestre. J'aurais garde d'oublier Bertrand Androuët, le chef de la fabrication, et Pierre Devret, qui dirige la Maison de Paris. En 1913, en effet, la Manufacture avait des Maisons, en dehors de celle de Saint-Étienne, dans d'autres villes de France. A Paris donc, au 42, rue du Louvre ; à Lille, au 122, rue Nationale ; à Marseille, au 36, rue de la République ; à Nantes, au 3, rue Faltre ; à Toulouse, au 45, rue de Metz ; à Lyon, au 25, rue de Childébert ; à Tours, au 24, avenue de Grammont ; à Rouen, au 19, rue Thiers ; à Bordeaux, au 125, cours d'Alsace et à Nancy, enfin, au 54, rue Saint-Jean. Si je me suis permis de vous infliger cette interminable liste, c'est que, alors que l'on prétend, à juste titre, que les municipalités ont le mal de changer, pour un oui pour un mot qui les arrange, les noms des rues, ou de noms comme de chemises, toutes les adresses que j'ai citées ont gardé leur appellation d'origine. A Bordeaux seule, cours d'Alsace est devenu, ce qui est bien et justifié, cours d'Alsace-et-de-Lorraine. J'aimerais que mes lecteurs, chassés dans sa cité, aillent découvrir ce que sont devenues les Maisons de la Manufacture. Ce qui les a remplacées.

Avant de commencer notre promenade dans cette cave de l'Alti Baba qu'est le Catalogue, je me permets de faire remarquer à Siméon qu'il aurait dû être plus précis dans l'information. Il orthographe Minard, vous savez Minard le PDG, avec trois « m » dans sa préface. Sur la couverture, où il est en médaillon, il n'y en a plus que deux. Je n'ai pas retrouvé en feuilletant le Catalogue les couleurs de mon enfance. Bien sûr le début du siècle n'est pas la fin des années 30. Mais dans ce genre de réimpression ou d'exhumation et vous préférez, pour que le charme

opère vraiment, il faut surveiller les détails jusqu'à la manivelle. Je châtierai aussi l'éditeur pour la qualité de sa couverture en carton. Elle ne tient pas le coup. Quand un livre coûte près de 500 francs, qu'on le feuilletait pour ses canons, ses anneaux en bronze ou ses réservoirs, il doit avoir de la résistance. Il aurait fallu une couverture à la fois souple et dont le dossier ne soit pas à la merci d'une mauvaise chute ; autrement dit, il aurait fallu une couverture « Bouquins » !

Maintenant, Jean-Claude Siméon a raison d'affirmer qu'avec la Bible de Gutenberg et l'annuaire du téléphone, le Catalogue a été un monument de l'édition. « Il faut imaginer la production d'un tel volume au début du siècle. Des millions de petits caractères mobiles, des centaines de milliers de clichés de formats différents, tous assemblés page à page par des brigades d'ouvriers typographes [...] Un montage époustouflant, au « mètre », de petits blocs de lignes de « plomb » et de gravures en « sténos ». Il est difficile d'en avoir une idée exacte, aujourd'hui, avec la mise en pages électronique et la photogravure offset. »

2 Une passerelle dans mon jardin

Ce qui revenait pratiquement le moins cher à l'époque, c'était le canon. On pouvait s'offrir en 1900 ou en 1913 un canon pour trois fois rien : moins de 50 000 francs d'aujourd'hui, même pas le prix d'une voiture d'occasion très confortable. Si la guerre de 14 n'avait pas eu lieu, l'on peut dire que chaque pavillon aurait pu s'offrir son canon. Les voleurs, les peaux bassées, les petits voleurs n'avaient plus qu'à bien se tenir. Ils se sont d'ailleurs plutôt bien tenus quelques années plus tard. Dans les champs, les tranchées, les cimetières, on n'arrivait plus à les distinguer de nos parents, des hommes gens.

Le Catalogue était divisé en trente-deux sections et onze ou douze grandes parties qui avaient des couleurs différentes. Le blanc était utilisé pour les armes (ce qui semble normal), les cycles, les machines à coudre, celles à écrire. On retrouvait ce blanc à des lieues d'intervalle, exactement à la page 941 et jusqu'à la page 1 100 pour tout ce qui concerne les articles de la maison (Véhicules par exemple), l'ameublement, la décoration et pour le blanc proprement dit : toiles pour draps et torchons, mouchoirs, linge de table et de toilette. Quand on passait aux munitions, on allait du blanc au bleu. Dans les articles pour chasseurs, pour la naturalisation (les animaux empaillés), c'était également le bleu. Ainsi un pic-vert au repos coûtait 6 francs, en action 6,75 francs. Notez que le perroquet ou le cacatoès, qu'il soit en action ou au repos, c'était le même prix, 12 francs.

Le bleu virait au jaune pour les articles pour cycles, mobylettes et automobiles. La pêche était verte. Les pages violettes couvraient les activités les plus diverses : le tir, les sports athlétiques, l'équipement militaire, les décorations françaises et étrangères, les jeux de plein air et d'intérieur (rien de coquin), les instruments de musique, les feux d'artifice et,

pour finir, les articles de voyage et d'exploration. On passait au saumon quand il s'agissait de photographie, d'optique, de météorologie et d'arpentage. Comme je ne veux pas vous lasser inutilement, je vous dirai, pour presque conclure, que si vous aviez besoin d'un telle crayon, il était en couleur azurée, d'une pélerine classique, en rose.

A la couleur bleue, vous pourriez vous attendre à voir un grand coup de vent d'abattre dit « à deux mains », dont la lame était large, la manche long de 35 centimètres et le poids de 2 kilos environ. Tailler la gorge du suborneur ne vous aurait coûté que 7,75 francs. Même en multipliant par 17, il me semble que l'honneur était à la portée de tous. Et d'autant plus que l'on pouvait trouver des articles aussi efficaces, infiniment moins coûteux. Ainsi le couteau à découper modèle du Brésil et du La Havre avec son manche en bois pour 55 centimes. Et si vous étiez raffiné, le modèle de Madagascar avec sa lame yatagan et son manche en bois de coco pour 15 centimes de plus.

Les pages grises ont dû faire le bonheur du bricoleur. Ainsi le petit marteau magnétique avec son manche en acier d'une seule pièce, véritable arrache-clous avec sa bonne tête ronde, très pratique pour enfoncer les petites pointes difficiles à tenir à la main. Romain Lemaire, le héros de la Grande Maison (le Pré aux Clercs, 95 francs), de Jean Cau, cette chanson de geste du bricoleur, n'aurait pas fini comme il finit s'il avait pu se procurer le catalogue de cette Manufacture dont il aurait dû être, dans une société bien organisée, l'Emile Minard. L'ultime couleur, c'est le chamois. Le chamois est un grand minotaure qui couvre aussi bien l'agriculture que l'horticulture, la viticulture que l'élevage, les installations d'eau, que les grilles, les clôtures.

Depuis que je l'ai vu, je rêve de la dernière image : une passerelle métallique pour fossés, ruisseaux, en fer forgé, avec son tablier de bois dur, sa double rampe, ses croisillons solidement rivés, évitant tout accident. Cette passerelle serait parfaite dans mon jardin. Il ne me manque que le ruisseau. C'est comme s'il était là. Avec un catalogue pareil, Alain Robbe-Grillet pourrait écrire son livre. Et nous tous, tant que nous sommes.

3 Un départ

Il n'y a pas de sujets gais. On ne quitte pas le Monde sans chagrin, et cet article sera pourtant mon dernier. Je me suis senti dans ce journal aussi libre qu'il était dans la nature de l'être. Que soient remerciés ceux qui m'ont donné ce bonheur. J'espère que mes bavardages intempestifs ne vous auront pas trop fatigués. Comme le Monde me semble le meilleur quotidien qui soit, il m'a paru normal que ce fût lui, le premier, qui vous annonce la nouvelle, en admettant qu'elle ait quelque intérêt. Je rejoins une équipe, un hebdomadaire où j'ai fait mes débuts en juin 1952. Je finirai donc probablement ma copie là où je l'ai commencée. Merci.

مكتبة الشامل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Tchernobyl en convalescence prolongée

Trois ans après la catastrophe, la centrale nucléaire fonctionne normalement. Mais les populations avoisinantes restent sous haute surveillance.

TCHERNOBYL
de notre envoyée spéciale

« C'est que j'espère ? Continuer à vivre ! Vous savez, sans les médecins, je ne serais pas là aujourd'hui pour vous parler. » Agent de la centrale, Vladimir Disenko a dû se rendre sur les lieux de la catastrophe le 26 avril 1986, à 6 heures du matin. Durant plusieurs heures, il a participé aux premiers secours. Depuis, le cours de sa vie a basculé. Gravement irradié (près de 400 rems, dose qui, en l'absence de tout traitement, tue en moyenne une personne sur deux), cet homme de quarante-six ans se fait hospitaliser en moyenne deux à trois fois par an à l'institut de radiologie clinique de Kiev. « Je viens de mon propre gré, quand je me sens mal », ajoute-t-il en souriant. A l'automne, il va à l'hôpital numéro 6 de Moscou pour les examens généraux. Le reste du temps, Vladimir Disenko travaille toujours pour la centrale de Tchernobyl. Mais il reste dans les bureaux à Kiev, où il vit avec sa femme et leurs trois enfants.

Aux abords de la centrale, tout ou presque semble pourtant redevenu normal. A perte de vue, des pins, des bouleaux. Parfois de petits lacs, et des maisons de bois disséminées. Un paysage ordinaire, en somme, de la campagne ukrainienne. A une quinzaine de kilomètres de la centrale, où se sont installés l'état-major et l'administration du Kombinat chargé du fonctionnement général des réacteurs et des travaux de décontamination, même la ville de

Tchernobyl, malgré les isbas désertées et ses herbes folles, a repris un semblant de vie. Seuls les gardes masqués de gaze blanche, qui contrôlent les entrées et sorties de la « zone interdite » (dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale), les véhicules militaires et les camions-citernes qui, plusieurs fois par jour, arrosent les routes pour maintenir au sol la poussière radioactive, rappellent que c'est

produit ici, il y a trois ans, la plus grande catastrophe nucléaire civile connue de tous les temps. Sur le site même, l'impression d'étrangeté est plus forte encore. Mis à part le vide laissé par les 200 hectares de pins situés au pied du réacteur qui, mortellement irradiés, ont dû être abattus et enterrés pour ne pas contaminer l'environnement, la nature a repris pleinement ses droits. A quelques centaines de mètres du lieu de l'explosion, les arbres étincellent sous le soleil printanier. Quant au « sarcophage », cette chape de béton et de plomb sertie de tôles d'acier qui recouvre désormais le réacteur n° 4, il semble aujourd'hui bien inoffensif : selon le dosimètre apporté par l'un des visiteurs, il faudrait, à ra-

son d'un dégagement de 5 millirems/heure, stationner un mois et demi devant à ses côtés pour atteindre la dose annuelle admissible, selon les normes internationales, fixée à 5 rems par an. L'année dernière encore, ouvriers et techniciens travaillaient en alternance, quinze jours par mois, afin de ne pas subir en continu les effets des radiations. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux ont retrouvé un régime normal. « De 1,83 rem en 1987, la dose moyenne d'irradiation du personnel était descendue à 1,20 rem en 1988 », précise Yuri Kisovany, responsable des relations internationales du Kombinat. Le taux moyen d'irradiation sur le site n'excède pas actuelle-

ment 0,1 millirem/heure, permettant ainsi d'opérer bien en deçà des normes admissibles. Mais si les cicatrices laissées par l'explosion s'estompent sur les lieux mêmes de la centrale, c'est que priorité a été donnée à la zone industrielle, afin de ne pas entraver l'exploitation des trois réacteurs remis en route en décembre 1987, qui ont fourni l'année dernière plus de 20 milliards de kilo-

watts/heure. Il n'en est pas de même partout. Loin s'en faut. A Pripiat, la cité-dortoir située à 7 kilomètres des réacteurs où logeait, avant l'accident, l'essentiel du personnel de la centrale, la vie semble ainsi avoir à jamais disparu.

CATHERINE VINCENT.
(Lire la suite page 18.)



Des miroirs de grande réflexion

Une entreprise française spécialisée dans le polissage des miroirs géants de télescope.

L'UN dit. L'autre observe. Le premier fait partie du système d'armes américain Sea Lite, capable, grâce au laser de grande puissance Miral (2,2 mégawatts), de causer d'importants dommages à l'enveloppe des missiles stratégiques. Quant au second, c'est presque un poète dans la mesure où il permet aux astronomes d'avoir le nez dans les étoiles. Deux miroirs fabriqués par une petite entreprise française de la banlieue sud de Paris, Reosc, qui s'est fait une réputation mondiale dans le polissage des surfaces courbes de grandes dimensions. Miroirs de 2 mètres de diamètre pour focaliser le faisceau du laser Miral de l'US Navy sur sa cible. Mais aussi miroirs allégés de 8 mètres de diamètre destinés à équiper le plus grand télescope optique du monde (VLT), que les Européens ont décidé de construire dans les montagnes chiliennes (le Monde du 16 avril 1986).

Cette dernière opération est presque une gageure lorsque l'on sait que les plus grands miroirs de télescope actuellement en service dépassent de peu les 5 mètres de diamètre pour l'observatoire américain du mont Palomar ou atteignent les 6 mètres avec celui de l'observatoire soviétique de Zelenchuk. Personne encore ne s'est en effet risqué à polir de pareils géants. Des colosses de 23 tonnes, larges de 8,20 m de diamètre, mais fragiles comme des demoiselles en raison de leur minceur (17 centimètres). Aussi ne faut-il guère s'étonner que les responsables de l'European Southern Observatory, bailleur de fonds du futur VLT, envisagent d'assurer chacun des quatre

miroirs pour une somme d'environ 2 millions de francs au cas où quelque chose viendrait à mal tourner lors d'une quelconque opération de manutention (1).

Chacun donc se prépare en vue de cette grande aventure technologique. Avec d'autant plus de soin que personne encore ne l'a tentée. Pas même les Américains, qui, via la société Corning, se proposaient de fournir les quatre disques de céramique à partir desquels seront usinés les fameux miroirs du VLT qui capteront la lumière d'étoiles et de galaxies venues du fond des âges. Hélas pour la firme américaine, le comité financier de l'European Southern Observatory a préféré jouer la carte de l'Europe, en approuvant le choix de l'allemand Schott, qui s'est engagé à fournir ses deux premières ébauches de céramique en juillet 1993 et octobre 1994, les deux autres devant être livrées en septembre 1997 et août 1998. Coût de l'opération : 169 millions de francs, soit un prix plus élevé que celui proposé par l'américain Corning.

Métallique

De là à penser que des relents de protectionnisme expliquent l'attitude des Européens, il y a un pas qu'il faut se garder de franchir. Car les ébauches proposées par Corning étaient faites d'un verre classique (des blocs de silice agglomérée), tandis que celles de Schott, coulées d'une pièce, font appel à une céramique, le Zerodur, qui ne se dilate pratiquement pas et est donc de ce fait peu sensible aux déformations. De plus, les deux polisseurs de

miroirs pressentis, l'allemand Zeiss et le français Reosc, souhaitent travailler sur ce nouveau matériau dont il ne fait guère de doute que les qualités intéressent vivement les militaires pour leurs projets d'armes à énergie dirigée (lasers et antres).

Finalement, bien que l'allemand Zeiss se soit fait la main avec succès sur cette nouvelle technologie en fournissant un miroir de ce type, mais de seulement 3,5 m de diamètre, pour le New Technology Telescope de la Silla (Chili), c'est le français Reosc qui, pour 110 millions de francs, a emporté le contrat de polissage des quatre miroirs du VLT. Une bonne aubaine pour cette petite société dont la réputation n'est plus à faire et dont le chiffre d'affaires (42 millions de francs attendus en 1989) progresse au rythme annuel de 20 %.

L'obtention de ce contrat sanctionne dix ans d'expérience, que Reosc a accumulée dans tous les domaines de l'optique. Sur le satellite détecteur d'étoiles Hipparcos comme sur le satellite d'observation de la Terre Spot en passant, bien sûr, par les télescopes civils des astronomes et ceux plus confidentiels, des militaires. Avec l'ANVAR, l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche, la société française a d'ailleurs conclu à cette fin — contre une aide remboursable de 3 millions de francs — un système de polissage assisté par ordinateur qui se dispense de la présence d'un opérateur humain, et elle s'apprête à investir une quinzaine de millions dans la construction d'un atelier de polissage des grands miroirs.

Celui-là même qui devrait accueillir les miroirs du VLT, dont le premier exemplaire devrait être livré dans le courant de l'été 1995. Mais, avant de se lancer dans cette aventure technologique de polissage de miroirs de

céramique de 8 mètres de diamètre avec une précision bien inférieure au trois centième de millimètre de millimètre, Reosc pourrait se faire la main sur un miroir de taille identique, mais en métal. Ce projet, soutenu par les industriels de trois pays européens, dont la France, pourrait d'ailleurs recevoir le label Euréka lors de la réunion que les ministres européens de la recherche vont tenir à Vienne (Autriche) les 18 et 19 juin prochains.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Contrairement aux miroirs classiques, qui sont lourds et épais, les miroirs du VLT seront légers et minces, donc déformables. Mais cet inconvénient est un avantage dans la mesure où la face postérieure du miroir est équipée de centaines de petits vérins permettant de corriger localement les défauts de la surface du miroir et donc de lui donner un « fini » proche de celui prévu par la théorie. Du développement de cette « optique active » dépendront donc les qualités du VLT, dont le site ne sera connu qu'en décembre 1990.

INFARCTUS A TOUS PRIX

TOURMENTES sur le — fructueux — marché de l'infarctus du myocarde (60 000 hospitalisations en France), les médicaments permettant de dissoudre dans les artères coronaires les caillots sanguins à l'origine de cet accident cardio-vasculaire souvent mortel (médicaments thrombolytiques) font aujourd'hui l'objet d'une très vive compétition commerciale à l'échelon international. Une compétition qui, fait nouveau, n'hésite plus à utiliser très ouvertement les derniers arguments scientifiques mais aussi économiques dont on peut disposer dans ce domaine.

Des milliers de vies

La dernière étude menée sur ce thème a été constituée d'un événement majeur en cardiologie. Baptisée ISIS 2, réalisée auprès de 17 000 malades, elle avait pour la première fois permis de démontrer que l'association de deux médicaments bien connus (l'aspirine et la streptokinase, une protéine extraite de la culture de streptocoques) permettait, du moins si l'administration était faite dans les heures qui suivent les premiers signes cliniques, de réduire notablement la mortalité de l'infarctus.

Publiées l'an dernier (le Monde du 13 août 1988), les conclusions de cette étude auraient dû mettre un terme à une longue série d'interrogations portant sur l'efficacité respective des différents médicaments thrombolytiques et permettre de sauver, chaque année, quelques dizaines de milliers de vies humaines.

Il semble que tel n'ait pas été le cas, du moins si l'on en croit les responsables du groupe pharmaceutique qui commercialise la streptokinase.

C'est ainsi que M. Bernard Winicki, président-directeur général des laboratoires Hoechst, a publiquement regretté, lors d'une conférence de presse organisée le 25 mai à Paris, que les cardiologues ne prescrivent pas plus fréquemment l'association aspirine-streptokinase chez les malades souffrant d'infarctus aigu.

L'argumentation du PDG de Hoechst est fondée à la fois sur les données scientifiques de l'étude ISIS 2, mais aussi sur

les conclusions d'une toute récente étude médico-économique réalisée à la demande des laboratoires Hoechst par le professeur Robert Launois (Rennes).

Cette étude originale a consisté à évaluer des rapports coût-efficacité des différents stratégies thrombolytiques mises en œuvre chez les malades. Ses conclusions sont sans appel.

Le professeur Launois observe notamment que les réductions de mortalité obtenues grâce à l'association aspirine-streptokinase sont les mêmes que celles obtenues avec l'utilisation du r-t-PA, dernier venu sur ce marché médicamenteux. Le r-t-PA est l'une des plus belles réussites de la biologie moléculaire appliquée à la médecine.

C'est malheureusement aussi l'une des plus coûteuses. Le professeur Launois estime par exemple que le coût par décès évité est de 13 600 F avec la streptokinase-aspirine contre 270 000 F avec le r-t-PA.

« Si on intègre la durée de vie, explique-t-il, le coût par année de vie gagnée est de 11 100 F dans le premier cas contre 21 700 dans le second. »

Double série de critiques

Pourquoi, dès lors, s'interroge-t-on sans détour chez Hoechst, faudrait-il dépenser plus pour des résultats identiques ? Pourquoi, en d'autres termes, avoir recours aux produits de nos concurrents ? Des questions qui intéresseront d'autant plus les pouvoirs publics et les directeurs d'hôpitaux que le r-t-PA commence à absorber un pourcentage important des dépenses de certaines pharmacies hospitalières.

Pour répondre qu'elle soit, cette nouvelle approche médico-économique ne pourra pas ne pas déclencher une double série de critiques.

De la part des industriels concurrents directement agresseés bien évidemment, mais aussi de la part des médecins spécialisés qui verront là une nouvelle atteinte potentielle au principe fondamental de la liberté des prescriptions.

JEAN-YVES NAU.

LE PREMIER TRAITÉ FRANÇAIS SUR LE SIDA DESTINÉ A TOUS LES MEDECINS

SIDA ET INFECTION PAR VIH

LUC MONTAGNIER - WILLY ROZENBAUM - JEAN-CLAUDE GLUCKMAN

Pour la première fois dans l'édition médicale française, les plus grands spécialistes font le point des connaissances actuelles sur le SIDA par une approche pluridisciplinaire.

- Une analyse complète des avancées en matière d'épidémiologie, immunologie, virologie.
- La description, pour chaque spécialité, de toutes les manifestations de la maladie.
- L'étude des aspects psycho-sociaux et des stratégies de Santé Publique.

Cet ouvrage est en vente en librairie ou par correspondance à : Librairie Flammarion - 4 - Département VPC - 26, rue Jacob 75006 Paris. Règlement majoré de 35 F pour frais de port, soit 635 F. Merci de rappeler la référence AM51/89.

SIDA

et INFECTION PAR VIH

1989, en volume relié, 568 pages, ISBN: 2-257-02111-8 600 FF

Médecine-Sciences
Flammarion

Les drogués sous la contrainte

Le « rapport Sullerot » commandé par le Conseil économique et social veut soumettre les toxicomanes à une astreinte thérapeutique.

PEUT-ON contraindre les toxicomanes à se soigner en dépit de leur volonté ? Pour ceux qui croient cette question à jamais enterrée dans les tumultes qui précèdent le vote de la loi Chalonon, le rapport sur la toxicomanie que Mme Evelyne Sullerot remet, mardi 30 mai, au Conseil économique et social a des allures de déjà vu. En proposant comme principal remède à la toxicomanie l'utilisation de l'astreinte thérapeutique dont tous les spécialistes reconnaissent l'inefficacité, Mme Sullerot illustre, s'il en était besoin, l'extrême difficulté d'imaginer des solutions neuves et originales au drame de la toxicomanie.

Une France indifférente et ignorante qui banalise et occulte les très graves problèmes engendrés par la drogue. Un système de soins qui s'apparente à un puzzle et qui n'assure qu'un suivi insuffisant des toxicomanes. Une loi antidrogue satisfaisante dans son ensemble, mais peu ou pas appliquée. Après ce constat sévère, quelles sont les propositions du rapport ? « La lutte contre la toxicomanie doit tendre vers un objectif : assurer au toxicomane le maximum de chances de s'en sortir (...). Attendre leur consentement est vain : cela conduit soit à les emprisonner sans soins, soit à les renvoyer à la rue et à leur nuire autodestructrice (...). Une société qui n'offre pas un processus thérapeutique à des malades est une société coupable de non-assistance à personnes en danger », lit-on dans le texte commandé à la section sociale du Conseil en juillet 1987, en plein débat sur le plan Chalonon. Considérant les toxicomanes

comme des malades, idée que contestent l'ensemble des spécialistes, Mme Sullerot milite donc, à la suite de M. Albin Chalonon, en faveur de la contrainte thérapeutique.

« La société peut intervenir légalement pour soigner des toxicomanes. Affirmer d'emblée que tout sovrage et tout traitement non souhaité sont voués à l'échec est une manière affligeante d'inciter une société à capituler », conclut-elle en proposant de multiplier les établissements de cure et de les médicaliser pour faire face, notamment, à la dissémination du sida parmi les toxicomanes. « Plus l'offre est large, plus la demande s'accroît », poursuit Mme Sullerot, contredisant sur ce point les données qui montrent que, face à une offre croissante, la consommation d'héroïne en France et dans d'autres pays paraît plutôt se ralentir ces dernières années. Les services de police ne pourront cependant que se féliciter du souhait du Conseil économique et social, qui demande au gouvernement de leur donner, ainsi qu'aux douanes, les moyens de poursuivre et d'accentuer la lutte contre le trafic de drogue.

Examinant les dispositifs juridiques actuels de lutte contre la toxicomanie, Mme Sullerot remarque que la loi du 31 décembre 1970 repose sur « un principe excellent, [celui] de l'alternative médicale » qui médicalise le traitement de la toxicomanie sans déqualifier la consommation de drogue, contrairement à ce qui est fait aux Pays-Bas ou en Espagne. Toutefois, affirme le rapport, cette loi n'est que peu ou pas

appliquée. La fameuse injonction thérapeutique qui prévoit l'extinction de l'action judiciaire lorsque le drogué désire se faire soigner ne prendrait effet que dans la moitié des cas. Les médecins, et plus particulièrement les psychiatres, seraient réticents à recevoir les usagers envoyés par les juges ou les tribunaux. Quant au traitement entrepris, il ne bénéficierait d'aucun suivi digne de ce nom.

Remise en question du modèle français

Malgré ces critiques vigoureuses, Mme Sullerot constate cependant l'amélioration, depuis 1986, du système judiciaire, et surtout l'organisation dans plusieurs tribunaux, comme à Paris, de services d'injonction thérapeutique d'une « remarquable efficacité », ainsi que la création de seize antennes « toxicomanie » de soins spécifiques pour les toxicomanes incarcérés.

En outre, de vives critiques indignent les spécialistes, notamment à propos du dispositif sanitaire français, de son anonymat, qui interdirait tout suivi sérieux, de l'absence d'aide aux familles et surtout de l'attente d'une démarche volontaire du « malade ». Sur ce dernier point, tous les spécialistes sont unanimes. « L'expérience démontre qu'il n'y a malheureusement strictement rien à faire quand un individu n'a pas décidé de s'arrêter », explique le docteur Francis Curtet, directeur médical du Trait d'union. D'autant plus qu'il ne s'agit plus aujourd'hui d'attendre passivement la démarche du toxicomane, mais d'aller à sa rencontre dans les quartiers urbains les plus défavorisés, dans les lycées où la drogue est signalée, dans les prisons. Sans doute, le système doit être amélioré, par exemple en attendant les « nouvelles marges » qui élargissent actuellement aux institutions et dont le professeur Claude Olivenstein souligne

l'importance. Mais ne faudrait-il pas également alléger l'ensemble des formalités pour répondre aux besoins des toxicomanes pressés d'être désintoxiqués et dont on peut prévoir qu'ils ne resteront pas très longtemps motivés ?

Choqués des attaques qu'ils estiment injustifiées contre l'approche française, probablement une des moins mauvaises du monde, les spécialistes ne pardonnent pas non plus à Mme Sullerot une certaine tendresse envers les communautés thérapeutiques et, bien évidemment, le Patriarcat. Le rapport remarque « la méfiance des psychiatres français envers les communautés thérapeutiques (...) trait national très net » et souhaite une étude sérieuse et soignée sur ce sujet. « Ce type de cure qui consiste à mettre une partie de la vie du toxicomane entre parenthèses ne résout rien », répond-on à la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT), en soulignant les très nombreux échecs de cette méthode en France, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Lacunes

Quant à l'application de la loi de 1970, elle ne mérite pas, de l'avis général, ces coups de critiques. L'injonction thérapeutique fonctionne, et, s'il est vrai que dans les années 70 les psychiatres répugnaient à travailler avec les juges, ce courant d'opinion a maintenant disparu.

Restent les nombreuses autres questions que soulève la toxicomanie et auxquelles le rapport Sullerot n'apporte malheureusement pas de réponses. Le sida, par exemple. Si Mme Sullerot propose de médicaliser les centres de cure pour y suivre les séropositifs et les malades, elle ne dit rien des difficultés sociales qui, avec le sida, viennent encore compliquer la réinsertion du toxicomane.



Comment, en effet, concilier l'insertion sociale nécessaire à la guérison de la toxicomanie et le pronostic de vie — souvent inférieur à trois ans — d'un malade frappé du sida ? Comment financer les traitements coûteux des toxicomanes malades ? D'autres questions ne sont pas soulevées, comme celle du financement de la gratuité des soins, ou à peine effleurées, comme celle du dépistage de la toxicomanie dans les entreprises.

La toxicomanie fait peur, les toxicomanes inquiètent. Défin-

BÉATRICE BANTMAN.

Tabac : l'industrie préfère les blondes

L'industrie du tabac a trouvé une nouvelle cible : les femmes. Inquiète des dimensions du fléau, l'OMS lance une journée mondiale sans tabac.

GENÈVE

De notre correspondante

LE 31 mai 1989 sera la deuxième journée mondiale sans tabac. A l'appel de l'OMS, les fumeurs du monde entier sont appelés à s'abstenir de fumer durant vingt-quatre heures. La première Journée mondiale sans tabac avait eu lieu le 7 avril 1988, jour du quarantième anniversaire de l'OMS. Celle-ci aura pour thème : le tabac et les femmes. Les maladies dues au tabac tuent plus de deux millions de personnes par an (soit un décès au moins toutes les treize secondes), et le tiers des victimes sont des femmes.

Dans les pays industrialisés, les taux de mortalité provoqués par le cancer du poumon ont augmenté de 200 % depuis les années 50. Dans ces pays, notamment grâce aux efforts de leurs services de santé, un grand nombre de femmes, qui constituaient le gros de la clientèle de l'industrie du tabac, ont cessé de fumer. Mais cette puissante industrie met désormais tout en œuvre pour augmenter sa clientèle féminine. Comme l'explique le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'OMS, « les femmes deviennent les cibles favorites des campagnes de publicité pour le tabac ».

Le marché est ainsi inondé aujourd'hui de cigarettes prétendant conçues pour elles, et la publicité tendant à flatter les goûts « féminins » prend une place croissante dans les magazines destinés aux femmes. Cette publicité peut être indirecte : c'est ainsi que les photographies de

mode montrent de plus en plus des mannequins fumeurs la cigarette à la main ou aux lèvres. Selon le rapport de l'OMS rédigé à l'occasion de la Journée sans tabac, la vogue des nouvelles marques « exclusivement » pour femmes ne cesse de prendre de l'ampleur depuis la fin des années 60, avec la cigarette Kim. Sont apparues successivement les cigarettes Eve au bout filtre agrémenté d'un dessin floral, Satin, Carlier, ou Ritz. Et tout comme la femme idéale, la « cigarette pour dames » se doit d'être longue et mince.

Refuser toute publicité

Tout cela ne serait que futilité si, comme le souligne le rapport, l'argent de la publicité n'avait le pouvoir de contraindre nombre de journaux féminins à occulter dans une grande mesure les maladies et décès prématurés causés par le tabac. Ainsi des enquêtes effectuées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, au cours de la présente décennie, ont-elles confirmé que ce sont les publicités « qui dépendent le plus de la publicité pour le tabac qui accordent le moins d'attention aux méfaits du tabagisme ».

Ces revues cachent à leurs lectrices ce que l'OMS ne cesse de répéter, à savoir qu'il y a de plus en plus de femmes qui meurent de maladies liées à l'usage du tabac ; que le cancer du poumon tue davantage de femmes que le cancer du sein ; que partout dans le monde les femmes qui fument risquent trois fois plus que les autres d'être atteintes du cancer du col de l'utérus ; que leur ménopause

se produit deux ou trois ans plus tôt ; qu'elles sont souvent gâtées par le vieillissement précoce et les rides, la consommation du tabac ralentissant leur circulation sanguine et, par conséquent, l'absorption d'oxygène.

Ces publications gardent aussi le silence sur les dangers de la cigarette pour les femmes enceintes et les enfants à naître. Le même rapport de l'OMS exhorte les magazines féminins à suivre l'exemple des éditions anglaises de *Cosmopolitan* et de *Vogue*, qui refusent toute publicité de l'industrie du tabac.

Les femmes du tiers-monde sont, pour leur part, victimes d'un marketing publicitaire spécifique. Selon les statistiques de l'OMS, c'est la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui détient le record mondial des femmes qui fument : 80 % des femmes adultes, alors qu'au Danemark, qui vient en tête du tabagisme féminin dans les pays nantis, cette proportion n'est que de 33 % (et de 26 % en France). Dans les pays pauvres, les femmes, surtout celles des couches relativement privilégiées, semblent se laisser convaincre par la publicité qui leur promet que les cigarettes leur apporteront « sang-froid, prestige et détente ». En Inde, grâce à la marque Willis, les femmes sont censées trouver le « partenaire idéal ».

Autre point inquiétant selon les enquêtes effectuées par l'OMS, les adolescentes de treize à dix-neuf ans commencent à fumer plus tôt et davantage que les garçons du même groupe d'âge. En Grèce, 82 % des filles fument contre 79 % des garçons. En France, chez les fumeuses âgées de quatorze à seize ans, ces proportions sont respectivement de 33 % pour les filles et 18 % chez les garçons.

L'OMS estime que, dans la plupart des pays, le nombre des jeunes fumeuses pourrait quadrupler dans les années qui viennent.

ISABELLE VICHNIAC.

Tchernobyl en convalescence prolongée

(Suite de la page 17)

Depuis l'évacuation de ses 50 000 habitants survenue dans les quarante-huit heures suivant l'explosion, les murs en béton de cette ville fantôme, livrés à eux-mêmes, se lézardent dans un silence de fin du monde. Bâtie en 1970, la ville-champignon ne sera pas réhabilitée. Depuis octobre 1988, plus de la moitié du personnel, soit 4 000 agents, ont été renvoyés avec leurs familles à Slavoutitch, dans ce que l'on appelle ici « la ville des exploitants », construite à 50 kilomètres de Tchernobyl.

Les trois mille autres personnes travaillant pour le Kominat continuent de faire la navette entre la centrale et le village de Zelyony Mir, dans les bâtiments vétustes où la majeure partie du personnel avait été provisoirement relogée après l'évacuation de Pripiat. Tous bénéficient d'une alimentation gratuite, provenant exclusivement de l'extérieur de la zone contaminée. Tous également doivent subir chaque trimestre un examen médical approfondi afin de dépister une éventuelle inhalation de radionucléides, ou de radionucléides. En 1988, en effet, cinq personnes travaillant à la décontamination atteignaient encore la dose admissible des 5 rems, et durent cesser immédiatement de travailler sur le site de la centrale.

« Mourir chez nous »

A une tout autre échelle, les problèmes de sécurité subsistent également dans le rayon des 30 kilomètres qui entoure le réacteur. Comment convaincre les populations des soixante-quinze villages évacués dans la zone interdite des dangers de ce poison incolore, inodore et sans saveur qu'est la radioactivité ? L'année dernière, quelque cinq cents personnes étaient déjà spontanément revenues s'installer sur leurs terres. Aujourd'hui elles sont plus d'un millier. « Nous voulons mourir chez nous », disent-elles toutes. Tolérantes envers les personnes âgées de plus de soixante ans, les autorités les ravitaillent en eau et en produits frais, et veillent à ce qu'elles reçoivent une surveillance médicale régulière. Mais que faire lorsque, comme l'été dernier, une cinquantaine d'enfants tra-

vent l'interdiction et empruntent les chemins forestiers pour rendre visite à leurs grands-parents ?

Qu'en est-il enfin de la situation au-delà de la zone interdite ? En février dernier, mille jours exactement après l'explosion du réacteur, une carte radiologique détaillée de la Biélorussie — la région sur laquelle la migration des nuages radioactifs a fait retomber l'essentiel des éléments contaminants — était pour la première fois publiée dans la presse soviétique (*le Monde* du 14 février). Les régions sinistrées y sont divisées en quatre zones selon leur taux de pollution par les éléments radioactifs. Les deux premières, les plus proches de la centrale, comprennent soixante-quinze villages dont les 135 000 habitants ont été évacués. Les deux autres zones, beaucoup plus étendues, englobent un million de localités où résident 300 000 personnes qui continuent d'être l'objet de contrôles réguliers du taux d'exposition au rayonnement. Et si les spécialistes affirment qu'il n'y a aucun danger sérieux pour la santé des hommes, les enfants n'en continuent pas moins, par précaution, de passer leurs vacances hors des zones sinistrées.

Plus alarmant encore : la *Pravda* publiait en mars de nouvelles cartes, révélant un niveau de contamination en Biélorussie bien supérieur à celui de la version jusqu'alors officielle. Dans les régions de Gromel et de Moguilev, à une centaine de kilomètres au nord-est de Tchernobyl, subsiste en effet une importante zone de pollution radioactive, due à la présence de césium 137 (15 curies/km² et plus, alors que la teneur du sol en éléments radioactifs est en temps ordinaire inférieure à un curie/km²). Plus de 100 000 personnes, réparties en quatre cent quinze points d'habi-

tation, vivent donc là depuis trois ans avec le risque d'être dangereusement irradiés par la nourriture, l'eau, ou la poussière contaminée qu'ils respirent. Bien que des millions de roubles aient été dépensés pour décontaminer ces zones, la population d'une vingtaine de villages supplémentaires de Biélorussie a dû évacuer les lieux en février dernier, venant s'ajouter aux 25 000 personnes déplacées en mai 1986. Plusieurs milliers d'autres pourraient connaître un sort identique dans les prochains mois.

Plus de trente morts, environ sept mille irradiés, près de cent cinquante mille personnes évacuées, 9,3 milliards de roubles : le bilan de Tchernobyl ne s'oublie pas de sitôt. D'autant qu'à ces chiffres s'ajoute une autre réalité, tout aussi cruciale pour l'avenir de la région : en dépit des importants crédits accordés par le gouvernement (900 millions de roubles, auxquels se sont ajoutés 240 millions en février dernier), la Biélorussie n'est toujours pas parvenue à réduire dans les proportions escomptées la pollution de son sol et de ses produits agricoles. Au total, on estime que 18 % de son territoire jusqu'alors utilisé de manière intensive pour l'agriculture restent encore aujourd'hui contaminés à un niveau interdisant une exploitation normale.

Quelle attitude adopter, dès lors, pour tenter de minimiser les conséquences économiques de l'accident ? Compte tenu des précautions à respecter et des traitements nécessaires à la reprise des cultures, ces dernières pourraient-elles être rentables ? Ne vaudrait-il pas mieux pour ces régions, jusqu'alors objet d'une agriculture traditionnelle, envisager un nouvel avenir économique ? Trois ans après la catastrophe, la question reste sans réponse.

CATHERINE VINCENT.

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ EN FOND DE COMMERCE « LES ANNONCES » que vous trouverez tous les lundi les toutes dernières affaires. En vente partout 6,20 F et 34, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.95.30.30

Puzzles

Les puzzles sophistiqués de la série 112

Les puzzles sophistiqués de la série 112 sont des puzzles à 1000 pièces, conçus pour les amateurs de défis. Ils sont disponibles en plusieurs thèmes, notamment des paysages, des animaux et des personnages célèbres. Les pièces sont de différentes formes et tailles, ce qui rend le montage plus complexe et intéressant.

Les puzzles sophistiqués de la série 112 sont des puzzles à 1000 pièces, conçus pour les amateurs de défis. Ils sont disponibles en plusieurs thèmes, notamment des paysages, des animaux et des personnages célèbres. Les pièces sont de différentes formes et tailles, ce qui rend le montage plus complexe et intéressant.

UN ATELIER DE RECHERCHE

Un atelier de recherche est un lieu où des chercheurs travaillent ensemble pour résoudre un problème complexe. Ils utilisent des méthodes scientifiques pour collecter des données, les analyser et tirer des conclusions. Les ateliers de recherche sont souvent organisés par des universités ou des instituts de recherche.

Un atelier de recherche est un lieu où des chercheurs travaillent ensemble pour résoudre un problème complexe. Ils utilisent des méthodes scientifiques pour collecter des données, les analyser et tirer des conclusions. Les ateliers de recherche sont souvent organisés par des universités ou des instituts de recherche.

Un atelier de recherche est un lieu où des chercheurs travaillent ensemble pour résoudre un problème complexe. Ils utilisent des méthodes scientifiques pour collecter des données, les analyser et tirer des conclusions. Les ateliers de recherche sont souvent organisés par des universités ou des instituts de recherche.

مكتبة

Puzzles antiques

Des techniques sophistiquées pour le sauvetage des peintures murales gallo-romaines.

« J'ai pris ce morceau. Il doit aller avec ceux que j'ai », M^{me} Claudine Allag, ingénieur au CNRS, saisit un des nombreux fragments peints de blanc ivoire sur la grande table où travaille une jeune archéologue belge, M^{me} Marie-Hélène Ghisla. Elle revient à sa propre table où se penche aussi M. Rui Nunes Pedrosa, archéologue et restaurateur portugais. « Ça doit se rabouter avec ce morceau. » « Non. » Quelques essais de rapprochement avec d'autres fragments. Miraculeusement, voilà deux morceaux de ce puzzle qui se raccordent bien l'un à l'autre. D'un puzzle incroyable qui permet de reconstituer peu à peu le décor peint ornant la grande maison gallo-romaine (du premier ou deuxième siècle ?) fouillée depuis cinq ans sur la place des Epars de Chartres. D'un puzzle de quelque vingt mille pièces (soit 3 tonnes) qui remplissent cent quatre-vingt clayettes à fruits.

Le Centre d'étude des peintures murales romaines (CEPMR), installé depuis 1975 dans un bâtiment (un grenier à farine) faisant face à la superbe façade de l'abbaye Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, vient d'être agrandi et a été inauguré le 27 mai. De 300 mètres carrés, il est passé à 900 mètres carrés (dont 300 pour la seule « salle de composition » du premier étage où se fait actuellement le réassemblage des peintures murales de Chartres). Désormais, le CEPMR, que M^{me} Alix Barbet, directeur de recherche au CNRS, dirige depuis 1975, peut travailler commodément sur les peintures murales.

Une tonne par pièce

On connaît actuellement, dans toutes les régions françaises, six cent trente sites (villas, maisons urbaines, temples, tombeaux ou thermes) gallo-romains décorés de peintures murales. Et on en découvre en moyenne, par an, une centaine, dont dix sont « valables », c'est-à-dire méritent qu'une équipe de spécialistes intervienne dès le repérage des fragments de peinture.

La fouille d'un tel site est, en effet, très particulière, et des archéologues expérimentés mais peu familiers des peintures murales ne connaissent pas toujours les modes opératoires qui conviennent pour ramasser, nettoyer, mettre à l'abri et stocker des tonnes de fragments de toutes tailles couverts d'une pellicule picturale particulièrement fragile (1).

La technique utilisée par les Romains (ou Gallo-Romains) pour orner les murs de décors peints explique le poids énorme des fragments. Les murs étaient souvent de facture très grossière, qu'ils soient en brique crue, en pisé ou en pierres mal maçonnées. Ils étaient donc d'abord recouverts de plusieurs couches de mortier (trois en général) de plus en plus fines, que des techniques

diverses reliaient d'abord au mur, puis à la couche précédente.

L'épaisseur totale des couches de mortier était de plusieurs centimètres. Lorsque la construction peinte tombait en ruine ou lorsque les peintures étaient remplacées par un autre décor plus au goût du jour, une bonne partie des couches de mortier restait solidaires de la pellicule picturale. Ainsi le poids des fragments peints est-il couramment d'une tonne par pièce.

Après photos et protection provisoire contre la pluie et le soleil, le ramassage des fragments doit être fait très méticuleusement. La position des fragments issus d'un mur effondré doit être relevée au préalable sur un calque plastique. Ce qui peut faciliter largement la reconstitution ultérieure du puzzle. La surface peinte est ensuite nettoyée très doucement et parfois consolidée avec des produits spéciaux. Enfin, les fragments, face en l'air, sont posés en bon ordre sur des clayettes numérotées par zones de ramassage.

Une sorte de fouille miniature

Au centre vient alors le moment du réassemblage — comme celui du décor de Chartres qui est en cours actuellement — qui est fait sur de longues tables-bacs à sable. Quelques centimètres de sable fin et propre permettent de compenser les différences d'épaisseur des fragments et d'avoir ainsi une surface à peu près horizontale du décor peint. Le réassemblage demande une patience d'ange, une mémoire visuelle extraordinaire et une connaissance quasi encyclopédique des styles de peinture murale.

Les Gallo-Romains, comme les Romains, adoraient la symétrie, et chaque époque avait son style, ses motifs, ses allégories, toujours répétées avec plus ou moins d'adresse et d'élégance d'un bout à l'autre de l'Empire. Avec des fragments, on peut ainsi reconstituer avec une quasi-certitude des décors entiers en dépit de lacunes parfois énormes.

Le réassemblage terminé, chaque fragment est débarrassé de la plus grande partie de ses couches de mortier, la face peinte étant protégée et maintenue par des gazes et des toiles collées sur elle. Mais le travail est fait comme une sorte de fouille miniature. Chaque couche est identifiée, analysée. Entre deux des couches on retrouve quelquefois l'empreinte des canaux de rosement ou de lattes de bois qui ont servi, dans certains cas, à fixer une couche de mortier sur celle qui l'avait précédée.

L'étude des couches de mortier est parfois pleine de surprises : on trouve des fragments de céramique éventuellement datables, des os et surtout des indices du travail préparatoire de l'artisan peintre. Les fragments amincis sont posés, selon les réassemblages déterminés auparavant, sur un nouveau support. Celui-ci est constitué, en allant du haut vers le bas d'un nouveau mortier synthétique,

d'une couche de résine époxy et d'un panneau sandwich à structure en nid d'abeille. Ainsi ce nouveau support est-il parfaitement inerte (aucune matière organique n'entre dans sa composition), ininflammable, imputrescible, indéformable, léger (donc maniable) et réversible (la dissolution du mortier synthétique peut libé-

rer la peinture de son nouveau support).

Après enlèvement des gazes et toiles de maintien vient enfin la restauration, c'est-à-dire tout le travail qui permet de présenter le plus agréablement possible des peintures très lacunaires de façon que le grand public ait une idée

du décor total mais voie du premier coup d'œil les fragments authentiques et les lacunes. Le décor manquant est tout juste esquissé avec des lignes très dépolies. L'harmonie de l'ensemble vient, non pas de peintures neuves aux coloris identiques à ceux des anciennes, mais de l'application de teintes très

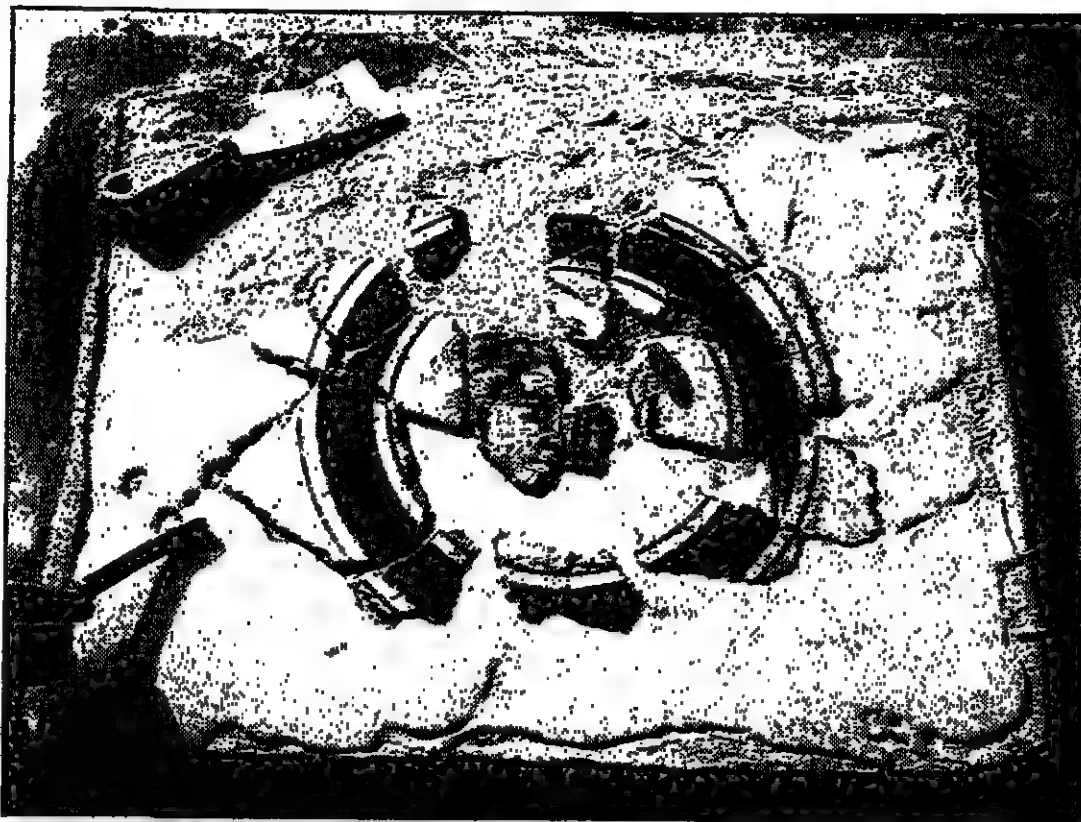
douces toujours plus claires ou de hachures légèrement colorées. Le tout ressortant sur le mortier synthétique granulé, qui évoque un mur brut et non un enduit lisse attendant d'être peint. Bref, la peinture sauvée de l'oubli est prête à aller orner un musée de sa région d'origine.

Dans deux mois, les peintures de Chartres devraient être reconstituées et bientôt restaurées. Ensuite, le CEPMR travaillera sur celles d'Eu (Seine-Maritime), de Lisieux (Calvados), de Fréjus (Var) et d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

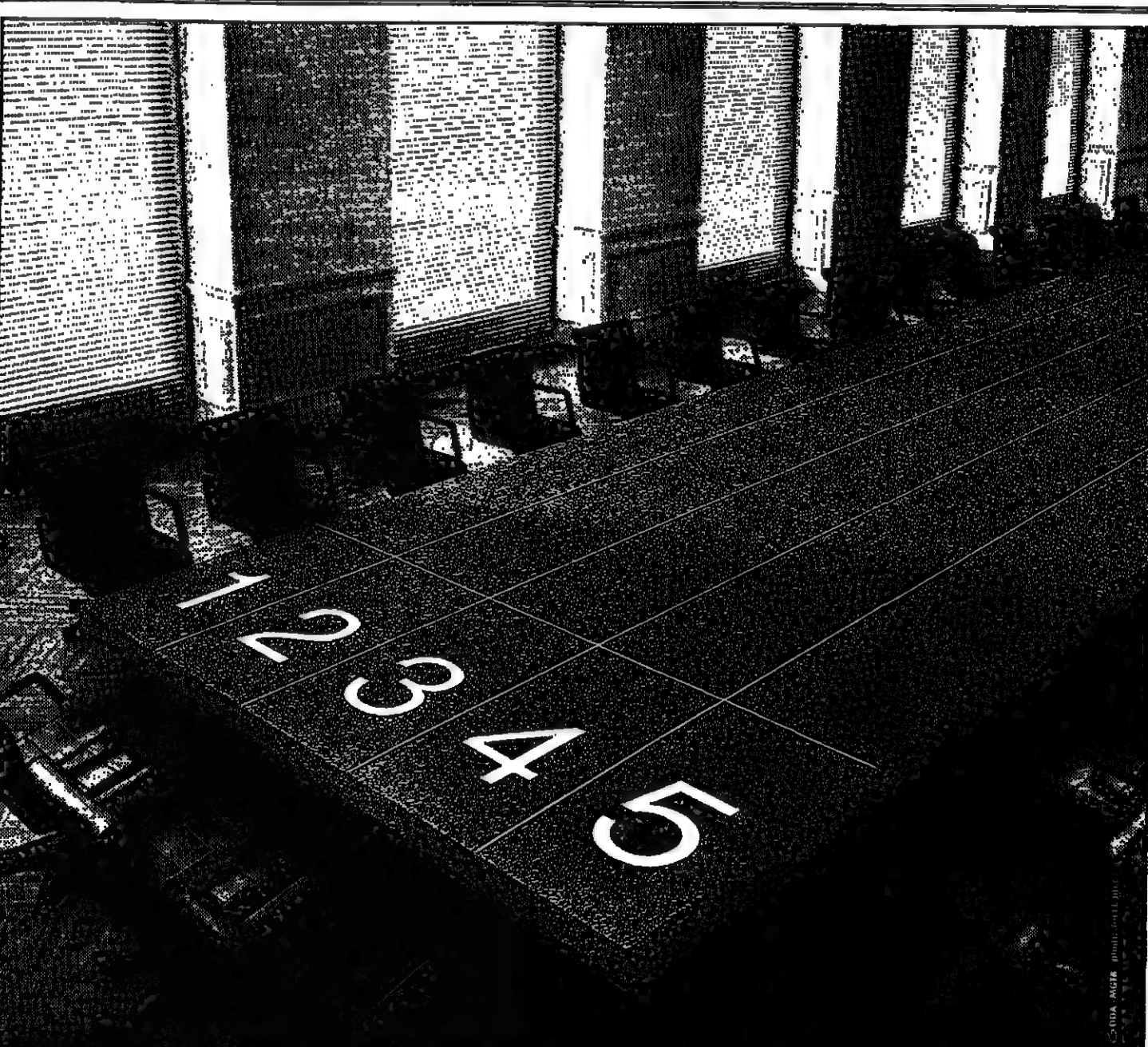
Nous n'avons évoqué que le cas des peintures retrouvées brisées en des milliers de morceaux. Mais il arrive qu'on découvre des pans de murs peints encore en place. Dans ce cas, les spécialistes du CEPMR viennent à la demande des archéologues pour consolider et le plus souvent déposer les peintures, qui autrement seraient très vite perdues. Ces peintures une fois déposées sont restaurées comme le sont les peintures en débris.

YVONNE REBEYROL

* Le CEPMR a rédigé un petit brochure expliquant en huit pages ce qu'il faut faire et ne pas faire lorsque l'on trouve des peintures murales. La brochure, gratuite, peut être demandée au CEPMR (laboratoire d'archéologie, Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05; tél. : (1) 43-29-12-23, poste 57-83; ou à Saint-Jean-des-Vignes, 02200 Soissons; tél. (1) 23-53-17-37), ou aux directions régionales des antiquités. Rappelons, en outre, que la loi de 1941 interdit toute fouille « privée », même au propriétaire du terrain, et qu'elle oblige à déclarer aux autorités compétentes toute découverte fortuite, laquelle ne peut donner lieu à aucune fouille sans autorisation officielle.



Bordeaux, médaillon à la ménade : la restauration en cours passe par une mine sur sable et un blocage par du mortier.



SOFAL. POUR CEUX QUI EXIGENT LA PERFORMANCE EN IMMOBILIER.

Vos ambitions immobilières — à titre professionnel ou à titre personnel — ne sont pas celles de tout le monde. Vous refusez les solutions passe-partout et le financement banal, nous aussi. Sofal, la banque de l'immobilier, vous propose les crédits

les plus personnalisés, les plus souples, les plus performants aussi. Les crédits Sofal, voilà pour vous la solution d'équilibre. Venez parlez-en. Sofal, 2, rue Lamennais - 75008 Paris. Tél. 49.53.75.00



UN ATELIER DE RECHERCHE

Le CEPMR est un laboratoire associé du CNRS et dispose aussi d'une « antenne » installée dans des locaux parisiens de l'Ecole normale supérieure. Il est constitué de six chercheurs, ingénieurs et techniciens du CNRS : de quatre contractuels (dont M. Rui Nunes Pedrosa) payés par l'association (loi de 1901) Pro pictura antiqua, qui passe contrats avec des municipalités, des régions, des organismes privés ou publics, français ou étrangers pour sauver des peintures murales gallo-romaines certes, mais aussi grecques, nabatéennes, yéménites, jordanaises, marocaines ou médiévales... Il y a aussi une demi-douzaine de stagiaires français ou étrangers qui viennent se former ou travailler pour

un temps déterminé. Sans compter les chimistes, physiciens et autres spécialistes auxquels le CEPMR fait appel pour résoudre un problème particulier (analyse, études de vieillissement, etc.).

Les installations du centre de Soissons (près de 2 millions de francs) ont été payées par la ville de Soissons, le ministère de la culture, le département de l'Aisne et la région Picardie ; le CNRS ayant contribué à l'achat de divers équipements. Le budget de fonctionnement de 1989 sera de 1 million de francs, une moitié provenant de l'Etat et l'autre moitié des contrats passés avec les collectivités locales via Pro pictura antiqua.

Y. R.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNISYS

UNISYS est un des grands de l'informatique mondiale, avec un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars. Le groupe occupe une place de premier plan en Europe et prévoit une croissance importante. Notre volonté est d'apporter à nos clients des solutions globales et d'entretenir dans nos équipes la créativité qui nous permettra de les concevoir et de les mettre en oeuvre.

Pour être plus attentifs aux besoins de nos clients et aux opportunités du marché, nous avons déjà créé dans différents pays européens plusieurs centres de compétences spécialisés par secteur d'activité qui apportent conseil et expertise marketing. L'ouverture, à l'Ouest de Londres, du plus important de nos centres, dédié aux industries de production et de distribution, illustre à nouveau notre engagement dans ce domaine.

Un tel environnement exige un professionnalisme très élevé et nous conduits donc à rechercher quelques uns des meilleurs profils européens dotés de compétences techniques et aptes à la gestion d'affaires.

Nous voulons recruter des candidats de valeur intéressés par une affectation temporaire au sein de notre Siège européen, qui nous aideront à développer notre activité dans les secteurs industriels suivants :

Aéronautique • Automobile • Constructions Mécaniques • Chimie • Alimentaire • Pharmacie • Commerce de détail • Commerce de gros • Distribution.

DIRECTEURS DE PROGRAMME

Le Directeur de Programme aura pour mission de définir la stratégie et de mettre en oeuvre un programme d'ensemble pour un secteur industriel donné (équipements, logiciels et services associés).

Travaillant en étroite relation avec nos Consultants en management industriel, nos équipes de support technique et nos filiales européennes, les candidats doivent justifier de réelles compétences marketing et d'une expérience dans les systèmes d'information, couplée à une connaissance approfondie d'un secteur industriel. Réf. 8530/JML/LM.

CONSULTANTS EN MANAGEMENT INDUSTRIEL

Ces experts apporteront leur savoir-faire au plus haut niveau des grands groupes européens relevant de leur domaine de compétence.

Leur activité implique de définir en liaison avec les Directeurs de Programme l'éventail des solutions qu'UNISYS proposera au marché.

Ref. 8536/JML/LM.

Les candidats doivent présenter la stature et l'expérience qui leur permettront d'intervenir au plus haut niveau et de répondre avec succès aux besoins de traitement de l'information de nos clients.

Ces recrutements relèvent d'une décision d'investissement majeure, il sera proposé aux candidats retenus un système global de rémunération conforme à ce type d'affectation internationale. Ecrire à J. M. Jactet en précisant la référence choisie. PA Consulting Group, 3 rue des Graviers, 92321 Neuilly-sur-Seine Cedex, France. Tél (1) 47 47 11 04.

REUNIR LA MEILLEURE EQUIPE D'EUROPE
L'informatique au service de
la Production et de
la Distribution

UNISYS

COMME LE LEVAIN DANS LA PATE...

Aider et accompagner un groupe d'hommes dans une véritable mutation de ses habitudes pour une meilleure performance de l'entreprise, avoir le sentiment « d'arriver à faire quelque chose » : c'est une satisfaction rare. Peu de métiers l'apportent autant que le nôtre, quand on l'exerce dans l'éthique de professionnalisme que nous défendons. Aussi nos

INGÉNIEURS CONSULTANTS H/F

se prennent-ils de passion pour ce métier. Malgré ses exigences... ou les propositions d'entreprises prêtes à leur faire une place parmi leurs décideurs !

Mais d'abord qui sommes-nous ? Notre nom vous est peut-être étranger, car nous sommes peu connus du grand public. Nous le sommes en revanche des plus grands groupes industriels français, et de moins grands aussi, qui ont en partage le souci de construire leur avenir : leurs directions générales font appel à nous afin d'améliorer leur compétitivité. Parce qu'elles sont de plus en plus nombreuses à le faire, nous continuons à étoffer nos équipes, sans renoncer un seul instant à notre exigence.

Car définir et accompagner les changements nécessaires, cela suppose de la rigueur dans le comportement. Et plus qu'une formation et une expérience précises - nous pouvons parfois faire appel à des débutants - une personnalité capable de s'impliquer totalement et de convaincre, du PDG à la base.

En somme, autant que votre « culture industrielle », c'est votre potentiel et votre capacité d'enthousiasme qui nous intéressent.

En face des résistances au changement, vous aurez à jouer sur toutes les touches de vos ressources personnelles, le pragmatisme d'abord, mais aussi l'intuition, la probité intellectuelle et la passion, la confiance et la modestie. En peu de temps, vous enrichirez votre expérience par la multiplicité des situations rencontrées et pourtant il vous faudra à chaque pas, la remettre en cause. Car ce que nous apportons d'irremplaçable à nos clients, c'est d'abord le regard neuf sur chacun d'eux, et ensuite notre implication tout au long de la mise en place des changements. Comme le levain dans la pâte.

Si ingénieur de formation, vous avez une première expérience industrielle

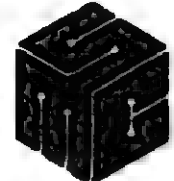
et souhaitez nous rencontrer, prenez contact :

• par téléphone au 16 (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h)

• par minitel 3616 CVCOM • en adressant lettre manuscrite et CV à

SMC Internationale - 1 bis, rue du Petit Clamart - 78140 VELIZY

CONTACT-TELEPHONE
16 (1) 42 61 82 81



SMC Internationale

PARIS

Une opportunité rare pour un jeune ingénieur de talent.

Important cabinet-conseil en propriété industrielle renforce son équipe par un :

JEUNE INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

pour assister et représenter dans son domaine de compétence la clientèle française et étrangère de ce cabinet.

30-35 ans, vous êtes électronicien de formation, conseil en brevets d'invention, ou sur la liste d'aptitude, et mandataire agréé auprès de l'OEB.

Vous parlez et écrivez très couramment l'anglais et avez si possible de bonnes connaissances en allemand.

Vous souhaitez intégrer une structure bénéficiant d'une haute notoriété due à sa compétence et son dynamisme.

Merci de faire parvenir C.V. + prétentions, sous la référence SY/LM1, à



michel jouhannaud conseils

182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

INGENIEUR FIABILISTE

Bertin (365 MF de CA, 675 personnes), leader européen des sociétés de services technologiques recrute dans le cadre de son développement un Ingénieur Fiabiliste

Vous aurez à mener des études de fiabilité et de sécurité des systèmes pour les secteurs SPATIAL, NUCLEAIRE, ARMEMENT, à l'aide d'outils informatiques.

Dans le cadre de votre mission, vous aurez la responsabilité technique et financière de vos affaires ainsi qu'une grande autonomie.

Ingénieur généraliste (Centrale, AM, ESPI, UTC, INSA formation spécialisée), vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience dans ce domaine.

L'anglais est indispensable, des connaissances en fiabilité et en statistique seront appréciées. Des déplacements sont à prévoir.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. AUH à BERTIN, BP3, Plaisir cedex.

LES GRANDS PROGRAMMES TECHNOLOGIQUES

JEUNE

Jeune ingénieur généraliste

L'ATEL

INGENIEUR

RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE

INGENIEUR SUPLEAC OU EQUIVALENT

PME HAUTE TECHNOLOGIE

FUTUR

DIRECTEUR TECHNIQUE

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



JEUNE INGENIEUR

Saint-Gobain Desjonquères (2800 personnes, 1,5 milliards de francs dont 50 % à l'export, Société de la branche conditionnement en verre du groupe Saint-Gobain (un des premiers groupes industriels du monde), conçoit, fabrique et commercialise principalement des flacons en verre creux destinés à la pharmacie et à la parfumerie.

Nous souhaitons intégrer un jeune ingénieur à potentiel au sein de notre usine de Mars-les-Bains (1600 personnes).

Vous serez particulièrement chargé d'animer l'équipe responsable de la composition des matières constituant le verre. C'est une première responsabilité de management opérationnel qui se trouve au cœur de notre métier. Elle constitue une excellente formation pour une évolution future.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience. Vous possédez de bonnes connaissances en chimie. Vous avez un tempérament d'animateur de terrain, un potentiel de dirigeant et vous souhaitez évoluer dans une entreprise où ces qualités sont valorisées.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, photo et rémunération sous réf. M 40212 BT à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs Elysées
75008 PARIS



Banque commerciale de taille moyenne - 1600 personnes - à forte synergie financière, notre direction de l'organisation et de l'informatique compte une centaine de collaborateurs. Elle recherche un

Ingénieur système MVS

banque privée

Au sein de l'équipe système comptant 5 personnes, il intervient tout d'abord dans les domaines techniques traditionnels des environnements matériels IBM sous MVS-XA-JES 2. En outre, à partir des informations issues de l'offre constructeur, il aborde une couche de problèmes plus fondamentaux engageant le devenir de la configuration : prises d'options dans l'assemblage d'outils, études de faisabilité, d'évolution des configurations...

Nous confierons ce poste à un ingénieur de formation, âgé d'au moins 28 ans, doté d'une expérience d'environ 2 années comme ingénieur système. A partir de l'autonomie déjà acquise au titre de la mise en œuvre des logiciels système sur site MVS, nous lui proposons de participer à l'évolution d'un site déjà stabilisé.

Marie-Agnès VALLEE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8905.276 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

**Jeune ingénieur
généraliste**

Si vous pensez que la qualité est une clé de l'excellence industrielle, nous souhaitons vous rencontrer.

Après une formation à nos produits et aux outils de l'assurance qualité, vous deviendrez **INGENIEUR QUALITE**.

Chargé de mettre en place et d'optimiser les outils de gestion de la qualité (SPC, auto-contrôle, relations clients-fournisseurs) pour une de nos lignes de produits.

Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire. Notre équipe est dynamique, votre sens des contacts humains réel. La dimension internationale de notre société offre de larges perspectives d'évolution à un fort potentiel.

Merci d'adresser, C.V. lettre manuscrite, photo à :
3M FRANCE, Service Recrutement, Avenue Boulé,
95250 Beauchamp.

l'enthousiasme



**L'ATELIER DE CONSTRUCTION
DE ROANNE**

Au sein du Groupement Industriel des Armements Terrestres (GIAT) dépendant du Ministère de la Défense, l'Atelier de Construction de ROANNE (2800 personnes) est spécialisé dans la production de matériels blindés. Il recherche un

INGENIEUR

RESPONSABLE DU SERVICE REPARATIONS

Ingénieur ENSAM, ENSI ou autre, option génie industriel ou mécanique, il sera chargé de la réparation profonde sur les matériels blindés complets et ses composants principaux : BV, réducteurs, embrayages...

Responsable de la mise en place et du suivi des missions confiées, il initie et pilote les principales actions de progrès en liaison avec les Chats d'atelier et le Service Méthodes : organisation, gestion de production, investissements technologiques.

Rattaché au Chef du groupe réparation profonde, ce poste s'adresse à un ingénieur disposant d'une expérience de quelques années mais peut convenir tout autant à un ingénieur débutant présentant motivation et profil suffisants.

Les candidats de nationalité française enverront lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions à :

L'ATELIER DE
CONSTRUCTION
DE ROANNE
BP 504 - 42328
ROANNE cedex.

are



INGENIEUR SUPELEC OU EQUIVALENT

PME HAUTE TECHNOLOGIE
recherche son

**FUTUR
DIRECTEUR TECHNIQUE**

NOUS - Un des leaders de son marché, concevons et développons des systèmes pour la recherche scientifique, l'armement, la résonance magnétique et notre marché mondial. Nous sommes déjà implantés en RFA et aux Etats-Unis.

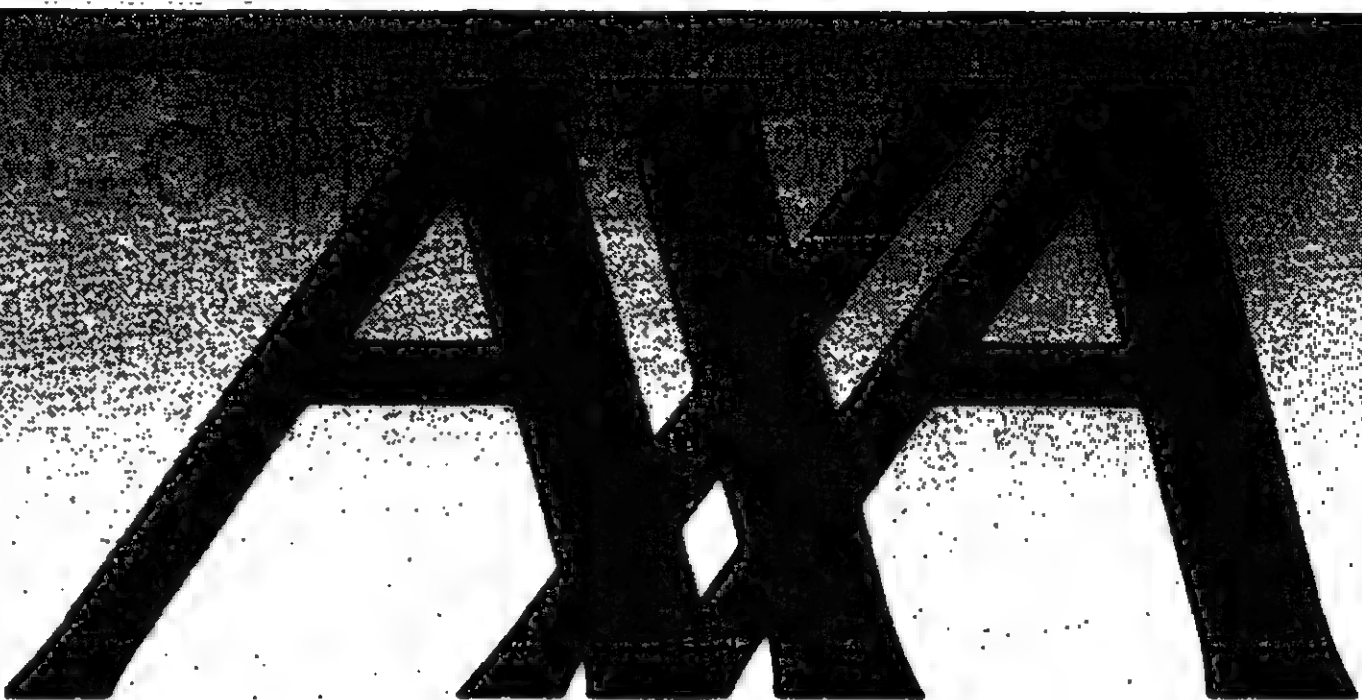
VOUS - La mission : e dans un premier temps, conduire, en liaison avec un conseiller technique, une étude plurianuelle de conception d'un matériel spécial en électronique de puissance. A terme, assurer la direction technique de l'entreprise.

LES MOYENS Une équipe d'ingénieurs produits et techniciens de haut niveau.

LE PROFIL Ingénieur SUPELEC ou équivalent. Avoir une solide expérience de conception en électronique de puissance et instrumentation, et être familier de l'informatique et du magnétisme.

Lieu de travail : proche banlieue ouest résidentielle.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions :
sous référence 8.051 à PUBLIPANEL
1, rue Folguère 75015 Paris,
qui transmettra.



AXA, 1^{er} Groupe privé d'assurances en France, réalise un C.A. de 35,7 milliards de francs dont 34 % à l'étranger et affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

Notre très rapide croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du Groupe : les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement gros système IBM, plus de 10 000 postes de travail interconnectés... intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes experts, E.A.O, bases de données distribuées, communication programme à programme...

INGENIEURS CONFIRMES, ayant de 18 mois à 5 ans d'expérience environnement IBM, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z.

INGENIEUR TELECOM - RESEAU

SNA - VTAM - NCP - CICS - NETVIEW - COBOL

Au sein de l'équipe "télécommunication centrale" vous serez chargé de développements autour des progiciels réseau (CICS - NETVIEW - LU6.2 - VTAM) et d'études réseau (X25 - RNIS - X400...). (réf. AK 13)

INGENIEURS APPLICATIONS

IBM - COBOL - PASCAL - CICS

L'équipe "applications" est chargée de définir tout ce qui peut être mis en commun au niveau du Groupe dans son domaine.

Vous serez plus particulièrement chargés de concevoir et de développer les logiciels pour les fonctions de facturation, la comptabilité tiers, la comptabilité générale, les comptabilités agents, les produits d'assurances, les statistiques... (réf. AK 14)

Les postes sont à pourvoir à Paris 9^{ème}.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous la réf. choisie à AXA - Catherine PAVAGEAU - 14, rue de Londres - 75009 PARIS

Ingénieurs Télécoms

CONNECTEZ-VOUS SUR ISO/DSA/SNA!

Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs.

Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

De formation Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire, option Informatique et/ou Télécom, débutants ou confirmés, vous possédez des compétences en architecture, réseaux et réseaux locaux.

Vous souhaitez aujourd'hui vous impliquer dans des projets de grande envergure et acquérir un très haut niveau d'expertise.

Rejoignez notre site de Massy !

Au sein d'une équipe support, vous serez l'interface entre notre technologie et nos réseaux commerciaux mondiaux avec une réelle responsabilité technique vis à vis de nos filiales internationales.

Voici une étape décisive pour évoluer au sein de notre groupe !

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (CV + lettre) sous référence 0289 M à :
Michel PINEAU - BULL SA
7, rue Ampère - P.C. RA 111
91343 MASSY cedex



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VOUS AVEZ L'EXPERIENCE DES SYSTEMES DE PROCESS INDUSTRIEL

FAITES VOTRE ENTREE EN BOURSE.



LA SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES
BOURSE DE PARIS

Et sa Direction de la Compensation et de la Garantie souhaitent accueillir des ingénieurs informaticiens ECP, TELECOM, A&M, IDN, HEI, INSA, ... spécialisés dans les systèmes de process industriel.

Les nouveaux systèmes d'information de la Bourse de Paris s'assimilent à ceux des industries les plus en pointe, faisant appel à des automatismes de production, temps réel, zéro défaut et à des réseaux de communication internes et externes.

Vous appliquerez votre savoir-faire dans notre domaine d'activités.

Nous recherchons :

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Vous avez environ 28 ans, et 3 à 4 ans d'expérience grand système sur des applications stratégiques d'entreprises incluant temps réel et réseaux.

Vous avez une personnalité affirmée, un rayonnement personnel de la communication et de la rigueur.

Vous aurez la responsabilité d'ensembles applicatifs au carrefour des marchés financiers, et vous serez assistés par les meilleurs sous-traitants de la place.

Votre avenir est ouvert dans notre structure de direction.

Réf. : CP 6018 LM.

RESPONSABLE CONTRÔLE PRODUCTION

Vous avez environ 30 ans, et 4 à 5 ans d'expérience de chef de projet, responsable du contrôle, de la qualité et du fonctionnement opérationnel d'un grand ensemble informatique.

Vous aurez la responsabilité de la coordination quotidienne et moyen terme de l'ensemble des intervenants sur les systèmes applicatifs et les outils de production.

Manager, homme de synthèse, la maintenance d'un service d'une extrême qualité est votre objectif principal.

Ce poste charnière vous ouvre des perspectives de direction d'ensemble très importantes.

Réf. : RCP 6019 LM

Adressez lettre, CV et photo sous référence choisie à Norine NIZEROLLE - R.I.B. - 5, rue de Surène - 75008 PARIS.



JEUNES DIPLÔMÉS ECOLES D'INGENIEURS ET COMMERCE

Osez l'Informatique et la Finance...

Entrez à la SITB.

SITB française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure « école » aux métiers de l'informatique financière : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous vous apercevrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences.

Car à la SITB, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'applications fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous chercherons ensemble celle qui vous convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateur : c'est à vous d'aller au-devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela SITB. C'est aussi plus de 850 personnes et une croissance de 30% par an, qui n'est pas près de fléchir.

Jean-Marc Quilès vous invite à lui adresser votre candidature sous référence JD/S89M. SITB, Service du Recrutement 137 Boulevard Voltaire, 75011 Paris.



L'HIGH TECH DE LA FINANCE

Responsable Site Système VAX/VMS

Une Importante Société Industrielle (1800 personnes - 850 M.F. de CA) Filiale d'un Groupe International de tout premier plan et spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation d'équipements de grande série, met en place un système VAX, VSM au sein de son SERVICE INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE et recherche un

RESPONSABLE EXPLOITATION

Chargé de :

- Installer et mettre en route le système sur réseau dans un environnement Européen.
- Recruter et animer son équipe de développement logiciel.
- Assurer la formation et l'animation des utilisateurs.
- Gérer l'exploitation du système.

Le candidat retenu sera l'EXPERT dans son domaine dans notre Entreprise et ajoutera à sa compétence reconnue des qualités d'animation et de relation qui en feront l'interlocuteur privilégié des utilisateurs.

Ce poste, à pourvoir en proche banlieue Ouest, intéressera un jeune ingénieur ayant 3 à 5 ans d'expérience dans l'environnement VAX et qui pourra évoluer en même temps qu'une structure informatique en plein développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1596 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra.

unigrains

Jeune ingénieur

ENSIA - AGRO

ou de formation similaire
Grandes Ecoles, Universités,
ayant de bonnes notions
d'ECONOMIE et de GESTION.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sus la réf. 3131/M à Claudine FERRY-CLEMENT, CEGOS Département Recrutement, Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE CEDEX

cegos

Il sera intégré à la Division "INNOVATION" dont les objectifs sont de promouvoir les nouveaux domaines d'utilisation des matières agricoles et sous-produits des IAA et les améliorations de productivité.

Il participera, à cet effet, à des activités d'études et à des applications pratiques telles que :

- Repérage et définition des domaines d'action intéressants (biotechnologies, automatismes...).
- Etudes de faisabilité technico-économiques.
- Participation au développement de projets aux stades prototype et industrialisation.

Cette activité, basée à Paris, implique des contacts nombreux et variés ainsi que des déplacements fréquents mais de courte durée. Elle peut convenir à un jeune diplômé possédant une première expérience acquise par exemple en recherche développement ou en production. La connaissance de l'anglais est nécessaire.



LES FROMAGERIES BEL
recrutent pour leur Centre de Recherche de VENDÔME (41)

CHARGE DE RECHERCHES

Formation : Ingénieur agro-alimentaire ou laitier, une expérience technique est nécessaire.

Sens créatif développé, esprit concret, sens du travail opérationnel et pratique, goût du travail en équipe, capacité d'animation.

L'objectif est la mise au point et le développement de fromages et spécialités fromagères :

- la gestion et le suivi de plusieurs projets de recherches jusqu'à l'aboutissement industriel.

Autonomie importante.

Travail en collaboration avec :

- Marketing, ingénierie, unités de production, d'une part.
- Fournisseurs, constructeurs de matériel, université, d'autre part.

Envoyer candidature avec CV et rémunération souhaitée à Fromageries BEL - Service du Personnel FROBEL - boîte postale 641 75367 PARIS CEDEX 08.

ANIMATEUR QUALITE

Passionné par la qualité ?
Fichet Bouche, groupe Européen leader pour la sécurité des biens et des personnes recherche dans le cadre de sa politique QUALITE TOTALE un

Dans le département Marketing Recherche et Développement vous aurez pour mission de créer, gérer et améliorer un système d'Assurance Qualité ainsi que la démarche Qualité Totale de l'entreprise. Rattaché directement à un membre du Comité Stratégique, vous serez également en liaison avec les animateurs Qualité des autres départements. De fort tempérament, tenace et dynamique, vous communiquerez votre profonde passion pour la Fonction Qualité. Ingénieur électronique de formation, vous possédez une première expérience réussie dans le domaine de la qualité. La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire. Venez nous faire partager votre passion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence AQ à Fichet-Bouche - 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

LA SECURITE EN TETE ■ FICHET

IMPORTANT ORGANISME RECHERCHE
POUR SON CENTRE INFORMATIQUE
BASE DANS LA REGION NICOISE

MIAGE, MAITRISE D'INFORMATIQUE ou équivalent

même débutants,

pour des postes d'

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Nous utilisons les techniques de gestion informatique les plus performantes et disposons d'un matériel informatique très important (Ordinateurs IBM 3090 - 3081 128 et 64 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards caractères en lignes).

Formation complémentaire assurée, réelle possibilité d'évolution dans un environnement enrichissant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2409 à : ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE PRODUITS (Electromécanicien)

INGENIEURS D'ETUDES (Physiciens)

Crouzet

مكتبة الشامل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VIVEZ LA PASSION EN TEMPS REEL.

Groupe SILICOMP

est la holding de trois sociétés OMNIS, SILICONE, PERIPHERIQUE ASSISTANCE

Notre implantation est nationale, et notre croissance forte.

Nos domaines de compétence tournés vers l'avenir sont : le développement de matériels et logiciels, la formation dans l'informatique scientifique, industrielle, et Temps Réel.

Pour poursuivre leur expansion française et internationale, les sociétés du groupe recrutent des femmes et des hommes mobiles et à fort potentiel.



JEUNES INGENIEURS

Vous avez une formation grandes écoles (Supélec, sup-aéro Telecom, Ensimag...) spécialisée en informatique Temps Réel, vous êtes créatifs et enthousiastes, responsables et ouverts aux autres.

Vous trouverez chez SILICOMP la puissance d'un groupe, la responsabilisation et la formation qui vous permettront d'épanouir vos talents dans le développement de logiciels et de matériels, pour des projets de réseaux industriels et d'informatique Temps Réel. Vous êtes débutants ou bénéficiez d'une première expérience (1 à 3 ans), sur les standards de l'industrie (systèmes d'exploitation, noyaux Temps Réel, langages réseaux).

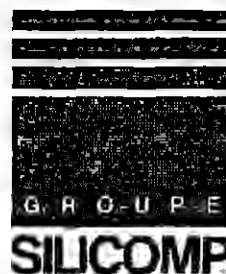
CHEF DE PROJETS

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles. Confirmé par 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, vous avez permis de mettre en pratique vos connaissances en informatique Temps Réel et en réseaux industriels. Vous voulez évoluer comme le fédérateur et le dynamiseur de nos équipes de développement.

VENEZ NOUS REJOINDRE

VOUS BENEFICIEZ D'UNE REMUNERATION MOTIVANTE ET D'UNE CARRIERE ASCENDANTE DANS UN GROUPE EN PLEINE CROISSANCE. SI COMME LES NOTRES, VOS AMBITIONS SONT TOURNEES VERS L'AVENIR, VEENEZ VIVRE LA PASSION EN TEMPS REEL.

Veuillez faire parvenir vos candidatures écrites à :
Groupe SILICOMP
Odile KAUFMANN
18, chemin de Malocher
38240 ZIRST-MEYLAN



INGENIEURS LOGICIELS

En forte croissance, notre Société de Services recherche pour son Département Industriel et Technique des nouveaux collaborateurs pour intervenir dans les secteurs Aéronautique, Espace et Défense. De formation supérieure (Diplôme d'Ingénieur, DEA, DESS), vous êtes débutants ou possédez une première expérience qui vous permet d'être opérationnel dans l'un de ces domaines :

- système temps réel embarqué : LTR 3, ADA
- contrôle de processus : C, UNIX
- logiciel de base et génie logiciel

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DI/77 à AGA Ressources Humaines 13, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS



Systèmes de Détection, de Contrôle et de Communication

La Technologie en tête
La Passion au cœur

"Chez THOMSON, nous avons trouvé notre façon d'être"

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous avez nécessairement une formation Ingénieur Grande Ecole, ou Université 3ème cycle, la volonté de valoriser votre connaissance des technologies les plus récentes et toute la motivation pour intégrer des équipes-projets de haut niveau, tournées vers l'avenir et la réussite.

Vous partagerez la responsabilité de la conception, de la réalisation, et demain de la vente, de grands systèmes électroniques.

Vous développerez vos centres d'intérêt dans les domaines du RADAR, de la VISUALISATION, des TELECOMMUNICATIONS et dans des spécialités comme

le TRAITEMENT DU SIGNAL, la conception des CIRCUITS VLSI, l'INGENIERIE et la CONDUITE D'AFFAIRES.

Ces postes sont proposés en REGION PARISIENNE : Bagneux, Boulogne, Buc, Colombes, Saint-Cloud, Gennevilliers, Meudon, Sartrouville et en PROVINCE : Cholet, Laval, Toulouse, Marçay-en-Barcelon, Rouen.

Merci d'envoyer votre dossier en motivant votre candidature dans les domaines ou spécialités choisis à :

THOMSON-CSF - Michaël BÜHLER
Gestion des Cadres de la Branche SDCC
51, esplanade Charles de Gaulle - Cédex 67
92045 PARIS LA DÉFENSE.

DEVELOPPEMENT-ORGANISATION QUALITE TOTALE

Au sein de la société française
IRE Industries Réunies d'Electroménager S.A.,
entreprise commune de Philips et Whirlpool,

le Centre Electroménager d'Amiens (640 personnes) est spécialisé dans le développement et la fabrication de lave-linge. Notre credo : compétitivité et idées neuves ! Résultat, avec 400 000 machines/an, nous sommes le 1^{er} exportateur français dans ce domaine avec 1/5 du marché européen. Des idées neuves, c'est ce que nous attendons de vous, Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, parlant anglais, que vous soyez débutant ou possédiez une première expérience. Développement de nouveaux produits au sein d'une équipe de 30 personnes, organisation ou qualité totale, voilà l'une des trois missions que nous vous confierons dans un 1^{er} temps. Dans tous les cas, vous aurez de nombreux contacts internationaux (RFA en particulier). Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence UM à Pascal Desbordes, IRE S.A. CEMA, 408 rue d'Abbeville, BP 0922, 80009 Amiens Cedex.

PHILIPS



Whirlpool

CROUZET maîtrise des technologies de pointe au sein de sa division Aérospatiale et développe notamment des nouveaux capteurs adaptés à un environnement sévère. Afin de poursuivre cet avancement, nous renforçons notre potentiel d'études et développement. Nous recherchons

1 RESPONSABLE PRODUITS (Electromécanicien)

Vous coordonnez un projet dans ses différentes phases de développement.

2 INGENIEURS D'ETUDES (Physiciens)

Vous participez à des études sur les capteurs du futur.

Débutant ou expérimenté, vous disposez d'un fort potentiel technique et relationnel, votre compétence trouvera un large champ d'activité au sein du département Capteurs. Ces postes s'adressent à des ingénieurs qui souhaitent évoluer dans un environnement de haute technologie exigeant et motivant.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence CAP/LM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Verne - 26027 VALENCE cedex.



THOMSON

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Formation chez Goupil : ingénieurs, transmettez votre savoir-faire !



La performance comme état d'esprit

Responsable à part entière de la formation d'une de nos lignes de produits, votre rôle consistera dans un premier temps à suivre l'évolution des produits et marchés. Cette fonction "amont" vous permettra de répondre avec justesse aux besoins pour atteindre les objectifs fixés.

Création et actualisation des cours, participation à des projets globaux intégrant développement et formation, mise en place de calendriers et de plans d'action, gestion des matériels, actions de promotion et réponse aux appels d'offres... Telle est la mission complète que nous souhaitons vous confier.

Formateur maintenance des systèmes

Vous prendrez en charge une mission de formation dans le domaine de la maintenance 1^{er} niveau (échange de sous-ensembles) et de 2^e niveau (composants).

Vous interviendrez sur des produits Goupil (micro, mini, réseaux...) ainsi que sur des produits spéciaux périphériques.

Profil : ingénieur électronicien + expérience de la formation.

Compétences requises : MS-DOS indispensable, UNIX souhaité.

Formateur télécommunications et réseaux

Vos actions de formation dans ces 2 domaines permettront d'assurer la mise en œuvre des produits Goupil auprès des utilisateurs, administrateurs et développeurs.

Environnement : - Télécom (notions de base) - Architecture GNA - Réseaux locaux (STARLAN, ETHERNET...) - Passerelles inter-réseaux (architectures hétérogènes) - SNA/IBM - DSA/Bull.

Profil : ingénieur télécom + expérience formation.

Compétences souhaitées : UNIX et communication UNIX/DOS.

SMT Goupil, 2^e constructeur informatique français, se diversifie et se développe dans de nombreux domaines : mini, micro, télécom... en France comme à l'étranger.

Filiale "Service" du groupe, SMT Technologies propose des solutions globales : études d'ingénierie, développements spécifiques, conception et mise en place d'architectures de communication, maintenance et formation.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite en précisant le poste choisi à SMTT - Service des Ressources Humaines - 27, rue Olof Palme 94000 Créteil.



Ingénieur Assurance Produit Exercez votre talent critique au service de notre qualité

MATRA TRANSPORT est aujourd'hui le spécialiste incontesté des métros automatiques légers. Après six ans de succès à Lille, le VAL se taille la première place mondiale sur ce marché très sélectif. Le VAL de Toulouse sera mis en service le 1^{er} juillet 1993. Vous serez le garant de sa fiabilité.

Intégré à l'équipe projet, vous serez responsable de l'assurance et du contrôle qualité des études jusqu'aux essais du système et à l'installation sur site. Vos propositions permettront une évolution optimale du projet. Vous mettrez en valeur votre sens de la communication et de l'écoute ainsi que votre force de conviction en dialoguant avec les fournisseurs et sous-traitants locaux (Génie Civil, électricité...) pour vérifier la conformité des achats et des recettes.

Ingénieur généraliste diplômé, votre expérience de quelques années en assurance produit vous permettra d'être rapidement opérationnel dans ce poste clé.

Poste basé à Toulouse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IAP/LM à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - 92542 Montrouge Cedex.

MATRA TRANSPORT

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Votre responsabilité : notre satisfaction-client.

INGENIEUR D'ASSISTANCE TECHNIQUE

La Division Technique Hewlett-Packard, classée n°1 par DATAPRO en satisfaction client sur le marché français des constructeurs met sa passion de la technique au service des clients et de la performance.

Responsable d'un portefeuille de comptes-clients, vous avez pour mission de trouver les solutions adaptées aux problèmes de vos interlocuteurs et de participer au développement de l'activité support matériel, système et réseaux.

Votre rôle moteur au sein de petites équipes très autonomes, la formation que nous vous offrons sur des matériels de haute technologie, feront rapidement de vous un spécialiste dans des domaines porteurs : réseaux, bureautique, GPO, CAO.

Compétence technique, contact clientèle, deux atouts pour bien préparer votre évolution au sein d'HP : support technique, support logiciel, management ou vente.

Jeune ingénieur informaticien ou électronicien (INSA, ESIGELC, ESSO, ESIEE, ISEN, ISEP, ENIB...), débutant, venez développer vos compétences en région parisienne ou en province. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + lettre), sous référence CE10/M/FR, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



CAP SESA REGIONS

Conseiller et agir

BORDEAUX - TOULOUSE -
MONTPELLIER - NICE - MARSEILLE

Consultants Managers

Rejoignez une de nos équipes de consultants pour développer des missions stratégiques auprès des Directions Générales et faire carrière en Province.

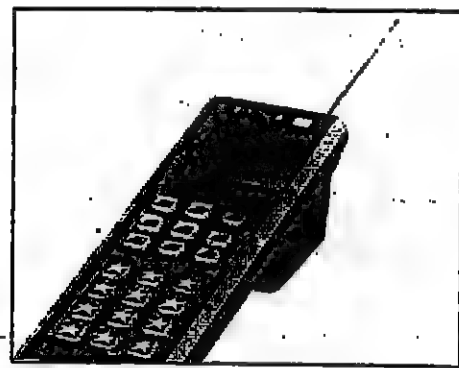
Diplômé d'une grande école, vous possédez une solide connaissance de l'entreprise et de ses métiers (banque, santé, industrie...) ainsi qu'une expérience en système de (management, audit, schéma directeur, méthodes, sécurité, réseaux ou productique).

Pour Bordeaux et Toulouse : Ecrire à Christian Plumey - Cap Sesa Régions, 31 rue de l'Ecole Normale, 33073 Bordeaux.

Pour Nice, Montpellier et Marseille : Ecrire à Bruno Baixe, Cap Sesa Régions, 40, av. de Hambourg, BP 332, 13271 Marseille Cedex 08.



GROUPE CAP GEMINI SOGETI



Vous avez demandé l'Europe ?

... Et vous avez bien fait. Alcatel Radiotéléphone, déjà leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de Radiotéléphones publics et privés vous propose de construire avec elle l'Europe des radiotéléphones.

Répartie sur plusieurs sites, dans un contexte européen et multiconstruc-teur, la Direction Production et Informatique, pour faire face à son expansion, recherche un

Ingénieur Réseau

Vous aurez pour principales missions :

- La gestion du réseau local
- L'interconnexion entre systèmes (Digital, Bull, IBM, HP, SUN...)
- La gestion du réseau agences
- Le conseil et l'assistance auprès des utilisateurs.

Ce poste nécessite de réelles qualités relationnelles, le goût des contacts, une bonne maîtrise de l'anglais et comporte de courts déplacements en France et à l'étranger.

De formation ingénieur, vous avez une première expérience dans le domaine que vous souhaitez valoriser dans un environnement dynamique.



RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et salaire actuel) à Benoît De FOURNOUX, 56, avenue Jean Jaurès - 92707 Colombes Cedex.

هكنا من الأعمال

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEUR... Développez nos technos

"CONNECTIQUE" Micro-électronique - optique et fibre

A Paris, notre Division est dans un des premiers groupes mondiaux du domaine des équipements électroniques complexes. Au sein de la Direction Industrielle, nous optimisons l'innovation technologique avec des moyens très sophistiqués.

Responsable de l'activité "Connectique", vous êtes l'interface entre les Clients et les Services spécialisés - micro-électronique, B.E., Services Techniques, Mécanique, Thermique etc... Votre mission est essentielle à notre réussite : prévoir les évolutions, pré-qualifier, animer et gérer les projets utilisant des techniques de pointe : micro-circuits électriques et optique, matériaux composites, fibres optiques, micro-électronique.

INGENIEUR SUPLEC, INSA, ENSI débutant ou avec une première expérience en Etudes ou Méthodes de Micro-circuits électriques, électronique (et) ou optiques, votre motivation pour la techno, vos qualités relationnelles et de gestionnaire, vous incitent à saisir cette opportunité.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions) à notre conseil sous réf. MS/1041.
Réponse et discrétion garanties. 47 rue
Maréchal Foch - 78000 VERSAILLES
Tél. : 30 21 85 84

SCORE

Notre succès : l'innovation continue

Filiale française d'un groupe américain opérant dans la conception d'équipements lourds destinés aux imprimeries, notre avance technologique est la clé de notre expansion internationale. Affirmer notre position de leader et déjà innover pour l'avenir au sein de notre service Recherche et Développement, c'est le challenge que nous proposons à un

Ingénieur de recherche

Homme de mission, il est responsable de bout en bout des projets d'innovation. Il conçoit donc les nouveaux produits, réalise les prototypes et les suit au niveau des essais et mises au point. Enfin, il établit les plans définitifs et notices d'utilisation des machines.

Avec une formation mécanique (Arts et Métiers, INSA...), vous souhaitez aujourd'hui mettre à profit une expérience de 4 ans minimum en Bureau d'Etudes, de préférence sur matériel aéronautique et thermique.

La bonne connaissance de l'anglais est impérative.

Le poste est situé à Ervy (91) dans un cadre très agréable.

Envoyez sous référence 965756/MA. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF



KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bas - 75007 Paris

enfin une vraie mission de conception Crédit National pour un chef de projet

Spécialisés à l'origine dans le financement des prêts bonifiés aux entreprises nous avons su, depuis 3 ans, fortement nous diversifier et devenir un établissement financier (1100 p.) multi-produits. Notre service informatique (PARIS 7^e, 80 p.), équipé d'IBM gros système sous MVS, accompagne cette évolution et veut en être le fer de lance.

En prise directe avec nos services utilisateurs, venez participer à la conception et au développement de notre nouveau plan informatique, en faisant la part belle à l'organisation et à la méthodologie.

De formation grande école, vous avez acquis en 4 ans minimum une sérieuse expérience de la conduite de projets et de l'organisation, dans une affaire du tertiaire. Voilà un poste tremplin pour un chef de projet.

Notre consultant, Mlle S. BLAIN,
vous remercie de lui écrire (réf. 5403 LM),
à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - CHARENTAIS - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR GENERAL SSII HIGH TECH

Métropole Ouest

Cette jeune SSII indépendante de 30 personnes grandit vite sur un marché de comptes nationaux et internationaux exigeants. Axée projets, nourrie par sa R&D, très sollicitée pour son expertise en archivage électronique et ses réalisations prestigieuses (spatial, recherche, défense, industrie), elle s'est déjà ouverte au capital - développement.

Fertile et ambitieuse, elle recherche le DIRECTEUR GENERAL qui va accélérer son développement et gérer son expansion.

Agé de 30 à 40 ans, ingénieur ou universitaire, notre candidat présente une double expérience technique et commerciale réussie dans des domaines proches. C'est un manager moteur et autonome.

Aisance relationnelle en anglais nécessaire.

Intéressement et partenariat possibles.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à notre Conseil KEY MEN, Groupe Daniel Porte Consultants, 9 rue du Couëdic, 44000 NANTES, sous la référence 41.89.23 DG/M. Rencontres possibles sur Paris.

KEY MEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

INFORMATIQUE

INGENIEURS RECHERCHE APPLIQUEE

CALCUL SCIENTIFIQUE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Vous serez intégrés à l'une des équipes de la Direction de Recherche Informatique et Mathématiques Appliquées avec pour mission de réaliser des études liées au développement soit de codes numériques, soit de systèmes experts. Vos tâches principales seront :

- le choix, l'installation et la gestion soit de bibliothèques et progiciels scientifiques, soit d'outils d'intelligence artificielle,

- le conseil et le suivi de projets.

Motivés par l'application de l'informatique aux Sciences et Techniques pétrolières, vous avez de bonnes aptitudes au travail en équipes pluridisciplinaires, et vous disposez d'une formation étendue et approfondie soit en Informatique et Calcul Scientifique, soit en Intelligence Artificielle (thèse de doctorat souhaitée).

Postes situés à RUELL - 92 L'APP (un budget annuel de Recherche de 1 milliard de francs, 1800 collaborateurs) possède un environnement informatique de pointe - VAX, GRAY/XMP.

Vous pourrez ainsi évoluer au sein de notre centre de recherche qui développe des innovations scientifiques et techniques en matière d'hydrocarbures, dérivés et substitués, en collaboration étroite avec nos partenaires industriels français et étrangers.

Afin d'examiner votre candidature et les possibilités de carrière envisageables, adressez-nous CV, photo sous réf. 551M, en précisant le poste concerné à :

**INSTITUT
FRANÇAIS
DU
PETROLE**

IFP service recrutement, D. Lacabane
1/4, avenue de Bois-Préau - 92506 RUELL-Malmaison



Nous sommes leader sur notre marché de produits au grand public avec un CA de plus de 15 milliards de francs.

Notre équipement informatique est puissant avec un réseau représentant plus de 10000 terminaux en constant développement sur l'ensemble de la France. Nous recherchons notre :

MANAGER DE L'ÉQUIPE SUPPORT TECHNIQUE INFORMATIQUE

Vous avez une formation supérieure d'ingénieur et disposez d'au moins cinq ans d'expérience qui vous ont permis d'exercer votre goût de la technique (mécanique, électronique), votre sens du service et vos capacités d'encadrement.

Vous avez pratiqué cette expérience sur des matériels tels que : informatique, bureautique ou similaire.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité de notre service chargé du support technique du matériel péri-informatique et des terminaux. Vous animerez une équipe d'environ 20 collaborateurs.

Poste Banlieue Nord Paris.

Ecrire sous la réf. 8.098 à PUBLIPANEL, 1 rue Falguière 75015 PARIS qui transmettra

PUBLIPANEL

SAGEM : Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique.
Siège social : 6, avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16.

SAGEM

LEADER EUROPEEN POUR LES TERMINAUX TELECOM, SAGEM recherche pour ses Centres d'Etudes de la région parisienne :

SAGEM : C.A. 1988 : 4,76 milliards de francs HT, dont 23% à l'exportation.

Effectifs : 7700 personnes dont 1200 Ingénieurs et Cadres.

Trois groupes d'activité de haute technologie :

- navigation, guidage, pilotage
- télécommunications et informatique
- équipements industriels

En France :

7 Centres Industriels
- 4 Centres Recherches - Etudes - Prototypes en
Banlieue Parisienne (Argenteuil, Fontainebleau, Evry, Saint Christophe)
- 3 Centres de Fabrication en Province (Montluçon, Saint-Etienne-du-Rouvray, Fougères).

A l'étranger :

175 implantations dans 94 pays.

Vocation : étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Automatisme, de l'Électronique, de l'Informatique et de l'Optique.

Ingénieurs Logiciel Temps réel

ENST - INT - ESE - ESIEE - INSA...

Débutants ou possédant 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique temps réel en Télécommunications.

Maîtrises Informatique

Ingénieurs Electroniciens

pour études théoriques et définition d'équipements à forte composante informatique.

La très haute technologie dans le domaine de la télé-informatique vous intéresse. Adressez lettre de candidature, C.V. et photo à **SAGEM** - Gestion des Ressources Humaines 6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS Cedex 16.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

KIMBERLY CLARK : KLEENEX

Kimberly Clark a choisi d'installer en Lorraine à Villerupt, entre Toul et Nancy, sa future unité de fabrication sur 45 000 m².

Rejoignez-nous !

DIRECTEUR ADJOINT de L'USINE DIRECTEUR de FABRICATION

INGENIEUR REALISATION

justifiant d'une expérience en réalisation de projets (bâtiments et constructions industriels).

INGENIEURS MAÎTRISANT les TECHNIQUES PAPETIERES

- procédés industriels : préparation pâte ...
- mécanique
- électricité
- maintenance

INGENIEURS et TECHNICIENS CONFIRMES

- mécanique des fluides
- régulation
- électricité : électronique et systèmes
- entretien

ACHETEUR : achats courants

Nous vous proposerons de développer des technologies de pointe dans un environnement industriel très performant. Votre rémunération sera fonction de votre expérience. Nous espérons vous rencontrer très bientôt (les entretiens auront lieu en anglais et en français).

Notre Conseil attend vos candidatures très motivées sous référence choisie.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Ingénieur agronome expert en tabac

Seita

Avec un C.A. de 9 milliards de francs et 6400 personnes, un appareil de production très compétitif et une logistique de distribution très moderne, nous renforçons notre position de leader du marché des cigarettes en France. La Direction Recherche et Développement souhaite intégrer à son équipe d'experts en tabac un jeune ingénieur agronome débutant ou avec une première expérience. Développer de nouveaux produits, contrôler la qualité des tabacs et assister techniquement le service Achats, autant de missions qu'il devra assumer. De grandes capacités gustatives, olfactives et visuelles pour apprécier les tabacs s'ajoutent à une bonne maîtrise des connaissances de base du calcul statistique. Nous vous garantissons une formation spécifique à nos produits et à nos techniques. Merci d'adresser lettre de motivation + CV + photo à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Calvaire 75008 Paris sous réf. 2017/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

FILIALE DU GROUPE GENERALE DES EAUX

Groupe ICS



IBM 4381 et 25 VAX ordi-
neurs départementaux en
réseau sous transpac
plus de 400 terminaux et
150 micros
IBM-MVS, CICS, S2000, DB2
VAX-VMS RDB DECNET, RMS

INGENIEUR CONFIRME SYSTEMES D'INFORMATION

Vous assisterez le directeur des projets dans la conduite de toutes études (opportunités, orientation, organisation) visant à l'évolution des systèmes d'information de la compagnie des eaux et de l'assainissement (méthodes d'entretien) et outils (Mégas). Formation BAC + 5, 30-35 ans. Vous possédez 4 à 6 ans d'expérience en matière d'organisation ou conception de grands projets de gestion.

Adressez CV et prétentions à l'attention de Madame Noëli AMAN - I.C.S.P. - Direction des Projets - 91, rue de Loumel 75015 Paris (tel. 45.54.77.39).

TRILOGIE

Spécialisée dans des secteurs de Hautes Technologies, poursuit son développement et recherche des

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

0 à 5 ans d'expérience (INFORMATIQUE TECHNIQUE)

prêts à rejoindre des projets temps réel, génie logiciel, méthodologie, réseaux, ...

A travers les missions qui vous seront confiées dans les grands groupes industriels qui constituent notre clientèle, vous valoriserez votre formation, élargirez vos compétences, diversifierez vos expériences, renforcerez votre sens des responsabilités.

TRILOGIE pour ses ingénieurs, c'est :

- leur formation
- leur évolution
- la communication

et pour vous ?

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M2 à : TRILOGIE - Tour Litwin - 10, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX - Tél. 47.74.53.48

nt



Tout choix intègre une part de hasard. Voici l'occasion de faire exception à la règle.

Ce symbole représente

l'Univers numérique

Intelligent, la structure

Imaginée par Northern

Telecom pour une

société de l'information

où les télécommunications

deviendront le

cadre universel de

toutes les interactions

humaines.

Vous n'êtes pas de ceux qui déterminent leur avenir sur un coup de tête.

Nous vous invitons à considérer NT MERIDIAN pour débiter. Et de choisir, avec de bonnes raisons de ne pas vous tromper. Forte de l'expérience d'un groupe international, leader dans le domaine des télécommunications entièrement numériques,

NT MERIDIAN possède la maîtrise des technologies les plus en pointe (réseau à intégration de services, combinaison voix-données...). Une politique largement axée sur la Recherche et le Développement (plus de 10 % du CA investis) confirme notre avance dans ces domaines.

JEUNES INGENIEURS

(X, Centrale, Supélec, Sup'telecom...) débutants - 1ère expérience

Aujourd'hui, nous créons un centre de R & D à Marne-la-Vallée. Il sera le fer de lance de notre expansion en France et en Europe, dans le domaine des autocommutateurs privés. Rejoindre nos équipes de concepteurs pour développer des applications intelligentes dans les télécoms, c'est choisir un

créneau en constante évolution, à vocation internationale. C'est, concrètement, se former auprès de professionnels confirmés pour évoluer rapidement et prendre sa place dans la croissance de NT MERIDIAN. C'est bien s'inscrire dans une perspective d'avenir, toute réflexion faite.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence IRD/235/LM à : NT MERIDIAN - M. Marc Caron 16, place de l'iris - Cédex 13 - 92082 Paris La Défense.

ntm

Le Goût du succès ... La passion des challenges

Fort de notre réussite (CA multiplié par 2 et part export multipliée par 7 en 5 ans) notre volonté de diversification suit notre forte progression sur le marché des

télécommunications ...

Les meilleurs pour répondre aux marchés du futur

Nous recherchons activement :

CHEFS DE PRODUITS

Patrons et animateurs de votre branche d'activité, vous aurez la charge, sous la responsabilité de la Direction Marketing, du développement de gammes de haute technologie. Vous participerez à l'élaboration de la planification stratégique de l'entreprise et la définition de ses objectifs, vous coordonnerez la procédure de développement des produits en collaboration étroite avec les chefs de projet et de production, et les services opérationnels.

INGENIEURS ELECTRONIQUES A.J., TELECOM, INSA, INSEEG ...

• Recherche et Développement

Pour participer à la conception et au développement des terminaux téléphoniques et télématiques, également en systèmes DAO et en transmission radio.

• Industrialisation

Chargé de l'étude et de la mise en œuvre des moyens de tests automatisés, électroniques, électriques et acoustiques.

• Qualité

Vous avez la responsabilité de la définition et de la mise au point des procédures moyennes et procédés de tests ainsi que la qualification de nos produits et composants.

RESPONSABLES GROUPE ACHATS

Vos missions : gérer votre secteur, vous gèrerez un budget de l'ordre de 100 MF en électronique ou mécanique. Vous contribuerez naturellement à la stratégie de développement de l'entreprise de par vos actions de négociation tant au niveau des prix qu'au niveau de la qualité des produits.

Si votre état d'esprit correspond à notre désir d'évolution, n'hésitez pas à nous contacter pour d'autres postes. La communication est notre métier. La pratique de l'anglais serait un plus.

H.P.F. - Direction des Ressources Humaines - BP 29 - 74130 BONNEVILLE

LA HAUTE TELEPHONIE

H.P.F.

مكتبة الشرح

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RANK XEROX

**ANALYSTE
MARKETING**
160/190 KF

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs et souhaitez intégrer la Direction Marketing d'un grand constructeur bureautique.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration et la mise en place de l'un des projets prioritaires de notre unité systèmes d'information (connaissance de la Méthode Merise appréciée). Au sein de cette nouvelle équipe, basée à La Défense, votre rigueur et votre sens relationnel vous permettra d'être rapidement une force de proposition puis d'évoluer ensuite dans nos structures fonctionnelles ou opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MLM.139 à Rank Xerox, Stéphane Roussel, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

**Chef de projet
automatismes et informatique industrielle**

GERVAIS DANONE
Gervais Danone,
7 usines et 3000 personnes
en France. 1^{er} producteur
mondial de produits laitiers
ultra frais.
Qualité, fiabilité et
rapidité, trois règles d'or
pour satisfaire chaque jour
1 million de
consommateurs.

Ingénieur généraliste avec une option informatique, vous avez acquis de réelles compétences en automatismes et automates programmables, ainsi que l'expérience de la gestion de projets complexes impliquant des partenaires multiples.

Au sein de la Direction Informatique, vous participez au développement d'applications intégrant l'informatique, les automatismes de process, les automates programmables et la robotisation. Vous assurez tout particulièrement le lien entre la supervision de process et les applications de gestion de production. Au cœur de tous les projets d'automatismes et de production de l'entreprise, vous diffusez un savoir-faire à la pointe de la technologie. Votre mission implique des relations constantes avec la Direction Technique, les usines et les fournisseurs. Votre action s'inscrit dans une optique d'intégration et d'architecture ouverte permettant les évolutions.

Poste basé à Levallois-Perret.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la réf. EP 39 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris cedex 08.

BON
GROUPE
BON
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

**Ingénieur
RESPONSABLE ETUDES
TRAVAUX NEUFS**

Les laboratoires BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE, filiale d'un des plus importants Groupes Pharmaceutiques Allemands renforcent les services techniques de leur site industriel de REIMS (350 personnes).

Rattaché au Directeur des Services Techniques, vous superviserez une équipe de 4 techniciens de haut niveau et gèrerez un budget d'un montant de 20 millions de francs pour conduire les projets d'installation de nouveaux équipements et les projets d'automatisation des équipements existants.

Vous possédez une formation d'ingénieur généraliste type Arts et Métiers. Que vous soyez débutant ou que vous ayez une première expérience, nous vous retiendrons autant pour votre ouverture d'esprit et votre sens de la négociation que pour vos compétences techniques.

La pratique de l'Anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 53/1816 F à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées 75008 PARIS

EGOR

Offre forte IBM : enseigner l'informatique.

Nous recherchons pour notre SERVICE EDUCATION A PARIS des

INGENIEURS FORMATEURS H/F.

Cette offre s'adresse à de jeunes diplômé(e)s de GRANDES ECOLES ou de l'UNIVERSITE (Bac + 4 minimum), possédant une première expérience dans le domaine de l'INFORMATIQUE.

Ils doivent être de bons pédagogues et savoir

- écouter, expliquer, conseiller et convaincre,
- s'exprimer dans un langage accessible à des interlocuteurs variés.

Après avoir exercé ces fonctions pendant quelques années, ils devront pouvoir évoluer vers des carrières commerciales ou technico-commerciales.



Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence E 04 à IBM FRANCE, Département Recrutement, 5, place Vendôme 75001 PARIS.



IBM

INGENIEUR

ou Assimilé
pour assistance clientèle Pétrole sur chantier

VALLOUREC, Groupe Métallurgique (10 000 personnes) à vocation internationale, recherche pour sa filiale VALLOUREC INDUSTRIES spécialisée, entre autre, dans la fabrication de tubes sans soudure pour le forage du Pétrole, un Ingénieur ou assimilé.

Il assurera la présence de la Société sur les chantiers de forage par des visites périodiques pour assister et former techniquement les utilisateurs des produits tubulaires à haute technicité.

Une expérience de l'activité pétrolière serait très appréciée, une parfaite utilisation de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste situé en usine, à 2 h de Paris, nécessitera de fréquents déplacements de courte durée.

Ecrire : VALLOUREC
Mme S. VARENE - Gestion de
Carrière des Cadres



130, rue de Sully - B.P. 413
92109 BOULOGNE
BILLANCOURT Cedex.



**ECOLE DES MINES
DE PARIS**
CENTRE DE MISE EN FORME DES MATERIAUX
SOPHIA ANTIPOLIS (06)
recrute

CHERCHEURS

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
AGREGATION - DEA

Les recherches concernant les MATERIAUX MODERNES (alliages métalliques, polymères, composites) et s'appliquent à des THEMES MOBILISATEURS (productique, aéronautique, modélisation numérique des procédés par éléments finis, tribologie).

Les travaux sont menés en relation contractuelle avec l'INDUSTRIE française et internationale (projets Euréka, Brte, EURAM).

• Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'Ecole des Mines de Paris.
• Rémunération annuelle nette : 94.000 F/an - Contrat CIFRE.

Envoyez CV détaillé + photo à Mme B. CAPITANT
Ecole des Mines - Sophia Antipolis
06565 VALBONNE cedex - Tél. (16) 93.95.74.37

Section d'études et de fabrications des télécommunications

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

La SEFT (600 personnes plus de 120 Ingénieurs), a pour mission au sein du Ministère de la Défense de lancer et de mener toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armement complexes faisant appel aux technologies suivantes :

**ELECTRONIQUE
INFORMATIQUE
TELECOMMUNICATIONS**
Notre vocation est de piloter en tant que maître d'œuvre les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants. La reconnaissance des compétences de la SEFT s'exprime au travers de l'adoption par les ETATS-UNIS du réseau de Télécommunications RITA.

Notre Bureau qualité pour faire face au développement constant de nos activités souhaite renforcer son équipe de qualifiés.

Situé tout en amont de la production, vous participerez auprès d'un ou de plusieurs de nos responsables de projets à la préparation d'un certain nombre de décisions (lancement des appels d'offres auprès des industriels, dépouillement de leurs réponses, rédaction finale des contrats...).

**Vous souhaitez ne pas
vous enfermer
dans la technique...**

Devenez ingénieur "qualité de projets"

Votre objectif sera d'assurer un meilleur avancement de ces projets strictement sur le plan de la qualité (analyse de l'organisation, qualité des sous-traitants en amont de la production, respect des coûts, des délais, des clauses qualités spécifiques).

Certaines connaissances vous seront indispensables, c'est pourquoi dès votre arrivée nous vous formerons à l'utilisation de nos méthodes et de nos outils qualité (analyse de la valeur guide de la gestion de projets, manuels et plans qualité, organigramme d'aide à la prise de décision etc...) afin que vous puissiez en promouvoir l'utilisation par nos responsables de projets.

Vous êtes orienté électronique mais vous avez l'âme d'un généraliste, vous appréciez la variété dans le travail, les contacts à tous niveaux, vous aimez avoir une vision large et complète du fonctionnement de l'entreprise. Bref...

Nous souhaitons vous rencontrer...

Si cette opportunité vous motive, transmettez votre dossier sous la réf. QUAL / LM / 02 à THIERRY HURET, Responsable du Recrutement de la SEFT 18, rue du Docteur ZAMENHOFF 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.



**UN TREMPLIN
POUR VOTRE
CARRIERE**

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DU PONT DE NEMOURS

Vous offrir une formation européenne: c'est avoir les moyens de nos ambitions.

En un sens, Du Pont de Nemours fait un formidable pari. Avec vous.

Il vous offre de débiter par une expérience européenne, pendant 5 ans (Grande Bretagne, RFA, Hollande ou Luxembourg, plus la France bien sûr), pour acquérir cette dimension qui vous permettra alors d'animer les équipes de management de DU PONT ELECTRONICS.

Notre projet est clair. Nous comptons devenir le premier fournisseur sur le marché international de l'électronique: une ambition digne du 9ème groupe industriel mondial.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES CENTRALE - SUPELEC - ESPCI

Après avoir acquis pendant environ 2 ans, dans nos laboratoires européens et nos unités de production, une bonne connaissance de l'environnement international du groupe et une expérience sur nos produits en assurant la réalisation de projets industriels ou scientifiques, vous serez en mesure de confier UNE RESPONSABILITE DE VENTE AUPRES DES GRANDES SOCIETES INDUSTRIELLES.

Tout en développant de nouveaux marchés, vous apporterez conseil et assistance à nos clients de l'industrie électronique.

Votre efficacité dans ces fonctions commerciales et votre attrait pour notre environnement international (connaissance de l'anglais indispensable, allemand souhaité) seront les moteurs de votre progression au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'un CV et d'une photo sous la référence M 576 à :

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
Service du Personnel
BP 85 - 91 943 LES ULIS CEDEX



Première société d'ingénierie française. 1.500 collaborateurs dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs - 2 milliards de CA. Filiale de COGEMA, SGN est leader mondial de l'ingénierie de la fin du cycle du combustible nucléaire.

INGENIEURS PROCEDES INGENIEURS SURETE

débutants et première expérience.

Vous souhaitez réaliser des études de systèmes complexes et acquérir une solide expérience au sein d'équipes pluridisciplinaires ?

SGN vous offre cette opportunité.

Généralistes (Mines, Centrale...) ou spécialistes en Génie Chimique (ENSCP, IGC, ESPCI, ENSIC...), vous participerez aux études de conception et aux études de sûreté d'installations industrielles de retraitement de combustibles irradiés.

En fonction de vos compétences et de vos motivations, nous vous confierons des postes à responsabilités à Saint-Quentin-en-Yvelines ou à Cherbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à SGN - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 1, rue des Hérons - Montigny-Le Bretonneux - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines.

CGI-Informatique

INGENIEURS GRANDES ECOLES FAITES DE NOS PERFORMANCES LES RACINES DE VOTRE CARRIERE

Vos anciens ont tout fait pour vous. Ils ont eu le temps de vous expliquer et de vous faire connaître le Groupe CGI, un Groupe international de 2500 personnes, présent dans tous les domaines du Conseil et de l'Ingénierie.

Mais leur plus grande fierté, c'est d'avoir semé pour l'avenir. C'est d'avoir préparé les développements futurs du Groupe CGI en assurant son indépendance et sa croissance régulière (+ 30 % par an) en conservant ses valeurs devenus des standards mondiaux, en investissant sur les technologies les plus évolutives et les plus innovantes.

Nos stratégies pour demain sont claires, renforcées par nos parts de marché, étendues par nos activités internationales, préparant l'encadrement futur d'un Groupe accédant aux premiers rangs mondiaux dans ses domaines d'activités.

Nous recherchons les ingénieurs grandes écoles qui conduiront ces stratégies. Les formations que nous leur donnerons, la diversité et l'importance croissante des missions qu'ils prendront en charge et les relations étroites qu'ils entretiendront avec tous nos Départements permettront de partager rapidement notre "culture d'entreprise" et de jouer un rôle déterminant dans les futures structures du Groupe CGI.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence 03/M-589 à Madame D. JAMET.

CGI, 30, rue du Château-des-Pentiers
75640 PARIS Cedex 13



Pour ne pas se tromper de carrière.



1,7 milliard de CA
Filiale d'ATOCHEM
GROUPE ELF AQUITAINE

INGENIEUR DE RECHERCHE

Chargé de la mise au point des colles EPOXY, promises à un développement important, pour application dans le domaine du bâtiment et de l'industrie.

Vous avez une formation d'ingénieur chimiste docteur, complétée de préférence par une expérience professionnelle. Poste basé dans l'Oise (environs Compiègne).

Merci d'adresser votre lettre de candidature (avec CV, photo et prétentions) sous réf. LF/IR à CECA - La Défense 54 - 92062 PARIS-LA DEFENSE.

PUBLIPANEL

La vivacité d'une PME allée à la puissance d'un Groupe : un tremplin pour un ingénieur

ADJOINT DU DIRECTEUR DE FILIALE

Notre filiale (SA de 40 salariés) conçoit, fabrique et commercialise une gamme d'équipements spécifiques et de matériels électro-mécaniques de haute puissance. Notre performance technique et notre implantation internationale (via le Groupe) nous permettent d'accroître de + 40 % par an notre chiffre d'affaires, dont 80 % à l'export. Pour construire et prolonger ce développement, notre Directeur recherche son Adjoint.

Outre le fait d'être capable d'intervenir sur l'ensemble des sujets de l'entreprise avec le Directeur et d'assurer son intérim en son absence, l'Adjoint aura principalement en charge les achats, la BE et les méthodes. Dans cette phase de très forte expansion, nous avons besoin de compétence, d'analyse, d'imagination, de coordination... d'efficacité.

C'est donc un ingénieur généraliste (AM, INSA...) qu'il nous faut, possédant une expérience en BE ou en production dans une industrie, de machines spéciales si possible. Son caractère est celui d'un homme capable de s'adapter dans un contexte en progression permanente et de le faire évoluer.

Anglais souhaité. Poste basé en banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération souhaitée sous référence M 21/2906 B à :

EGOR SA

8, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

INGENIEUR CONSULTANT

Formation supérieure: Vous êtes Ingénieur de Grande École ou de Formation Universitaire, DESS de Télécommunication, vous avez 5 ans d'expérience au minimum.

Compétences :

SYSTEMES D'INFORMATION ET RESEAUX.

Ces postes impliquent une bonne connaissance méthodologique (MERISE, RACINES), une expérience et d'excellentes références en Conception de Systèmes d'Information et en Réseaux.

Vos missions :

- Assistance à Maître d'ouvrage ou à Maître d'œuvre.
- Conseil de haut niveau.
- Schémas Directeurs ou Plans Qualité.
- Spécification et Conception d'architectures de réseaux.

Perspectives de carrière: CR2A est la société d'ingénierie scientifique et technique du Groupe CGI. Sa croissance annuelle de 25 % et son rôle de leader dans la conception de grands systèmes assurent à ses ingénieurs des responsabilités à la mesure de leur talent.

Lieu de travail: La Région Parisienne.

Candidatures:

A adresser à CR2A, Direction des Ressources Humaines (joindre CV, lettre manuscrite et photo) sous la référence n° 198.



19, rue Debernet - 92411 Courbevoie Cedex

L'ORSTOM (établissement public de recherche scientifique)

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

pour assurer (contrat de 2 ans maximum), sous la coordination du chef de projet « gestion du personnel et paie » :

- le suivi et la maintenance du logiciel paie (logiciel PRISME de la société SEMA sur matériel BULL) et de son paramétrage, en liaison avec la SEMA ;
- l'analyse et la réalisation d'applications complémentaires périphériques à la paie ;
- la participation aux évolutions du secteur « gestion du personnel et paie » : conversion des applications de gestion du personnel (logiciel spécifique implanté sur matériel SFENA) sur bases de données relationnelles sur matériel UNIX, dans un contexte d'informaticien répartie sur réseau local ETHERNET et POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT.

Ecrire avec CV + prétentions au chef du service du personnel de L'ORSTOM - 213, rue La Fayette, 75480 PARIS CEDEX 10.

JEUX DIRECTS

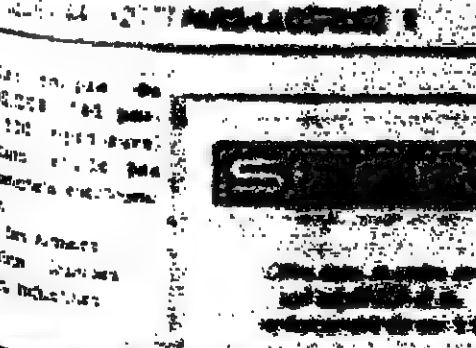


Consultants Réseaux



INGENIEURS AERONAUTIQUE

Bureau Veritas



INGENIEUR MECANIQUE

هكنا من العمل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**JEUNE ADJOINT
AU DIRECTEUR TECHNIQUE**

Paris

Filiale de Shell Chimie, cette société est leader dans la fabrication d'emballages et pièces techniques en polystyrène expansé. Pour poursuivre la politique de développement engagée, le directeur technique recherche son adjoint. Responsable recherche et développement, il prend en charge des projets faisant appel à de nouvelles technologies de fabrication ou d'application des produits. Il coordonne les bureaux d'études et anime les actions d'amélioration de la qualité et de la sécurité menées sur les différents sites de production. Pour

ce poste évolutif basé au siège, le candidat, âgé d'au moins 30 ans, doit être ingénieur généraliste et posséder une première expérience industrielle en bureau d'études ou service qualité. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Les entretiens pourront avoir lieu à Paris. Ecrire à Amalick de LA ROCHEFOURDIERE en précisant la référence A/1540M - PA Consulting Group - 1, rue Daguesclin - BP 664 - 44018 NANTES Cedex 01 - Tél. 40.48.48.82. (PA Minitel 36,14 code PA)



Creating Business Advantage

**FUTURS CHEFS
DE PROJET INFORMATIQUE**

Banque - 140/170.000 F

Poste ouvert à des ingénieurs informaticiens - Nancy - Une banque française réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche trois futurs chefs de projet informatique. Basés au siège à Nancy et placés sous la responsabilité d'un chef de projet senior, ils assureront la réalisation technique d'une partie ou de la totalité d'applications informatiques. Ils prendront en charge les maintenances et adaptations nécessaires au bon fonctionnement de ces applications. Ils seront en mesure d'évoluer rapidement vers un poste de

chef de projet. Ces postes fortement évolutifs s'adressent à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs à dominante informatique, DESS, ...), intéressés par la pratique de développement sur gros systèmes IBM (VM - MVS - IMS - CICS). Les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9494M - PA Consulting Group - 1, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36,14 code PA)



Creating Business Advantage

**Consultants
Réseaux**

Comme nous, vous désirez mettre en œuvre les techniques informatiques les plus avancées... Société spécialisée en télécommunications, la qualité de nos prestations est la base de notre progression. Nous renforçons actuellement nos capacités techniques et recherchons plusieurs consultants expérimentés : SNA, DECNET, ISO...

Nous vous proposons d'intervenir sur des projets «grands comptes» au sein d'un environnement dynamique et professionnel.

Potential de manager et de négociateur apprécié. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 131 M à TMS Informatique, 35 rue des Longs Prés 92100 BOULOGNE.

**INGENIEURS
AERONAUTIQUE**

Vous avez au moins trois ans d'expérience dans le domaine aéronautique. Après une formation complète à nos méthodes d'intervention, vous assurerez des responsabilités à un niveau très élevé dans le cadre de la surveillance et du suivi de navigabilité des matériels aériens. Venez relever ce challenge qui sera un excellent tremplin pour évoluer dans notre groupe.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous réf. AVO à la Direction du Personnel.



Bureau Veritas

CEDEX 44 - 92077 PARIS-LA DÉFENSE E

Société d'Electronique du groupe SCHNEIDER (740 personnes dont 200 ingénieurs) spécialisée dans l'étude des systèmes de matériels électroniques de pointe.

Au service des Armées - Administration - Grandes Compagnies, Industries...

SECRE

Offre dans le cadre de son expansion et du renforcement de son B.E.

INGENIEUR MECANICIEN B.E.

Cette création de poste, dans une perspective de progrès de la qualité, concerne l'activité packaging de produits spécifiques :
• spécification technique du besoin,
• suivi du dossier de définition,
• dossier justificatif de définition.

Outre vos connaissances techniques polyvalentes, vous apporterez la preuve de vos capacités rédactionnelles et relationnelles, compte tenu de vos contacts avec l'extérieur. Vous joindrez à votre candidature, un esprit d'analyse et un sens affirmé de l'analyse de la valeur. Ingénieur mécanicien débutant, votre 1ère expérience en B.E. serait un plus.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. BE 1 à SECRE Direction du Personnel - 914, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS.

CONFESSE

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

Paris - Province

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience de la vente directe de 3 à 5 ans. Vous parlez un «fluent English» et possédez une connaissance approfondie des environnements réseaux et télécommunications.

Identification des Grands Comptes, promotion des solutions Apple et conseil des décideurs au plus haut niveau relèvent de votre compétence.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Paris - Province

Vous avez complété votre diplôme d'une école de commerce ou université (gestion...) par une première expérience commerciale et/ou de consulting d'au moins 2 ans, possédez une bonne culture de l'environnement informatique professionnel et parlez un «fluent English».

Votre mission : prospecter les distributeurs, conseiller nos partenaires et coordonner les actions commerciales et marketing.

Vous souhaitez partager avec nous ce challenge au sein d'une société qui favorise l'autonomie, le développement personnel et l'esprit d'équipe, écrivez à Catherine Caillard, Apple Computer France, 12 avenue de l'Océanie, ZA de Courtabœuf, 91956 Les Ulis Cedex.

Consultez 36 14 code Apple

Révélez le meilleur de vous-même.



**La production :
un départ réussi**

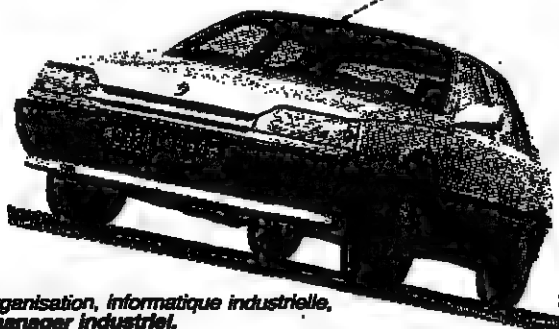
Animation d'un atelier, qualité, fiabilité des moyens de production, logistique, organisation, informatique industrielle, tels sont les métiers que nous proposons pour entreprendre un parcours de manager industriel.

JEUNES INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

Issus d'une grande école d'ingénieurs ou d'université, vos capacités d'animation, d'organisation et de réalisation vous permettront d'effectuer un parcours diversifié en débutant dans nos unités de fabrication. Vous évoluerez ensuite dans des fonctions d'organisation, de conception et de gestion de projets industriels, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant vos objectifs professionnels et vos préférences géographiques pour un premier poste (principaux sites : le Havre, le Mans, Douai, Fiers, Rouen, Orléans), sous référence FABR, à Florence Dumaz - Carré Turenne - 123, rue de Turenne 75003 Paris.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



CD - Carré Turenne

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cherbourg Ingénieur électronicien

ALCATEL ATFH fait partie du groupe ALCATEL, numéro un mondial des systèmes de télécommunications.

Notre spécialité : toutes les transmissions par faisceaux hertziens dans leurs applications civiles et militaires, secteur dans lequel notre savoir-faire et notre maîtrise des technologies les plus avancées sont unanimement reconnus.

Présents sur 5 continents, dans plus de 100 pays, nous réalisons déjà plus de 50 % de notre C.A. à l'export.

Nous recherchons pour notre Centre industriel de Cherbourg un jeune INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ayant, de préférence, acquis une première expérience dans le secteur de l'industrie.

Son goût pour la fabrication, allié à des qualités en gestion et en animation des hommes, lui permettra de prendre en charge un secteur complet d'une ligne de produits.

Il animera une équipe de 30 techniciens dans un environnement motivant (usine neuve, en expansion, dans une région attachante pourvue d'industries à haute technologie).

Une expérience en hyperfréquences constituerait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous réf. : CH/ATFH/MF à notre conseil :

EUREQUIP NORMANDIE - S.P. N° 117,
9 bis, rue Paul-Doumer,
50101 CHERBOURG CEDEX,
qui nous assiste dans cette recherche.



ATFH



Dans le cadre de PROGRAMME ARIANE 5, notre direction ESPACE propose au sein du Groupe de Direction du Programme de Développement des ETAGES du lanceur à un

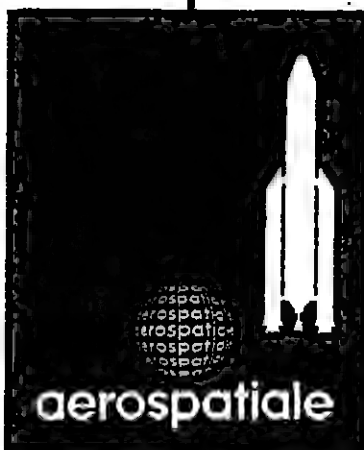
INGENIEUR GRANDE ECOLE

un poste de

Responsable Structures et Mécanismes

Vous avez une expérience significative dans la conduite d'activités industrielles... Vous avez le goût du management de projets complexes... Vous avez de solides connaissances dans le domaine du développement des structures aéronautiques ou spatiales... Vous serez directement rattaché(e) ou responsable d'un étage du lanceur et vous serez chargé(e) de la direction et de la synthèse des activités de développement des structures et des mécanismes de cet étage. Anglais indispensable. Déplacements de courte durée à prévoir en Europe.

Merci d'adresser votre dossier sous référence RSM/LM ou Service Recrutement - AEROSPATIALE - BP 2 - Route de Verneuil - 78133 LES MUREAUX.



AEROSPATIALE : L'ENTREPRISE QUI DÉPASSE L'IMAGINATION

VOUS NE MANQUEZ PAS D'ÉNERGIE !
REJOIGNEZ UNE
ENTREPRISE QUI N'A PAS
FROID AUX YEUX

STAL
INTECNO

- Filiale d'ABB,
- un des grands de l'équipement frigorifique industriel,
- une P.M.I. en plein développement au sein d'un groupe performant.

Nous intégrons aujourd'hui à nos équipes ceux

INGENIEURS TECHNICO- COMMERCIAUX PARIS - LYON

200 KF +

VOUS AVEZ une bonne formation dans le domaine (BTS Froid + IFT) ou vous êtes ingénieur généraliste (Centrale, INSA...) avec une spécialisation Génie Thermique ou Energétique. Vous avez une première expérience réussie dans la vente de biens d'équipements. L'anglais est indispensable.

NOUS VOUS CONFIERONS les négociations commerciales de haut niveau et vous assurerez l'orientation technique des projets (évaluation, devis) au sein d'une structure légère et efficace.

VENEZ DECOUVRIR un style de management participatif où responsabilités et enthousiasme vont de pair.

Intéressés ? Merci d'adresser CV, photo, rémunération actuelle sous réf. 47.2460 LM à MERCURI URVAL 14bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

information resources

Filiale de INFORMATION RESOURCES, Inc. (USA) leader dans le domaine du Support de Décision

propose à un

Diplômé grande école

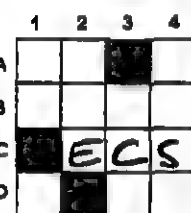
Scientifique ou gestion débutant ou première expérience, le poste de ingénieur consultant

Après une période de formation à nos techniques informatiques de pointe, vous prendrez rapidement la responsabilité technico-commerciale de plusieurs grandes entreprises. Vous assurerez auprès d'elles le conseil, l'assistance et le développement d'applications financières, marketing et industrielles. Tirant profit de votre acquis, vous étendrez vos compétences aux domaines de la gestion décisionnelle tout en évoluant dans une équipe jeune et dynamique.

Ce poste requiert : ☐ le goût des contacts, ☐ un penchant pour les outils informatiques évolués, ☐ la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements de courte durée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 1040 à : INFORMATION RESOURCES LE LAVOISIER, 4 Place des Vosges Cedex 64 - 92052 PARIS LA DEFENSE



Chef de Projet International

Energie, Compétence, Supplément

ECS est le leader européen de la location d'ordinateurs IBM. Dans le cadre de sa stratégie internationale, ECS renforce sa structure informatique.

Vous participerez à l'élaboration, puis à la réalisation du schéma directeur international grande systèmes : vous prendrez en charge la responsabilité des projets complets par domaine ou par pays. Pour cela, vous animerez des équipes de développement.

Doté d'une formation supérieure (Ingénieur, Mîtrise), vous avez 3 ans d'expérience significative de chef de projet. Vous connaissez si possible une base de données (IDMS...) et une méthode de développement (Merise).

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Votre esprit de synthèse, votre rigueur et votre relationnel sont vos atouts pour évoluer au rythme de l'expansion de nos activités.

Merci d'adresser lettre et CV, sous référence IL/251 à ECS - Relations Humaines - 29 Avenue Mac Mahon, 75017 PARIS.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

Notre compagnie composée de plusieurs Sociétés de Services et d'ingénierie en informatique (200 personnes), chacune à taille humaine, a su depuis 25 ans conquérir une excellente réputation. Aujourd'hui, pour faire face au fort développement de notre Département Support Télécommunications et Réseaux, nous recherchons plusieurs :

INGÉNIEURS RÉSEAUX

Vous participerez à nos activités d'étude et de conseil sur de grands projets diversifiés auprès de clients prestigieux : industriels, tertiaires...

Agés de 26 à 30 ans, de formation Bac + 4 minimum, vous avez une première expérience réussie dans le domaine des réseaux (architecture, messagerie, etc.).

Votre adaptabilité et votre rigueur vous permettront de prendre en charge des missions attractives et d'assumer des responsabilités croissantes.

Merci d'adresser votre candidature (CV manuscrit, photo et présentations) à : STI - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.



MEMBRE DE SYNTHEC

INGENIEUR ELECTRONICIEN

NO communication



Votre Matériau

En un an, en doublant son chiffre d'affaire (de 250 à 550 MF en 1988), SEDRI a réussi avec brio son entrée sur le "second marché".

Votre Atout

Avec nous, et en étroite collaboration avec le responsable d'un Bureau d'Etudes, vous serez chargé de l'étude de sous-ensembles électroniques impliquant les techniques numériques et analogiques.

Vos Electrons

Jeune, diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une grande université, vous êtes débutant ou pouvez faire valoir une première expérience, dans un Bureau d'Etudes. Créatif, vous savez être aussi rigoureux et concret. Les domaines des télécommunications, de la visionique et la monétique ne vous font pas peur, à l'occasion les voyages non plus ! Et l'anglais ?

Faites comme nous : remuez-vous les électrons ! Adressez votre candidature (CV + photo) à notre Conseil :

Charlotte Voituriez
17, rue de la Baume 75008 Paris - Tél. : 43 59 77 55



Novell France est filiale du Groupe Américain premier fabricant mondial de systèmes d'exploitation réseaux locaux. Son produit NETWARE est devenu un standard pour les réseaux locaux avec plus de 350.000 systèmes d'exploitation installés aujourd'hui dans le monde et utilisés par plus de 3,5 millions d'utilisateurs.

Ingénieur d'affaires Télécom - réseaux

De formation supérieure, vous avez aujourd'hui une expérience commerciale réussie chez un constructeur ou une grande société de services et souhaitez de nouvelles responsabilités. Votre connaissance du marché des télécommunications, réseaux, stations intelligentes est indispensable. Votre talent de négociateur à haut niveau vous permettra d'identifier et de générer du "new business". Responsable de la réalisation des objectifs commerciaux, vous définirez et appliquerez les stratégies commerciales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et présentations, sous réf. IAV/305 à NOVELL, Tour Arjoux, 33 quai De Dion Boulon, 92814 Puteaux Cedex.

adaptes auprès des constructeurs nationaux et internationaux installés en France. Vous aurez également un rôle de formation technique et commerciale afin d'assurer à nos clients grande comptes des prestations de qualité avant et après-vente. Votre expérience d'encadrement et d'animation des hommes vous permettra d'évoluer rapidement vers un poste de Directeur Commercial. Des déplacements fréquents en France et en Europe nécessitent de parler l'anglais couramment.

مكتبة الزميل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL CUIVRE

ALCATEL CUIVRE filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société bénéficie d'une avance technologique qui la place parmi les leaders européens de fils de cuivre émaillés et tressés.

Dans un contexte en croissance nous recherchons pour l'une de nos usines un jeune ingénieur disposant d'une première expérience industrielle ou débutant. Rationnel, fiable, développer la productivité et la qualité de nos équipements et de nos procédés, participer à la réalisation d'importants projets d'investissement, telles seront vos responsabilités dans une équipe de production jeune et motivée.

Vos qualités de communication et de créativité technique, votre détermination seront les conditions d'une réussite qui pourra largement s'épanouir au sein de notre société ou de notre groupe. Anglais très souhaitable. Localisation : à une centaine de km au nord de Paris.

JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

METHODE PROCESS-QUALITE

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. 54478 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Coordonner et animer l'ensemble des projets d'automatisation industrielle

AMORA

C'est 12 milliard de francs de CA en 1988, 750 personnes, 8 unités de production et une forte progression, une gamme étendue de moutardes, sauces, légumes condimentaires, pâtes, épices et herbes, un développement soutenu de produits nouveaux : vinaigrettes, flocons souples.

Au sein de notre Direction Industrielle, vous êtes chargé d'assurer nos 7 unités de production sur l'ensemble de leurs projets d'automatisation des procédés et équipements industriels.

Après avoir défini les besoins et méthodes, vous assurez l'interface avec les fournisseurs de matériel et logiciels (définition du cahier des charges, suivi de la mise en place). Maître d'œuvre des chantiers initiés par vous, en accord avec le Directeur de l'usine sur le plan de l'investissement, votre mission s'étend jusqu'à la formation des utilisateurs et le suivi de l'évolution des solutions retenues.

Ingénieur généraliste de formation, nous attendons de vous de bonnes connaissances pratiques en automatisme mais surtout une expérience réussie de la conduite de projets multiples en milieu industriel. Vous avez une réelle capacité à convaincre des interlocuteurs variés, du bien fondé de vos recommandations.

Ce poste basé à Dijon est bien sûr un point d'entrée dans le groupe BSN : il vous permettra de faire progresser votre professionnalisme et d'élargir à terme vos responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PC 99 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service en Recrutement Cadres, 7 rue de Vénérion, 75381 Paris Cedex 08.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

GRANDE BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

Nous sommes la filiale française d'une grande Banque d'Affaires Internationale. Notre siège situé à Paris-Opéra représente 140 personnes avec comme équipement informatique 2 IBM 36 et 80 terminaux dédiés aux produits financiers. Nous recherchons notre

Jeune responsable informatique et organisation en moyens systèmes

250-300 KF

Issu d'une formation supérieure d'ingénieur ou de commerce, vous disposez d'environ 5 ans d'expérience informatique avec une bonne pratique des moyens systèmes si possible dans le domaine bancaire. Vous aurez la responsabilité de notre équipement informatique et de son évolution. Vous négociez avec les fournisseurs et vous conseillerez les utilisateurs. Ce poste convient à un candidat dynamique ayant des talents d'organisation et qui souhaite acquérir une solide pratique des produits financiers à caractère international. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire sous réf. 20 B 1355-9 M. Discretion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

INGENIEURS GRANDES ECOLES

CGEE ALSTHOM - avec 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 ingénieurs et techniciens est N°1 français en Contrôle Industriel, Entreprise Electrique et Assistance Technique.

Pour notre activité CONTRÔLE INDUSTRIEL nous recherchons des INGENIEURS.

REALISATION D'AFFAIRES

(réf. RA) De formation Grande Ecole, débutant ou avec une première expérience, vous maîtrisez bien les domaines de l'électronique de puissance, la régulation, les asservissements et les automatismes. Nous vous confierons la réalisation d'affaires (délais, coûts, performances) dans des applications de bancs d'essai, de vitesse variable.

ETUDES

(réf. ET) De formation Grande Ecole, débutant ou avec une première expérience, nous vous proposons d'intégrer une équipe de développement pour des réalisations :
• Informatique en temps réel.
• Automatismes.
• Electronique Industrielle.

CHEFS DE PROJET

(réf. CP) De formation Grande Ecole, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans des domaines tels que :
• Informatique en temps réel.
• Micro-calculateurs.
• Automatismes programmables.
Votre connaissance VAX sera appréciée.

Pour tous ces postes basés à MASSY (91), la connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à B. TOUER - CGEE ALSTHOM - 9, rue Ampère - 91300 MASSY



CGEE ALSTHOM
Les moyens pour gagner

L'Europe déjà une réalité pour un ingénieur chimiste

Le laboratoire Européen des Produits d'Assemblage et d'Etanchéité pour le Bâtiment renforce son équipe dans le cadre de son Centre technique de Rueil Malmaison (59).

Homme de terrain possédant le sens du contact, vous aurez un rôle d'assistance technique :
- à la clientèle (architectes, prescripteurs, centres techniques du Bâtiment, constructeurs, etc.) et aux Services Ventes et Marketing en Europe : vous participerez au lancement de nouveaux produits et assurez la formation technique.
- en Laboratoire (essais, analyses) avec de nombreux échanges avec nos Laboratoires aux USA.

Ce poste nécessite de courts mais fréquents déplacements en Europe et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une première expérience serait très appréciée. Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 138/MMG à Monique GERMAND, 3M FRANCE, Bd de l'Osce, 95006 Cergy Pontoise Cedex.

l'enthousiasme

3M

FRAMATOME, grand groupe industriel diversifié (ingénierie, produits et services nucléaires, informatique industrielle, connectique) recherche pour sa Division Ingénierie

Ingénieur Process Systèmes Fluides

Au sein d'équipes renommées pour leurs compétences dans les technologies de pointe et leur maîtrise des projets d'envergure internationale, vous concevez et prenez en main l'analyse de leurs performances, dans le domaine essentiellement nucléaire : dimensionnement et analyse fonctionnelle des équipements, études des régimes permanents et transitoires, définition des exigences du contrôle-commande et de l'exploitation.

Vous participez également à la réalisation d'actions de R & D pour aboutir au développement de nouveaux produits et services.

Diplômé d'une Ecole d'ingénieur, avec une spécialisation en Mécanique des Fluides, Thermodynamique ou Génie Chimique, vous souhaitez une fonction qui vous permette de déployer votre capacité d'adaptation et de réaction rapide face aux besoins diversifiés de nouveaux clients.

Merci d'adresser, CV + lettre manuscrite sous réf. TCG 501/M, à FRAMATOME, Département Recrutement et Gestion Prévisionnelle, cedex 16, 92084 Paris-la Défense.

FRAMATOME

Interpac TRANSPAC INFONET Ingénieurs commerciaux MF

Rejoignez un secteur de pointe : les télécommunications internationales, un domaine en pleine expansion avec la perspective de 1992, dans un environnement compétitif.

INTERPAC : une société dynamique à taille humaine qui connaît un très fort développement depuis sa création en 1985.

Votre mission : vous participerez au développement de notre base de clientèle et aurez la responsabilité du suivi de comptes clients, dont de nombreux "grands comptes", dans un secteur déterminé.

Vous avez : une formation supérieure commerciale ou informatique, débutant ou première expérience, un réel tempérament commercial et une motivation pour la vente de services.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour assurer la coordination avec nos correspondants présents aujourd'hui dans 32 pays.

Envoyer CV, photo, prétentions et lettre indiquant vos motivations à INTERPAC - Tour Neptune - cedex 20 - 92046 Paris La Défense.

NOTRE CAO N'A PAS FINI DE VOUS ETONNER !

Responsable de l'implantation CAO des circuits imprimés

A la pointe des technologies, nos produits et systèmes électroniques sont présents dans le monde entier.

Dans ce contexte, vous prenez en charge l'implantation d'un système CAO très développé, dont nous pouvons résumer son niveau de technicité en ces termes : implantation de cartes très denses, multicouches et de haute technologie avec un grand pourcentage de Composants Montés en Surface.

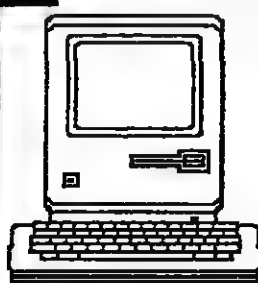
Ingénieur électronicien expérimenté dans la CAO, la haute technologie n'est pas votre seule passion et nous vous proposons une mission riche, variée et évolutive au sein d'un grand groupe.

Responsable d'une équipe composée d'un technicien supérieur et de plusieurs implantateurs qualifiés, vous veillerez à optimiser les coûts, les délais et la qualité de vos produits et matériels.

Riches en contacts, votre mission nécessitera, en plus de la rigueur, des qualités relationnelles et le sens du management. Poste basé dans l'ouest de la France.

Vous souhaitez en savoir plus ?

Alors, adressez votre dossier de candidature sous réf. 93865/M (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à HCA - 1 place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BERRY NEU TURBOMACHINES

Filiale du groupe HOWDEN

Leader français, européen et mondial du marché des ventilateurs et soufflantes pour l'industrie de process recherche pour appuyer son expansion

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation ingénieur, ou école supérieure de commerce, vous avez une expérience de quelques années de la vente de biens d'équipement spéciaux destinés à l'industrie en France et/ou à l'exportation.

Vous suivrez l'évolution des industries de process en France et à l'étranger, assisterez les clients en matière de ventilateurs et de soufflantes et proposerez jusqu'à la vente les solutions techniques et commerciales adaptées.

Poste basé à Lille, ouvert à tout candidat parlant couramment l'anglais (une langue supplémentaire serait un atout).

Envoyer C.V. et photo à :
Berry Neu Turbomachines,
Réf. MC, BP 327, 59020 Lille Cedex.

Votre ambition : rejoindre un secteur de haute technologie dans un groupe international

GE CGR, 6000 personnes, plus de 5 milliards de francs de CA est le pôle européen de General Electric Medical Systems, leader mondial de l'Imagerie Médicale.

Nous recherchons, pour notre Direction «Tubes et Détecteurs» un :

Ingénieur Mécanicien

Mission :

- Etude des problèmes mécaniques intervenant dans la rotation des anodes pour les tubes à rayons X : roulements à bille, paliers magnétiques, vibrations, résistance des matériaux.
- Perfectionnement des systèmes existants.
- Développement de nouveaux dispositifs mécaniques.
- Assistance technique à la fabrication dans la réalisation du process industriel.

Profil :

- Ingénieur mécanicien ou électromécanicien, possédant de bonnes connaissances dans le domaine physique et une première expérience réussie de 3 à 5 ans.
- Dans notre contexte totalement international la connaissance de l'anglais est un atout.

Ce poste est basé à Issy les Moulineaux (92).

Veuillez adresser votre candidature sous réf. IE/TRX à Pierre GROSSET, Responsable Ressources Humaines - GE CGR - 52 Bd Gallieni, 92133 Issy les Moulineaux.



General Electric CGR

Lille, Bordeaux, Toulouse, Budapest, Chicago, Taipei, Mexico... Mais où s'arrêtera le talent des Ingénieurs de Matra Transport ?

MATRA TRANSPORT est aujourd'hui le spécialiste incontesté des métros automatiques légers. Après six ans de succès à Lille, le VAL se taille la première place mondiale sur ce marché très sélectif. Sept villes déjà ont opté pour la technologie VAL et plusieurs autres suivront dans un avenir proche.

Pour participer à cette aventure, nous recherchons des Ingénieurs faisant preuve d'autonomie, de caractère et d'une ambition de manager.

INGENIEURS GRANDES ECOLES (Centrale, Supélec, Ponts...)

La diversité de nos métiers (automatismes, électronique, systèmes, électricité, mécanique, génie civil...) vous permet d'envisager un itinéraire professionnel riche, varié et particulièrement évolutif.

De réelles opportunités vous sont offertes dans une société qui a triplé son chiffre d'affaires en 4 ans : Ingénieurs confirmés ou débutants, rejoignez-nous, l'aventure ne fait que commencer...

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/31/05 à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 48-56 rue Barbès - 92120 Montrouge.

MATRA TRANSPORT

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION : LE CONSEIL

CONSULTANT EN SYSTÈMES D'INFORMATION BANCAIRES

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous possédez une expérience de la conception, du développement et/ou de la mise en œuvre de systèmes d'information bancaires. Cette expérience a été acquise dans le cadre d'une fonction étude (chef de projet, concepteur...) ou organisation au sein d'une banque, d'une institution financière, d'un cabinet de conseil ou d'une SSI spécialisée.

Vous saurez élargir votre terrain d'action : planification stratégique des systèmes d'information, schémas directeurs, études préalables, audit de conception de systèmes... dans un contexte professionnel pluridisciplinaire, international et bénéficiant de l'apport de nos méthodes et de notre atelier de génie logiciel IEW.

Parlons ensemble de votre projet professionnel.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. M, à Monique Herbet, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris-La Défense/2.



ARTHUR YOUNG CONSEIL GROUPE HSD

Stratégie, Ressources Humaines, Technologie de l'Information, Ingénierie Financière, Gestion Logistique et Industrielle intégrée : tels sont les domaines d'intervention qui constituent la force de notre expertise.

Le succès de notre société s'appuie sur sa capacité à créer de nouveaux concepts réalistes, fondés sur des diagnostics clairs et une mise en œuvre de solutions efficaces et personnalisées. Avec une prise en compte permanente de l'environnement et de la culture des entreprises, notre démarche favorise la réalisation d'objectifs de progrès aussi bien humains que technologiques.

NOUS AVONS L'ART DE REVELER LES TALENTS

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Venez rejoindre nos équipes de :

- CONTRÔLE DE PROCESSUS
- TELECOMMUNICATIONS, TELEPHONIE
- APPLICATIONS SOUS UNIX
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- BASES DE DONNÉES RELATIONNELLES
- SYSTÈMES DE GESTION COMPLEXES

Débutant, après une formation spécifique aux techniques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés. Expérimenté, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.

Si une telle opportunité à PARIS, LILLE, LYON, ORLÈANS vous attire, envoyez rapidement lettre manuscrite, CV et photo à Hervé CAPTIER, LOGISTA, 33 quai de Dion-Bouton, 92814 PUTEAUX cedex.

LOGISTA

DES HOMMES D'ENTREPRISES



هكنا من الأهل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

Une carrière dans un environnement international

Nous sommes une entité autonome d'un groupe leader en ingénierie, dont la croissance s'appuie sur une stratégie de diversification mondiale dans les technologies de pointe.

Vous êtes Ingénieur Grande École, Généraliste ou Mécanicien. Une fonction d'études et de conception vous attire et vous souhaitez développer des projets d'envergure internationale.

Rejoignez nos équipes renommées pour leurs compétences et leur dynamisme.

Les postes sont basés à Lyon et offrent de nombreuses opportunités de carrière dans le groupe. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 54632 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17. Confidentialité assurée.

Importante Société spécialisée dans le stockage et le transport d'hydrocarbures recherche

INGENIEUR CHEF DE DEPARTEMENT TECHNIQUE

A 35 ans environ, diplômé en électromécanique ou électronique, vous possédez, si possible, une expérience dans le pétrole et vous disposez de bonnes connaissances en électronique et en informatique.

Rattaché au Directeur de l'établissement, et à la tête d'un département d'environ 50 personnes, vous serez responsable d'un budget de 40 MF.

Vous serez chargé des travaux neufs et de l'entretien de nos installations maritimes ainsi que de nos installations de stockage et de maintenance d'hydrocarbures.

Ce type de poste nécessite d'excellentes qualités de contacts humains.

Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 29/1426 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



Choisir la SNPE, c'est appartenir à un groupe innovateur qui privilégie la recherche permanente pour faire partie des industries du futur. Rejoindre le Centre de Recherche du Bouchet (en proche région parisienne), c'est évoluer dans un environnement technologique exceptionnel.

Ingénieur d'études

ENSTA, ENSMA, ENSI, ENS, de physique, si possible.

Vous conduisez des recherches fondamentales ou appliquées dans le domaine de la détonique. Vous mettez au point et utilisez divers moyens d'observation fondés sur des techniques de pointe. Votre rôle est de conseiller nos clients et de participer à la promotion des produits SNPE.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieur vous êtes débutant ou avez une première expérience. Vos connaissances de la détonique et de la mécanique des fluides sont des atouts supplémentaires.

Rigueur, méthode et goût pour la mesure et la mécanique vous permettent de donner toute son ampleur à votre mission. Réf. ITD

Ingénieur de recherches

ENSMA, ENSTA, ENSI, ENS de physique Marseille ou Grenoble.

Vous avez la responsabilité de la recherche appliquée et d'études expérimentales relatives au fonctionnement des armes au sein d'un laboratoire.

Vous êtes débutant ou justifiez de quelques années d'expérience qui vous ont permis d'acquérir des connaissances en thermique, en énergétique, mécanique et informatique. Réf. ITB.

Ingénieur de recherches

ENSMA, INSA, ENSI, ENSTA, ENS de physique de Marseille ou de Grenoble ou Universitaire.

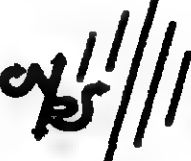
Vous avez pour responsabilité la réalisation d'études expérimentales relatives à l'atténuation de rayonnements visibles, infrarouges à travers les jets de propulseurs. Vous utilisez des logiciels spécifiques dans le domaine de l'atténuation radar dans un jet. De formation

École d'Ingénieur vous êtes débutant ou avez quelques années d'expérience. Connaissances en thermique, en énergétique, en mécanique des fluides et en informatique souhaitables. Réf. ITP

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à Mme STANKIEWICZ, SNPE, Centre de Recherche du Bouchet, Service Formation, 97710 Vert-le-Petit.



LES HOMMES plus DE QUALITE



LE CNRS recrute sur contrat pour son
SERVICE DE L'INFORMATIQUE DE GESTION

Ingénieurs et universitaires

(2^e/3^e CYCLE : MAGE-DEA-DOCTORAT)

OPTION : INFORMATIQUE DE GESTION
1^{re} EXPERIENCE OU DÉBUTANT

Vous participerez à la conception et à la réalisation d'importants projets novateurs utilisant des techniques de pointe (base de données relationnelles, vidéotex, réseau...). Vous apprendrez et utiliserez les méthodes modernes de conception de systèmes d'information.

Adressez votre candidature (avec prétentions), sous réf. MDE, à CNRS - SIG - 23, rue du Maroc 75940 Paris Cedex 19.



ROULEMENTS
Mécanique de Précision - 3500 personnes.
Recherche

INGENIEUR GENERALISTE CHARGE D'ETUDES/AUTOMATISME

Notre but : Accentuer notre pénétration, notamment chez les grands constructeurs automobiles européens.

Notre contact : Des investissements en forte croissance portant à la fois sur nos moyens de production et sur des produits nouveaux.

Votre profil :

- INGENIEUR GENERALISTE GRANDES ECOLES, option électrique, automatisme ou électronique ;
- passionné par la mise au point de solutions techniques avancées ;
- qualité d'écoute pour répondre toujours mieux aux besoins des utilisateurs ;
- ascendant pour manager une équipe de techniciens ;
- déjà expérimenté ; cependant débutants de haut niveau et dégagés des obligations militaires acceptés ;
- potentiel de généraliste pour, après une expérience réussie, évoluer ensuite dans la société.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous la référence 8906 à

S.N.R. Roulements - Service Emploi - 1, rue des Usines 74000 ANNECY.

INGENIEUR D'APPLICATION ANALYSES D'IMAGES

MACHET Division de MICRO CONTROLE a pour vocation la microscopie et la vision assistée par ordinateur. De taille humaine, 60 personnes, 2 établissements, elle connaît une forte progression de son activité.

Ingénieur en électronique (ISEP, ENSERG, SUPLEC) vous aurez à expertiser les demandes clients (secteur d'activité diversifié : industrie, bio médical et centre de recherche), rédiger le cahier des charges, réaliser les tests échantillons logiciels d'application. Il est indispensable pour ce poste de faire preuve d'une très bonne maîtrise informatique, d'autonomie, de rigueur et d'avoir le sens du délai. Eventuellement ce poste pourra évoluer vers une activité de Technico-Commercial France.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. IAAI - P.A. de St-Guenault B.P. 144 - 91006 EVRY CEDEX.

REGARDONS
LES CHOSES EN FACE

EN INFORMATIQUE
POUR GAGNER, IL FAUT
SAVOIR JOUER
LES BONNES CARTES !

INGENIEURS D'ETUDES

SGBD, Télécommunications, Bureautique

Partout où technologie, expérience, professionnalisme sont nécessaires, les 1300 hommes et femmes d'IN2 sont au rendez-vous.

Une expérience affirmée dans 15 pays, 6 filiales européennes, un centre de formation à Montpellier, la conduite du projet Altair dans le cadre du programme Euréka, 10 % du CA consacré au développement de nouveaux produits, ses filiales industrielles LEANORD et FERMA : voilà de solides atouts que vous offre IN2.

Basés à Plaisir (78), vous pourrez participer soit à l'évolution des logiciels bureautiques ou au développement des systèmes d'exploitation (UNIX, PICK), ou bien encore à l'assistance logiciel de deuxième niveau (Informix, Oracle) auprès du client et de l'ingénieur d'Après-Vente ou au développement d'interfaces d'environnement de programmation.

Débutants ou première expérience, Universitaires ou Ingénieurs d'Ecoles, notre position de constructeur en forte évolution vous ouvre de nombreuses opportunités selon vos compétences et vos affinités dans le métier de votre choix.

Jouez une carte maîtresse et adressez votre candidature s/réf. M/DE/19 à IN2, Eric BUREAU, Direction du Personnel BP 63, 78373 PLAISIR Cedex.



L'INFORMATIQUE DES REALITES.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un groupe international de tout premier plan, partenaire des Constructeurs Automobiles Européens et Américains, réalise en France de très forts investissements financiers et matériels, mais surtout en HOMMES et FEMMES de qualité, et offre des possibilités de carrière nationale et internationale à plusieurs :

Ingenieurs Techniciens Supérieurs

Dans les domaines suivants :

- Etude, développement et intégration d'équipements Electroniques à base de Micro Processeur
- Développement de Systèmes d'Injection
- Analyse de nouvelles architectures de Systèmes d'alimentation Moteur
- Mise au Point de Systèmes complets pour les grandes séries
- Evolution des Systèmes d'alimentation vers la gestion complète du véhicule

Compte tenu des ambitions de notre Groupe, de son assise Technique et Financière, le challenge que nous proposons intéressera des :

Diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs DUT/BTS (Electronique de préférence)

de 25 à 45 ans... ou plus, apportant à l'Entreprise des connaissances théoriques et que nous formerons à nos Produits, ou plus encore, une compétence et expérience dans les Asservissements, Automatismes, la Motorique, l'Informatique, la Gestion d'un Projet, le Management d'une équipe... Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest

Un marché à conquérir... des moyens puissants... une volonté farouche... une équipe de « Gagneurs »... A vous de décider...

Ecrire sous n° 1597 avec C.V. + lettre manuscrite à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra

FRANCE TELECOM

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS (Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace)

recherche :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(X, ENST, CENTRALE, MINES, ...) ou

UNIVERSITAIRES

(docteurs d'état, 3ème CYCLE, DEA) débutants ou ayant quelques années d'expérience

Réf. A pour ISSY-LES-MOULINEAUX

pour participer à des études de planification de réseaux de télécommunications (téléphonique, Numériques, de vidéocommunications) : définition de méthodes d'optimisation faisant appel aux techniques de la recherche opérationnelle et mise en œuvre dans des applications informatiques graphiques.

Réf. B pour ISSY-LES-MOULINEAUX puis SOPHIA-ANTIPOLIS dans 18 mois environ.

pour participer au développement de logiciels de planification de réseaux d'entreprises, basés sur des techniques informatiques avancées (langage, objets...) et les méthodes d'optimisation de la recherche opérationnelle.

Expérience appréciée en réseaux de télécommunications, conception de systèmes d'information, informatique, mathématiques appliquées.

enet

Adresser les candidatures avec CV détaillé, et prétentions en indiquant la référence du poste, à : Division ARCHITECTURE ET TRAFIC DANS LES RESEAUX, Centre PARIS A, CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS, 38, rue du Général Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

LA CONQUETE DE L'ESPACE (Ariane, Hermès, Systèmes Stratégiques)

La Division des Systèmes Stratégiques et Spatiaux de l'aérospatiale recherche pour sa Direction Technique des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou avec quelques années d'expérience, pour ses activités systèmes :

- Contrôle du vol (guidage, pilotage, trajectoires...)
- Aérodynamique, thermique, physique des gaz.
- Propulsion solide et liquide.
- Structure (efforts généraux, dynamique, vibro-acoustique, chocs...)
- Chaînes fonctionnelles, systèmes de navigation, traitement du signal, réseaux locaux.
- Technologie des composants électroniques.
- Compatibilité électromagnétique, hyperfréquences rayonnement.
- Essais de synthèse (sol et vol, conception et réalisation).
- Chaîne de mesures (télémétrie, radar : conception - développement - exploitation).
- Logiciel (conception - développement : logiciels embarqués, centres de mission).
- Modèles stratégiques.
- Avant-projets.

Lieu de travail : LES MUREAUX (78).

Merci d'adresser votre dossier (précisant le domaine souhaité) sous réf. IGE/M au Service du Recrutement Aérospatiale BP 2 - Route de Verneuil - 78133 LES MUREAUX.

aérospatiale

AEROSPATIALE : L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

Constructeur en expansion et à forte vocation exportatrice de biens d'équipements lourds (gros engins de levage et maintenance continue), leader dans notre domaine technique, nous recherchons un INGENIEUR AVANT-PROJETS

INGENIEUR AVANT-PROJETS

Chiffrages d'installations complètes

Pour réussir dans cette fonction, vous êtes diplômé AM, ENSM, INSA ou ENSI Option Mécanique Electrique, ou Automatismes et avez nécessairement une expérience de 5 ans au sein d'un Bureau d'Etudes dans les gros équipements.

Agé de 30 ans environ, vous êtes curieux de nature, rapide dans le travail, flexible dans les raisonnements. Vous participerez à la vie d'une équipe performante.

Du fait de notre forte implantation sur les marchés internationaux, la maîtrise de l'anglais est nécessaire et la connaissance d'une autre langue serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prêt à CAILLARD - B.P. 1368 76065 LE HAVRE CEDEX



IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE A VOCATION INTERNATIONALE recherche pour son Service GENIE CIVIL.

INGENIEURS DEBUTANTS

ou ayant 2 à 3 années d'expérience pour participer aux études et à la gestion de grands projets, au sein de groupes expérimentés. Anglais courant très apprécié. (réf. M 142)

INGENIEUR CONFIRME

ayant au minimum 10 ans d'expérience en bureau d'études béton armé précontraint pour management de grands projets. Pratique de l'anglais indispensable. (réf. M 146)

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

ayant assuré la Direction des études de grands projets en béton armé et béton précontraint dans des Sociétés de renom, pour animer et développer le bureau d'études du Service Génie Civil. Anglais courant requis. (réf. M 220)

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite sous référence correspondante à SOFRESID - Direction des Relations Sociales 59, rue de la République - 93100 MONTREUIL.

N°1 FRANCAIS DE LA PRODUCTIQUE RENAULT AUTOMATION (1700 personnes dont 550 Ingénieurs et cadres) renforce le potentiel de son département des techniques avancées en automatisme

INGENIEUR RECHERCHE

Intégré à notre Centre de Recherche, vous travaillerez sur un projet de base de commande de robot, vous concevrez et mettez au point de nouveaux principes de pilotage et d'asservissements numériques.

Vous serez amené à travailler avec des Laboratoires Universitaires et le C.N.R.S. en matière de recherche avancée en robotique.

Ingénieur de formation Grandes Ecoles, complétée par un DEA en Automatismes, vous avez si possible une première expérience.

Adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 89.36 à la Direction des Ressources Humaines - Centre Parly 2 - B.P. 70 78152 LE CHESNAY CEDEX.

Renault Automation

Associez la Technique au Relationnel pour devenir Ingénieur d'Affaires

Division d'un grand Groupe industriel d'envergure internationale, nous sommes implantés à l'Ouest de Paris (850 personnes). Nous concevons et réalisons des systèmes informatiques et électroniques destinés à un large marché civil et militaire (aéronautique et véhicules) pour la France et l'Export. Notre progression nous conduit à renforcer notre Direction des Programmes.

Au sein d'une petite équipe autonome, vous aurez pour responsabilités :

- d'animer des réflexions sur l'évolution des produits
- d'élaborer et soutenir auprès des clients les propositions techniques en liaison avec le concepteur et le commercial.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez une première expérience dans la conduite de projets importants, comme responsable Produits ou Etudes, par exemple.

Votre capacité à synthétiser des architectures complexes, votre goût pour les relations commerciales, une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'allemand, dans un environnement de haute technologie, de réussir avec nous et d'évoluer vers d'autres fonctions.

Adresser CV, photo et prétentions à notre conseil : M.A. MOREL, AFL Sélection, 12 Avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Confidentialité assurée.

AFL SELECTION

JEUN AUDIT FORMA

FRANCE S AGES

GENEURS

MPs REEL

INGENIEUR CHARGES DE RECHERCHE REPUTATION

CONCORDANCES

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

مكتبة المجلد

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

- Votre fonction sera de veiller à l'application du schéma directeur des systèmes d'information du groupe, sur tous les plans : matériels, réseaux, logiciels, télécommunications. De plus, vous serez intervenir dans la mise en oeuvre et le suivi de vos recommandations
- Ce poste, qui comporte un volet opérationnel, sera enrichi par des missions d'assistance, notamment pour le redéploiement informatique de filiales.
- Âgé d'environ 30 ans, vous avez une formation de haut niveau (BAC + 5) orientée vers l'informatique de gestion et une expérience de quelques années acquise dans la conception de systèmes de gestion en relation avec les services d'admission.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'admission à l'École nationale de candidature sous n° 326959 à Media-System, 6ème Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, p. 6, transmettez.

HABITAT FRANCE, filiale d'un groupe international de distribution, c'est un milliard de francs de chiffre d'affaires, 1 000 personnes, 29 magasins **HABITAT** et **GRAND HABITAT**, une expansion soutenue dans les 3 années à venir en France et des développements en Europe Continentale.

habitat

Votre projet sera de plus en plus grand, les grands projets en cours de développement et les systèmes d'approvisionnement, les logiciels des machines de nos usines, puis les commandes clients tous jours plus complexes, connexion de notre réseau de vente au sein central (notamment) UNISYS Gaps Systems, la coordination l'équipe informatique HABITAT (15 collaborateurs répartis entre Organisations, Etudes, Exploitation, Système), votre cabinet conseil et votre contribution.

Votre mission portera également sur :

- le recensement des projets de développement, la mise au point du cahier des charges en étroite

[illegible]

- Périodisation des systèmes existants, guidée des aspects matériels, traitement des données, analyse des modes d'administration de la VFC, logiciels, hardware, TPV-TH, etc.
- Existence et le conseil des différents départements de l'entreprise en matière de systèmes d'information : Dossiers, données, personnel CAD, EAO.

Tous rattachés, vous avez déjà fait vos preuves dans de nombreuses institutions et dans l'organisation de grandes réunions structurées. Prochainement, expérimentez et de retour, vous serez confrontés au « bon sens d'entreprise », pragmatique et organisé, qui vous sollicite, distingue et récompense pour vos nombreux et précieux apports à notre Groupe.

À ce challenge vous adresse, s'adressent votre
 lettre, manuscrite, C.V., photo et
 présentations, à ELATTAT FRANCE
 Direction des Ressources Humaines
 RN 13 - 78330 ORVEVAL


filiale du Groupe SAGEM

poursuit sa croissance sur le marché très porteur de la radiotéléphonie :
Avril 1987 : 20 000 véhicules équipés d'un téléphone.
Printemps 1988 : 100 000 - Fin 1989 : 200 000 +
Notre société accroît sa capacité R et D pour mettre en œuvre de nouveaux projets et recherche

TEMPS REEL

Vous avez au moins deux ans d'expérience en Service Etudes et Développement.
Au sein de notre équipe "jeune et dynamique", vous participerez à la conception et l'élaboration de notre nouvelle gamme de terminaux radiotéléphonie.

Nous offrons un salaire motivant et une évolution de carrière dans le cadre de notre Groupe.
Votre dossier de candidature sera examiné en toute confidentialité.
Poste basé en proche banlieue Sud Paris.
Merci d'écire avec C.V. + prêt. + ent. à l'adresse, sous la réf. A.M.2.



michel jouhannaud conseils.
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Spécialisée dans l'électronique de pointe, militaire, spatiale et civile.

Plus de 4000 personnes dont 2500 ingénieurs et cadres, à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe, impliqués dans les grands programmes du futur.

E.S.D. fait appel depuis toujours aux techniques de MINIAURISATION les plus sophistiquées pour réaliser ses équipements d'avant-garde. En particulier sa compétence dans l'intégration des systèmes de traitement numérique sous forme de VLSI est universellement reconnue.

ESE, ECP, ENST, ISEN, ENSIEE...

E.S.D. vous permettra d'acquérir la maîtrise de la CONCEPTION de SYSTEMES et de CIRCUITS dans un environnement en évolution.
Ces postes basés en région parisienne s'adressent à des Ingénieurs DEBUTANTS ou EXPERIMENTES, curieux et créatifs. Intégrés dans une petite équipe, ils travailleront dans un milieu enrichissant.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV) sous la référence 3673 M à préciser sur l'enveloppe à Développement qui transmettra.

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

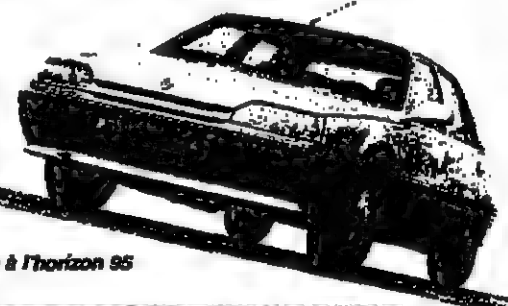
Pour concevoir les systèmes électroniques embarqués de nos véhicules tout de gamme à l'horizon 95, notre Direction des Etudes recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS OU PREMIERS

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Vous aimez à intervenir dans différents domaines électroniques : analogique, numérique, puissance, en association avec des micro-processeurs ou des circuits intégrés spécifiques.
Vous travaillerez en étroite relation avec nos fournisseurs et nos bureaux d'études et serez garants de tous les aspects fiabilité liés à la conception des différents systèmes.
Ingénieurs de formation grande école ou université, vous prouverez rigueur et méthode dans les postes à pourvoir. Une première expérience (1/2 ans) de conception ou de mise en œuvre de systèmes électroniques de pointe serait un atout.
Vous réussirez à appuyer sur votre goût du travail en équipe et vos qualités d'organisateur. Votre exigence scientifique et vos aptitudes à la communication et à l'initiative vous ouvriront de larges possibilités d'évolution dans le management de projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations), sous référence ELEC, à Jérôme Parcheron
Cité Turin - 128, rue de Turin 75003 Paris.



RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES
INGENIERIE D'ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE

Société d'études techniques, spécialisée dans les environnements informatiques, bureautiques et industriels, nous sommes leaders dans le domaine de l'informatique lié à l'immobilier.

Nous recherchons un jeune ingénieur, auquel il sera confié la conduite des projets, de la négociation à la livraison. En outre, il sera chargé de la bonne exécution des travaux. Vous-avez au moins 26 ans.

Outre votre diplôme d'ingénieur, vous avez déjà une première expérience acquise dans un domaine similaire. Vous avez le sens des relations commerciales, de la rigueur et aimez travailler en équipe.

Perspectives d'évolution rapide de carrière.
Poste à pourvoir à LEVALLOIS-PERRET.

Merci d'adresser votre CV. à Philippe VINCHON
avec une lettre manuscrite à CENAS Tour Neptune
CEDEX 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1

Schlumberger

Oilfield Services

■ **SCHLUMBERGER** is a world leader in acquisition and interpretation of borehole petrophysical data for the oil industry. Due to expansion of our decentralised interpretation groups we have openings for

with 3-5 years relevant experience to fill demanding positions in our market support force. Positions are available in the fields of

RESERVOIR ENGINEERING - GEOPHYSICS - GEOLOGY

The prime responsibilities will be:

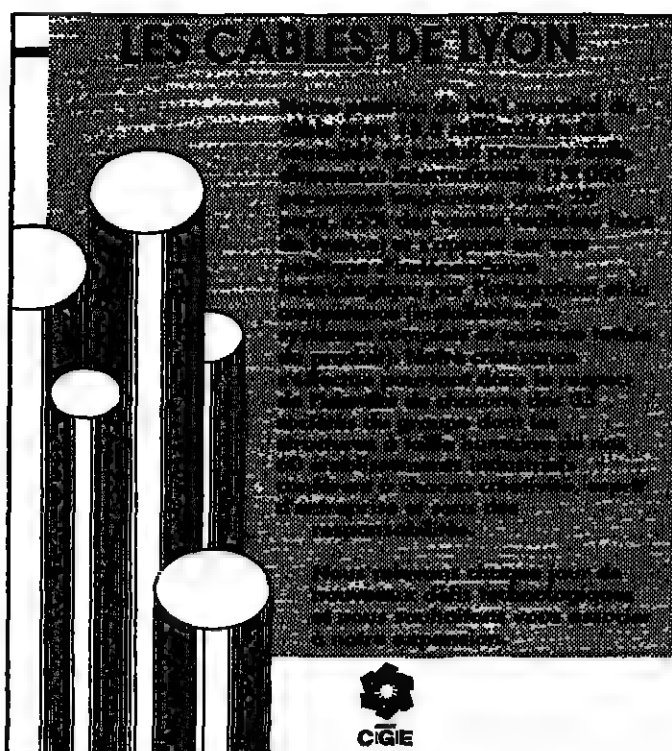
- to introduce new technologies to our clients,
- to interpret the data recorded in the borehole,
- to provide technical support to the field organisation.

Successful candidates will be self-motivated, and enjoy a marketing role in an overseas assignment.
A good level of spoken English is indispensable.

For further information, please send C.V. to Service Recrutement
SCHLUMBERGER AFM
50, avenue Jean-Jaurès - Bât. H - 92541 Montrouge Cedex - FRANCE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



RELIER LES CONTINENTS
ET LES HOMMES

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Jeune ingénieur généraliste (électricité, mécanique, télécom), vous maîtrisez la micro-informatique et vous parlez l'Anglais et l'Espagnol si possible. Vous aurez à étudier des appels d'offre pour câbles Télécom, accessoires et installations et vous serez en relation avec les usines, les services techniques, les chantiers, les ingénieurs de vente de la Société et des assembleurs. Vous pourrez évoluer après quelques années comme ingénieur d'affaires à l'exportation dans le cadre de la Société ou de ses Filiales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la Direction des Relations Sociales, M. CALICO, CABLES DE LYON - 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 Clichy Cedex.



Accompagner la mutation du centre informatique de sociétés financières

- Équipement en cours: IBM 5090 MVS CICS DB2
- Développement d'une approche méthodologique à partir de MERISE, SDM/S, PACBASE.

Vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans en milieu bancaire et souhaitez valoriser cet acquis technique et développer vos potentialités. Nous vous proposons de participer au développement d'un centre prestataire de services d'un réseau national en pleine croissance.

Dans ce contexte motivant, nous créons des postes et nous invitons à rejoindre nos équipes en tant que:

Responsables Applications

Ref. 34211

capables d'assurer la conduite globale de projets principalement dans les domaines du crédit, de la gestion des comptes et de la gestion administrative des établissements.

Homme Méthodes

Ref. 34210

possédant une bonne connaissance de MERISE, SDM/S, il sera chargé de sa mise en place et de sa promotion.

Administrateur de données

Ref. 34207

pratiquant MERISE et PACBASE, il sera responsable de la constitution du dictionnaire des données conceptuelles et participera à l'élaboration des normes, standards et procédures.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite à notre conseil FIFTI PARTNERS, 12, rue de l'Eglise, 75015 Paris ou de contacter Claire CASTANET au 45 77 43 37 pour toutes informations complémentaires.

Organisateurs Bancaires juniors

Ref. 34209

ayant une bonne culture informatique et connaissant déjà des méthodes de conception de systèmes d'information.

Assistants

Ref. 34208

pour la formation des utilisateurs

ayant une première expérience de l'animation de stages.

Tous ces postes sont basés à ROUEN.



PARIS Chefs de projets

Nous sommes un ETABLISSEMENT DE CREDIT, en rapide évolution (270 personnes). Nous renforçons l'équipe de notre Service Etudes, notre stratégie nous amenant à concevoir à nouveau une grande partie de nos applications, avec la perspective d'une nouvelle architecture IBM pour la fin de l'année. Vous avez plusieurs années d'expérience, de préférence en milieu bancaire ou établissement financier, une formation solide, une bonne connaissance IBM 38 et Méthode Merise. Vous êtes motivé pour vous impliquer dans la création d'applications importantes. Possibilité d'évolution vers un poste de Responsable des Etudes.

Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération au réf. 11779M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.
CEGOS Département Recrutement
Tour Vendôme
92516 BOULOGNE CEDEX

cegos

LE CENTRE de FORMATION de l'ARMEMENT TERRESTRE

assure la formation initiale et continue des personnels techniciens supérieurs (électronique, informatique, mécanique, pyrotechnique, etc.).

Nous recherchons pour BOURGES (18)

LE CHEF DE NOTRE DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

Responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous serez chargé de l'organisation et du développement des laboratoires, du suivi des formations à tous niveaux, et d'une partie de l'enseignement.

Profil :
jeune ingénieur ou équivalent motivé par l'enseignement et ayant si possible quelques années d'expérience.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions à S.I.A.R. Soc F.H. 18, rue du Docteur Zamenhof 92131 Issy les Moulineaux cedex

D'autres postes sont proposés.
Types 3615 S.I.A.R.
nous sommes à votre disposition

DRESSER-RAND S.A.

Leader mondial dans le marché des machines tournantes pour l'énergie, la chimie et la pétrochimie

RECHERCHE

INGENIEUR D'ETUDES DIPLOME

SERVICE TECHNIQUE, COMPRESSEURS PROCESS

Avant quelques années d'expérience dans un poste similaire. - Anglais écrit et parlé requis. - Lieu de travail Rougny. Poste à pourvoir immédiatement. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) au :
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
DRESSER-RAND S.A. - BP 7013 - 76080 LE HAVRE CEDEX.

Annecy

Société appartenant à un important groupe papeter français, depuis peu rattaché au Numéro Un mondial, recherche, pour son unité de production située dans la proche banlieue d'Annecy, son

Responsable qualité

De formation Ingénieur papeter ou chimiste, âgé de 30 à 35 ans, prouvant une expérience réussie 5 ans durant au moins dans l'industrie du papier, homme à la fois de recherche, de terrain et de communication, vous serez plus particulièrement chargé :

- de l'objectif qualité totale au niveau du site,
- du développement des produits et applications existants,
- de la coordination des relations clientèle en après-vente.

Françoise GAUTIER attend vos dossiers, référence 117 A.M.

66, rue Duquesne



69006 LYON

JEUNES INGÉNIEURS

ENSI, INSA

Nous sommes un des premiers groupes privés français de prévoyance collective et d'assurance individuelle. Notre direction informatique située dans la région nîmoise, recrute des

INFORMATIENS

- Notre volonté de développement,
- notre maîtrise des techniques avancées du traitement de l'information,
- une utilisation d'un matériel de pointe (ordinateurs IBM 3090 + 1200 terminaux),
- nos équipes de haut niveau (plus de 100 spécialistes informatiques),

offrent une garantie d'évolution rapide vers des postes à responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2407 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ARCHITECTES RESEAUX : BATISSEZ L'AVENIR

Dans le domaine des réseaux optiques de vidéocommunications, ALCATEL CIT, Département Transmission (3500 collaborateurs), s'est imposé comme un leader.

En effet, 500 000 personnes peuvent aujourd'hui avoir accès au système complet de vidéocommunications sur fibres optiques en réseau étoilé, système unique au monde visant à la performance des transmissions.

Intégré au Département Etudes et Développement Systèmes, vous prendrez en charge l'élaboration des architectures matérielles et logicielles des réseaux câblés de vidéocommunications et la mise en œuvre Ingénierie et Exploitation maintenance des systèmes. Ingénieur Grande Ecole, vous avez une solide expérience (5 à 6 ans) des vidéocommunications ou techniques similaires (téléphone, informatique...) et souhaitez continuer à évoluer dans le milieu vidéo.

Ce poste, basé près d'Orsay, peut conduire au management d'équipe.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 150 personnes, dont 80 ingénieurs qui travaillent sur un projet d'avant-garde !

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous réf. EDS 11 à Catherine BONNIER - ALCATEL CIT - DEPARTEMENT TRANSMISSION - BP 6 NOZAY - 91620 LA-VILLE-DU-BOIS.



Groupe international de distribution de produits de haute technologie, nous sommes leader en Europe et parmi les premiers dans le monde.

Notre Système d'Information est un outil stratégique dédié à la qualité du service à apporter à nos clients. Nous avons confié son exploitation à une société de service extérieure dont c'est le métier. Nous recherchons pour notre filiale française, basée en banlieue parisienne sud (200 personnes, C.A. 400 MF), un :

RESPONSABLE ORGANISATION/SYSTEME

H/T

Il assurera l'interface avec la société de service. Grâce à sa bonne maîtrise du fonctionnement de l'entreprise, il saura spécifier les besoins des utilisateurs internes pour adapter le système et permettre son développement. Il participera activement au niveau européen à la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de développement du système.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure, vous parlez couramment l'anglais et justifiez d'une expérience réussie au sein d'une équipe informatique en entreprise ou en SSL, en tant que Chef de Projet.

Votre rigueur méthodologique, votre sens relationnel et votre goût pour l'organisation vous incitent à exprimer vos talents dans une fonction élargie, à l'interface des hommes et des systèmes hard et soft. Dans notre groupe, vous pourrez vous enrichir en contribuant au développement d'une politique originale en matière de système d'information.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, en indiquant la référence 6400 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

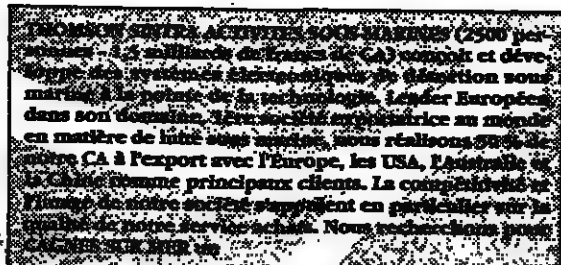
Actiman

مكتبة المجلد

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Le service achats :
l'opportunité de diversifier
vos compétences**



**JEUNE INGENIEUR
AM, INSA...**

Homme de contact, vous êtes l'interface entre les utilisateurs (Ingénieurs développement - ingénieurs production...) et les différents sous-traitants extérieurs utilisés par Thomson Sintra Activités Sous-Marines. Vous serez chargé de :

- Négocier les commandes et les contrats d'achats
- Suivre et gérer les contrats d'achats
- Rechercher et évaluer les fournisseurs nouveaux
- Analyser les performances prix achat/prix devis

Votre formation supérieure d'ingénieur, votre maîtrise de l'anglais et une première expérience réussie dans un poste appro/achat constituent des atouts supplémentaires. Votre aptitude à travailler dans des équipes pluridisciplinaires, votre capacité à faire évoluer votre environnement pour permettre de satisfaire vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo sous référence 93852/LM à : **FRANCK CHASTOL**
THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES
BP 53-06801 CAGNES SUR MER

THOMSON

**Imagerie médicale :
des métiers qui ont la vie
pour enjeu**

Fort de 6000 personnes réalisant un CA de plus de 5 milliards de francs, GE CGR est le pôle européen de General Electric Medical Systems, leader mondial de l'imagerie médicale.

Nous recherchons, pour notre Direction « Tubes et détecteurs » un :

**Ingénieur
Méthodes Contrôle**

Mission : En étroite liaison avec les fournisseurs, les acheteurs de fabrication et les services techniques ainsi que les unités européennes du groupe, vous définissez et mettez en place les gammes de contrôle d'entrée et de contrôle fonctionnel au stade des produits finis. Vous analysez les défauts et menez les actions correctives. Enfin, vous installez et « auditez » les auto-contrôles de fabrication.

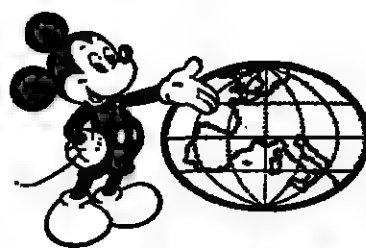
Profil : Jeune ingénieur physicien (2 à 5 ans d'expérience), vos connaissances en mécanique et électrotechnique vous permettent de développer des moyens de contrôle et des logiciels adaptés. Par ailleurs, vous maîtrisez suffisamment bien l'anglais pour évoluer dans un contexte totalement international.

Ce poste est basé à Issy les Moulineaux (92).

Veuillez adresser votre candidature sous référence IMC à **Pierre GROISY**, Responsable Ressources Humaines - GE CGR - 52 Bd Galliéni, 92133 Issy les Moulineaux.



General Electric CGR



Euro Disneyland, S.A.

INGÉNIEURS

**mettez votre créativité et vos compétences
techniques
au service de l'imaginaire !...**

EURO DISNEYLAND ouvrira ses portes en 1992 avec environ 12.000 personnes travaillant sur un site touristique de 2.000 hectares. Au sein de ce projet, le « Magic Kingdom », parc à thèmes Disney, est un « Royaume » d'environ 57 hectares composé de cinq « pays » où le visiteur vit de véritables aventures. 26 grandes attractions et spectacles les mettent en scène.

Pour les mettre en œuvre, nous recrutons :

**INGÉNIEURS MÉCANICIENS,
ELECTROMÉCANICIENS CONFIRMÉS**

Pour la conception des montages et animations, vous aurez à faire le suivi et le contrôle de la réalisation des projets (machineries par exemple) auprès des Bureaux d'Etudes, à partir des cahiers des charges systèmes. Vous êtes ingénieur d'une Grande Ecole, et vous avez une très bonne connaissance des moyens et techniques des Bureaux d'Etudes Mécaniques de par votre expérience personnelle de 4 à 5 ans (calculs de structures, Contrôle Qualité, choix des composants mécaniques, détermination de spécifications pour la sécurité ou la maintenance, établissement de cahiers techniques pour des installations pneumatiques et hydrauliques...).
RÉF. 9/EG/16/M

**INGÉNIEURS ELECTRONICIENS,
AUTOMATICIENS CONFIRMÉS**

Vous avez à mettre en œuvre ou à suivre les différentes applications électroniques de ce parc. C'est-à-dire :
► systèmes audio-complexes avec synchronisation,
► système de Gestion Technique Centralisée pour le contrôle du trafic visiteur, des différents défilés, des nombreux spectacles, des équipements techniques des bâtiments,
► contrôle électronique des montages,
► systèmes d'animations complexes des « shows » avec personnalités, vidéo, son, à partir de matériel U.S.
Vous êtes ingénieur de formation, vous avez une expérience d'au moins 3 à 4 ans d'un des domaines suivants :
► réseaux industriels de communication,
► programmation d'automates industriels (PLC),
► des problèmes de robotique industrielle (programmations, asservissements...).
RÉF. 9/EG/17/M

Pour les anglais est, bien sûr, un plus important. Intégrer EURO DISNEYLAND, c'est s'impliquer dans une culture Disney basée sur la qualité du service client et sur la promotion interne.

Soyez efficaces et concrets et une carrière vous sera ouverte car 1992 n'est que le début du projet qui continuera à se développer au cours des ans. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. français et anglais si possible - prétentions) à EURO DISNEYLAND S.A. Service Recrutement, « Le Pascol », 3 à 11 boulevard Georges Méliès 93800 VILLERS SUR MARNE, en précisant la référence choisie.

© Disney

FERMA

INGENIEURS

LOGICIEL

SYSTEME

Ingénieur Grande Ecole ou Université pour développer le logiciel de base des nouveaux serveurs vocaux interactifs. Maîtrise du C, micro-processeurs, systèmes de développement UNIX. Expérience SSCI 1er plan ou constructeur nécessaire.

Ecrire avec CV à FERMA, 60, rue Etienne-Dolet, 92240 MALAKOFF

**REGARDONS
LES CHOSES EN FACE**



**EN INFORMATIQUE
POUR GAGNER, IL FAUT
SAVOIR JOUER
LES BONNES CARTES !**

Télécommunications

Chef de produit

Une expérience affirmée dans 15 pays, 6 filiales européennes, 9 agences commerciales en France, une unité de production en région parisienne, un centre de formation à Montpellier, des filiales industrielles Lesnord, Ferma, des produits de haute technologie : voilà de solides atouts que vous offre IN2.

De formation ingénieur, vous avez une bonne connaissance de l'informatique, du marché des télécommunications, des normes internationales et vous êtes à l'aise dans les contacts. Afin de définir la stratégie produit IN2, vous prendrez en charge des responsabilités techniques pour le choix des solutions (études, spécifications...) et des responsabilités d'organisation pour coordonner le lancement des produits. Cette fonction implique de nombreuses relations avec les autres directions d'IN2 ainsi qu'avec l'extérieur.

Jouez une carte maîtresse et adressez votre candidature sous réf. M/DPM/17 à IN2, Marianne DEBRE, Direction du Personnel, B.P. 63, 78373 PLAISIR CEDEX.

IN2
L'INFORMATIQUE DES REALITES.

**INGENIEUR
CHIMISTE OU
TEXTILE**

DEBUTANT

Après une période de formation approfondie à nos produits et méthodes de travail en France et dans les centres techniques de notre maison-mère en Europe, ce nouveau collaborateur prendra la responsabilité des relations techniques et commerciales avec notre clientèle du secteur textile.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs débutants très disponibles et désireux de s'investir pleinement dans un métier passionnant au sein d'une entreprise dynamique et ouverte.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) à AXIAL s/référence 1236, 27 rue Talbot, 75008 Paris, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Groupement d'Armement de Pêche Industrielle Sud-Bretagne,
recherche, pour son secteur "commercialisation"

Adjoint au Directeur Général

Ce poste conviendrait à un diplômé d'école supérieure de commerce et s'orienter à moyen terme vers le poste de Direction Générale. Une expérience de deux ou trois ans dans le commerce international est souhaitée. Le candidat devra pratiquer couramment l'anglais et l'espagnol et devra être mobile géographiquement.



Adresser : dossier de candidature complet, CV, lettre manuscrite, photo et présentations à notre Conseil en recrutement Jean Louis ANDREAU - K.P.M.G. FIDAL, 9, allée Sully - Stang Yhan - 29000 QUIMPER

FAITES CONNAÎTRE NOS RICHESSES AUX ENTREPRISES

Nous sommes le partenaire des entreprises régionales, véritable associé de leur développement.

Si le Lot et Cher est riche par la présence d'entreprises, au nom souvent prestigieuses, il l'est également par les très grandes potentialités de ses PME/PMI. Nombre d'entre elles sollicitent nos conseils dans toutes les fonctions clés de l'entreprise : production, qualité, gestion, commercial, organisation, formation.

Chargé de la promotion de nos produits et de leur évolution, vous aurez à faire connaître l'ensemble de nos services auprès des dirigeants d'entreprise.

Après un diagnostic de leur besoins, vous élaborerez une recommandation juste, rigoureuse, professionnelle et entretenez un courant d'affaires régulier.

De préférence **INGÉNIEUR** de formation, vous êtes âgé de 35 ans environ et avez exercé de réelles responsabilités en entreprise, ce qui vous permet d'en appréhender toutes les fonctions. Votre sens du contact et de la communication sera votre atout.

Si ce poste vous intéresse, envoyez votre dossier, lettre manuscrite et présentations sous réf. 89/502M à notre Conseil Pascale GALAMPOIX, AXOME, 5 rue du Helder 75009 PARIS.

AXOME

Bourg-en-Bresse

Centre privé spécialisé dans l'apprentissage industriel et dans la formation continue en collaboration avec l'industrie (40 permanents), nous assurons la formation de 1 300 personnes par an.

Nous recherchons un **INGÉNIEUR** possédant 5 ans d'expérience minimum dans une fonction technique pour prendre la

Direction du centre de formation alternée

Rattaché au DG, vous gèrerez et développerez en toute autonomie ce secteur préparant 350 jeunes aux qualifications de la métallurgie et de l'automobile (CAP, BEP, BAC PROFESSIONNEL...). Parallèlement, vous êtes responsable de l'activité pédagogique de 20 formateurs. En tant que tel, vous êtes en relation permanente avec vos partenaires (Entreprises, Services Académiques et autres institutions). Ce poste, avec des niveaux d'intervention divers, implique de très larges capacités d'adaptation selon vos interlocuteurs. Pour réussir, vous alliez rigueur, méthode, sens relationnel et qualités d'animateur. Merci d'adresser votre dossier de candidature à AFPMA, BP 2, 01960 PERONNAS.

ARKOS CONSULTANTS

JEUNE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE
recherche
DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT
UN CONSULTANT-JUNIOR

Vous avez un niveau BAC + 4 minimum et une bonne connaissance de la gestion. Vous justifiez, si possible, d'une première expérience réussie dans le domaine du conseil. Vous éprouvez un réel intérêt pour la pédagogie.

Envoyer c.v. + lettre de motivation sous réf. R89 C à : ARKOS Consultants - 33, rue des Cordelières, PARIS-13^e.

Office public d'H.L.M. de la ville de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) - 2.572 logements

RECHERCHE

SON DIRECTEUR

MISSIONS : mener à bien le programme de réhabilitation et les projets d'expansion dans le cadre de la politique d'urbanisme de la ville. Expérience dans le secteur H.L.M. exigée.

Adresser candidature et C.V. : Monsieur le Maire, président de l'O.P.H.L.M. de Clichy, 88, boulevard Jean-Jaurès, 92110 CLICHY.

SECTEURS DE POINTE

Groupement d'Ingénierie Informatique (350 personnes) axé sur des créneaux de haute technologie. Notre croissance nous amène à recruter :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

de 1 à 4 ans d'expérience. Vous souhaitez intervenir sur de grands projets (ville ou militaires) dans les domaines suivants : TEMPS REEL, LOGICIELS EMBARQUÉS, CONTROL PROCESS, SIMULATION. Réf : MP216

JEUNE INGÉNIEUR RESEAU

environnement IBM

CHEF PROJET IBM 38/AS 400

L'anglais courant est indispensable pour ces deux postes. Réf : BDV 218

INGÉNIEURS OU MIAGISTES

Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience

Vous connaissez ou souhaitez acquies des compétences dans l'un des domaines suivants : VAX/VMS, ULTRIX 32, RDB, ORACLE, SQL, DECNET, ETHERNET, Réseaux hétérogènes. Connaissance du monde UNIX.

Vous participerez à des projets de gestion très élaborés dans des environnements fortement INDUSTRIELS impliquant l'intégration d'outils systèmes, les réseaux et la répartition des données. Réf : GE 217

Merci d'envoyer dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous la Réf. choisie, à : Martine BRUN, EUROSOFT SYSTEMES, 38 Bd Henri Sellier, B.P. 145, 92154 SURESNES Cedex.



EUROSOFT

SYSTEMES

Dans un environnement de haute technologie, SOPRA assure toutes les fonctions reliant l'idée créatrice à la mise en œuvre d'une solution informatique personnalisée.

**NOUS AUSSI,
NOUS AVONS
20 ANS**

Sopra aujourd'hui :
1000 personnes
450 MF de CA
20 % de croissance annuelle.

Jeunes Ingénieurs, Universitaires,

Vous voulez valoriser rapidement votre diplôme et acquérir un professionnalisme reconnu dans un secteur de pointe. Vous savez que le service et l'ingénierie informatique sont l'un des vecteurs d'une carrière réussie.

un avenir à bâtir avec Sopra !

Après une intégration dynamique de quatre semaines durant laquelle vous découvrirez SOPRA, sa culture, ses métiers, vous rejoindrez nos équipes et serez associé progressivement à leurs grands projets dans les domaines de la banque, de l'industrie, du service, du secteur public.

Merci de nous contacter en adressant votre candidature à Catherine Carrasset - SOPRA - 3, rue Lauriston 75116 Paris, en précisant la réf. J.I.N.G.

SOPRA.
Ingénierie informatique



REJOIGNEZ LES ETUDES INFORMATIQUES D'UN GRAND ETABLISSEMENT FINANCIER filiale du premier constructeur automobile français

Le groupe DIAC, numéro un du financement automobile, filiale du Groupe RENAULT, rassemble 2.200 personnes, 1.000.000 clients, 178 implantations régionales et un siège à MARNE LA VALLÉE (près du RER).

Son informatique dispose d'un environnement de haut niveau : IBM 3090 S, AMDAHL, IMS, DB2, NOMAD, SNA, 1500 terminaux et réseaux décentralisés.

Sa Direction des Systèmes d'Information souhaite accueillir :

INGÉNIEURS DEBUTANTS

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole.

Vous serez formés aux techniques les plus variées et à la Finance.

Associés à la réalisation de notre nouveau schéma directeur, vous prendrez une part active aux projets qui en découleront.

Nous misons sur vous pour répondre aux nouveaux enjeux du Groupe.

Nous avons confié ce recrutement à Ressources Informatiques Bancaires (R.I.B.). Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous référence JD 12 LM à Norine Nizerolle - 5, rue de Surène - 75008 Paris.



INGÉNIEUR MECANICIEN

Vous avez une bonne formation en mécanique (Ecole Centrale, Arts et Métiers ou équivalent) et le goût pour l'informatique scientifique.

Nous vous proposons, au sein de notre Département Recherche et Développement, de participer à la conception et à la réalisation d'instruments de contrôle de surface, faisant appel à l'optique, destinés aux services Production/Qualité.

Débutant ou après une première expérience, vous êtes motivé par une activité complète, allant de l'étude bibliographique à la réalisation de matériel opérationnel. Votre rigueur, votre sens des applications concrètes et votre goût pour la communication, ainsi que votre esprit d'équipe seront des atouts pour réussir au sein d'une unité fortement motivée par son activité.

Lieu de travail : Saint Maur (94).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 254 à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 1, rue Thomas Edison Echot 902 - 94028 CRETEIL Cedex.

Concevoir et réaliser des instruments de contrôle



ESSILOR

Com les usines

RENAULT

Jeune diplômé

INGÉNIEURS LOGICIELS

FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation pour demandeurs d'emploi à salaires en cours de formation

Service de l'enseignement technique

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

Service de l'application en informatique de gestion

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Concevoir les usines de demain



Vivez des responsabilités dans un environnement de hautes technologies soutenu par une très forte politique d'investissement.

- Concevoir les process de production de nos organes mécaniques et de nos carrosseries automobiles en France et à l'étranger,
- Construire l'assurance qualité/fiabilité de nos process industriels,
- Spécialiser les automatismes de nos lignes de production,
- Optimiser la logistique des flux et les modes de fonctionnement de nos chaînes de production,
- Créer les systèmes informatiques de pilotage et de suivi en temps réel de process industriels complexes.

...telle est la diversité des missions proposées à des **Ingenieurs Grandes Ecoles et/ou Universités**.

Votre mobilité à travers le groupe Renault est, pour vous et pour nous, la garantie du professionnalisme et de la réussite exigés par la compétition industrielle mondiale.

Les candidats retenus seront invités à une journée de présentation et de recrutement le vendredi 23 juin à Boulogne-Billancourt. Merci d'adresser votre lettre manuscrite précédée de vos coordonnées professionnelles, accompagnée d'une photo et d'un CV, à Carre Turnure - 128, rue de Turenne 75003 Paris, sous référence DTP mentionnée sur l'enveloppe.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

CAP SESA

Jeune diplômé non informaticien

Complétez votre formation de base en maîtrisant les technologies informatiques au sein de **L'ECOLE CAP SESA**.

- Vous êtes titulaire d'un diplôme scientifique ou technique (Ecole d'ingénieur ou équivalent),
- vous êtes disponible le 3 juillet 1989,
- vous êtes dégage des O.M.

CAP SESA vous propose :

- un engagement à durée indéterminée,
- une formation de 3 mois (à Paris),
- une intégration au sein de ses équipes en région parisienne et province, pour pratiquer le métier de Conseil et Services en Informatique et Télécommunications.

Pour tout renseignement ou envoi de candidature, contactez Annie Lebrun, Direction des Ressources Humaines, CAP SESA, 264 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris. Tel : 4754.52.00.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE
recherche
pour son Département Conseil en Organisation et gestion de production.

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ

ayant une expérience de 5 à 10 ans en informatique industrielle pour développer et coordonner ses activités dans le domaine.

En position d'interface entre les clients (Groupes Industriels) et les ingénieurs d'autres Départements (Organisation Industrielle, Process, Automatismes), il prendra en charge la définition et le suivi de projets de systèmes intégrés à des processus de production, et notamment :

- La conception de l'architecture des systèmes
- Les analyses fonctionnelles et organiques
- La mise en œuvre des systèmes jusqu'à réception.

Anglais courant - Déplacements courts et longues durées à prévoir.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite, sous réf. M 222 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République - 93100 MONTREUIL.

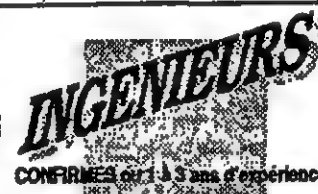
Nous sommes l'un des premiers groupes français de négoce international de produits agro-alimentaires implanté mondialement.

Nous cherchons pour l'une de nos sociétés (120 pers.)

UN MICRO-INFORMATICIEN

Au sein du département contrôle de gestion, vous analyserez les opérations de négoce, vous développerez un système de gestion des contrats en temps réel. De formation supérieure (MAGE, MGE avec expérience en informatique), vous posséderez un système de gestion des contrats en temps réel. Votre connaissance de l'anglais et vos qualités de communication faciliteront votre intégration.

Merci d'adresser lettre, C.V., photos s/n° 0000 LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



- TRAITEMENTS D'IMAGES
- SYSTEME TEMPS REEL,
- TRAITEMENT DU SIGNAL,
- RESEAU,
- BASES DE DONNEES.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGÉNIEURS SPECIALISES pour participer à notre nouvelle expansion.

Merci d'adresser CV et photographies au 9, Bd. Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE.



Le Monde CADRES

Dans un environnement de haute technologie, SOPRA assure toutes les fonctions reliant l'idée créatrice à la mise en œuvre d'une solution.

L'UNION RÉUSSIE DE LA TECHNIQUE ET DU MANAGEMENT...

Sopra aujourd'hui :
1000 personnes
450 Mfr de CA
20 % de croissance annuelle.

Jeunes managers à fort potentiel commercial...

De formation grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez une première expérience de l'informatique. Vous savez que le Service est le vecteur d'une carrière réussie. Vous êtes prêt à assurer le management d'un centre de profit de 30 à 50 personnes. Rejoignez nos agences de la région ouest pour relever de nouveaux défis et devenez l'interlocuteur privilégié des grandes entreprises, moteur de l'économie régionale.

... vivez avec nous l'aventure d'un grand projet de croissance.

Merci de vous faire connaître en adressant votre CV, à Catherine Carrasset - SOPRA - 3, rue Lauriston 75116 Paris.

SOPRA.
Ingénierie informatique

L'innovation en électronique et informatique



Société spécialisée dans les applications de haute technicité de l'informatique (domaines du signal, du graphisme et des télécommunications) recherche pour son Etablissement Parisien en cours de création :

INGENIEURS "LOGICIEL"

Débuteurs ou quelques années d'expérience.
Formation initiale en électronique appréciée.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à DIGILOG - 21 rue Frédéric Joliot Z.I. 13708 LES MILLES CEDEX - AIX EN PROVENCE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation pour demandeurs d'emploi et salariés en congé formation

Assistant du commerce international
spécialité : marché européen.
1120 heures - du 30/10/89 au 29/06/90.

Conseiller d'application en informatique de gestion
920 heures - du 19/10/89 au 27/04/90.

Diplôme d'université de formation des adultes (D.U.F.A.)
880 heures - du 06/11/89 au 12/03/90.

Traduction technique : mention informatique
920 heures - du 19/10/89 au 27/04/90.

Ces formations débouchent sur des diplômes d'université (niveau licence ou maîtrise).

Rémunération selon la législation en vigueur. Possibilités de rémunération par l'Etat (sauf pour le stage de formation des adultes).

Renseignements Université de Paris 8, Formation Permanente 2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02
Téléphone 48.99.23.00

Société à vocation internationale recherche pour postes résidents de conception de projets et de programmes d'apport au développement de pays d'Afrique noire francophone :

AGRO-ÉCONOMISTES
Ages de 25 à 40 ans, les candidats, de formation supérieure agronomique (DIA, PG, ENSA) devront justifier d'une expérience diversifiée outre-mer dans l'agriculture ou des productions animales et être le développement rural (étude et gestion d'opérations).

Adresser lettre manuscrite + CV et photo, s/n° 6089 à I.T.A. 51, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris (coût transmission).

U.S. UNIVERSITÉ PARIS 8
P.E.R.S. M-Temps pour administration, enseignement, travail de l'emploi, et diverses fonctions. Organisme agréé par l'Etat. Envoi en ad. exp. scellée. Envoyer C.V. à EDUCO, 23, r. de Montessuy, 75007 PARIS.

Association culturelle recherche
CHEF DE PROJET
et possible conservateur pour prendre direction d'un établissement.

ÉCONOMES
NORD-DAUPHINE
Rue de Loo, 55000 VILLEROTTE.

DIRECTION PRODUCTION METALLURGIE
400 000 F + INGÉNIEUR D.C. Centrale, A.J.M. - 1, Exp. chimie, métallurgie, mécanique, microscopie, traitement des métaux. Adresser, coordonné, C.V. et photo à :

LE LESTER MANEGES
3, rue d'Hauteville, PARIS-10^e qui vous transmet l'information dès que la poste.

CONSTRUCTEUR D'ANALYSEURS DE GAZ
(sud de Paris) recherche
INGÉNIEURS ET AGENTS TECHNIQUE-CLAUDE
pour visite et suivi d'une clientèle industrielle et de laboratoires. Expérience commerciale souhaitée en analyse de gaz. Bonne pratique de l'anglais nécessaire. Adresser lettre manuscrite, C.V. en préférence à :

NOUVEL ORGANISME DE FORMATION DÉPART 83
recherche
responsables de secteur et formateurs qualifiés.
Envoyer sous le n° 8 357 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy 75007 Paris.

A PARIS
Cabinet conseil en BREVETS
spécialité
TELECOM
offre à jeunes
INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

Grandes écoles
Intéressés par techniques de pointe, l'opportunité d'une carrière dans la propriété industrielle.
Langue anglaise pratiquée. Nationalité française.

Écrire sous réf. 9063 à : GALLOS, 118, Champs-Élysées, 75008 Paris.

IMPORTANTE STÉ
recherche
titulaire maîtrise en droit pour situation évolutive, excellente connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à :
S.A. FRANÇAISE DE REASSURANCES
34, bd des Capucines 75017 Paris.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
recherche
TECHNICIEN

Titulaire d'un DUT ou BTS, Brevet des O.M. Sollicité électronique, connaissances hyperfréquences et radar demandées. Adresser C.V. au chef du service administratif de la base d'essai de Brétigny, Centre d'essai en vol, 91220 Brétigny-sur-Orge.

Bureau d'études
150 personnes opt.
DIPLOMÉS(ES)

- Grande école ou université, - Débuteur ou avec 1^{re} exp. pour secteur électronique, - Mécanique, thermique, aérodynamique, combustion, analyse d'essai informatique, etc.

Écrire avec C.V., photo sous réf. no 7182. Publicité réunies, 112, bd Voltaire, 75544 Paris, Cedex 11.

secrétaires

STÉ BITUME
SPORTSWEAR
recherche

SECRÉTAIRE
avec notions comptabilité, TRES URGENT
Contacter le 43-38-30-90.

Économie

... Le Monde • Mercredi 31 mai 1989 41

SOMMAIRE

■ La France et l'Arabie saoudite négocient un accord commercial de vente d'armes et d'investissements industriels (lire ci-dessous).
■ Plus de 12% des recrutements de l'industrie française

sont actuellement non pourvus faute de main-d'œuvre qualifiée (lire page 45).
■ Le groupe Bouygues reste le leader mondial du bâtiment et des travaux publics mais accé-

lère son redéploiement dans les services (lire page 46).

■ Correspondant de la firme internationale Price Waterhouse, le cabinet Befec devient le numéro un français de l'audit (lire page 42).

Ventes d'armes contre investissements industriels

La France et l'Arabie saoudite pourraient signer un important accord économique

Quelques jours avant le passage à Paris du ministre de la défense d'Arabie saoudite, le prince Sultan bin Abdul Aziz, très attendu par les industriels français de l'armement, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, s'est rendu à Riyad et à Djeddah les 27, 28 et 29 mai sur l'invitation de son homologue saoudien. Reçu lundi 29 par le prince héritier, M. Rausch a estimé que le climat était « extrêmement propice à un développement des échanges » bilatéraux.

RIYAD
de notre envoyé spécial

Après les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la France pourrait être le troisième Etat à s'engager avec le royaume d'Arabie saoudite dans un important accord économique liant les ventes d'armes à Riyad à des investissements industriels français dans le pays. Si, officiellement, les contrats militaires (des rumeurs font état de projets qui pourraient atteindre 12 à 15 milliards de francs) n'étaient pas à l'ordre du jour des entretiens qu'a eus M. Rausch à Riyad avec le ministre du commerce, celui de l'industrie et des finances puis le numéro deux du royaume (le roi Fahd était en déplacement au Maroc), les interlocuteurs du ministre français ont néanmoins renouvelé leur offre d'un accord dit « programme off-

set » semblable à ceux que le royaume a déjà signés avec les Etats-Unis, il y a quatre ans, puis avec la Grande-Bretagne l'an dernier.

Ces accords intergouvernementaux prévoient que, en contrepartie de ventes d'armes à l'Arabie saoudite, les pays fournisseurs s'engagent à réaliser des investissements sur le territoire saoudien, de préférence dans des « jointes ventures » (sociétés à capitaux mixtes) et dans des secteurs de haute technologie. Par ce biais, l'Arabie saoudite souhaite accélérer et diversifier son industrialisation tout en renforçant la sécurité de son territoire.

M. Rausch a fait savoir à ses interlocuteurs que la France était « preneur d'un tel accord », sous certaines conditions. Les discussions ont notamment porté sur la part des recettes tirées des ventes d'armes qui devraient être réinvesties en Arabie saoudite (entre 30 % et 35 %), les aides apportées aux investisseurs et les secteurs susceptibles d'intéresser les Saoudiens. Plusieurs projets déjà en discussion, notamment dans la pétrochimie et les communications, pourraient s'inscrire dans un tel accord global.

Le premier acheteur de pétrole saoudien

Très « sensible » à l'accueil fait à M. Yasser Arafat, le leader de l'Olp, par M. François Mitterrand à Paris, le prince héritier saoudien a indiqué au ministre français qu'il souhaitait que la

France prenne « une position commerciale plus importante en Arabie saoudite », le ministre du commerce, M. Soliman Abdul Aziz Al-Solaim, a déclaré que « si la France est aujourd'hui le sixième fournisseur du royaume, [il serait] très heureux si elle en devenait le troisième », derrière les Etats-Unis et le Japon.

Le problème des paiements

L'excellence des relations politiques bilatérales, le redémarrage de l'économie saoudienne grâce au prix actuel du pétrole, la volonté des Saoudiens de diversifier leurs industries, les achats importants de pétrole brut par Paris à Riyad (la France est actuellement le premier client du royaume pour l'or noir, le royaume le premier fournisseur de la France) : toutes les conditions semblent donc réunies pour un développement des échanges commerciaux entre les deux pays. Le contrat pour la livraison « clé en main » d'une unité de détergents, remporté il y a quinze jours, pour 450 millions de francs par la firme française Spie Batignolles est-il un signe du renouveau ?

Pour l'instant, les échanges franco-saoudiens n'ont pas encore véritablement décollé. Entre 1984 et 1988, compte tenu de la chute des prix pétroliers et donc de la baisse du pouvoir d'achat du royaume, les ventes françaises s'élevaient effondrées, tombant de 19,9 milliards de francs à 6,6 milliards. Au cours des premiers

mois de 1989, les exportations françaises étaient encore orientées à la baisse (moins 10 % sur les deux premiers mois).

Accompagné d'une délégation d'une vingtaine d'industriels, M. Rausch a fait part à ses interlocuteurs de l'inquiétude de certains d'entre eux à propos de problèmes de paiement. Depuis dix-huit mois, plusieurs d'entre eux ont observé à ce sujet une nette détérioration. A moyen et long terme, les arriérés dépasseraient déjà le milliard de francs et affecteraient essentiellement les entreprises françaises du BTP (Bouygues, Dumez...). Les contestations (notamment celles entre la SAE et le ministère du logement) seraient également plus importantes.

Sur ces questions, quelques progrès auraient été accomplis, notamment à l'occasion de la réunion annuelle du groupe de travail financier qui s'est tenue à Riyad les 26 et 27 mai. La partie française était présidée par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, et Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, la délégation saoudienne par M. Hamad Al-Sayari, gouverneur de la Sama (la banque centrale d'Arabie saoudite). Les responsables gouvernementaux français et saoudiens ont cependant cherché à dédramatiser cet aspect des choses, pour insister sur leur volonté de développer les échanges bilatéraux et les investissements conjoints.

ERIK IZRAELWICZ

A la veille de la conférence ministérielle

L'OCDE tire les premières leçons de la remontée du dollar

Après s'être vivement redressé depuis sa correction de jeudi dernier, le dollar était très ferme le mardi 30 mai au matin en Europe. Il retrouvait ses plus hauts niveaux atteints au milieu de la semaine dernière, à 6,82 F, 2,0150 DM et 143,50 yens, contre 6,67 F, 1,9685 DM et 140,45 yens vendredi : des parités qui n'avaient pas été établies par le dollar face aux devises européennes depuis plus de deux ans.

La plupart des banques centrales européennes, dont celles d'Allemagne, de Suisse, d'Angleterre, de Belgique et d'Italie étaient présentes mardi sur les marchés pour tenter de contenir la hausse du dollar.

Une fois de plus, le week-end, prolongé aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne par la célébration, le 29 mai, du Memorial Day, a fourni l'occasion d'une poussée du dollar pendant la fermeture des marchés. Les opérateurs attendaient donc la réouverture des marchés new-yorkais et l'éventuelle intervention de la Réserve fédérale pour savoir si la

hausse du billet vert est amenée à se poursuivre.

Le Japon a confirmé, le 30 mai, le relèvement de son taux de l'escompte de 2,5 % à 3,25 %, annoncé vendredi dernier. Cependant, cette hausse, largement destinée à lutter contre l'affaiblissement du yen face au dollar, et qui sera effective le 31 mai, a été sans effet sur les marchés. Les opérateurs estiment en effet que le réalignement des taux d'intérêt doit être général, et passer par un relèvement du loyer de l'argent en Europe, parallèlement à une baisse aux Etats-Unis.

Au terme d'une réunion le jeudi 1^{er} juin, la Bundesbank pourrait décider de relever une nouvelle fois ses taux directeurs. Déjà, le 20 avril dernier, le taux de l'escompte allemand est passé officiellement de 4 % à 4,5 %, et le taux Lombard de 6 % à 6,5 %. Une effervescence dans les économistes sont obligés de tenir compte, même s'ils doivent dépasser le très court terme. L'OCDE vient, ainsi, de tirer des premières et prudentes leçons de la remontée du billet vert.

Le FMI plutôt pessimiste

Les hausses du dollar et du pétrole ont amené les experts de l'OCDE à revoir leurs prévisions, à la veille de la réunion les 31 mai et 1^{er} juin à Paris, de la conférence ministérielle réunissant les vingt-quatre pays membres. Sur la base d'un cours du baril porté à 18 dollars contre 15 précédemment et de taux de changes arrêtés au 2 mai (un dollar à 1,89 deutschemark et 133,9 yens), l'organisation a surtout révisé les répartitions de croissance entre pays et l'évolution des balances des paiements courants.

L'expansion économique moyenne devrait, selon elle, atteindre 3,25 % cette année et 2,78 % en 1990, grâce à un ralentissement plus net que prévu précédemment aux Etats-Unis compensé par la poursuite d'un bon niveau d'activité en

Europe et au Japon. Les signes de lente remontée de l'inflation se précisent avec une hausse des prix moyenne de 4,5 % recouvrant une poussée à 5 % aux Etats-Unis et de 6,25 % en Europe. Mais ce sont les estimations de balances des paiements courants qui évoluent le plus, avec un moindre redressement des comptes extérieurs américains et une stabilisation suivie par une nouvelle augmentation des excédents japonais et allemands.

L'OCDE reste au total plus optimiste sur ce point que le Fonds monétaire international. Ce dernier envisage une nouvelle dégradation du déficit américain dès cette année alors que les experts du chèque de la Moutte tablent sur une amélioration de 12 milliards de dollars en 1989.

Les principales prévisions

	Croissance du PNB (%)			Inflation (%)			Balances des paiements courants (milliards de dollars)		
	1988	1989	1990	1988	1989	1990	1988	1989	1990
Etats-Unis	3,9	3	2,25	3,4	5	5,25	-133,3	-123	-116
Japon	5,7	4,75	4,25	0,4	1,5	2,25	79,6	80	83
RFA	3,4	3	2,75	1,5	2,5	2,5	48,5	48	53
France	3,4	3	2,7	3,3	3,5	2,9	-3,9	-6	-5
OCDE Europe	3,5	3	2,75	4,9	5,25	4,75	14,6	-2	-1
Total OCDE	4,1	3,25	2,75	3,6	4,5	4,5	-61,8	-68	-57

L'Inde ne veut pas céder aux pressions américaines

L'Inde a annoncé, lundi 29 mai, qu'elle poursuivait sa politique économique et ne céderait pas aux menaces de représailles américaines. Avec le Japon et le Brésil, l'Inde fait partie de la « liste noire » publiée par Washington. Cette « liste noire » envisage des représailles à l'encontre des pays accusés de pratiques déloyales aux termes de la section 301 de la loi commerciale. Mise en cause pour les restrictions imposées aux investissements étrangers et aux compagnies d'assurances étrangères, l'Inde ne se plie pas « à la tactique des pressions », a déclaré le ministre des affaires étrangères. Le ministre du commerce, M. Dinesh Singh, avait, dès la publication de la « liste noire », qualifié les accusations américaines de « totalement injustifiées, irrationnelles et injustes ».

Fiat Auto : hausse de 17 % du bénéfice net en 1988

Le bénéfice net de Fiat Auto a progressé de 17 % en 1988 pour atteindre 443 milliards de francs (environ 2 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a augmenté de 15 % à 25 454 milliards de francs. L'ensemble du secteur automobile a contribué pour 1 764 milliards de francs (contre 1 535 milliards en 1987) au bénéfice net du groupe Fiat.

Le constructeur italien a profité de la bonne conjoncture automobile : en 1988, ses ventes ont atteint 2,2 millions d'unités en hausse de 8 %. En Europe, il a consolidé sa place de numéro un avec 14,9 % du marché et 1,93 millions de voitures vendues (+10 %) contre 14,3 % en 1987. Cette bonne conjoncture se poursuit depuis le début de 1989 : les ventes sont en hausse de 5,8 % pour les quatre premiers mois de l'année et Fiat n'arrive pas à satisfaire à la demande, ses différentes usines tournant au maximum de leurs capacités.

M. Yvon Gattaz à l'Académie des sciences morales et politiques

L'Académie des sciences morales et politiques a élu M. Yvon Gattaz, ancien président du CNPF, au premier tour de scrutin, par vingt voix sur trente-six votants, dans la section d'économie politique, statistique et finances, en remplacement de M. Pierre Massé, décédé le 15 décembre 1987.

M. Marcel Boiteux avait obtenu 10 voix et M. Michel Albert 5.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

votre 205 Green en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR GRATUIT

NEUBAUER



NEUBAUER PEUGEOT

toujours plus avec la griffe

* en fonction des options choisies.

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989

Prénoms

Question 15 :

Des prénoms féminins qui ont eu succès littéraire. Certains prénoms de jeunes filles se retrouvent en des œuvres d'auteurs très différents. Pouvez-vous retrouver ces prénoms, communs à des œuvres distinctes, grâce aux indications que voici ?

a - Une diabolique qui vous serre la main sous la table, ou une jolie brune aux yeux verts, qui ment et disparaît...
b - On la quitte malgré soi ; ou elle préfère son jardin au musée de son père...





Question 16 :

Un titre fait d'un prénom. Nombreuses sont les œuvres dont le titre est le prénom du héros principal (on dit du héros « éponyme »). Nous vous proposons d'en retrouver un parmi les cinq que voici grâce à cette indication : Son regard fait tomber l'enseigne...

☐ Aurélia
☐ Aziyadé
☐ Colomba
☐ Esther
☐ Justine

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur l'hebdomadaire 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1983, établissement d'enseignement technique supérieur
Diplôme agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale

RECTIFICATIF :

Dans le Monde
daté du 26 mai 1989,
il fallait lire
dans la publicité
« Appel pour
la réhabilitation
de TA THAU » :
« pour la réhabilitation
de TA THU THAU ».

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'assemblée générale ordinaire du Comptoir des entrepreneurs s'est tenue le 25 mai 1989. Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées.

Au cours de l'assemblée générale, M^{me} Paule Dufour, président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante :

Messieurs, Mesdames, L'assemblée générale du 26 mai 1988, je le rappelle, a été l'occasion pour CDE d'acquiescer à ses fondateurs, face aux difficultés que la réalité dément. Comme vous le savez, une demande d'arbitrage a été déposée à la direction du Trésor, afin de rétablir l'équité qui était l'essence même de cet accord.

Dans le secteur privé, malgré une concurrence intense constatée sur le marché des crédits nouveaux, le niveau de l'activité a été excellent, et ce en dépit du désavantage que constitue pour CDE le coût plus élevé des capitaux qu'il se procure sur les marchés financiers, à l'exclusion de toute autre source plus avantageuse. Tous les secteurs ont intervenu : le Comptoir des entrepreneurs, cette période a été marquée par le krach boursier antérieur à la loi de 1987, qui a permis d'optimiser totalement cette opération : 33,3 millions de francs ont été collectés par ce canal.

De plus, la société a procédé au mois d'août à une augmentation de capital parfaitement réussie. Au total, le capital social de CDE est passé d'un exercice à l'autre de 204 millions de francs à 325,7 millions de francs (soit une augmentation de 59,7 %).

Dans le même temps, l'actionnariat du Comptoir des entrepreneurs s'est stabilisé et renforcé ; en effet, quelques actionnaires démissionnaires ont été remplacés par de nouveaux actionnaires, les trois principaux étant la Moudia, les Mutuelles du bâtiment et des travaux publics et les AGF.

Il nous reste maintenant à poursuivre dans cette voie, car le dynamisme du secteur privé nous contraint, en vue de l'échéance européenne, à de nouvelles augmentations de fonds propres. Dans cette perspective, la montée en réserves des plus-values réalisées à la suite de la vente d'immeubles en 1988 (pour un montant après impôt de 94 millions de francs) et l'émission de titres subordonnés remboursables - TSR - à laquelle la société procède actuellement (pour un montant de 300 millions de francs) permettront au total des fonds propres de passer de 850,4 millions de francs au 31 décembre 1988 à 1 244 millions de francs à la fin du premier semestre 1989.

Le bilan d'activité et les résultats financiers de l'exercice 1988 confirment le caractère équilibré de nos opérations publiques et concurrentielles. Je me contenterai de vous rappeler les principaux points forts qui ont marqué l'exercice écoulé et qui sont largement commentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Dans le secteur public, l'activité en crédits nouveaux a été fortement ralentie pour une double raison : la nouvelle réduction des aides de l'État dans le secteur du financement de l'accession sociale à la propriété et une insuffisance aggravée de la part relative des PAP groupés confiés à CDE dans l'enveloppe distribuée en 1988 par le réseau Crédit Foncier-CDE.

L'existence d'un volume important de remboursements anticipés a accentué l'impact négatif sur l'évolution des encours moyens.

Au total, l'encours annuel des prêts publics gérés par la société a diminué de 5,6 % d'un exercice à l'autre. Influencée par cette diminution de l'encours des engagements, les résultats de ce secteur ont de plus été affectés par la baisse du taux des commissions que CDE perçoit pour gérer les PAP acquiescés qui lui reviennent et par un coût supplémentaire de financement occasionné par la montée régulière des impayés.

Le cumul de tous ces facteurs défavorables a conduit à une réduction de 14,1 % de la marge financière des prêts aidés en 1988.

Cette tendance n'est pas conforme aux dispositions du protocole d'accord voulu par le ministre de l'économie et des finances et conclu en 1982 entre le Crédit foncier de France et le Comptoir des entrepreneurs sous l'égide du Trésor, chargé de veiller à sa stricte application.

De protocole prévoyait, en effet, une croissance parallèle des encours publics et des établissements, ce que la réalité dément. Comme vous le savez, une demande d'arbitrage a été déposée à la direction du Trésor, afin de rétablir l'équité qui était l'essence même de cet accord.

Dans le secteur privé, malgré une concurrence intense constatée sur le marché des crédits nouveaux, le niveau de l'activité a été excellent, et ce en dépit du désavantage que constitue pour CDE le coût plus élevé des capitaux qu'il se procure sur les marchés financiers, à l'exclusion de toute autre source plus avantageuse. Tous les secteurs ont intervenu : le Comptoir des entrepreneurs, cette période a été marquée par le krach boursier antérieur à la loi de 1987, qui a permis d'optimiser totalement cette opération : 33,3 millions de francs ont été collectés par ce canal.

De plus, la société a procédé au mois d'août à une augmentation de capital parfaitement réussie. Au total, le capital social de CDE est passé d'un exercice à l'autre de 204 millions de francs à 325,7 millions de francs (soit une augmentation de 59,7 %).

Dans le même temps, l'actionnariat du Comptoir des entrepreneurs s'est stabilisé et renforcé ; en effet, quelques actionnaires démissionnaires ont été remplacés par de nouveaux actionnaires, les trois principaux étant la Moudia, les Mutuelles du bâtiment et des travaux publics et les AGF.

Il nous reste maintenant à poursuivre dans cette voie, car le dynamisme du secteur privé nous contraint, en vue de l'échéance européenne, à de nouvelles augmentations de fonds propres. Dans cette perspective, la montée en réserves des plus-values réalisées à la suite de la vente d'immeubles en 1988 (pour un montant après impôt de 94 millions de francs) et l'émission de titres subordonnés remboursables - TSR - à laquelle la société procède actuellement (pour un montant de 300 millions de francs) permettront au total des fonds propres de passer de 850,4 millions de francs au 31 décembre 1988 à 1 244 millions de francs à la fin du premier semestre 1989.

Le bilan d'activité et les résultats financiers de l'exercice 1988 confirment le caractère équilibré de nos opérations publiques et concurrentielles. Je me contenterai de vous rappeler les principaux points forts qui ont marqué l'exercice écoulé et qui sont largement commentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Dans le secteur public, l'activité en crédits nouveaux a été fortement ralentie pour une double raison : la nouvelle réduction des aides de l'État dans le secteur du financement de l'accession sociale à la propriété et une insuffisance aggravée de la part relative des PAP groupés confiés à CDE dans l'enveloppe distribuée en 1988 par le réseau Crédit Foncier-CDE.

L'existence d'un volume important de remboursements anticipés a accentué l'impact négatif sur l'évolution des encours moyens.

Au total, l'encours annuel des prêts publics gérés par la société a diminué de 5,6 % d'un exercice à l'autre. Influencée par cette diminution de l'encours des engagements, les résultats de ce secteur ont de plus été affectés par la baisse du taux des commissions que CDE perçoit pour gérer les PAP acquiescés qui lui reviennent et par un coût supplémentaire de financement occasionné par la montée régulière des impayés.

Le cumul de tous ces facteurs défavorables a conduit à une réduction de 14,1 % de la marge financière des prêts aidés en 1988.

Cette tendance n'est pas conforme aux dispositions du protocole d'accord voulu par le ministre de l'économie et des finances et conclu en 1982 entre le Crédit foncier de France et le Comptoir des entrepreneurs sous l'égide du Trésor, chargé de veiller à sa stricte application.

De protocole prévoyait, en effet, une croissance parallèle des encours publics et des établissements, ce que la réalité dément. Comme vous le savez, une demande d'arbitrage a été déposée à la direction du Trésor, afin de rétablir l'équité qui était l'essence même de cet accord.

Dans le secteur privé, malgré une concurrence intense constatée sur le marché des crédits nouveaux, le niveau de l'activité a été excellent, et ce en dépit du désavantage que constitue pour CDE le coût plus élevé des capitaux qu'il se procure sur les marchés financiers, à l'exclusion de toute autre source plus avantageuse. Tous les secteurs ont intervenu : le Comptoir des entrepreneurs, cette période a été marquée par le krach boursier antérieur à la loi de 1987, qui a permis d'optimiser totalement cette opération : 33,3 millions de francs ont été collectés par ce canal.

De plus, la société a procédé au mois d'août à une augmentation de capital parfaitement réussie. Au total, le capital social de CDE est passé d'un exercice à l'autre de 204 millions de francs à 325,7 millions de francs (soit une augmentation de 59,7 %).

Dans le même temps, l'actionnariat du Comptoir des entrepreneurs s'est stabilisé et renforcé ; en effet, quelques actionnaires démissionnaires ont été remplacés par de nouveaux actionnaires, les trois principaux étant la Moudia, les Mutuelles du bâtiment et des travaux publics et les AGF.

Il nous reste maintenant à poursuivre dans cette voie, car le dynamisme du secteur privé nous contraint, en vue de l'échéance européenne, à de nouvelles augmentations de fonds propres. Dans cette perspective, la montée en réserves des plus-values réalisées à la suite de la vente d'immeubles en 1988 (pour un montant après impôt de 94 millions de francs) et l'émission de titres subordonnés remboursables - TSR - à laquelle la société procède actuellement (pour un montant de 300 millions de francs) permettront au total des fonds propres de passer de 850,4 millions de francs au 31 décembre 1988 à 1 244 millions de francs à la fin du premier semestre 1989.

Le bilan d'activité et les résultats financiers de l'exercice 1988 confirment le caractère équilibré de nos opérations publiques et concurrentielles. Je me contenterai de vous rappeler les principaux points forts qui ont marqué l'exercice écoulé et qui sont largement commentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Dans le secteur public, l'activité en crédits nouveaux a été fortement ralentie pour une double raison : la nouvelle réduction des aides de l'État dans le secteur du financement de l'accession sociale à la propriété et une insuffisance aggravée de la part relative des PAP groupés confiés à CDE dans l'enveloppe distribuée en 1988 par le réseau Crédit Foncier-CDE.

L'existence d'un volume important de remboursements anticipés a accentué l'impact négatif sur l'évolution des encours moyens.

Au total, l'encours annuel des prêts publics gérés par la société a diminué de 5,6 % d'un exercice à l'autre. Influencée par cette diminution de l'encours des engagements, les résultats de ce secteur ont de plus été affectés par la baisse du taux des commissions que CDE perçoit pour gérer les PAP acquiescés qui lui reviennent et par un coût supplémentaire de financement occasionné par la montée régulière des impayés.

Le cumul de tous ces facteurs défavorables a conduit à une réduction de 14,1 % de la marge financière des prêts aidés en 1988.

Cette tendance n'est pas conforme aux dispositions du protocole d'accord voulu par le ministre de l'économie et des finances et conclu en 1982 entre le Crédit foncier de France et le Comptoir des entrepreneurs sous l'égide du Trésor, chargé de veiller à sa stricte application.

Le bilan d'activité et les résultats financiers de l'exercice 1988 confirment le caractère équilibré de nos opérations publiques et concurrentielles. Je me contenterai de vous rappeler les principaux points forts qui ont marqué l'exercice écoulé et qui sont largement commentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Économie

AFFAIRES

Befec futur numéro un de l'audit en France

Les concentrations s'accroissent dans le monde de l'audit. Après l'accord international de fusion annoncé le 19 mai entre Ernst & Whinney et Arthur Young (le Monde du 20 mai), les cabinets français Pricewaterhouse, et Befec & Associés ont fait savoir, le 26 mai, qu'ils fusionneront dès le 1^{er} janvier 1990 dans une nouvelle entité sous l'enseigne Befec. Le nouveau cabinet ainsi constitué sera le numéro un français de la profession d'expertise comptable à dominante audit, tant en France qu'en Afrique francophone.

Avec cent cinquante experts et consultants et sept cent soixante-dix

collaborateurs (sur la base des chiffres 1988), le nouveau groupe dépassera 510 millions de francs d'honoraires en France et 100 millions en Afrique francophone. Il continuera d'être le correspondant en France de Price Waterhouse, quatrième firme mondiale d'audit en 1988. En outre, la fusion des correspondants français d'Ernst & Whinney et Arthur Young, respectivement CJA et HSD, constituera désormais le deuxième groupe de la profession en France derrière Befec, devant Barbier-Frisa, correspondant d'Arthur Andersen autre grand parmi les « Big Eight » (désormais « Big Seven ») de l'audit.

AGRICULTURE

Les aides
communautaires
au secteur forestier
en forte augmentation

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture de la CEE ont décidé, lundi 29 mai, de doubler pratiquement l'aide communautaire à la forêt européenne. Au cours de la période 1989-1993, le budget des Douze consacrera 780 millions d'ECU (5,5 milliards de francs) contre 410 millions d'ECU (2,9 milliards de francs) prévus initialement pour la protection et le développement du secteur forestier.

Pendant la période quinquennale concernée, la lutte contre la pollution atmosphérique sera renforcée à concurrence de 120 millions de francs par la création d'un programme de collecte et de coordination des informations sur l'état sanitaire des forêts. La prévention des incendies bénéficiera, de son côté, d'une dotation de plus de 200 millions de francs en vue de mettre au point de nouveaux matériels destinés à intervenir de manière plus rapide et efficace.

Afin de pallier les conséquences négatives de l'abandon de terres cultivées - rendu nécessaire par les excédents agricoles - le budget européen financera 25 % d'une prime annuelle par hectare de 1 050 F en faveur des exploitations agricoles qui procéderont au boisement des terres en jachère, le reste étant à la charge des pouvoirs publics nationaux.

Les Douze apporteront aussi leur soutien à la transformation et à la commercialisation des produits. Des aides aux investissements seront ainsi versées pour toutes les opérations précédant le sciage industriel.

M. S.

Continental prêt à racheter le suédois Nivis

Le groupe allemand Continental Gummi, quatrième manufacturier mondial de pneumatiques, a de nouvelles visées expansionnistes. Après le rachat d'Unifur Europe (1979), puis de l'australien Sempert (1985) et de l'américain General Tire (1987), il négocie maintenant l'acquisition d'une participation majoritaire dans le capital de Nivis Tyre AB (marques Gialvald et Viking), filiale de la société suédoise KF Industri AB, elle-même contrôlée par la puissante organisation syndicale suédoise. Chez Conti, on refuse toutefois de préciser le

montant de ce nouvel investissement. Nivis, qui réalise un chiffre d'affaires de 1,33 milliard de couronnes suédoises (autour de francs), détient environ 10 % du marché suédois du pneumatique. Volvo et Saab figurent parmi ses nombreux clients européens.

Avec cette nouvelle acquisition, le chiffre d'affaires de Continental passerait de 7,9 milliards de deutschemarks (26,9 milliards de francs) en 1988 à plus de 10 milliards de deutschemarks (34 milliards de francs) en 1989.

EMC renonce à vendre Sanders

Le groupe d'Etat EMC renonce à vendre sa filiale Sanders pour laquelle deux groupes de repreneurs étaient en compétition. Les deux propositions ne présentaient pas de problèmes financiers, mais nous avons estimé que ni l'une ni l'autre ne remplissaient suffisamment toutes les conditions pour assurer le développement de Sanders», explique-t-on au siège de l'EMC.

L'EMC va désormais chercher d'autres solutions pour assurer le

développement de cette filiale, numéro un français de l'alimentation animale, qui réalise un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs. Deux groupes de repreneurs étaient en compétition pour racheter cette affaire. Le premier était composé d'industriels ayant pour chef de file Sacre Union. Le second était conduit par le vététaire Doux et la société Glon, concessionnaire de Sanders.

Wagons-Lits détendra 29 % de Sodexo

La Compagnie internationale des wagons-lits (CWL), société de droit belge, et le groupe Sodexo, dirigé par M. Pierre Bellon, qui ont décidé de fusionner leurs activités de restauration collective dans une société accordant au troisième rang mondial de ce secteur, ont annoncé, le 26 mai, le croisement de leur action. A la fin de l'année dernière, Sodexo avait racheté 17,5 % du capital de Wagons-Lits. Dans quelques jours, ceux-ci apporteront 400 millions de francs dans le groupe de M. Pierre Bellon ; un holding de contrôle, dénommé Financière Sodexo, sera créé, et une augmentation de capital de 123 529 actions de Sodexo sera réservée à la Financière Sodexo à un prix de 3 300 francs par action (407 millions de francs au total).

A la suite de cette restructuration, le capital de la Financière Sodexo sera réparti entre le groupe de M. Pierre Bellon pour 51 % et le groupe Wagons-Lits pour 29 %. La Financière Sodexo détendra 51 % du capital de Sodexo. Les actionnaires de ce dernier seront convoqués pour une assemblée générale extraordinaire dans la seconde quinzaine du mois de juillet afin d'approuver cette augmentation de capital.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 29 et mardi 30 mai :

DES DÉCRETS
N° 89-339 du 29 mai 1989 pris pour l'application du chapitre II de la loi n° 89-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social modifiant le décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises agricoles.

N° 89-341 du 29 mai 1989 concernant l'octroi d'une indemnité annuelle d'attente au profit de certaines catégories d'agriculteurs appelés à cesser leur activité.

(Publicité)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Préfecture de Cher Préfecture de l'Indre

R.N. 20 - Liaison autoroutière VIERZON-CHATEAUBOURG Nord

AVIS D'ENQUÊTE

Répondre à l'avis d'enquête du vendredi 26 mai 1989

En ce qui concerne la construction de deux ou trois pontons de VIERZON et dans l'ensemble des pontons, en particulier à l'aval du ponton de VIERZON.

Le vendredi 26 mai 1989 de 9 h à 12 h.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MMTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE mobilière immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 8 JUIN 1989, à 9 h 30
UN APPARTEMENT de 3 P. PRINC. à VILLECRESNES
(94) - 2, Villa des Anémones
au 3^e étage - CAVES et EMPLACEMENT DE PARKING
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et
SOTTELLI-COISSAU, avocats associés à
PARIS (9), 2, carrefour de l'Odéon. - Tél. : 46-53-02-21. - Tous avocats près TGI
Créteil. - S/placé pour visite.

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES

En la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet
le MARDI 13 JUIN 1989, à 14 h 30

5 APPARTEMENTS - 2 CHAMBRES
(dont 2 APPART. de 3 P. et 3 APPART. de 2 P.)
à PARIS (16^e)

Entre le bd SUCHE et le CHAMP de COURSES D'AUTUIL
M^{me} BONNEL, CHEUVREUX, BOURGES, not. associée, 79, boulevard
Malesherbes, 75008 PARIS. - Tél. : 42-94-16-08 (M. MAGNINER).

GRAND CONCOURS

**COMMANDEZ
VOS NUMEROS
MANQUANTS**

Cochez les numéros des vignettes
qui vous manquent. Nous vous
ferons parvenir les numéros
correspondants en France de port.

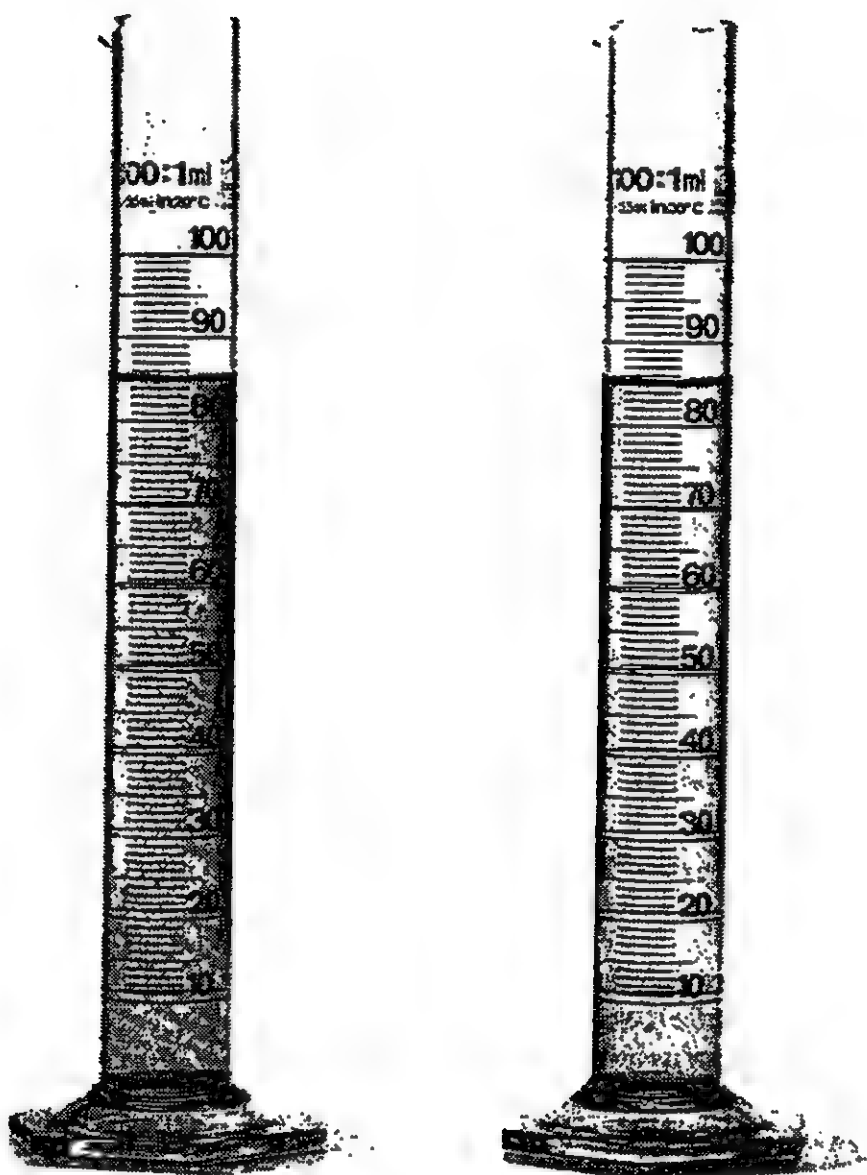
N°1 4.50 F du 23 MAI	N°2 4.50 F du 24 MAI	N°3 4.50 F du 25 MAI	N°4 4.50 F du 26 MAI	N°5 4.50 F du 27 MAI	N°6 4.50 F du 28 MAI
N°7 4.50 F du 29 MAI					

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à :
Le Monde, service des ventes aux numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

هكزان المثل

Les compagnies pétrolières
ont absolument raison :
il y a bien une différence entre leur essence*
et celle des grandes surfaces.



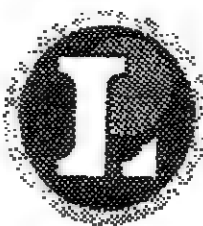
5,35^{F*}

5,69^{F*}

Qu'un pétrolier décide de lancer de nouvelles marques sur le marché, c'est son droit ! Qu'il se sente obligé de jeter le discrédit sur la qualité des carburants vendus dans les hypermarchés, c'est méchant ! C'est méchant car les consommateurs savent bien que toutes les stations-service sont soumises aux mêmes normes de qualité et qu'elles sont toutes contrôlées par les services de la répression des fraudes. Et, en plus, c'est bête : tout le monde sait que les pétroliers sont les principaux fournisseurs des grandes surfaces et que les carburants sortent des mêmes cuves et des mêmes raffineries. Alors, où est la différence ?

*Exemple d'écart de prix constaté par huissier à Chalon-sur-Saône le 25 février 1989 : 5,35 F le litre de super au Centre Leclerc ; 5,69 F à la station Shell Rocade.

E. LECLERC





46, rue Lauriston - 75116 PARIS - Tél. 47 27 24 00

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Française d'Investissement, qui s'est tenue le 23 mai 1989 sous la présidence de M. Paul Beaulieu, a approuvé les comptes de l'exercice 1988, tels qu'arrêtés par le conseil d'administration du 14 mars 1989.

Le total du bilan s'établit à 963 millions de francs, contre 302 millions de francs à la fin de 1987. Le bénéfice net de la BFI s'élève à 15,6 millions de francs, en progression de 220 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

L'assemblée générale ordinaire a ratifié la cooptation de deux nouveaux administrateurs : M. Pascal Simoes, directeur général du Crédit Mutuel Artois-Picardie, et M. Elie Busnot, directeur général de La Prospective Financière, qui viennent en remplacement de M. Pierre Le Roy et de M. Elie Jomard, démissionnaires.

GENEFIM

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 mai 1989, sous la présidence de M. Bernard Tristan, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Ces comptes, qui pour la première fois intègrent la fusion de SICOTEL et de SOGECOMI, font ressortir un bénéfice de 115 533 575,12 francs, en hausse de 13 % sur le résultat cumulé de 1987. Le dividende décidé par l'assemblée générale est de 27,30 francs par action ; il sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1989. Par rapport au dernier dividende servi par SICOTEL, la progression est de 5 %.

Cette assemblée générale a donné à son président l'occasion de constater la réussite de la fusion, qui se mesure notamment au travers de la hausse du cours de l'action (près de 20 % de progression depuis novembre dernier) et du doublement du volume des transactions en Bourse.

Le bon niveau de production enregistré en 1988 et les perspectives d'activité pour 1989 permettent d'envisager la poursuite de l'évolution favorable du résultat.

GFC

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 24 mai 1989, sous la présidence de M. Roger Papet et a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 107,2 millions de francs contre 93,8 millions de francs en 1987, ces montants incluant des plus-values nettes à long terme de 13,04 millions de francs pour 1988 et de 7,4 millions de francs pour 1987.

Le bénéfice hors plus-values qui s'établit ainsi à 94,2 millions de francs a permis à l'assemblée de fixer, sur proposition du conseil d'administration, le dividende par action à 21,50 francs contre 20,50 francs pour l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 15 juin 1989.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Electro Banque

L'Assemblée Générale Ordinaire d'Electro Banque, réunie le 24 mai 1989, sous la présidence de M. Philippe Dargenton, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 24 MAI 1989

Le résultat net, en progression de 8,5 % par rapport à l'exercice précédent, s'établit à 54,7 millions de francs.

Sur proposition du Conseil, l'Assemblée a fixé le dividende net à 20 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F (contre respectivement 19 F et 9,5 F au titre de l'exercice précédent).

Ce dividende sera détaché le 31 mai et mis en paiement le 30 juin 1989. Les actionnaires ont la possibilité d'opter, avant le 14 juin, pour le paiement de ce dividende en actions émises au prix unitaire de 312 F.

Le Président a indiqué que les activités de la banque se sont développées favorablement au cours des premiers mois de l'exercice 1989, laissant augurer, pour l'ensemble de cet exercice, une nouvelle progression du résultat de la société.



Crédit National

LE CRÉDIT NATIONAL & L'EUROPE

Le CRÉDIT NATIONAL, utilisant son expérience dans le financement des entreprises françaises, a développé ses interventions en Europe au cours des années récentes.

Collaborant avec ses partenaires dans la Communauté (en particulier la Banque Européenne d'Investissement et le Club des Institutions Spécialisées de crédit à long terme de la Communauté Européenne) et s'appuyant sur la créativité de ses équipes, il a mis son ingénierie financière au service de projets complexes.

Ses financements ont été le plus souvent réalisés en ECU dont le CRÉDIT NATIONAL a été un des promoteurs. Il a été un des premiers emprunteurs dans cette devise qu'il propose aux entreprises depuis plusieurs années ; ses crédits en ECU ont atteint 358 millions d'ECU en 1988.

ACESA Autopistas

ARIANESPACE Arianespace

CMB PACKAGING CMB

EURO DISNEYLAND S.N.C.

EUROTUNNEL Eurotunnel

FERRUZZI Gruppo Ferruzzi

GPA/ATR GPA/ATR

HIDROELECTRICA ESPAÑOLA S.A.

INMARSAT Inmarsat

MAC CAIN Mac Cain

PUBLIC POWER CORPORATION

SOMMER ALLIBERT INTERNATIONAL

T.A.P. TAP

CRÉDIT NATIONAL - 45, rue Saint-Dominique - 75007 Paris - Tél. (1) 45.50.95.82 45.50.90.16



A l'issue de l'assemblée générale de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme du 24 mai 1989, celle-ci et le groupe de Pierre Belon se sont engagés à publier les modalités de leur association dès que les instances concernées du groupe de Pierre Belon en auront délibéré.

Les conseils d'administration de la société Félix Bellon S.A. et de la SODEXHO se sont donc réunis le 26 mai 1989. Les administrateurs ont entériné à l'unanimité la convention passée avec la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme.

Sur le plan financier :

- l'entrée de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme ou d'une de ses filiales dans le groupe de Pierre Belon se fera par un apport en numéraire d'environ 400 millions de francs ;

- un holding de contrôle de SODEXHO dénommé Financière SODEXHO sera créé ;

- une augmentation de capital de 123 529 actions de SODEXHO sera réservée à la Financière SODEXHO à un prix de 3 300 francs par action. Cette valeur correspond à la moyenne des cotations de l'action SODEXHO au cours de vingt Bourses consécutives prises dans les quarante précédant le conseil d'administration du 26 mai 1989.

- La Félix Bellon S.A. apportera ses actions SODEXHO à la Financière SODEXHO.

A la suite de cette restructuration :

- le capital de la Financière SODEXHO sera réparti entre le groupe de Pierre Belon pour 71 % et le groupe Wagons-Lits pour 29 % ;

- la Financière SODEXHO détiendra 51 % du capital de SODEXHO après dilution.

Les actionnaires de SODEXHO seront convoqués à une assemblée générale extraordinaire dans la deuxième quinzaine du mois de juillet 1989 à l'effet d'approuver cette augmentation de capital.

Le conseil d'administration de SODEXHO se réunit :

- du rapprochement des activités de restauration collective des deux groupes, qui place le nouvel ensemble au premier rang européen et au troisième rang mondial ;

- de l'association, à travers la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme, avec des partenaires aussi puissants et complémentaires que la Caisse des Dépôts et Consignations, Pargès-Bruelles-Lambert et Rolaco.

Cette alliance offre aux clients et au personnel des deux groupes les meilleures perspectives d'avenir.



SICOMI

L'assemblée générale, réunie le 24 mai 1989, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 dont le résultat s'élève à 141 723 842,53 francs, en augmentation de 6 % sur le résultat courant (hors plus-values de levées d'option) de l'exercice antérieur.

Elle a fixé le dividende - payable le 3 juillet 1989 - à 65 francs par action (+ 5 %).

L'assemblée a nommé administrateur de la société la CAIXA BANK CGIE, qui sera représentée par son président, M. Vilarasau Salas.

Le président, M. Paul Alibert, a prononcé l'allocution suivante :

« L'année 1988 a été marquée par un climat particulièrement favorable au développement de nos activités, puisque, à une expansion soutenue de l'économie, se sont ajoutés un recours croissant des sociétés françaises au financement en crédit-bail immobilier et une excellente tenue du marché de l'immobilier d'entreprise.

Le montant des engagements nouveaux de la société s'est élevé à 476 400 000 francs, montant en augmentation sur celui de l'exercice antérieur (349 582 000 francs), qui se décompose comme suit :

- Crédit-bail 374 100 000 F

- Location simple 102 300 000 F

Nous avons abordé l'exercice 1989 confiants dans la maîtrise de ce contexte favorable et résolus à rester actifs sur le marché du crédit-bail immobilier, afin de maintenir notre production de nouveaux contrats à un niveau élevé, nécessaire pour assurer à long terme la progression de nos résultats.

Nous continuerons, d'autre part, d'être attentifs à l'évolution du marché de l'immobilier d'entreprise local en région parisienne afin de saisir toute opportunité favorable, c'est-à-dire offrant un taux de rendement compatible avec nos objectifs de rendement à moyen et long terme.

Les engagements déjà réalisés s'élèvent à 250 millions de francs et permettent d'engager favorablement la progression de nos actifs sur l'ensemble de l'exercice.

Nous espérons enfin que l'année 1989 sera marquée par l'entrée en activité, dès que l'octroi des dernières autorisations administratives le permettra, d'Euroleasing Immobilier S.A., société de crédit-bail immobilier créée à notre initiative en Espagne avec le concours d'une grande institution financière espagnole, la CAIXA. »



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES (GROUPE COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX)

La croissance continue

Réuni sous la présidence de M. Guy Richard, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1988, qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 27 juin prochain.

Informations financières (en millions de francs)	GTIE consolidé		
	1988	1987	88/87 %
Produits d'exploitation	4067	3413	+19,2
Marge brute d'autofinancement	240,0	156,5	+53,4
Bénéfice net	77,3	55,5	+39,3
Capitaux propres (hors intérêts minoritaires)	318,8	203,1	+57,0
Investissements	444,6	122,9	+261,8
Effectifs	8886	8047	+10,4

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

● Consolidation de la position de leader français de GTIE dans la production de poteaux béton pour lignes électriques, grâce à l'acquisition du Groupe LE BÉTON-SANCA.

● Continuation avec ETDE du premier Groupe français d'installation de lignes HT, suite à la prise de contrôle des sociétés SOULA et BEB.

● Renforcement dans le secteur traditionnel de l'installation électrique, par achat de trois sociétés et développement interne.

● Forte progression du bénéfice net.

LES PERSPECTIVES DE 1989

● Poursuite de la croissance interne et externe. A fin mars 1989, la facturation est en avance de 16 % par rapport à 1988.

● Développement de la formation, de la communication, et de l'esprit de Groupe.

Consensus sur la loi désaccord sur la m

Le consensus sur la loi de finances pour 1989 a été établi, mais il reste encore beaucoup de points à clarifier. Les députés de l'opposition ont souligné que la loi ne répond pas à leurs attentes en matière de réduction de l'impôt sur le revenu et de soutien à l'investissement. Ils ont également critiqué la complexité croissante des textes législatifs et l'absence de concertation avec les professionnels concernés. Malgré ces réserves, les députés de la majorité ont souligné les progrès réalisés et ont exprimé leur confiance dans le gouvernement pour mener à bien la réforme.

Le mercredi (numéro 1) LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

هكترامز مژدهل

Économie

SOCIAL

Plus de 12 % des offres d'emploi restent sans réponse

La France menacée par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Un comble ! Tel organisme professionnel de l'emploi cherche une secrétaire confirmée et s'adresse en vain à ses adhérents. En désespoir de cause, il publie une petite annonce dans un quotidien national spécialisé. Dénouement : il n'obtient que quatre réponses. « Et encore, trois d'entre elles étaient à côté de la plaque », raconte, dépitée, la personne chargée de ce recrutement. « Nous avions pourtant précisé que nous étions une institution patronale et que nous proposons une embauche ferme. Apparemment, cela ne suffit pas ! »

Des anecdotes de ce genre, il en court partout, actuellement, qui confirment, par le petit bout de la lorgnette, ce que prophétisaient les analystes depuis quelques mois. Après la pénurie d'emplois, cause du chômage, voici la France menacée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Plus, les deux phénomènes peuvent parfaitement coïncider et aggraver les tensions que connaît le marché du travail. À savoir qu'il y aurait, tout à la fois, trop faible création d'emplois pour résorber le stock de chômeurs dont la formation ou la qualification s'écarte des besoins exprimés, et, d'autre part, manque de candidats pour les postes proposés, d'ailleurs de plus en plus sévèrement définis.

Le mouvement, déjà sensible au plus fort de l'aggravation du chômage, s'amplifie avec la reprise récente et ne devrait plus connaître de limites, si la croissance se poursuit.

Mais ce qui relevait jusqu'à présent de l'anticipation ou de la prévision commence à être vécu dans les faits. Plusieurs indices, encore partiels, montrent que la France risque

de connaître une pénurie de compétences disponibles que la formation ne pourra corriger de sitôt.

Le plus important d'entre eux provient de l'INSEE, cité par M. André Laignel, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle. Selon une enquête trimestrielle de conjoncture, la proportion de chefs d'entreprise qui n'auraient pas pu réaliser l'embauche souhaitée aurait augmenté, et pas seulement pour les catégories socioprofessionnelles les plus recherchées. Sur l'ensemble de l'industrie, hors bâtiment et travaux publics, dans les entreprises de plus de dix salariés, cette proportion était de 12,4% en mars 1989 contre 3,4% en janvier 1988, quand il s'agissait de recruter des cadres. Elle était de 8,5% pour les ouvriers qualifiés et de 1,6% pour les ouvriers spécialisés, toujours en mars 1989, contre, respectivement, 5% et 0,9% en janvier 1988.

Cause partiel depuis 1983

Faute de postulants, des recrutements n'ont pu être effectués dans le bâtiment, bien sûr, mais aussi dans l'industrie des biens d'équipement. Dans plusieurs secteurs, le manque de cadres pour les postes à pourvoir est de plus de 10% et les besoins insatisfaits auraient doublé depuis 1980. Même la branche agro-alimentaire est touchée. Devant les professionnels de ce secteur, M. Laignel a indiqué que la proportion d'offres non pourvues était passée de 3% en janvier 1988 à 5,9% en mars 1989 pour les cadres, de 3,5% à 5,8% pour les ouvriers qualifiés et de 0,2% à 0,9% pour les ouvriers spécialisés.

Ces informations devraient être détaillées et analysées par l'INSEE, qui prépare un document sur le sujet pour le début de juin. On devrait y lire la convergence de l'évolution dans toutes les branches d'activité, dont le bâtiment et les travaux publics, d'ordinaire placés à l'écart de l'enquête.

Pour la petite histoire, ces renseignements n'étaient plus publiés par l'INSEE depuis 1983. « Parce qu'il ne se passait plus rien », disent les statisticiens. « Cette partie de l'enquête était tombée en désuétude », reconnaissent-ils, bien décidés aujourd'hui à l'exhumer.

Un tiers des missions n'ont pas de preneur

D'autres sources, fragmentaires, viennent renforcer le jugement. Dans une note de l'été dernier, le Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne (GIM) révèle que 53% des entrepreneurs sondés connaissent des difficultés de recrutement en janvier dernier, contre 29% en janvier 1988. Les syndicats professionnels de l'intérim, l'UNETT et le PROMATT, font état de constatations identiques. M. Philippe Portier, secrétaire général de l'UNETT, affirme qu'un tiers des missions d'intérim qui sont proposées par les agences de travail temporaire ne trouvent pas de preneur.

Dans le STP, dit-il, c'est devenu franchement dramatique. La moitié des postes de conducteurs d'engins restent vacants.

M. Bernard Bacquet, délégué général du PROMATT, parle pour sa part de 30% de pénurie et y voit la conséquence « d'une gestion de la main-d'œuvre à flux tendu », c'est-à-dire avec des effectifs minimum. Cela entraîne une brusque augmen-

tation de la demande d'intérimaires quand la production se met à un niveau élevé.

L'ensemble de ces observations souligne bien le paradoxe qui tend à se développer avec le mouvement de création d'emploi, de plus en plus fort. Les mieux formés, les plus jeunes ou ceux qui ont connu de brèves périodes de chômage retrouvent vite un poste et ne sont pas en mesure de répondre à toutes les sollicitations. Habités à pratiquer une surcharge pour les diplômés et les qualifications, les employeurs n'ont pas encore pris conscience des conséquences de ce retournement de tendance.

A l'inverse, les plus âgés, les moins formés et les chômeurs de longue durée ont encore moins de chances de se réintégrer professionnellement. Plus que jamais, ainsi que le souligne M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, la menace d'une accentuation de la sélectivité du marché du travail grossit avec la reprise. Désormais, le risque d'un partage en deux de ce marché n'est plus une hypothèse d'école.

ALAIN LEBEAUX

La grève des employés municipaux

Le maire d'Amiens repousse au 15 juin l'application des 39 heures

AMIENS
de notre correspondant

L'épreuve de force continue à Amiens entre le maire, M. Gilles de Robien (UDF-RPR), qui veut faire appliquer le retour aux 39 heures voté par sa municipalité, et les employés municipaux qui sont en grève. Le 29 mai, le maire a annoncé qu'il repoussait l'application des 39 heures au 15 juin au lieu du 5...

Dans certaines cantines scolaires, les repas ont été servis deux fois : une fois par l'entreprise privée, à laquelle le maire avait fait appel, et une fois par les employés municipaux qui, grévistes ou non, avaient décidé de travailler pour contre l'initiative de M. de Robien.

Le ramassage des ordures ménagères, qui devait être également assuré par des entreprises privées, n'a pu l'être, qu'en partie, les éboueurs en grève ayant empêché la moitié des dix heures de circuler. Il n'y a pas eu d'incident. En attendant, les débris s'accumulent : 1 200 tonnes pour six jours de grève.

Côté personnel, on comptait 100% de grévistes chez les éboueurs, tandis que dans les cuisines des cantines le travail avait repris, en partie, ainsi que dans d'autres services. Les syndicats annoncent une grande manifestation pour jeudi soir.

Dans une interview au *Courier Picard*, M. de Robien affirme que les syndicats lui ont demandé, non plus de supprimer la décision de faire 39 heures, mais de laisser le temps au personnel d'étudier le problème service par service. C'est pourquoi il a accepté de reculer de quelques jours la date prévue. « Les responsables syndicaux », a-t-il ajouté, « doivent faire preuve d'une bien plus grande prudence et, probablement, chercher des voies pour arrêter une action qui est dénuée de l'esprit des revendications, des perdants des élections du 24 mars. A la place de l'intersyndicale, j'aurais refusé la présence d'étus communistes, et non des moins, à une assemblée générale syndicale ».

MICHEL CURIE

Les discussions sur la convention médicale

Consensus sur la formation des médecins, désaccord sur la maîtrise des dépenses

A la veille d'une nouvelle réunion plénière - le 1^{er} juin - entre les représentants des trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) et les trois syndicats représentatifs de médecins, les discussions sur le renouvellement de la convention médicale progressent inégalement, malgré les groupes de travail mis en place au début d'avril. Les partenaires parviendront-ils à mettre au point, d'ici au début de juillet, un dispositif favorisant un usage plus économe de la médecine de ville, comme le demande M. Evin, ministre de la santé ?

Seule la formation continue des médecins fait l'objet d'un consensus : « Une formation sur 60 % des pratiques pour 60 % des médecins », dit-on à la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (CNAATIS). Souhaitant y engager une large partie du corps médical, les caisses ont accepté, malgré leurs réticences de départ, d'indemniser les temps de formation, sous condition d'une durée minimale (on parle d'une semaine par an) et que cette formation corresponde à un programme habilité. En revanche, le coût de la formation proprement dite serait à la charge des médecins : elle pourrait être couverte par une cotisation obligatoire, que présente la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et les généralistes de MG-France.

Cette formation porterait à la fois sur les pratiques médicales d'économie de la santé (et notamment les effets économiques des décisions médicales) et la gestion des cabinets. Un double système de contrôle serait établi avec l'habilitation des formations régionales des autorités scientifiques et médicales et l'indemnisation aux caisses et aux

syndicats signataires. « Si l'aspect purement médical relève de la profession, nous sommes concernés si la formation contribue à une meilleure maîtrise des dépenses », a déclaré M. André Laignel, président de la Mutualité sociale agricole.

Un accord paraît aussi se dégager sur la « vie conventionnelle » pour activer les commissions locales et leur fournir les indicateurs à la fois économiques et médicaux. Les médecins semblent aussi accepter l'idée d'établir une gamme de sanctions plus économes pour les déviants entre la réprimande et la déconventionnement, seules mesures disponibles aujourd'hui. Reste encore à en préciser l'usage : M. Jacques Beaupère, le président de la CSMF, estime que les « droits de la défense » sont souvent bafoués et que seul le Conseil de l'ordre des médecins est qualifié pour apprécier si les honoraires demandés par un praticien respectent « le tact et la mesure ».

« Contrat de santé » et « groupe de progrès »

Les divergences persistent en revanche sur la maîtrise des dépenses. Les syndicats de médecins refusent toute limitation *a priori* de leur croissance et toute d'intervention à la réduction de certains postes (par exemple, les prescriptions de médicaments). Ils n'acceptent l'idée d'engagement que sur des objectifs locaux limités et temporaires (formule défendue par la Fédération des médecins de France). La formation continue, plaident-ils, menant les praticiens à des comportements plus rationnels les rendra par définition plus économes.

Les syndicats voient aussi le salut dans des formules volontaires. MG-France prône une rationalisation du circuit des malades grâce à un « contrat de santé ». Les assurés qui accepteraient de s'abonner pour un an chez un généraliste, et s'engageraient à ne s'adresser au spécialiste

que sur son conseil, bénéficieraient de tiers payant, mais ils seraient moins remboursés s'ils rompent le contrat. Les spécialistes, de leur côté, seraient mieux rémunérés, s'ils consentaient à n'intervenir qu'en tant que « consultants », c'est-à-dire avec le médecin de famille.

A cette formule, la CSMF en oppose une autre, due au syndicat des médecins de groupe, et qu'elle n'a pas encore présentée dans les négociations. Il s'agit d'accorder un complément de rémunération aux praticiens acceptant de suivre deux semaines de formation par an et de participer à des « groupes de progrès ».

Côté caisses, on souhaite des méthodes ayant des effets plus directs. « Il n'est pas possible de continuer à dériver à raison de 11 % l'an, même si cette croissance résulte en partie du vieillissement de la population, de l'évolution des techniques et d'une évolution culturelle », souligne M. Laux, le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, à l'occasion d'un avertissement : « L'acte médical ne peut être révalorisé que si, parallèlement, on constate une réduction des prescriptions. Les médecins doivent avoir le style léger sans qu'on ait à leur imposer un plan de restrictions ».

Une réponse du berger à la berge. En effet, les médecins estiment que la seule façon d'éviter une proportion excessive de médecins choisissant les honoraires libres consiste à relever les tarifs et à réduire les impôts et les charges sociales. Ce raisonnement ne convainc pas les représentants des caisses : ils font valoir que le montant des honoraires par médecin a augmenté depuis 1980 - « ce qui n'est pas le cas des produits agricoles », souligne M. Laux. Ils entendent bien mettre des conditions à la pratique des honoraires libres et à en pénaliser financièrement le développement : « Si dans une discipline ou dans une localité il n'y a plus de médecins appliquant les tarifs conventionnels stricts (1), les organismes sociaux devront en mettre un à la disposition de la population », a menacé M. Laux.

GUY HERZLICH

(1) Voir le Monde du 30 mai.



TRENET

PALAIS DES CONGRÈS DU 17 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE
LOCATION: (1) 46.40.28.20

PALAIS DES CONGRÈS, FNAC, AGENCES, MINTEL 36.15 EUROPE 1 ET PAR CORRESPONDANCE: SPECTACLE CHARLES TRENET - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - BP 7 - 75017 PARIS

HUBERT PRODUCTIONS EN ACCORD AVEC GILBERT ROZON

EUROPE 1
C'est la pêche.

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

Marchés financiers

Avec un chiffre d'affaires de 50 milliards de francs en 1988

Le groupe Bouygues appuie sa stratégie européenne sur l'alliance avec M. Berlusconi

Bien que le mot n'ait jamais été prononcé publiquement, M. Francis Bouygues a, le 29 mai, présenté son fils, Martin, comme son futur « successeur » à la tête du groupe de bâtiment et de travaux publics qui, avec un chiffre d'affaires de 50 milliards de francs en 1988, consolide sa place de numéro un mondial du secteur.

C'est, en effet, M. Martin Bouygues, administrateur du groupe depuis 1982, vice-président depuis 1987, et directeur général depuis l'an dernier, qui a dressé le bilan des activités des différentes divisions en 1988. « Notre identité de pensée et de vue sur ces sujets est totale et, ensemble, nous prenons toutes les grandes décisions », a déclaré le fondateur du groupe. Cette précision n'était pas inutile devant tous les « barons » rassemblés à un moment où l'empire Bouygues est peut-être à la recherche d'un nouveau souffle.

Sans doute l'année 1988 a-t-elle été satisfaisante puisque le chiffre d'affaires a progressé de 7 % et le bénéfice net de 5 %. Surtout, la capitalisation boursière (8,5 milliards) a fortement progressé (+ 67 %) ainsi que les capitaux propres (+ 20 %) et M. Francis Bouygues a annoncé qu'en 1989 il comptait des profits en hausse de 10 %.

Redéploiement

Mais le groupe semble à la croisée des chemins. Vient-il encore accroître son parts de marché dans les métiers de base, à savoir l'immobilier, les routes, les grands travaux comme les ponts ou les tunnels ? La rentabilité et les marges dans ces secteurs ne sont pas particulièrement confortables et, en France, à moins d'un événement imprévisible, aucune acquisition d'entreprise d'envergure n'est envisagée. M. Francis Bouygues aurait souhaité, a-t-il rappelé, aboutir à un accord de regroupement avec Spie-Batignolles mais M. Didier Pinesau-Valencienne, PDG de Schneider, ne l'a pas vu de cet oeil, ce qui a fait capoter l'affaire il y a deux ans. D'autre part, M. Bouygues a démenti qu'il ait des visées sur la SAE (23,7 milliards de francs de chiffre d'affaires), dont le titre fait l'objet de multiples spéculations en Bourse.

Si, aujourd'hui, les métiers traditionnels représentent encore 58 % du chiffre d'affaires, l'objectif des dirigeants d'ailleurs est de réduire cette part jusqu'à 50 %. De leur côté, les secteurs des services et de la communication ont appelé à une

forte expansion. « Il faut avoir de l'audace et se laisser porter par l'extraordinaire courant d'innovation qui se manifeste dans le monde », a expliqué le fondateur du groupe. Qui aurait pensé, il y a six mois, que nous pourrions créer des sociétés d'économie mixte en URSS et que nous décrocherions dans ce pays des contrats pour construire une clinique ophtalmologique ou des aéroports ? En tout cas, si développement il y a, on peut parier qu'il se fera en Europe et dans le monde avec le groupe italien de M. Silvio Berlusconi dont un représentant entretient d'ailleurs, le 19 juin, au conseil d'administration.

Visiblement, l'homme d'affaires de la Péninsule a séduit M. Bouygues et il envisage de créer avec lui une filiale franco-italienne qui développera non seulement des projets dans le secteur de la télévision mais aussi dans les services, les ouvrages d'art, les travaux sur les marchés internationaux. « M. Berlusconi m'a confié qu'il était très malheureux parce que sa participation dans la chaîne de télévision, la 5, lui faisait perdre de l'argent », a lâché, non sans humour M. Bouygues. Car lui-même, avec 25 % de l'IF1, est plutôt satisfait de 1988 : 4,7 milliards de chiffre d'affaires et un bénéfice de 40 millions.

En définitive, le seul secteur qui constitue la branche malade du groupe est celui des travaux pétroliers en mer. Les pertes ont atteint 40 millions. Les dirigeants de Bouygues auraient souhaité s'associer avec l'autre grand français du secteur, le groupe IFPM, mais ce dernier a préféré l'alliance avec l'américain Mac Dermott. Du coup, Bouygues va essayer de trouver dans ce secteur des partenaires britanniques ou extrême-orientaux.

Rivière artificielle

Parmi les autres informations délivrées le 29 mai au siège social du groupe, à Saint-Quentin-en-Yvelines, quatre ont retenu l'attention des analystes :
- Colas, filiale de Bouygues, vient d'acquiescer aux Etats-Unis, une entreprise de travaux routiers, avec 130 millions de dollars de chiffre d'affaires ;
- Le seul chantier à l'étranger pour lequel Bouygues a été obligé de constituer des provisions importantes est la ligne ferroviaire Ramdane-Djamel (137 kilomètres) à propos de laquelle un lourd contentieux oppose l'entreprise aux autorités algériennes ;
- Les travaux de l'autoroute A-14 entre la Défense et Orgeval commenceront à la fin de l'année ;
- Enfin, M. Francis Bouygues a confirmé qu'il s'était rendu récemment en Libye pour étudier « ce qui pourrait être le plus grand et le plus beau chantier que j'aie jamais rencontré ». Il s'agit de créer une rivière artificielle en pompant de l'eau renfermée dans un lac souterrain à 800 kilomètres au sud de Tripoli et de la transporter jusqu'à la côte pour irriguer une zone cultivable.

Les réserves représentent cinquante ans de pompage. Un consortium de huit entreprises européennes mené par Bouygues avec notamment l'allemand Beilfinger, est en train d'achever les études techniques et le montage financier, alors que les Japonais sont déjà en charge d'une première tranche. L'ensemble du projet représente la somme phénoménale de 6 milliards de dollars.

FRANÇOIS GROSCHARD.



COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

GROUPE CFAO

LE GROUPE CDME S'IMPLANTE EN ALLEMAGNE

CDME va prochainement prendre une participation majoritaire dans le capital de la société Valentin KLEIN, un important distributeur de matériel électrique allemand.

Valentin KLEIN, dont le siège est à Hanovre, prévoit de réaliser en 1989 un chiffre d'affaires supérieur à 700 MF sur 8 agences.

Ce projet de prise de participation est soumis actuellement à l'accord de l'Office des Cartels Allemands.

CDME est également implanté en Amérique du Nord (USA et Canada), dans 4 pays européens (Espagne, Belgique, Portugal et Italie), au Moyen Orient et en Extrême Orient.

Le groupe CDME représente aujourd'hui 446 points de vente et devrait réaliser en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 10 milliards de francs, ainsi qu'un chiffre d'affaires cumulé, incluant essentiellement le Canada, voisin de 13 milliards de francs.

NEW-YORK, 28 mai

Memorial Day

La Bourse et le marché des matières premières étaient fermés, lundi, en raison de la journée du souvenir (Memorial Day) à la mémoire des Américains morts pour leur pays.

BRUXELLES

Une loi anti-raider

Une réglementation anti-raider destinée à garantir la transparence des opérations boursières visant à prendre le contrôle de sociétés est entrée en vigueur, mercredi 24 mai, en Belgique.

L'absence d'une telle législation avait permis, en janvier 1988, à M. Carlo De Benedetti, d'acquiescer 18,6 % du capital de la Société générale de Belgique (SGB), le principal holding du pays, et de lancer une offre publique d'achat (OPA) surprise sur les actions restantes.

La nouvelle loi, adoptée en février dernier, prévoit que toute personne physique ou juridique qui acquiert des titres de sociétés conférant des droits de vote devra déclarer le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote attachés à ces titres représentent 5 % ou un multiple de 5 % du total des droits de vote.

La déclaration devra être faite auprès de la société en cause et auprès de la commission bancaire (organisme de surveillance des activités bancaires).

LONDRES, 28 mai

Marché clos

La Bourse de Londres était fermée, le 29 mai, en raison des fêtes du Spring Holiday.

Un accès plus large à Tokyo

Le ministre britannique du commerce et de l'industrie, Lord Young, a pressé le Japon d'accorder à davantage de sociétés financières britanniques le statut de membres de la Bourse de Tokyo (TSE), sans lequel elles ne peuvent opérer en toute indépendance, ainsi que de permettre la déqualification de ses marchés financiers. Il a demandé au président du Tokyo Stock Exchange, M. Minoru Nagatsuka, que des mesures soient prises immédiatement pour que plus de sociétés financières britanniques puissent devenir membres du TSE.

Selon Lord Young, M. Nagatsuka s'est déclaré conscient de la nécessité d'accepter comme membres de plus nombreuses firmes étrangères, et a précisé que la Bourse se pencherait sur ce problème.

Quelques cinquante maisons de titres étrangères ont déposé leur candidature officielle au Tokyo Stock Exchange et peuvent ainsi opérer directement sur la Bourse japonaise. Les conseils qui opèrent sur le TSE sans avoir le statut de membre doivent passer par une société membre pour traiter leurs opérations.

FAITS ET RÉSULTATS

« Sanofi s'allie au japonais Daiichi Sankyo. » Le groupe Sanofi (sanofi, cosmétiques), filiale d'Elf Aquitaine, est en « négociation avancée » avec la firme japonaise Daiichi Sankyo en vue de conclure avec elle un accord lui permettant de renforcer ses positions en santé humaine au Japon. Le PDG de la firme française, M. Jean-François Deboq, l'a annoncé le vendredi 29 mai à l'occasion de l'assemblée annuelle. M. Deboq a précisé que cet accord, qui pourrait être signé dans les semaines à venir, devrait permettre à son groupe de renforcer sa présence au Japon (deuxième marché mondial) dans le domaine de la thrombose, un des deux axes thérapeutiques de Sanofi avec le système nerveux central. Au Japon, une société en joint-venture Sanofi-Daiichi (51 % - 49 %) commercialisera les produits du groupe Sanofi dans ce domaine. Le même procédé sera employé en Europe avec la création d'une société commune Daiichi-Sanofi (51 % - 49 %), qui commercialisera sur le Vieux Continent les produits de Daiichi. Daiichi commercialise déjà au Japon l'antagoniste plaquettaire à base de ticlopidine de Sanofi, dont les ventes atteignent 1,9 milliard de francs. Bien que très peu présent aux Etats-Unis, Sanofi n'envisage pas d'acquisition dans ce pays, « sauf opportunité exceptionnelle », avant 1992-1995, a précisé M. J.-F. Deboq.

« Deux nouveaux administrateurs à la Société des Bourses françaises. » L'assemblée générale de la Société des Bourses françaises (SBF) a nommé deux nouveaux administrateurs : Alphabourse (société de Bourse du groupe GAN) et M. Jean-Pierre Hellebruy, directeur des valeurs mobilières d'AXA.

« Notté procède à une promotion importante de capital. » Le groupe Notté va pouvoir procéder à la première augmentation de capital décidée vendredi 26 mai en assemblée générale, mais contestée par un groupe d'actionnaires minoritaires réunis sous le nom de Cines (Convention d'investisseurs Notté). Ce dernier a finalement indiqué qu'il ne ferait pas opposition à la première augmentation de capital qui portera celui-ci de 330 millions de francs suisses (1 FS = 4 FF) à 346 millions de francs suisses.

« Le groupe Bic poursuit sa stratégie de diversification dans le parfum, en dépit de résultats décevants, et s'abandonne pas la recherche et le développement. » Le groupe Bic poursuivra sa stratégie de diversification dans le parfum, en dépit de résultats décevants, et s'abandonne pas la recherche et le développement.

PARIS, 28 mai

Tassement

La semaine a commencé rue Vivienne sur une note pour le moins assez morose. Après sa bonne prestation faite au début du nouveau mois boursier, le marché parisien a, lundi, fait un petit pas en arrière. A l'effritement observé au début de la séance (- 0,12 %) succédait ensuite un plus franc repli (- 0,37 %) avant que la résistance ne s'organise un peu. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané d'oscillation à 0,25 % en dessous de son niveau précédent. Il revenait à - 0,16 % en clôture. Déjà érodé à la veille du dernier week-end, l'optimisme manifesté par la Bourse ces derniers jours a fait place au scepticisme et à la prudence. Les places de Londres et de New-York sont en effet fermées ce lundi, étant ainsi à Paris des éléments de jugement importants au moment où le dollar, que l'on croyait calé, repart vigoureusement à l'aventure.

D'ailleurs, des rumeurs de relèvement des taux d'intérêt dans les principaux pays européens ont été citées. Beaucoup affirment que la France pourrait se maintenir à l'écart. « Combien de temps », s'interroge un grand de portefeuille, « si les tensions sont trop vives, la Banque de France devra s'aligner pour ne pas favoriser un affaiblissement du franc ». « Il faut faire très attention », dit un spéculateur, qui avait avant déjà procédé à des ajustements de précaution pour ses clients.

En l'absence de la possibilité d'un nouveau crash, l'économiste Maurice Allais a apporté de l'eau au moulin des partisans de la prudence.

Dans ces conditions, en confirmant le bon sens de l'économie nationale pour le premier trimestre, l'INSEE n'a guère rencontré d'écho sous les colonnes.

Eurotunnel est passé au-dessus de 120 F.

TOKYO, 30 mai

Nouveau fléchissement

Deuxième séance de repli, mardi, à Tokyo. Après un début de séance mouvementé de baisse s'est toutefois ralenti ensuite. En fin de matinée, l'indice Nikkei avait cédé 149,36 points alors qu'à la clôture il réussissait à limiter sa perte à 83,94 points (0,25 %) pour s'établir à 34 076,89.

La nouvelle hausse du dollar, malgré l'intervention musclée de la Banque du Japon (BOJ), préoccupe sérieusement les investisseurs. Les apaisements fournis par M. Taisei Maruyama, ministre des finances, qui attribue la nouvelle flambée du billet vert aux propositions Bush de réduire les groupes américains stationnés en Europe, n'ont cependant pas convaincu pleinement le marché. A preuve, quelques heures plus tard la BOJ relevait le taux de l'escompte de 2,5 à 3,25 %.

VALEURS	Cours du 29 mai	Cours du 30 mai
Alstom	840	837
Amal	1 040	1 040
Carac	1 780	1 770
Elf Ind	1 820	1 840
Indesat	1 020	1 020
Minimex	2 450	2 420
Minimex	1 180	1 180
Minimex	1 180	1 180
Minimex	1 180	1 180
Minimex	1 180	1 180

PARIS, 28 mai

Le dollar s'échangeait en notre monnaie, le mardi 30 mai au vert, à plus de 6,82 F contre 6,8055 F à la cotation officielle de lundi, et 6,8390 F à celle de vendredi. Il revenait ensuite à 6,8045 F. La plupart des banques locales européennes, dont celle d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne, sont intervenues pour vendre du dollar et tenter de contenir la poussée de la devise américaine (lire page 47).

FRANCOFONIE 29 mai 30 mai
Dollar (en DM) 2,438 2,438
Tokyo 29 mai 30 mai
Dollar (en yen) 142,85 143,9

MARCHE MONÉTAIRE (cote parité)
Paris (30 mai) : 134/47/84
New-York (26 mai) : 116/65

Le dollar s'échangeait en notre monnaie, le mardi 30 mai au vert, à plus de 6,82 F contre 6,8055 F à la cotation officielle de lundi, et 6,8390 F à celle de vendredi. Il revenait ensuite à 6,8045 F. La plupart des banques locales européennes, dont celle d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne, sont intervenues pour vendre du dollar et tenter de contenir la poussée de la devise américaine (lire page 47).

FRANCOFONIE 29 mai 30 mai
Dollar (en DM) 2,438 2,438
Tokyo 29 mai 30 mai
Dollar (en yen) 142,85 143,9

Le dollar s'échangeait en notre monnaie, le mardi 30 mai au vert, à plus de 6,82 F contre 6,8055 F à la cotation officielle de lundi, et 6,8390 F à celle de vendredi. Il revenait ensuite à 6,8045 F. La plupart des banques locales européennes, dont celle d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne, sont intervenues pour vendre du dollar et tenter de contenir la poussée de la devise américaine (lire page 47).

Le dollar s'échangeait en notre monnaie, le mardi 30 mai au vert, à plus de 6,82 F contre 6,8055 F à la cotation officielle de lundi, et 6,8390 F à celle de vendredi. Il revenait ensuite à 6,8045 F. La plupart des banques locales européennes, dont celle d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne, sont intervenues pour vendre du dollar et tenter de contenir la poussée de la devise américaine (lire page 47).

Le dollar s'échangeait en notre monnaie, le mardi 30 mai au vert, à plus de 6,82 F contre 6,8055 F à la cotation officielle de lundi, et 6,8390 F à celle de vendredi. Il revenait ensuite à 6,8045 F. La plupart des banques locales européennes, dont celle d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne, sont intervenues pour vendre du dollar et tenter de contenir la poussée de la devise américaine (lire page 47).

PARIS:

Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	322 10	322	Le gélif de roche	322	322
Amal	226	226	Locust	226	226
B.C.	320 80	320	Locust	270	270
B. & D. & Associés	800	800	Metallurg. Minier	825	825
B.C.M.	670	670	Metallurg. Minier	187	187
B.P.	770	770	Metallurg. Minier	1030	1030
B.P.	625	625	Metallurg. Minier	208 70	208 70
B.P.	943	943	Metallurg. Minier	182	182
B.P.	236	236	Metallurg. Minier	200	200
B.P.	1047	1047	Metallurg. Minier	510	510
B.P.	625	625	Metallurg. Minier	484	484
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	34 70	34 70
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	475	475
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	542	542
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	304 50	304 50
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	198	198
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	485	485
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	440	440
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	108 30	108 30
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	574	574
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	470	470
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	318	318
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	777	777
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	281	281
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	430	430
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	205	205
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	545	545
B.P.	1020	1020	Metallurg. Minier	215	215

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
LEMONDE

Marché des options négociables le 29 mai 1989

Nombre de contrats : 9 507.

VALEURS	COURS	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Sept. 89	Sept. dernier	Sept. 89
Amal	500	-	-	0,50	2
CEC	400	38	44	-	8
EF-Agilite	440	62	62	-	6,10
Evolution SA-FLC	100	22	26	0,50	2
Lafarge-Capex	1 550	45	86	30	-
Michelin	240	6,60	4,90	-	45
MMI	1 700	1,50	13	-	-
Parifair	520	3,30	15,50	32	35
Prophet	1 550	152	195	4,20	28
Saint-Gobain	600	19	35	12	-
Société générale	400	9,50	31	-	-
Thomson-CSF	240	3,10	9,20	16	24,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 mai 1989

Nombre de contrats : 41 628.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jan 89	Sept. 89	Jan. 89	Déc. 89
Dernier	106,42	106,32	106,02	106,02
Précédent	106,78	106,68	106,26	106,26

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
106	1,20	-	0,95	-

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,8045 F	PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
Le dollar s'échangeait en notre monnaie, le mardi 30 mai au vert, à plus de 6,82 F contre 6,8055 F à la cotation officielle de lundi, et 6,8390 F à celle de vendredi. Il revenait ensuite à 6,8045 F. La plupart des banques locales européennes, dont celle d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne, sont intervenues pour vendre du dollar et tenter de contenir la poussée de la devise américaine (lire page 47).	26 mai 29 mai
	Valeurs françaises : 113,30
	Valeurs étrangères : 112,10
	(SBF, base 100: 31-12-81)
	Indice global CAC : 478,5
	(SBF, base 100: 31-12-81)
	Indice CAC 40 : 1 728,2
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 : 494,12
	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
	Industrielles : 2 493,77
	Industrielles (Indice Financial Times)
	Industrielles : 1 778,5
	Mines d'or : 771,2
	Fonds d'Etat : 86,28
	TOKYO
	29 mai 30 mai
	Nikkei Dow Jones : 34 076,89
	Indice global : 2 521,27

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230
SE-IL	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230	6,8230

TAUX DES EUROMONNAIES

U...	9 3/16	9 13/16	9 9/16	9 11/16	9 3/16	9 11/16	9 3/8	9 1/2
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
6 3/4	6 5/8	6 7/8						

Marchés financiers

BOURSE DU 29 MAI

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -
1028	C.N.E. 35 %	3670	3590	3600	+ 0.78	1028	C.N.E. 35 %	3670	3590	3600	+ 0.78	1028	C.N.E. 35 %	3670	3590	3600	+ 0.78
1029	B.N.P. P.T.	1077	1078	1078	+ 0.09	1029	B.N.P. P.T.	1077	1078	1078	+ 0.09	1029	B.N.P. P.T.	1077	1078	1078	+ 0.09
1030	C.C.F. P.T.	1250	1250	1250		1030	C.C.F. P.T.	1250	1250	1250		1030	C.C.F. P.T.	1250	1250	1250	
1120	Orlé. Lys. T.P.	1121	1121	1121		1120	Orlé. Lys. T.P.	1121	1121	1121		1120	Orlé. Lys. T.P.	1121	1121	1121	
1120	Remont. P.T.	1708	1708	1708	+ 0.18	1120	Remont. P.T.	1708	1708	1708	+ 0.18	1120	Remont. P.T.	1708	1708	1708	+ 0.18
1120	Remont. P.T.	1708	1708	1708	+ 0.18	1120	Remont. P.T.	1708	1708	1708	+ 0.18	1120	Remont. P.T.	1708	1708	1708	+ 0.18
1322	St-Gabriel T.P.	1339	1339	1338	- 0.07	1322	St-Gabriel T.P.	1339	1339	1338	- 0.07	1322	St-Gabriel T.P.	1339	1339	1338	- 0.07
1322	Thomson T.P.	1368	1367	1367	- 0.07	1322	Thomson T.P.	1368	1367	1367	- 0.07	1322	Thomson T.P.	1368	1367	1367	- 0.07
945	Accor	576	579	571	- 0.39	945	Accor	576	579	571	- 0.39	945	Accor	576	579	571	- 0.39
945	Accor	576	579	571	- 0.39	945	Accor	576	579	571	- 0.39	945	Accor	576	579	571	- 0.39
2002	Alcan. S.A.	2002	2022	2024	+ 0.97	2002	Alcan. S.A.	2002	2022	2024	+ 0.97	2002	Alcan. S.A.	2002	2022	2024	+ 0.97
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180	
2180	Alcan. S.A.	2180	2180	2180		2180	Alcan. S.A.</										

Comptant (reflection)

VALEURS			% du noon.	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours
Obligations																			
Exp. 8.20 % 77	126	0	915	C.L.C. Financ. del	...	221	Lacé	1330	...	1281									
8.00 % 78/93	101	27	0148	C. de l'Industrie	9827	1553	Madison Ind.	140	...	145									
10.00 % 79/94	335	46	7400	Chemins (R)	...	1387	Magnum S.A.	940	...	749									
10.25 % 80/94	104	04	04	Colmar (R)	1190	1227	Méditerranée Parc	418	10	...									
10.50 % 82/94	104	05	6038	Couff	...	375	Midi Déptoyé	535	...	...							
10.75 % 82/94	104	05	6038	C. de l'Industrie	...	357	Min. des P.	147	...	...							
10 % juin 82	106	10	1518	C. Comp. Lyonn-Além.	...	400	Mont. de l'Ind.	138	...	...							
14.60 % fin. 83	108	82	3880	Comptoirs (R)	...	945	Oréal	394	...	...							
14.50 % été. 83	118	10	5827	C.A.P.	...	16	Orsay	2250	...	227									
12.20 % oct. 84	106	90	7369	C. de l'Industrie	...	870	Orsay (R)	2250	...	227									
11 % fin. 86	112	30	2123	C. de l'Industrie	...	375	Orsay (R)	2250	...	227									
12.25 % fin. 86	106	40	186	C. de l'Industrie	...	153	Orsay (R)	2250	...	227									
Okt 12.75 % 83	3048	60	0361	Dachau S.A.	624	...	Parfums	222	220	424									
Okt 10 % 2000	...	...	0065	Dépense	319	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
Okt 8.50 % 1987	306	40	0361	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
Okt 8.00 % 1988	304	48	138	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
Cl. France 3 %	...	...	...	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							
C. Comp. Lyonn. 82	101	80	8335	Dépense S.A.	3937	...	P. de l'Ind.	296	...	...							

SICAV (sélection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS par picul	COURS 28/8	COURS Achat
Elate-Unis (5 l)	8 638	8 905	6 500
EDU	7 043	7 048	
Grande-Bretagne (100 l)	33 830	33 830	32 500
Belgique (100 l)	19 180	19 174	16 800
Payes-Unis (100 l)	300 600	300 420	291 500
Grande-Bretagne (100 l)	87 010	86 560	85 500
Holland (100 l)	93 700	94 050	90
Grande-Bretagne (5 l)	10 084	10 094	9 750
Cristal (100 disques)	3 968	3 968	3 760
Suisse (100 l)	4 678	4 678	4 400
Suisse (100 l)	388 150	387 280	376
Suisse (100 l)	100 410	100 820	97
Australie (100 sal)	48 170	48 105	46 000
Espagne (100 sal)	5 385	5 385	5 200
Portugal (100 sal)	3 008	3 008	2 800
Canada (500 l)	5 611	5 645	5 450
Canada (100 yards)	4 739	4 748	4 625

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS paric.	COURS 29/5
Or fin (600 au heare)	78300	78300
Or fin (en lingot)	78300	78250
Pièce Souverain (200 g)	480	480
Pièce Indes (10 g)	430	430
Pièce Indes (20 g)	454	450
Pièce Indes (200 g)	458	457
Souverain	468	467
Pièce de 10 dollars	2935	2930
Pièce de 10 dollars	1470	1500
Pièce de 5 dollars	855	
Pièce de 50 patacs	2925	2918
Pièce de 10 florins	470	468
Or Londres		
Or Zurich		
Or Hongkong		
Argent Londres		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ci
se
pu
re
le
pe
ci
co
ex
L
te
q
li
m
d
li

v
L
p
q
u
le
s
q
s
l
c
s

هكذا من الأهل